

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



RAPPORT ANNUEL

2020

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	7
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	8
CARTE DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)	11
LE MOT DU GOUVERNEUR	13
L'ANNEE 2020 EN BREF	15

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES ET MONÉTAIRES

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	19
1.1. Conjoncture économique des principaux partenaires des Etats membres de la CEMAC	19
1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or	23
1.3. Marchés des produits de base	27
2. SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE LA CEMAC	29
2.1. Croissance économique	29
2.2. Prix et compétitivité	34
2.3. Finances publiques et dette extérieure	39
2.4. Secteur extérieur	42
2.5. Secteur monétaire	44

II. MISSIONS ET GOUVERNANCE

1. MISSIONS	53
1.1. Politique monétaire	53
1.2. Emission monétaire	58
1.3. Gestion des réserves de change	58
1.4. Gestion des systèmes et moyens de paiement	60
1.5. Stabilité financière	64
2. GOUVERNANCE	83
2.1. Organes de décision	83
2.2. Organes de contrôle	88
2.3. Autres organes	89

III. GESTION ET COOPÉRATION	93
1. ACTIVITÉS ET PROJETS DE LA BEAC	95
1.1. Etude et Recherche	95
1.2. Gestion des ressources humaines	95
1.3. Audit et Contrôle	97
1.4. Informatique et télécommunications	98
1.5. Affaires juridiques et contrats	98
1.6. Investissement et patrimoine	99
1.7. Communication	100
2. COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE	101
2.1. Coopération régionale	101
2.2. Coopération internationale	102
3. COMPTES DE LA BEAC	105
3.1. Bilan	105
3.2. Etat de résultat global	109
3.3. Rapport des Commissaires aux comptes	110
ANNEXES	111
A. INFORMATIONS GÉNÉRALES	113
B. ANNEXES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES	131

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Principaux indicateurs des marchés financiers	26
Tableau 2: Evolution du Produit Intérieur Brut par pays de 2015 à 2020.	30
Tableau 3: Contribution de la demande globale à la croissance réelle de 2015 à 2020	32
Tableau 4: Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel de 2015 à 2020	33
Tableau 5 : Tableau des opérations financières des Etats de la CEMAC de 2015 à 2020 (en milliards de F CFA)	40
Tableau 6 : Balance des paiements de la CEMAC de 2018 à 2020	43
Tableau 7 : Situation Monétaire résumée	44
Tableau 8 : Évolution de la masse monétaire	45
Tableau 9 : Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire	45
Tableau 10 : Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC	46
Tableau 11 : Évolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC	46
Tableau 12 : Évolution des engagements officiels extérieurs	47
Tableau 13 : Évolution de la position extérieure nette des établissements de crédit	47
Tableau 14 : Évolution du crédit intérieur.	47
Tableau 15 : Évolution des créances nettes sur les États par composante.	48
Tableau 16 : Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux	48
Tableau 17: Evolution des crédits à l'économie par maturité.	49
Tableau 18 : Répartition des créances consolidés sur les Etats de la CEMAC au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)	54
Tableau 19 : Evolution des transactions dans les systèmes de paiement de la BEAC (en milliard de FCFA).	60
Tableau 20 : Evolution des opérations de transferts Swift BEAC et banques	61
Tableau 21 : Evolution des principaux agrégats bilanciels des banques de la CEMAC (en millions de FCFA).	65
Tableau 22 : Evolution de la structure des dépôts des banques de la CEMAC.	65
Tableau 23 : Evolution des dépôts bruts par pays entre fins décembre 2016 et 2020 (en millions de FCFA).	66
Tableau 24 : Evolution de la structure des crédits des banques de la CEMAC.	66
Tableau 25 : Evolution des crédits bruts par branche d'activité.	67
Tableau 26 : Evolution des principaux agrégats bilanciels des établissements financiers (en millions)	68
Tableau 27 : Evolution de la qualité du portefeuille de crédits des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)	68

Tableau 28 : Soldes intermédiaires de gestion des banques	69
Tableau 29 : Evolution du PNB des banques de la CEMAC	70
Tableau 30 : Evolution du RN des banques de la CEMAC	70
Tableau 31 : Soldes intermédiaires de gestion des EF	71
Tableau 32 : Evolution des fonds propres nets par pays	72
Tableau 33 : Evolution du nombre des banques en infraction par rapport aux normes prudentielles.	73
Tableau 34 : Evolution du nombre d'établissements financiers de la CEMAC en infraction par rapport aux ratios prudentiels.	73
Tableau 35 : CEMAC – Évolution de la situation bilancielle.	74
Tableau 36 : Volume des émissions par adjudication de BTA et d'OTA	75
Tableau 37 : Réparation de l'Encours des titres publics (BTA et OTA) par pays des détenteurs finaux au 31 décembre 2020 (en milliards de FCFA)	78
Tableau 38 : Evolution des remboursements des titres publics (BTA et OTA) par Trésor émetteur (2019-2020) (en millions de FCFA)	78
Tableau 39 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur	79
Tableau 40 : Synthèse des opérations du marché secondaire des titres publics dans la CEMAC	80
Tableau 41 : Actions cotées à la BVMAC au 31 décembre 2020	80
Tableau 42 : Obligations conservées à la BVMAC au 31 décembre 2020	81
Tableau 43 : Evolution des effectifs du personnel de la BEAC pour l'année 2020.	96
Tableau 44 : Evolution du bilan de la Banque Centrale	108
Tableau 45 : Evolution de l'Etat du résultat global de la Banque Centrale	110

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international.....	20
Graphique 2 : Indice composite des cours des produits de base exportés par la CEMAC	27
Graphique 3 : Répartition du PIB nominal de la CEMAC en 2015 et 2020	30
Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC - secteurs pétrolier et non pétrolier	31
Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC	31
Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle de 2015 à 2020 (variation en % de l'indice des prix à la consommation)	34
Graphique 7 : Contribution des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne annuelle de la CEMAC de 2015 à 2020	35
Graphique 8 : Evolution du TCER et TCEN	35
Graphique 9 : Contributions absolues au TCER global	36
Graphique 10 : Evolution du TCER.....	37
Graphique 11 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, dons compris (en pourcentage du PIB)	41
Graphique 12 : Taux d'endettement public global (en pourcentage du PIB).....	41
Graphique 13 : Évolution de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires (en millions de FCFA)	57
Graphique 14 : Évolution mensuelle des opérations interbancaires depuis janvier 2018 (en milliards de FCFA)	57
Graphique 15 : Evolution des résultats de la Salle des marchés 2018- 2019	59
Graphique 16 : Nombre des EMF agréés et activité par pays au 30 septembre 2020...	74
Graphique 17 : Volumes des émissions par maturité de BTA en 2020 (en millions de FCFA).....	76
Graphique 18 : Volumes des émissions par maturité de OTA (en millions de FCFA) ..	76
Graphique 19 : Evolution des encours des titres publics entre décembre 2019 et décembre 2020 (en milliards de FCFA)	77
Graphique 20 : Structure des détenteurs des titres publics à fin 2020	77
Graphique 21 : Répartition des âges des agents de la BEAC au 31 décembre 2020	96

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABCA	:	Association des Banques Centrales Africaines
ACCG	:	Agent des Clauses et Conditions Générales
AEM	:	Agent d'Encadrement Moyen
AES	:	Agent d'Encadrement Supérieur
AIR	:	<i>African Institute for Remittances</i>
ALU	:	Apport de liquidité d'urgence
APE	:	Accord de Partenariat Economique
APEC	:	Association Professionnelle des Etablissements de Crédit
APP	:	<i>Asset Purchase Program</i>
ART	:	Agence de Régulation des Télécommunications
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDEAC	:	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BDEMF	:	Base de Données Economiques, Monétaires et Financières
BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIT	:	Bureau International du Travail
BoC	:	<i>Bank of Canada</i>
BoE	:	<i>Bank of England</i>
BRI	:	Banque des Règlements Internationaux
BTA	:	Bon du Trésor Assimilable
BTP	:	Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	:	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CAA	:	Caisse Autonome d'Amortissement
CAF	:	Coût – Assurance – Fret
CAMCCUL	:	<i>Cameroon Cooperative Credit Union League</i>
CAPBEAC	:	Automatisation du Contrôle Permanent et de l'Audit interne de la BEAC
CCA	:	Crédit Communautaire d'Afrique
CCP	:	Centre des Chèques Postaux
CDS	:	<i>Credit Default Swap</i>
CEA	:	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CER	:	Communauté Economique Régionale
CERBER	:	Système de Collecte, d'Exploitation et de Restitution aux banques des états règlementaires
CIP	:	Centrale des Incidents de Paiements
CLAB	:	Comité de Liaison Anti-Blanchiment
CNC	:	Conseil National du Crédit
COBAC	:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COSUMAF	:	Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRBC	:	Caisse de Retraite de la Banque Centrale
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CRSP	:	Comité Régional des Systèmes de Paiement
CSCA	:	Communauté des Superviseurs Bancaires Africains

CSF – AC	:	Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale
CSPMP	:	Cellule en Charge du Suivi, de la Préparation et de la Mise en œuvre des Projets
DAIC	:	Département de l'Audit et de l'Inspection des Centres
DAISCX	:	Département de l'Audit et de l'Inspection des Services Centraux
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DCBCG	:	Direction de la Comptabilité, du Budget et du Contrôle de Gestion
DEMARIS	:	Démarche pour la Maîtrise des Risques
DERS	:	Direction des Etudes, de la Recherche et des Statistiques
DGCG	:	Direction Générale du Contrôle Général
DPMG	:	Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux
DPRAI	:	Département de la Prévention des Risques et de l'Audit Informatique
DPSBCG	:	Département de la Planification Stratégique, du Budget et du Contrôle de Gestion
DRHF	:	Direction des Ressources Humaines et Formation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des activités Bancaires et du Financement des Economies
DSGE	:	<i>Dynamic and Stochastic General Equilibrium</i>
DSX	:	<i>Douala Stock Exchange</i>
DTS	:	Droits des Tirages Spéciaux
EMF	:	Etablissement de Microfinance
EONIA	:	<i>Euro OverNight Index Average</i>
EUR	:	Euro
EURIBOR	:	<i>Euro Interbank Offered Rate</i>
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FCFA	:	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FEC	:	Facilité Elargie de Crédit
FED	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
FODEC	:	Comité de Gestion du Fonds de Développement de la Communauté
FRCB	:	Fichier Régional des Clients et Comptes Bancaires de la Centrale des Incidents de Paiement
GAB	:	Guichet Automatique de Banque
GIMAC	:	Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale
GRAINE	:	Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés
HTCS	:	<i>Held To Collect and Sell</i>
ICAE	:	Indicateur Composite des Activités Economique de la CEMAC
IIA	:	<i>Institute of Internal Auditors</i>
IPPTE	:	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
LCB/FT	:	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
MSRC-AC	:	Mécanisme Sous-Régional de Coordination de l'appui du Système des Nations Unies - Afrique Centrale
MUCODEC	:	Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit
OCDE :	:	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OICV	:	Organisation Internationale des Commissions des Valeurs
OMM	:	Opérateur de Monnaie Mobile
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

OTA	:	Obligation du Trésor Assimilable
PCMA	:	Programme de Coopération Monétaire en Afrique
PDRH	:	Plan Directeur des Ressources Humaines
PEPP	:	<i>Pandemic Emergency Purchase Program</i>
PI	:	Portefeuille d'Investissement
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNB	:	Produit Net Bancaire
PNG	:	Position Nette Globale
PPSR	:	Programme de Préparation Stratégique et de Réponse au COVID-19
PRU	:	Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19
PSB	:	Plan Stratégique de la Banque
PT	:	Portefeuille de Trading
RCA	:	République Centrafricaine
SADC	:	<i>Southern African Development Community</i>
SDI	:	Schéma Directeur Informatique
SDM	:	Salle des Marchés
SIFI – JA	:	Société Internationale de Financement et d'Investissement - Jeune Afrique
SIRH	:	Système d'Information des Ressources Humaines
STA	:	Sociétés de Transfert d'Argent
SVT	:	Spécialiste en Valeur du Trésor
SWIFT	:	<i>Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication</i>
SYGESBEAC	:	Système de Gestion de la BEAC
SYGMA	:	Système de Gros Montants Automatisé
SYSCOBEAC	:	Système Comptable de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale
SYSTAC	:	Système de Télécompensation en Afrique Centrale
TCER	:	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	:	Taux de Change Effectif Nominal
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TIAO	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TIMP	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TIPP	:	Taux d'Intérêt des Prises en Pension
TISPP	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics
TLTRO	:	<i>Targeted Longer-Term Refinancing Operations</i>
TP	:	Taux de Pénalité
TPE	:	Terminal de Paiement Electronique
TRAS	:	Traitement Automatisé des Statistiques Monétaires
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UGRIF	:	Unité de Gestion des Réformes des Institutions Financières
USD	:	<i>United States Dollar</i>
USSD	:	<i>Unstructured Supplementary Service Data</i>
Var	:	<i>Value at Risk</i>
ZLECA	:	Zone de Libre Echange Continentale Africaine

CARTE DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)



LE MOT DU GOUVERNEUR



Monsieur le Gouverneur de la BEAC

En 2020, les pays de la CEMAC ont enregistré un taux de croissance de leur PIB réel de - 1,7 % (dont - 4,0 % pour le secteur pétrolier et - 1,1 % pour le secteur hors pétrole) contre + 2,9 % en 2019. En particulier, le secteur non pétrolier a au total perdu 3,2 points de croissance en 2020, reflétant l'impact de la crise économique et sanitaire qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale et qui s'est notamment traduit par un taux de croissance du PIB mondial négatif, à - 3,4 % en 2020 contre + 2,8 % en 2019.

En juin 2020, au plus fort de la crise sanitaire, le taux de croissance prévisionnel du PIB de la CEMAC était de - 3,7 %, dont - 1,9 % pour le secteur pétrolier et - 4,1 % pour le secteur hors pétrole. Les résultats définitifs enregistrés à la fin de l'année, qui sont en amélioration par rapport à ces prévisions antérieures, sont la preuve que les économies de la CEMAC ont mieux résisté que prévu au double choc sanitaire et économique, grâce aux efforts considérables d'ajustement et de soutien fournis par les différents gouvernements, avec l'appui du FMI et des partenaires au développement.

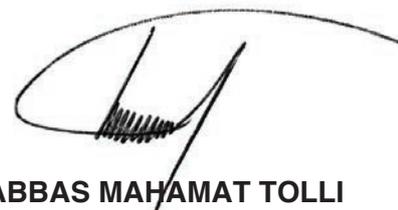
La Banque Centrale a vigoureusement contribué à la riposte contre les effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 en prenant, dès mars 2020, des mesures appropriées pour renforcer l'offre de liquidité bancaire et abaisser le coût du crédit bancaire.

Les mesures d'assouplissement prises par la BEAC ont limité certains effets négatifs de la crise sanitaire, grâce à son soutien à la liquidité des banques, qui ont ainsi pu continuer à apporter un relatif soutien à l'économie et à souscrire de manière conséquente aux titres publics.

Bien que les perspectives économiques et financières des pays de la CEMAC soient encourageantes, de nombreux défis persistent dans la Sous-région et continuent de mobiliser l'attention de la Banque Centrale et d'impacter son action. Il s'agit notamment de la faiblesse de la croissance économique, qui reste fragilisée par la crise sanitaire, les tensions sécuritaires dans certains pays, les difficultés de financement des Etats à l'international voire les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Tous ces défis exercent des pressions importantes sur la stabilité extérieure de la monnaie et appellent une très grande vigilance de la Banque Centrale, à travers notamment une application plus rigoureuse de la réglementation de change et la poursuite d'une politique monétaire certes accommodante, mais préservant efficacement la stabilité monétaire et celle du système financier.

Malgré la crise sanitaire, la Banque Centrale a poursuivi le renforcement de son équilibre financier et la mise en œuvre diligente des actions de modernisation contenues dans son Plan Stratégique 2017 – 2020, qui vise à l'arrimer aux standards internationaux dans toutes ses dimensions. Cette performance est, entre autres, le résultat du professionnalisme et du dévouement du personnel de la BEAC qui est resté mobilisé, malgré les perturbations et restrictions de mouvements qui ont été provoquées par la crise sanitaire.

C'est donc avec un plaisir, chaque fois renouvelé, que j'adresse mes encouragements à ce personnel ainsi qu'à tous les autres acteurs qui ont permis à la Banque Centrale de poursuivre sereinement la réalisation de ses missions.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop at the top and a series of vertical strokes below it.

ABBAS MAHAMAT TOLLI

L'ANNEE 2020 EN BREF

Au cours de l'année 2020, l'activité économique mondiale a été fortement impactée par la crise sanitaire de la COVID-19 qui a eu des conséquences néfastes sur les plans économique, monétaire, financier et social. La plupart des économies ont enregistré une baisse de leur activité, voire une récession. En réaction, les gouvernements des différents pays ont adopté des mesures économiques, monétaires et budgétaires afin de soutenir les entreprises et les ménages. Malgré ces efforts, selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en avril 2021 par le FMI, la croissance mondiale a chuté à - 3,4 % en 2020, contre 2,8 % en 2019, et remonterait à 6,0 % en 2021. Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité dans les économies avancées est revenu à -4,7 % en 2020, après 1,6 % en 2019, avant de rebondir à 5,1 % en 2021. Dans les pays émergents et en développement, le PIB réel a reculé de 2,2 % en 2020, après +3,6 % en 2019, pour se fixer à 6,7 % en 2021. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel a diminué, revenant de +3,2 % en 2019 à -2,5 % en 2020 avant de remonter à +3,1 % en 2021.

S'agissant des prix, le taux d'inflation mondiale en moyenne annuelle est revenu de 3,5 % en 2019, à 3,2 % en 2020, en raison de la faiblesse de la demande dans les pays avancés. L'inflation est globalement restée inférieure aux cibles des banques centrales (2 % en général), à 0,7 % en 2020, puis 1,6 % en 2021, après 1,4 % en 2019. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est établie à 5,1 % en 2019 et 2020 et devrait retomber à 4,9 % en 2021.

Afin de juguler les effets négatifs de la crise sanitaire de la COVID-19, couplés aux incertitudes croissantes quant à la durée de cette pandémie, la plupart des banques centrales ont prolongé leurs mesures de soutien aux économies.

La contraction de l'activité économique mondiale n'a guère épargné les économies de la sous-région dont les performances économiques et financières se sont dégradées en 2020, avec notamment : i) un taux de croissance du PIB réel de -1,7 %, contre 2,1 % en 2019 ; ii) un accroissement de l'inflation en moyenne annuelle de 2,4 % à fin décembre 2020, contre 2,0 % en 2019 ; iii) un creusement du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, à 2,0 % du PIB en 2020, contre 0,1 % du PIB en 2019 et iv) une dégradation du solde de la balance des transactions courantes à -4,8 % du PIB en 2020, contre 3,5 % du PIB en 2019.

Eu égard à ce qui précède, les agrégats monétaires ont évolué comme ci-après : i) un repli des avoirs extérieurs nets de la CEMAC de 31,1 % ; ii) une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 43,9 % à 6 370,5 milliards ; iii) une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 7 815,3 milliards à 8 211,0 milliards (+ 5,1 %) et iv) un accroissement des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) de 11,1 % pour s'établir à 13 532,5 milliards à fin décembre 2020 contre 12 184,7 milliards un an auparavant.

L'activité du système bancaire de la CEMAC a été marquée, entre décembre 2019 et décembre 2020, par un excédent de trésorerie en hausse de 14,4 %, grâce à une progression des ressources plus élevée que celle des emplois, malgré le contexte

de la pandémie de COVID-19. De fin mars 2020, début des premières restrictions consécutives aux mesures sanitaires de lutte contre la propagation de la COVID-19, à fin décembre 2020, le total bilan s'est accru de 7,9 % (+1 110 milliards), traduisant une certaine résilience du système bancaire face au choc sanitaire.

Le marché monétaire a été caractérisé par : i) un léger recul du volume des transactions pour revenir à 168,2 milliards (dont 122,7 milliards pour la pension-livrée) contre 172,2 milliards un an plus tôt ; ii) un TIMP à 7 jours s'étant établi à 4,00 % contre 3,75 % un an plus tôt, tandis que celui des opérations de pension-livrée s'est situé à 4,50% contre 4,86% l'année précédente.

Au niveau du marché des titres publics, les émissions par adjudications organisées par la BEAC ont atteint un niveau record en 2020, avec 9492,62 milliards levés à travers 879 adjudications, contre 2846,26 milliards en 2019, en raison de la forte présence des Etats sur le marché financier régional afin de lever des ressources pour la couverture de leurs besoins de financement liés à la lutte contre la pandémie de COVID-19.

A l'instar du compartiment primaire, le marché secondaire des valeurs du Trésor a connu un frémissement de ses opérations au cours de la période sous revue avec 272 opérations d'achat ventes de titres pour un montant nominal de 559,5 milliards enregistrées entre décembre 2019 et décembre 2020, en forte hausse par rapport à la même période un an auparavant où seules 81 opérations avaient été enregistrées sur des titres d'une valeur nominale globale de 275,7 milliards.

Face à la propagation de la pandémie de COVID-19, la BEAC a changé l'orientation de sa politique monétaire afin de soutenir l'activité économique et d'injecter suffisamment de la liquidité dans le système financier. Ainsi, elle a adopté un ensemble de mesures destinées à renforcer la stabilité du système monétaire de la Sous-région, notamment : i) la révision à la baisse de ses principaux taux d'intérêt, ii) l'abandon des ponctions et le relèvement du montant de liquidités à injecter sur le marché monétaire à 500 milliards, iii) l'élargissement de la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire, iv) la révision à la baisse des niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC, v) l'assouplissement des conditions d'émission des valeurs du Trésor (délais et calendriers d'émission), (vi) la mise à la disposition de la BDEAC d'une ligne de 90 milliards pour financer les projets d'investissements publics initiés par les Etats membres de la CEMAC, notamment dans le cadre des mesures de riposte face à la COVID-19, (vii) la réactivation des injections de liquidités de longue maturité sur le marché monétaire, avec la mise en adjudication d'une enveloppe de 150 milliards au titre de cette facilité et (viii) la mise en place d'un programme de rachats de 600 milliards de titres publics sur le marché secondaire, à raison de 100 milliards par Etat.

Par ailleurs, la BEAC a poursuivi la mise en œuvre de la réglementation des changes afin de favoriser l'accumulation des réserves de change qui, à fin décembre 2020, étaient légèrement supérieures à 3 mois d'importations de biens et services.

Au plan de la gestion budgétaire, les mesures de rationalisation des charges ont permis de préserver l'équilibre financier de la BEAC, et ainsi de réaliser un bénéfice net avant affectation de 31,0 milliards en 2020, contre 19,6 milliards en 2019. Au total, le bilan de la Banque Centrale est passé à 7 914,3 milliards, contre 7 909,1 milliards au 31 décembre 2019.

I. Evolutions Economiques et Monétaires



1. Environnement international

1.1. Conjoncture économique des principaux partenaires des Etats membres de la CEMAC

Au cours de l'année 2020, la pandémie de la COVID-19 a eu de nombreuses répercussions au niveau mondial, tant au plan sanitaire, économique que social, incitant les pays à prendre un ensemble de mesures pour freiner, voire stopper sa propagation, notamment le confinement et la cessation des activités dans plusieurs secteurs. En conséquence, l'économie mondiale s'est contractée de 3,4 % en 2020, après une hausse de 2,8 % en 2019.

Reflétant l'évolution de l'activité économique mondiale, le volume des échanges commerciaux a reculé de 9,6 % en 2020 contre + 1,0 % en 2019. Cette situation s'explique en grande partie par la faiblesse de la demande des consommateurs et des entreprises sur fond de récession mondiale.

S'agissant des prix, le taux d'inflation mondiale en moyenne annuelle est revenu de 3,5 % en 2019, à 3,2 % en 2020, en raison de la faiblesse de la demande. Dans les pays avancés, l'inflation s'est située à 0,7 % en 2020, contre 1,4 % en

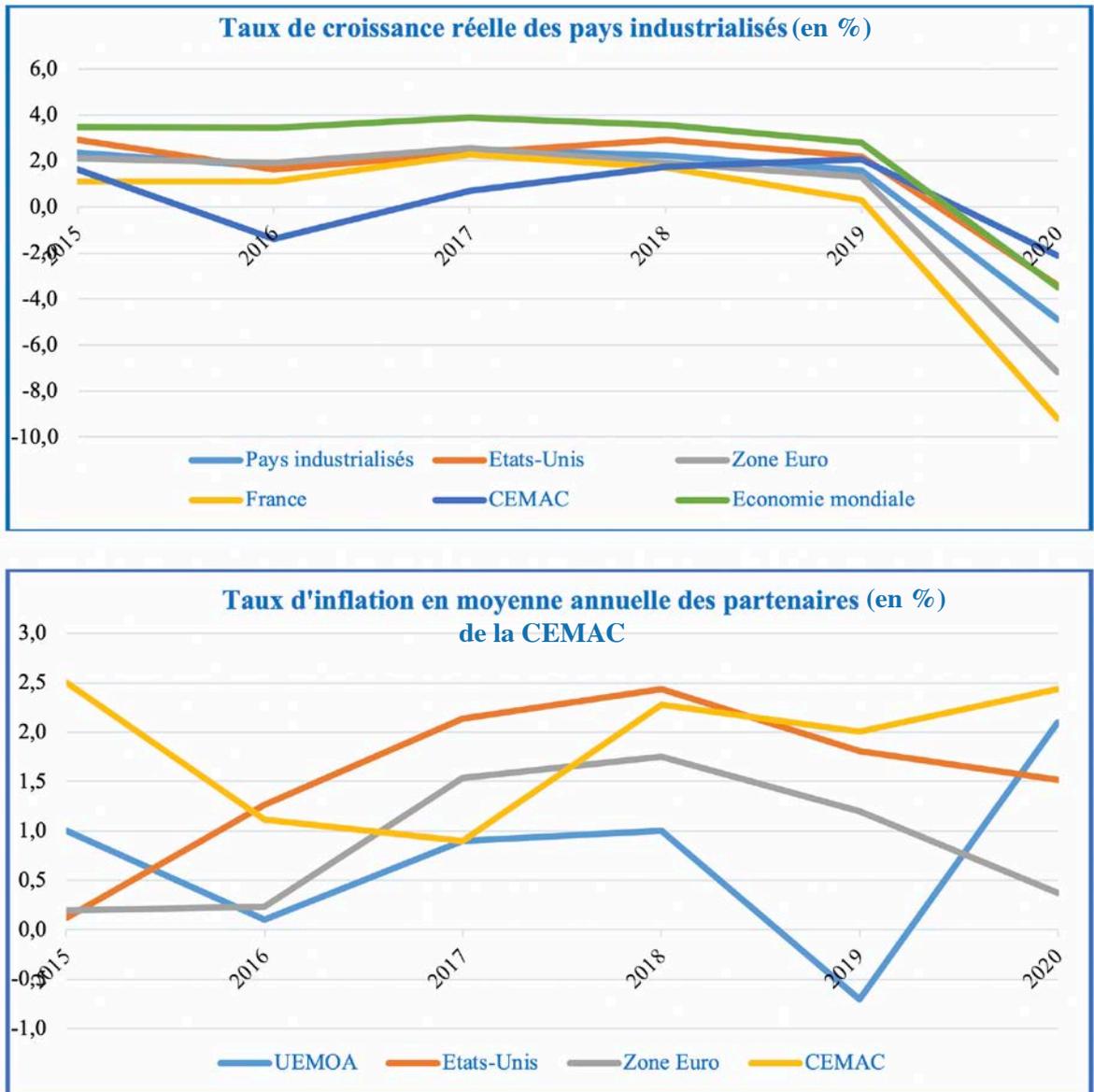
2019. S'agissant des pays émergents et en développement, elle s'est établie à 5,1 % en 2019 et 2020. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est accrue de 10,8 % en 2020 après 8,5 % en 2019.

En ce qui concerne la situation de l'emploi, le Bureau International du Travail (BIT) estime que le taux de chômage mondial s'est établi à 6,5 % en 2020 après 5,4 % en 2019, dans un contexte caractérisé par un recul de l'activité, en particulier dans le secteur manufacturier. Le nombre de chômeurs est remonté à 220 millions en 2020, contre 187 millions un an plus tôt, sous l'effet d'un léger accroissement de la population active au niveau mondial (+ 0,9 %).

Au niveau *monétaire*, les banques centrales des principaux *pays avancés et émergents* ainsi que *celles de l'Afrique subsaharienne* ont maintenu inchangée l'orientation accommodante de leur politique monétaire.

Le graphique 1 présente succinctement les principaux indicateurs de l'environnement international, à savoir le taux de croissance réelle des pays industrialisés et le taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires.

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international



Sources : BEAC, Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2021 (FMI)

Pris par groupe économique ou isolément, la situation des pays partenaires de la CEMAC est ressortie comme suit en 2020 :

La croissance économique de l'ensemble des pays membres de l'**Organisation de Coopération et de Développement Economiques** (OCDE) s'est contractée de 5,2 %, après une hausse de 1,6 % en 2019, compte tenu de la chute des activités économiques enregistrée dans les principales économies membres de l'organisation. Le taux de chômage a progressé de 5,4 % en 2019 à 7,1 % en 2020. Le déficit financier des administrations publiques s'est fortement accentué, pour se situer à 9,0 % du PIB en 2020, après 1,3 % du PIB en 2019, reflétant les mesures de relance budgétaire dans la plupart des pays membres. Le solde de la balance des opérations extérieures courantes est passé de 0,3 % du PIB en 2019 à 1,8 % du PIB en 2020. Le taux d'inflation, mesuré par la variation annuelle du déflateur du PIB, s'est établi à 2,0 % en 2020, après 1,1 % en 2019.

Aux **Etats-Unis**, la croissance s'est contractée de 3,5 % en 2020, contre une hausse de 1,6 % en 2019, induite par le recul des dépenses de consommation, dans un contexte de mise en œuvre des mesures de lutte contre l'épidémie de la COVID-19. Le taux de chômage est passé de 3,7 % en 2019 à 8,1 % en 2020. Le déficit financier des administrations publiques s'est situé à 15,8 % du PIB en 2020, contre 6,7 % du PIB en 2019, en raison des mesures de soutien pour limiter les effets néfastes de la crise économique et sanitaire. Par contre, le déficit de la balance courante s'est creusé à 3,1 % en 2020, contre 2,2 % du PIB en 2019. Sur le front des prix, l'inflation s'est atténuée à 1,2 % en 2020, après 1,8 % en 2019, en liaison principalement avec le recul de la demande intérieure.

Au **Japon**, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à - 4,8 % en 2020, après + 0,3 % en 2019, compte tenu de la forte baisse de la consommation intérieure et des exportations, induite par la pandémie du COVID-19. Le taux de chômage a augmenté de 2,3 % en 2019 à 2,8 % en 2020. Le déficit financier des administrations publiques s'est fortement accru, se situant à 10,1 % du PIB en 2020, contre 2,9 % du PIB en 2019. L'excédent de la balance courante est revenu de 3,6 % en 2019 à 3,3 % en 2020. Le taux d'inflation s'est situé à 0 % en 2020, contre + 0,5 % en 2019.

Dans l'**Union Européenne**, le PIB réel a reculé de 6,6 % en 2020, contre un accroissement de 1,7 % un an plus tôt. La mise en place des mesures de confinement liées à la COVID-19 a obéré la croissance, avec une baisse du PIB réel dans toutes les économies de la zone. Le déficit budgétaire s'est situé à 6,9 % du PIB en 2020, après 0,5 % du PIB en 2019. L'excédent de la balance courante a été ramené à 2,3 % du PIB en 2020, contre 2,7 % du PIB en 2019. Le taux d'inflation est revenu à 0,3 % en 2020, après 1,2 % en 2019, en raison de la baisse de la demande intérieure.

En **Allemagne**, l'économie a enregistré un taux de croissance de - 4,9 % en 2020, contre + 0,6 % en 2019, dû à la morosité enregistrée dans le secteur de l'activité manufacturière et des exportations, consécutivement à l'épidémie de la COVID-19. Le taux de chômage s'est hissé à 4,2 % en 2020, après 3,1 % en 2019 à cause de la détérioration de la situation de l'emploi. Le solde budgétaire des administrations publiques est devenu déficitaire de 4,2 % du PIB en 2020, contre un excédent de 1,5 % du PIB en 2019, sous l'effet des mesures prises par l'Etat pour soutenir l'activité économique.

L'excédent de la balance courante s'est stabilisé à 7,1 % du PIB en 2020, comme en 2019. Le niveau général des prix a progressé de 0,4 % en 2020, contre 1,3 % en 2019.

En **France**, le PIB réel s'est replié de 8,2 % en 2020, après une hausse de 1,5 % en 2019, du fait des mesures de confinement prises pour freiner la pandémie de la COVID-19. Le taux de chômage s'est établi à 8,2 % en 2020, après 8,5 % en 2019. Le déficit public s'est sensiblement accru à 9,2 % du PIB en 2020, après 3,1 % en 2019, reflétant la prise des mesures de soutien public aux entreprises et aux ménages. Le déficit du compte extérieur courant s'est accentué en 2020, s'établissant à 2,3 % du PIB en 2020, contre 0,7 % en 2019. Le taux d'inflation s'est situé à 0,5 % en 2020, contre 1,3 % en 2019, sous l'effet de la baisse de la consommation des ménages.

Au **Royaume-Uni**, l'activité économique s'est contractée, le PIB réel reculant de 9,9 % en 2020, après une hausse de 1,4 % en 2019. La situation sur le marché du travail s'est détériorée, avec un taux de chômage de 4,5 % en 2020, contre 3,8 % en 2019. Le déficit budgétaire s'est sensiblement aggravé, passant de 3,1 % en 2019, à 12,4 % en 2020, alors que celui du compte extérieur courant s'est réduit à 3,9 % du PIB en 2020, après 4,0 % en 2019. L'inflation a fléchi, s'établissant à 0,9 % en 2020, contre 1,8 % en 2019, en raison de la faiblesse de la demande intérieure.

Dans **les économies émergentes**, l'activité économique s'est contractée de 2,0 % en 2020, après une hausse de 3,6 % en 2019, en lien principalement avec sa tendance baissière dans les grandes régions mais aussi le ralentissement économique en Chine, du fait de la pandémie de la COVID-19.

En **Chine**, le taux de croissance du PIB réel est revenu à 2,3 % en 2020, contre 6,0 % en 2019, en dépit de la crise économique mondiale liée à l'épidémie de la COVID-19. En effet, au cours de période sous revue, l'activité économique a été soutenue par les investissements en infrastructures financés par l'endettement et par les mesures de relance budgétaire. Le taux de chômage s'est maintenu à 3,8 % en 2020. Le déficit budgétaire s'est dégradé à 6,9 % du PIB en 2020, contre 3,7 % en 2019. L'excédent de la balance courante s'est amélioré à 2,0 % du PIB en 2020, contre 1,0 % en 2019. Le taux d'inflation est descendu à 2,4 % en 2020, après 2,9 % en 2019.

En **Inde**, la croissance économique s'est repliée de 8,0 % en 2020, après une progression de 4,2 % en 2019, liée à la baisse des activités dans l'industrie manufacturière et les services, pénalisés par les mesures d'endiguement de la pandémie de la COVID-19. Le déficit budgétaire s'est aggravé à 10,0 % du PIB en 2020, contre 6,5 % en 2019. Le solde des transactions courantes est passé d'un déficit de 0,9 % du PIB en 2019 à un excédent de 1,0 % du PIB en 2020. Le taux d'inflation est remonté à 6,2 % en 2020, après 4,8 % en 2019.

En **Afrique subsaharienne**, aucun pays de la région n'a été épargné par la crise économique liée à l'épidémie de la COVID-19. L'économie de la région a enregistré une contraction de 1,9 % en 2020, après une hausse de 3,2 % en 2019. Le déficit budgétaire, dons compris, s'est accru à 7,6 % du PIB en 2020, contre 4,2 % du PIB en 2019. De même, le déficit du compte extérieur courant s'est aggravé, pour se situer à 6,9 % du PIB en 2020, après 4,1 % du PIB en 2019. Le niveau général des prix des biens et services destinés à la

consommation s'est accru de 10,8 % en 2020 après 8,5 % en 2019.

Au **Nigeria**, la croissance a enregistré une contraction de 1,8 % en 2020, contre 2,2 % en 2019, en raison de la baisse de l'activité du secteur pétrolier et de la demande intérieure, imputable aux mesures de confinement. Le déficit budgétaire s'est creusé à 5,8 % du PIB en 2020, contre 4,8 % du PIB en 2019. Le déficit du compte extérieur courant s'est atténué, revenant à 3,7 % du PIB en 2020, contre 3,8 % du PIB en 2019. Les tensions inflationnistes se sont accentuées, le taux d'inflation se situant à 13,2 %, après 11,4 % en 2019.

En **Afrique du Sud**, le PIB réel s'est contracté de 7,0 % en 2020, contre une hausse de 0,2 % un an auparavant, comme conséquence du recul des exportations et de la consommation privée. Le déficit budgétaire s'est creusé à 10,0 % du PIB en 2020, contre 4,6 % en 2019. Le taux de chômage s'est élevé à 29,2 % en 2020, contre 28,7 % un an plus tôt. Par contre, le déficit du compte extérieur courant s'est légèrement amélioré, se situant à 2,2 % du PIB en 2020, après 3,0 % du PIB en 2019. Le taux d'inflation s'est fixé à 3,3 % en 2020, contre 4,1 % en 2019.

Dans l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine**, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 0,9 % en 2020, après 5,7 % en 2019, en rapport avec les contreperformances des secteurs tertiaire et secondaire, reflétant l'impact de la pandémie de la COVID-19. Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est aggravé à 5,7 % du PIB en 2020, après 2,4 % du PIB en 2019. De même, le déficit du compte des transactions extérieures courantes s'est creusé à 5,8 % du PIB en 2020, contre 5,0 % du PIB en 2019. Sur le front des prix, le taux d'inflation s'est situé à 2,1 %, après - 0,7 % en 2019.

1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or

En 2020, l'économie mondiale a connu sa récession la plus profonde après la Seconde Guerre mondiale. L'activité économique a fortement reculé aux Etats-Unis et en Zone euro suite aux mesures de confinement visant à freiner la pandémie de la COVID-19, contrairement à la Chine où l'activité économique est restée résiliente. Afin de lutter contre les impacts socioéconomiques de cette pandémie, les gouvernements et les banques centrales ont adopté des mesures exceptionnelles de soutien et les tensions géopolitiques ont baissé, suite notamment à un accord sur le Brexit et la mise en place d'une nouvelle administration américaine. Sur les marchés financiers, les incertitudes et la volatilité ont été élevées sur la période. Ainsi, les taux de rendement obligataire ont globalement baissé, entraînant une hausse des prix des titres et les primes de crédit se sont fortement contractées. Sur le marché des changes, le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro, tandis que le cours de l'or s'est apprécié, tirant profit de son statut de valeur refuge.

1.2.1. Marchés monétaires

Dans la **Zone Euro**, la BCE a reconfirmé l'orientation très accommodante de sa politique monétaire, laquelle a visé à soutenir la reprise économique, en reconduisant le niveau du taux de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement à 0,00 %, 0,25 % et -0,50 %. Ce statu quo monétaire a été combiné à des mesures exceptionnelles de soutien pour faire face à la crise du coronavirus, à travers notamment : i) une augmentation du volume des injections de liquidités par le biais de ses opérations de refinancement à court, moyen et long terme (TLTRO); et ii) des opérations d'achats de titres sur le marché dans le

cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP) dont l'enveloppe totale a été portée à 1 850 milliards EUR et dans le cadre du Quantitative Easing (Asset Purchase Program, APP) au rythme mensuel de 20 milliards EUR. Par ailleurs, la BCE a annoncé une réduction temporaire des exigences de fonds propres en faveur des banques prenant des risques pour continuer à animer les marchés. Quant au taux de rémunération des dépôts interbancaires au jour le jour « EONIA », il est resté négatif sur toute l'année.

Aux **Etats-Unis**, la FED a abaissé ses taux directeurs en deux phases successives au cours du mois de mars 2020, les ramenant dans une fourchette de 0,00 % à 0,25 %. Une baisse d'une telle ampleur (-150 pb) n'avait pas été mise en œuvre par la FED depuis la crise financière de 2008. En plus de son programme d'achats d'actifs (120 milliards USD par mois), la FED a mis en place 2 300 milliards USD de nouveaux prêts pour soutenir l'économie, destinés tout particulièrement aux ménages, aux entreprises et aux collectivités locales. Par ailleurs, la FED a opté pour davantage de flexibilité dans son objectif d'inflation en acceptant de laisser l'inflation dépasser temporairement sa cible de 2 % afin de compenser les périodes de faible inflation et favoriser les créations d'emplois.

Au **Royaume-Uni**, prenant en compte la forte contraction du PIB suite à la pandémie de la COVID-19 et les difficiles négociations sur le Brexit, combinées à la faiblesse de l'inflation qui demeure bien en deçà de l'objectif de 2 %, la Banque d'Angleterre (BoE) a ramené son principal taux directeur de 0,75 % à 0,10 %.

Dans les **pays émergents**, la Banque Populaire de Chine (BoC) a continué de maintenir une politique monétaire prudente, en conservant son taux de référence à 4,35 %, faisant de la Chine l'une des rares grandes économies du monde avec des taux d'intérêt positifs. En Russie, l'économie a continué de pâtir de la baisse de la production et des cours du pétrole, poussant la Banque Centrale à ramener son taux directeur de 6,25 % à 4,25 %, un plus bas historique. La tendance a été la même dans les autres pays émergents, où les banques centrales du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud ont respectivement ramené leurs taux directeurs de 4,50% à 2,00 %, de 5,15 % à 4,00 % et de 6,50 % à 3,50 %.

1.2.2. Marchés obligataires

L'année 2020 a été marquée par un mouvement général de baisse des taux et un resserrement des spreads de crédit, à la fois en Europe et aux Etats-Unis, en raison des injections massives de liquidité de la part des banques centrales. Malgré les nombreuses incertitudes qui ont pesé sur les marchés en 2020, les volumes des émissions ont atteint de nouveaux records, notamment dans la Zone Euro où elles ont progressé de 50 % pour les titres publics et de 14 % pour les entreprises, pour atteindre respectivement 1 200 milliards d'euros et 400 milliards d'euros. Ces records s'expliquent par le fait que la pandémie de la COVID-19 a accru les besoins de financement et de sécurisation. Ainsi, le taux américain à 10 ans a baissé d'environ 100 pbs, passant en-dessous de 1 % en 2020 alors qu'il s'établissait à 1,92 % en 2019. Le taux à 10 ans allemand a également suivi la même dynamique, mais dans une ampleur moindre pour terminer l'année autour de -0,57 %

contre - 0,19 % en 2019. L'autre point marquant a été la réduction du coût de financement pour l'ensemble des pays périphériques en Zone Euro. En effet, la mise en place du programme d'achats d'urgence face à la pandémie de la BCE a provoqué une nette détente des taux d'emprunt, ces pays affichant désormais des taux à 10 ans autour de zéro.

1.2.3. Marchés boursiers

Sur les marchés boursiers, l'année 2020 a été exceptionnelle sous plusieurs aspects bien que les tendances boursières enregistrées aient été contrastées. En effet, les grands marchés d'actions ont progressé, à l'exception de l'Europe où les marchés ont terminé l'année en recul. Au niveau mondial, les valeurs énergétiques ont baissé (-30 %), il en est de même de celles liées aux transports et loisirs, tandis que les valeurs technologiques ont progressé (+44 %). Ces divergences sont liées à une succession d'évènements inédits : économies confinées, télétravail généralisé, nouveaux modes de vie tant professionnels que personnels, interventions massives des banques centrales et politiques de relance. Le mois de mars 2020 a connu un « krach éclair », avec notamment l'effondrement des cours du pétrole, mais la reprise des marchés, suite à l'action conjointe des banques centrales et des politiques budgétaires, a été rapide.

Ainsi, aux États-Unis, l'indice Dow Jones a progressé de 7,25 %, tandis que le NASDAQ, représentant les valeurs technologiques, a battu les indices traditionnels en finissant l'année en hausse de 43,64 %. Au Japon, l'indice Nikkei a progressé de 16,01 %, tandis qu'en Europe, les marchés boursiers ont mis plus de temps à effacer le choc boursier du 1^{er} semestre 2020. L'indice DJ-EU-ROSTOXX 50 et le CAC 40 français ont respectivement reculé de 5,14 %

et 7,14 % et le FTSE 100 britannique a cédé près de 14 %. Le Dax allemand fait partie des rares indices européens à avoir progressé (+ 3,55 %) au courant de l'année.

1.2.4. Marchés des changes et de l'or

Le dollar américain a chuté contre les principales devises mondiales, impacté par le nombre important d'infections aux États-Unis, mais aussi par la perspective de la prolongation d'une politique monétaire ultra-accommodante de la part de la FED. En effet, le dollar US a par moment joué un rôle de véritable valeur refuge, mais s'est graduellement affaibli face à la monnaie unique à partir du second semestre 2020. La parité EUR/USD a gagné près de 9 % sur un an en clôturant l'année à 1,2225 USD (1USD=537 FCFA). Le lancement des campagnes de vaccination a également été défavorable au dollar, provoquant un retour de l'appétit pour le risque sur les marchés. De son côté, l'euro a pu bénéficier de l'afflux de capitaux aux dépens de la devise américaine, aidé en cela par un certain optimisme autour des négociations sur le Brexit et les espoirs de reprise économique.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a atteint des sommets en 2020, dépassant la barre symbolique des 2 000 USD. L'or s'est une nouvelle fois illustré comme la valeur refuge par excellence, au milieu de perspectives économiques moroses suite à la crise sanitaire qui a touché la planète. L'or a également tiré profit des liquidités abondantes fournies aux marchés par les banques centrales, de la faiblesse des taux d'intérêt qui ont incité les investisseurs à chercher du rendement auprès de placements alternatifs et des craintes d'un retour de l'inflation. L'once d'or a clôturé l'année à 1 887,60 USD (+ 18 % par rapport à 2019).

Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers

		31/12/2019	31/03/2020	30/06/2020	30/09/2020	31/12/2020	Var. déc.19 - déc. 20
CHANGE	EUR/USD	1,12290	1,09710	1,12430	1,17220	1,12225	8,87 %
	EUR/GBP	0,84665	0,88492	0,90824	0,90788	0,89555	5,78 %
	EUR/CHF	1,108541	1,105971	1,106481	1,08001	1,08208	- 0,31 %
	EUR/JPY	121,96	118,25	121,23	123,70	126,280	3,54 %
	1 EUR en FCFA	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	0,00 %
	1 USD en FCFA	584,163	597,900	583,435	559,594	536,570	- 8,15 %
	1 GBP en FCFA	774,767	741,261	722,228	722,515	732,462	- 5,46 %
TAUX (en %)	1 CHF en FCFA	604,340	618,996	616,031	607,361	606,200	0,31 %
	1 JPY en FCFA	5,378	5,547	5,410	5,302	5,194	- 3,42 %
	Taux refinancement (BCE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 pb
	Taux prêt marginal (BCE)	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,00 pb
	Fed Funds	1,75	0,25	0,25	0,25	0,25	- 150,00 pb
	EONIA	- 0,446	- 0,437	- 0,470	- 0,485	- 0,498	- 5,20 pb
	T- Notes 10 ans	1,919	0,670	0,657	0,685	0,916	- 100,30 pb
INDICE	Bund 10 ans	- 0,188	- 0,474	- 0,456	- 0,523	- 0,572	- 38,40 pb
	OAT 10 ans	0,115	- 0,021	- 0,113	- 0,244	- 0,343	- 45,80 pb
	DOW JONES	28538,44	21917,16	25812,88	27781,70	30606,48	7,25 %
	NASDAQ COMPOSITE	8972,60	7700,10	10058,77	11167,51	12888,20	43,64 %
	NIKKEI- 225	23656,62	18917,01	22288,14	23539,10	27444,17	16,01 %
	CAC- 40	5978,06	4396,12	4935,99	4832,07	5551,41	- 7,14 %
	DJ- EUROSTOXX 50	3745,15	2786,90	3234,07	3214,30	3552,64	- 5,14 %
	Or (\$/ once)	1514,75	1608,95	1768,10	1886,90	1887,60	18,43 %
	Brent (\$/ baril)	66,00	22,74	41,15	40,95	51,80	- 21,52 %

Sources : BEAC, Bloomberg, Reuters

1.3. Marchés des produits de base

Entre 2019 et 2020, les cours des produits de base se sont repliés dans l'ensemble, en raison principalement d'une baisse généralisée des cours des produits énergétiques.

Ainsi, en moyenne annuelle en 2020, l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC a reculé de 18,0 %, du fait principalement d'une baisse des cours des produits énergétiques (- 11,3 %), des métaux et minéraux (- 11,3 %) et des produits de la pêche (- 1,1 %). Par contre, il a été noté des hausses des cours des produits agricoles (+ 1,4 %) et des produits forestiers (+ 0,8 %). La contribution des différents produits à l'indice composite des cours des produits de base se décline comme suit : produits énergétiques (-18,0 points), métaux et minéraux (- 0,5 point), produits agricoles (+ 0,4 point), produits forestiers (+ 0,1 point) et produits de la pêche (0,0 point).

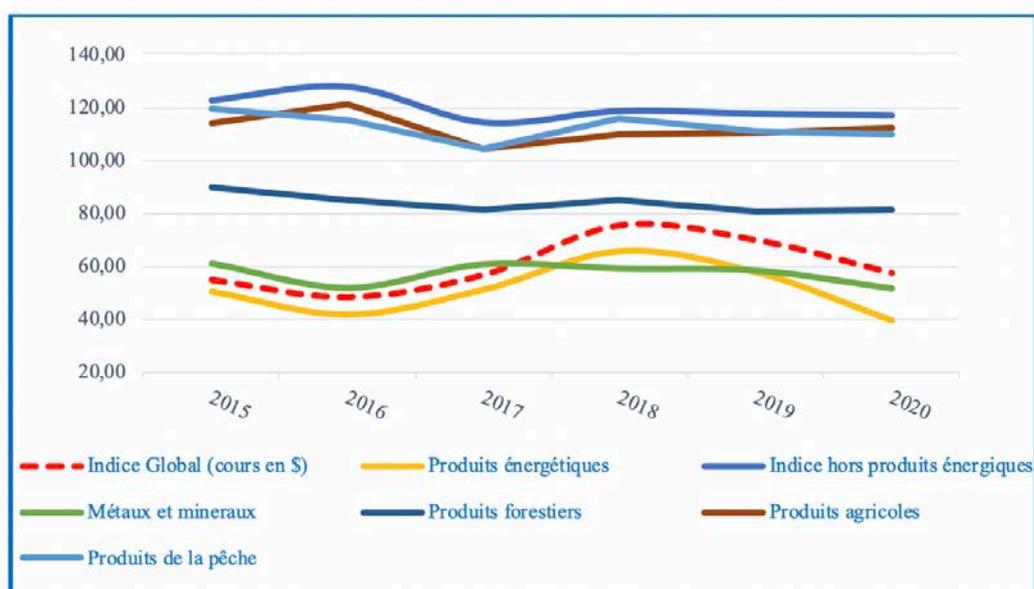
De même, l'indice des prix des produits de base, hors produits énergétiques,

a régressé de 0,6 %, revenant de 117,5 en 2019 à 116,7 en 2020, du fait essentiellement du recul observé sur les cours des métaux et minéraux et des produits de la pêche.

Les principaux facteurs qui ont influencé les cours des produits de base en 2020 sont :

- l'escalade des tensions commerciales entre les Etats Unis et la Chine, la faiblesse de la demande en Europe et en Asie et la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- les sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela qui ont réduit les exportations de brut de ces pays et favorisé la hausse de la production américaine. Par conséquent, le cours du baril de pétrole est revenu en moyenne de 61,4 dollars en 2019 à 41,3 dollars en 2020 ; et
- la baisse de la demande des principaux pays importateurs de bois, notamment la Chine.

Graphique 2: Indice composite des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

2. Situation économique et monétaire de la CEMAC

La conjoncture économique des pays membres de la CEMAC a été marquée en 2020 par :

- une baisse du PIB réel de 1,7 % (- 4,0 % pour le secteur pétrolier et - 1,1 % pour le secteur non pétrolier), après + 2,1 % en 2019 ;
- une hausse du niveau général des prix, avec un taux d'inflation s'établissant à 2,4 %, contre 2,0 % en 2019 ;
- un déficit budgétaire, base engagements et dons compris, de 2,0 % du PIB en 2020, contre un déficit de 0,1 % du PIB en 2019 ;
- un creusement du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, à 4,8 % du PIB, contre 3,5 % du PIB en 2019.

2.1. Croissance économique

D'après les estimations faites par les services de la BEAC en juin 2021, la croissance économique de la CEMAC a été de - 1,7 % en 2020, contre 2,1 % en 2019, sous l'effet d'un recul conjoint de l'activité tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier. La croissance du secteur pétrolier s'est ainsi établie à - 4,0 % en 2020, contre 2,2 % en 2019, tandis que le secteur non pétrolier a reculé de 1,1 % en 2020, contre 2,0 % en 2019.

En termes de contributions, le secteur non pétrolier a davantage déprimé la croissance dans la CEMAC en 2020, avec un apport de -0,9 point (contre +1,6

point un an plus tôt) tandis que la contribution du secteur pétrolier s'est élevée à - 0,8 point (contre + 0,4 point en 2019), en lien avec le recul des prix du pétrole et de la production d'hydrocarbures dans la Sous-région.

En valeur nominale, la croissance du PIB de la CEMAC a baissé de 7,4 %, à 51 017,1 milliards, contre 3,9 % en 2019. Par pays, elle a évolué comme ci-après :

- **Cameroun** : - 0,3 %, à 22 775,7 milliards, soit 44,6 % du PIB de la Communauté en 2020, contre 41,5 % en 2019 ;
- **République Centrafricaine** : + 2,1 %, à 1 344,6 milliards, représentant 2,6 % du PIB de la CEMAC, contre 2,4 % en 2019 ;
- **Congo** : - 22,4 %, à 6 385,1 milliards, soit 12,5 % du PIB de la Communauté en 2020, contre 14,9 % en 2019 ;
- **Gabon** : - 11,6 %, à 8 427,1 milliards, équivalant à 16,5 % du PIB de l'ensemble des pays de la sous-région, après 17,3 % en 2019 ;
- **Guinée Équatoriale** : - 14,4 %, à 5 750,0 milliards, correspondant à 11,3 % du PIB de la CEMAC, contre 12,2 % en 2019 ;
- **Tchad** : - 1,5 %, à 6 334,6 milliards, comptant pour 12,4 % du PIB de la Communauté, contre 11,7 % en 2019.

Tableau 2 : Evolution du Produit Intérieur Brut par pays de 2015 à 2020

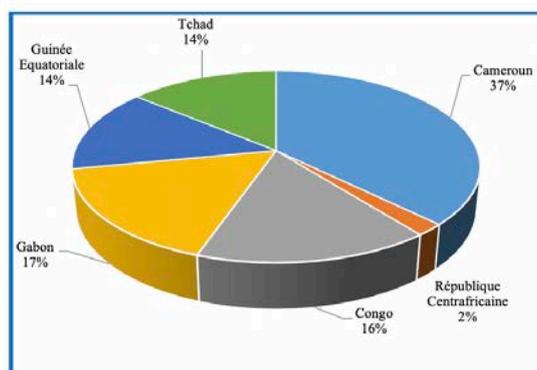
(En milliards de FCFA)

PIB AUX PRIX COURANTS	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Cameroun	18 285,3	19 304,8	20 328,4	21 492,6	22 854,8	22 775,7
République Centrafricaine	1 002,6	1 081,5	1 203,3	1 233,6	1 316,3	1 344,6
Congo	7 856,1	6 885,9	7 413,9	8 060,2	8 226,2	6 385,1
Gabon	8 136,9	7 949,0	8 482,3	8 842,9	9 532,2	8 427,1
Guinée Equatoriale	6 923,8	5 914,1	6 473,4	7 011,7	6 720,7	5 750,0
Tchad	6 800,1	6 165,2	5 986,4	6 374,2	6 430,3	6 334,6
CEMAC	49 004,8	47 300,5	49 887,6	53 015,2	55 080,6	51 017,1
	(Part relative en pourcentage)					
Cameroun	37,3	40,8	40,7	40,5	41,5	44,6
République Centrafricaine	2,0	2,3	2,4	2,3	2,4	2,6
Congo	16,0	14,6	14,9	15,2	14,9	12,5
Gabon	16,6	16,8	17,0	16,7	17,3	16,5
Guinée Equatoriale	14,1	12,5	13,0	13,2	12,2	11,3
Tchad	13,9	13,0	12,0	12,0	11,7	12,4
CEMAC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

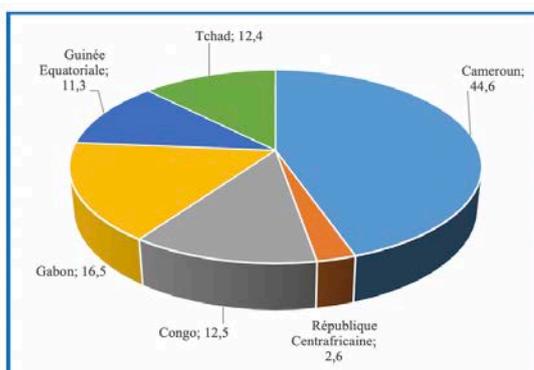
Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 3 : Répartition du PIB nominal de la CEMAC en 2015 et 2020

Répartition du PIB de la CEMAC
en 2015



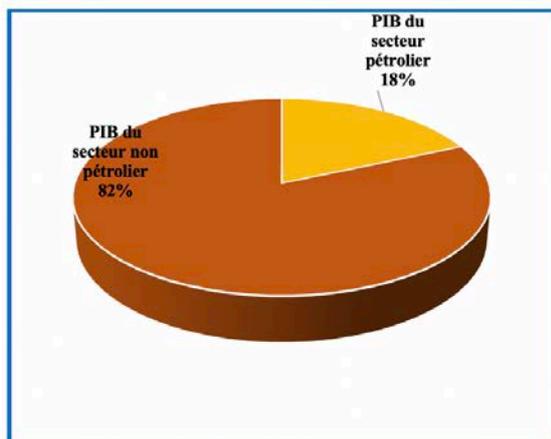
Répartition du PIB de la CEMAC
en 2020



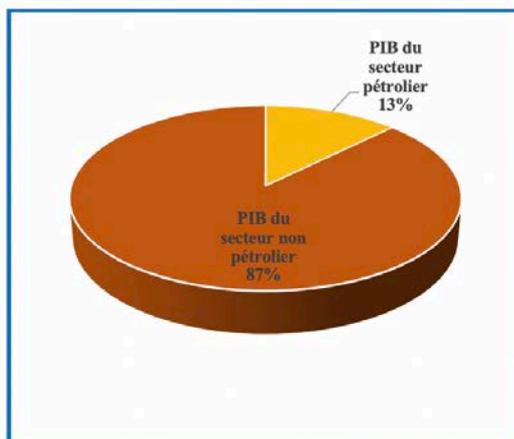
Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC : secteurs pétrolier et non pétrolier

Répartition du PIB de la CEMAC :
secteur pétrolier et non pétrolier en 2015



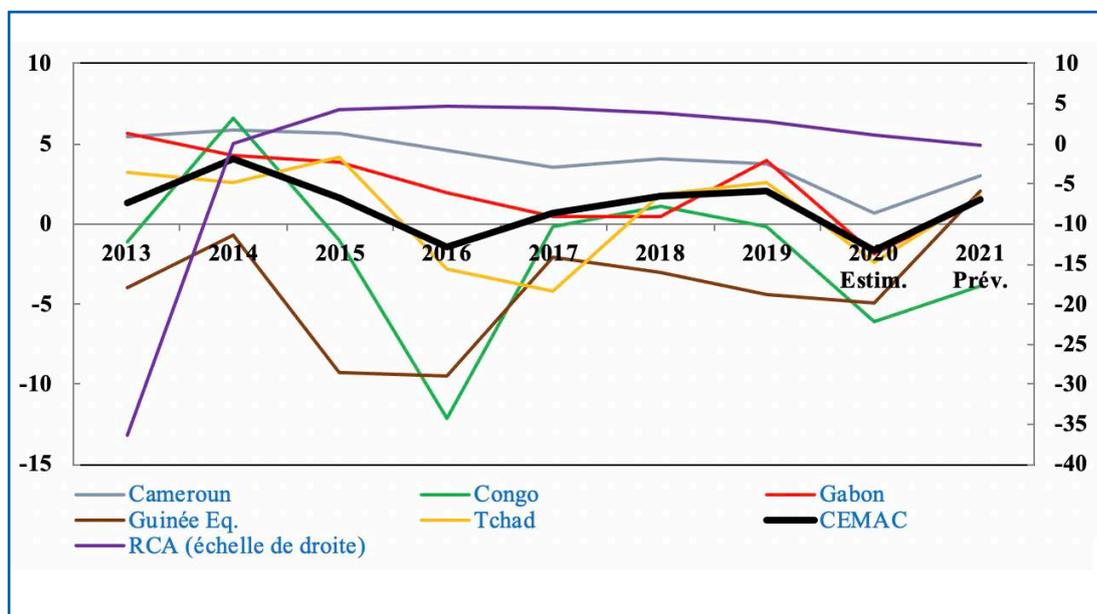
Répartition du PIB de la CEMAC :
secteur pétrolier et non pétrolier en 2020



Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC

(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : Administrations nationales et BEAC

Par pays, on observe une croissance négative en 2020 dans tous les pays de la Sous-Région à l'exception de la République Centrafricaine et du Cameroun. Ainsi, en 2020, les taux de croissance du PIB réel se présentent comme suit :

- Cameroun : 0,7 % contre 3,7 % en 2019 ;
- République Centrafricaine : 1,0 % contre 2,8 % un an plus tôt ;
- Congo : -6,0 % contre -0,2 % en 2019
- Gabon : -1,8 % contre 3,9 % un an auparavant ;
- Guinée Equatoriale : -4,9 % contre -4,5 % en 2019 ;
- Tchad : -2,4 % contre 2,6 % en 2019.

2.1.1. Demande globale

Suivant l'*optique demande*, la croissance économique en 2020 a été fortement déprimée par la *demande intérieure brute*, avec une *consommation privée* en berne (contribution de -2,8 points, contre 1,9 point en 2019) et un *recul des investissements bruts* (contribution de -1,5 point contre -1,1 point un an auparavant). Seule la *demande extérieure nette* a contribué favorablement à la croissance dans la CEMAC (3,3 points), du fait d'un recul des importations plus important que celui des exportations, dans un contexte d'atonie de la demande mondiale.

Tableau 3 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle de 2015 à 2020

	(En pourcentage)					
	2015	2016	2017	2018	2019 Estim.	2020 Estim.
Produit Intérieur Brut	1,6	- 1,4	0,7	1,8	2,1	- 1,7
Demande Intérieure, dont :	- 5,8	- 5,0	0,7	2,9	1,0	- 5,0
Consommation	- 3,4	- 0,9	- 3,4	1,7	2,0	- 3,4
Publique (Etat)	- 2,0	0,3	0,4	- 1,0	0,2	- 0,6
Privée	- 1,5	- 1,1	- 3,8	2,7	1,9	- 2,8
Investissements bruts	- 2,4	- 4,1	4,1	1,2	- 1,1	- 1,5
Formation brute de capital fixe	- 2,3	- 3,4	4,1	0,6	- 1,1	- 1,3
Publique (Etat et Ad. publiques)	- 0,5	- 1,9	- 1,0	- 0,2	0,0	- 0,7
Privée (Entreprises et ménages)	- 1,8	- 1,5	5,1	0,9	- 1,0	- 0,5
Secteur pétrolier	- 0,2	- 0,5	- 1,1	0,0	- 0,6	- 1,3
Secteur non pétrolier	- 1,7	- 1,0	6,2	0,8	- 0,4	0,8
Variations des stocks	- 0,1	- 0,7	0,0	0,6	0,0	- 0,2
Demande extérieure nette	7,4	3,6	0,0	- 1,2	1,1	3,3
Exportations de biens et services non facteurs	0,5	- 0,9	0,3	1,0	1,3	- 1,5
Importations de biens et services non facteurs	7,0	4,4	- 0,3	- 2,2	- 0,2	4,8

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.1.2. Offre globale

Du *côté de l'offre*, l'ensemble des secteurs d'activité ont négativement contribué à la croissance de la CEMAC en 2020. Le secteur tertiaire a le plus déprimé l'activité avec une contribution de -1,2 point (contre 0,2 point en 2019), suivi du secteur secondaire (- 0,3 point contre 0,5 point un an auparavant) et du secteur primaire (- 0,5 point contre 1,1 point en fin 2019).

L'évolution des activités dans le *secteur primaire* est attribuable à une production des hydrocarbures en net recul, dans un contexte de faiblesse de la demande mondiale et d'essoufflement de la production de certains champs pétroliers qui ont grevé de ce fait les industries extractives (- 0,4 point), ainsi qu'à une morosité de l'activité sylvicole (contribution nulle comme en 2019), en défaut de débouchés chez les partenaires extérieurs.

Le *secteur secondaire* a été particulièrement touché par la crise, comme

l'illustrent le recul de la contribution à la croissance des BTP en 2020 (- 0,1 point contre 0,4 point en 2019) ainsi que celui des industries manufacturières (0 point en 2020 contre 0,3 point en 2019).

Le *secteur tertiaire* a été sinistré par la crise sanitaire, du fait de la contraction sensible des services marchands (contribution de - 1,3 point à la croissance en 2020, après 0,3 point en 2019). Les mesures barrières et de restriction des mouvements de biens et de personnes ont négativement affecté l'activité dans les transports, l'hôtellerie-restauration, les services aux entreprises ainsi que les activités culturelles. Les télécommunications ont sensiblement tiré leur épingle du jeu dans ce secteur, en lien avec une hausse de la demande découlant d'une mutation des modes de travail dans les industries et les services. En revanche, les services non marchands ont contribué à la croissance réelle de 0,1 point, en lien avec les dépenses gouvernementales liées à la crise sanitaire.

Tableau 4 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel de 2015 à 2020

(En pourcentage)

	2015	2016	2017	2018	2019 Estim.	2020 Estim.
Secteur primaire	1,3	-1,5	-1,3	0,9	1,1	-0,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,2	0,2	-0,2	0,3	0,4	-0,1
Sylviculture	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Industries extractives	0,9	-1,8	-1,2	0,4	0,7	-0,4
Secteur secondaire	-0,4	-1,9	0,5	0,2	0,5	-0,3
Industries manufacturières	0,7	0,3	0,5	0,4	0,3	0,0
Bâtiments et Travaux Publics	-0,4	-2,4	-0,1	-0,1	0,4	-0,1
Autres	-0,7	0,2	0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Secteur tertiaire	0,8	1,0	1,4	0,7	0,2	-1,2
Services marchands	0,9	1,0	0,8	0,5	0,3	-1,3
Services non marchands	0,0	0,1	0,6	0,2	-0,1	0,1
PIB au coût des facteurs	1,7	-2,4	0,7	1,7	1,8	-2,0
Droits et Taxes à l'importation	-0,1	1,0	0,0	0,1	0,3	0,3
PIB aux prix constants du marché	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,1	-1,7
PIB du secteur pétrolier	0,0	-1,5	-1,2	0,2	0,4	-0,8
PIB du secteur non pétrolier	1,6	0,1	1,9	1,5	1,6	-0,9

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2. Prix et compétitivité

2.2.1. Prix

En fin d'année 2020, il a été enregistré une décélération de la tendance haussière du niveau général des prix observée depuis le début de l'année 2020 dans la CEMAC. L'inflation en moyenne annuelle s'est hissée à 2,4 % à fin décembre 2020 contre 1,9 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 0,5 % à fin 2019 à 2,0 % en décembre 2020.

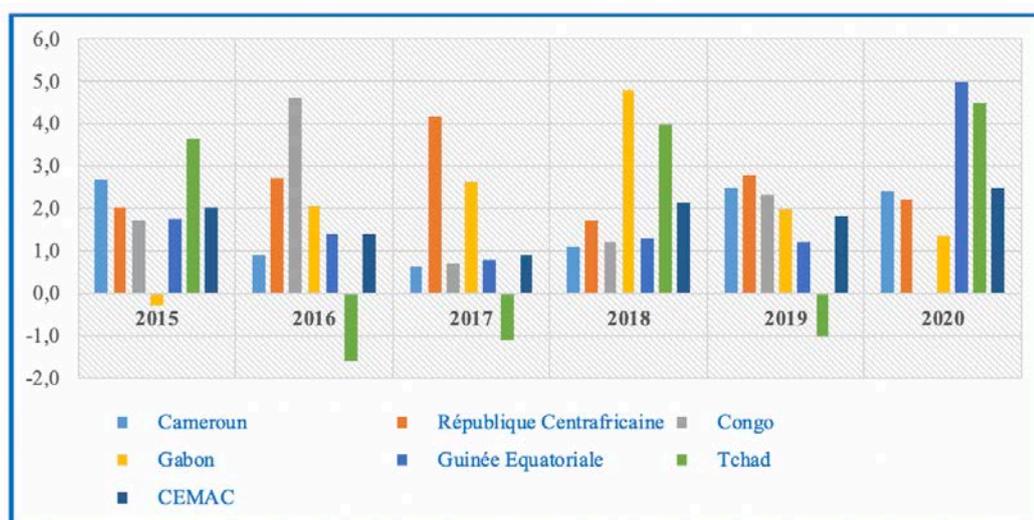
Par pays, la dynamique du niveau général des prix à fin décembre 2020 a été contrastée. Ainsi, en glissement annuel, à fin décembre 2020, les contributions se présentent comme suit :

- **Cameroun** : 1,1 point comme en fin 2019 ;
- **République Centrafricaine** : 0,4 point contre - 0,3 point en fin 2019 ;
- **Congo** : - 0,1 point contre 0,3 point un an plus tôt ;
- **Gabon** : - 0,1 point contre 0,3 point un an plus tôt ;
- **Guinée Equatoriale** : 0,2 point contre une contribution nulle au terme du quatrième trimestre 2019 ;
- **Tchad** : 0,2 point contre une contribution nulle au terme du quatrième trimestre 2019 ;

- **Guinée Equatoriale** : 0,0 point après 0,1 point en fin 2019 ;
- **Tchad** : 0,5 point contre 0,9 point un an auparavant.

Au cours de l'année 2020, l'évolution des prix à la consommation finale des ménages a été pour l'essentiel le fait des facteurs suivants : i) la hausse sensible des prix alimentaires importés ; ii) le recul du bétail et de l'offre de produits vivriers au Cameroun et au Tchad ; iii) les tensions sécuritaires et sociales au Cameroun et en République Centrafricaine ainsi que iv) la spéculation à laquelle se sont livrés certains commerçants distributeurs anticipant des difficultés d'approvisionnement en produits importés dues à la crise sanitaire mondiale. En revanche, les facteurs suivants ont contribué à maîtriser les pressions inflationnistes dans la zone en 2020 : i) l'atonie de la demande intérieure dans l'ensemble des pays de la CEMAC et surtout ii) les mesures de lutte contre la vie chère prises par les Gouvernements de la Sous-région, qui se sont traduites essentiellement par des contrôles des prix pratiqués dans le commerce.

Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle de 2015 à 2020
(Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation)

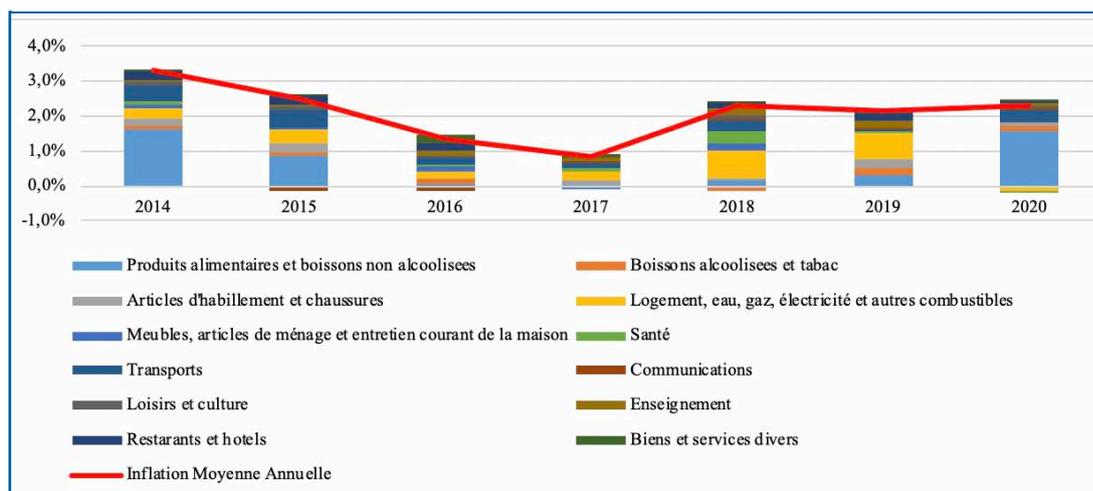


Sources : Administrations nationales et BEAC

L'analyse de l'inflation suivant les contributions des différentes fonctions de consommation montre que, sur la période sous revue, l'évolution du niveau général des prix a été fortement impactée à fin décembre 2020 par la contribution

des fonctions : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,6 point contre 0,3 point en décembre 2019) et « transports » (0,3 point, contre une contribution nulle un an plus tôt).

Graphique 7 : Contribution des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne annuelle de la CEMAC de 2015 à 2020



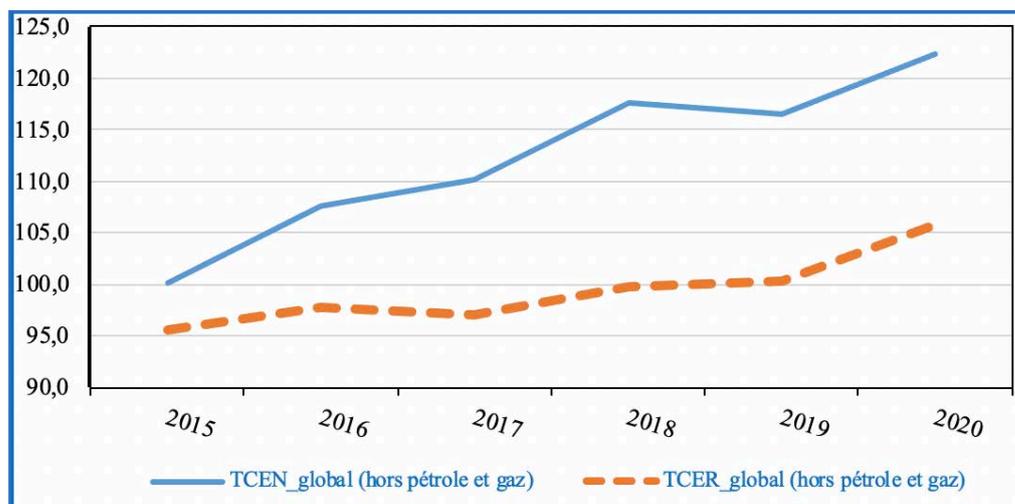
Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2.2. Compétitivité

Le TCER global¹ de la CEMAC s'est apprécié de 5,4 % entre 2019 et 2020. Cette situation s'explique par la variation

notable du taux de change nominal et d'une inflation plus élevée dans la sous-région. Elle s'accompagne également d'une détérioration de la compétitivité sur le front des exportations (+ 4,6 %) et des importations (+ 5,8 %).

Graphique 8 : Evolution du TCER et TCEN



Source : BEAC

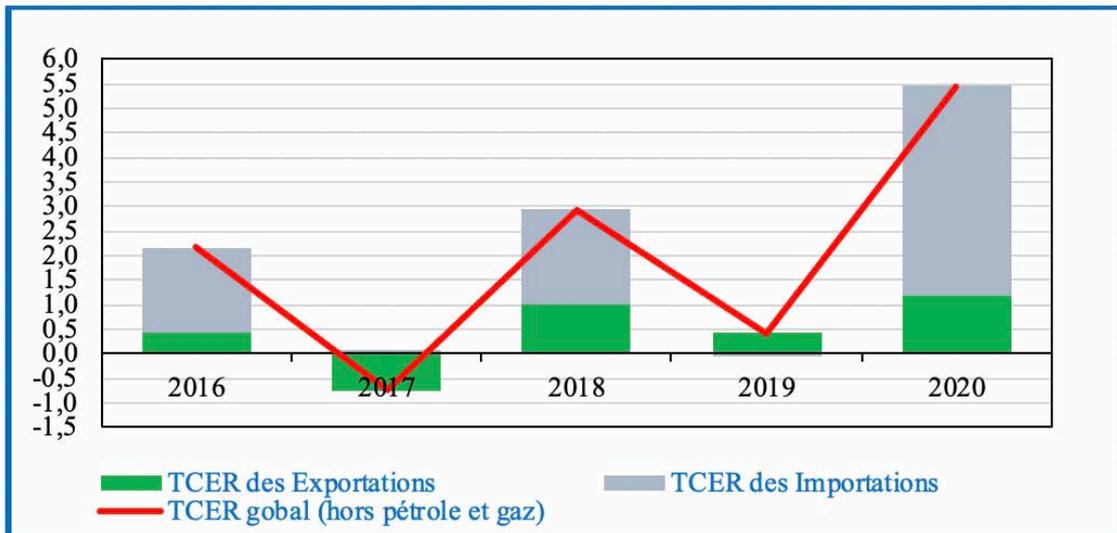
¹Le taux de change est au certain

La perte de compétitivité traduite par la hausse du TCER est due en partie à la dépréciation du FCFA par rapport aux monnaies des principaux partenaires de la sous-région, mais également par leurs différentiels d'inflation. S'agissant de l'inflation, elle a évolué à un niveau supérieur à celui observé dans la plupart des principaux pays partenaires et fournisseurs. Par conséquent, au cours de la période sous revue, le FCFA s'est apprécié en termes réels vis-à-vis du dollar US (+ 4,1 %), de la livre sterling (+ 2,7 %), de l'euro (+ 1,8 %) et du yuan (+ 1,7 %). En variation annuelle, le taux de change effectif nominal (TCEN) a

sensiblement progressé de 5,0 % en 2020, contre une baisse de 0,9 % une année auparavant.

En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC en 2020, l'analyse du graphique 9 révèle un apport du TCER des importations de + 4,3 % et celui des exportations de 1,1 %. Cette situation découle de l'effet combiné de l'appréciation notable des TCEN des exportations (+ 7,2 %) et des importations (+ 2,1 %), ainsi que du différentiel d'inflation défavorable à la CEMAC par rapport à ses principaux concurrents et partenaires.

Graphique 9 : Contributions absolues au TCER global



Source : BEAC

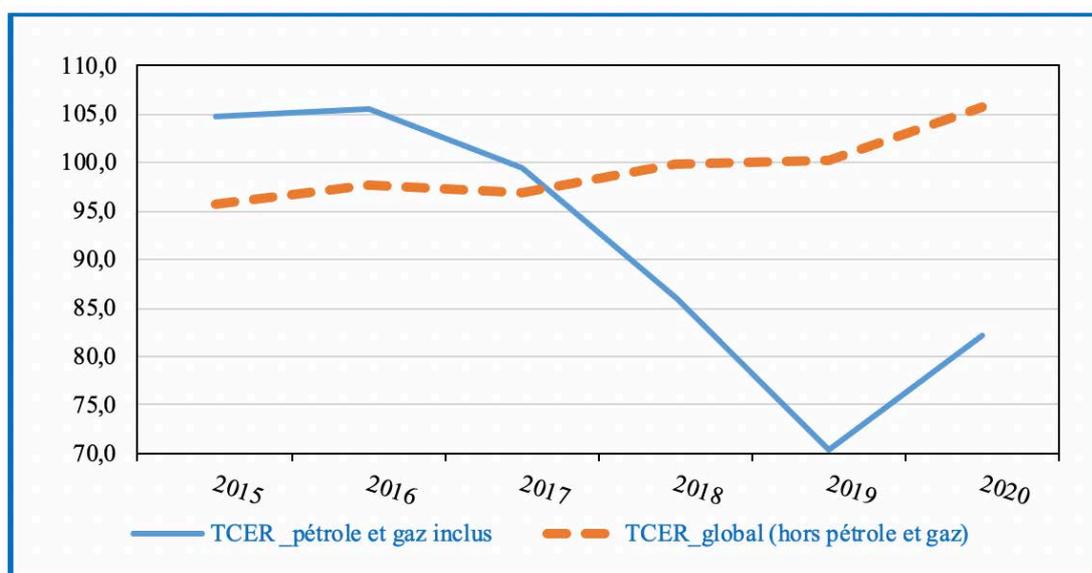
NB : Contribution en points de pourcentage

- Sensibilité de la compétitivité-prix aux exportations de pétrole brut

Le pétrole brut et le gaz représentent plus de 70 % des exportations de la CEMAC. Compte tenu de leur poids, une comparaison du TCER *pétrole et gaz inclus* et TCER hors pétrole et gaz naturel a été effectuée. A l'examen du

graphique 10, il ressort que le TCER hors pétrole et gaz naturel est plus élevé que le TCER pétrole et gaz inclus. Au total, la perte de positions concurrentielles des économies de la CEMAC observée précédemment est plus atténuée lorsqu'on inclut les exportations de pétrole brut et de gaz naturel dans l'analyse.

Graphique 10 : Evolution du TCER



Source : BEAC

2.3. Finances publiques et dette extérieure

2.3.1. Evolution des opérations financières des Etats

En 2020, la situation des finances publiques dans la CEMAC s'est dégradée, sous les effets de la crise sanitaire qui ont impacté sensiblement l'activité, mettant à mal les trois années d'effort des pays de la CEMAC dans le cadre des programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le FMI. En outre, cette situation a été accentuée par la baisse des revenus tirés des hydrocarbures, suite au recul combiné des cours du pétrole brut sur les marchés mondiaux et de la production dans les pays producteurs. Ainsi, le déficit du solde budgétaire, base engagement et dons compris, s'est creusé à 2,0 % du PIB en 2020, après - 0,1 % du PIB en 2019.

Par pays, des déficits budgétaires ont été enregistrés au Cameroun (-3,3 % du PIB, après - 3,2 % du PIB en 2019), en République Centrafricaine (- 2,0 % du PIB, contre + 1,4 % du PIB en 2019), au Congo (-1,0 % du PIB, contre + 5,3 % du PIB en 2019), au Gabon (- 2,4 % du PIB, contre 1,4 % du PIB en 2019), en Guinée Equatoriale (-1,9 % du PIB, après + 1,8 % en 2019). En revanche, le Tchad a enregistré un excédent de 1,7 % du PIB contre un déficit de 0,6 % en 2019.

Au plan stratégique, la variation du solde budgétaire en pourcentage du PIB a été tirée à la fois par le recul des recettes budgétaires et l'accroissement des dépenses. En effet, le solde budgétaire, base engagements, dons compris, en pourcentage du PIB, a reculé de 1,9 point en 2020. Les facteurs ayant principalement favorisé cette évolution ont été la chute des recettes pétrolières (- 2,4 points) et non pétrolières (- 1,2 point), ainsi que l'augmentation des dépenses

courantes (contribution de - 0,1 point). Cette dynamique a été atténuée par le recul des dépenses en capital (contribution de 1,3 point) et une augmentation des dons (contribution de 0,4 point). Le recul des revenus pétroliers a résulté de la baisse conjuguée de la production et des cours du baril de pétrole brut sur les marchés mondiaux, tandis que la récession économique a entraîné une diminution des recettes non pétrolières.

La dégradation de la situation des finances publiques des pays de la sous-région a entraîné une pression sur les Etats, qui ont dégagé un besoin de financement global de 3 983,6 milliards, couvert par des tirages de 946,4 milliards, des allègements de dette extérieure de près de 829,3 milliards, des autres financements de 35 milliards, et des ressources monétaires nettes de l'ordre de 1 539,1 milliards et non monétaires de 76,8 milliards. Ces ressources leur ont permis d'apurer des arriérés de paiement de 575,5 milliards, d'amortir la dette extérieure à hauteur de 1 815,9 milliards après avoir comblé un déficit de 2 167,8 milliards.

L'analyse de l'orientation de la politique budgétaire de l'ensemble des pays de la CEMAC, en 2020, montre qu'elle a été contracyclique et expansionniste. En effet, dans un contexte marqué par la crise sanitaire de COVID-19, l'écart de production des pays de la Zone est ressorti négatif à - 2,9 % en 2020, contre + 0,2 % en 2019, et dans ces conditions le solde primaire corrigé des variations cycliques est devenu déficitaire de 1,2 % du PIB en 2020, contre + 0,6 % du PIB en 2019. Le solde budgétaire de référence² s'est contracté à - 2,0 % du PIB, après - 2,4 % du PIB en 2019, illustrant l'incapacité des Etats de la CEMAC à constituer une épargne budgétaire.

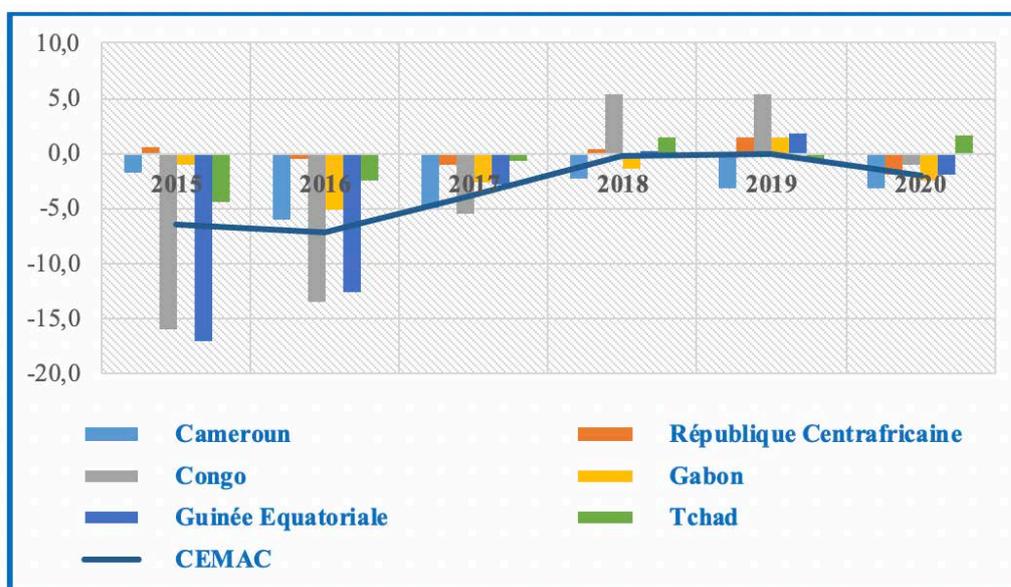
²Indicateur qui permet à la Commission de la CEMAC d'apprécier la capacité des Etats à constituer une épargne financière à partir des revenus pétroliers. Ce solde ne devrait pas dépasser - 1,5 % du PIB.

Tableau 5 : Tableau des opérations financières des Etats de la CEMAC de 2015 à 2020
(en milliards de Francs CFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes totales	9300,4	7534,2	7814,0	9195,2	9764,0	7907,1
Recettes pétrolières	3775,6	2531,3	2794,3	3884,9	3936,5	2699,0
Recettes non pétrolières	5524,8	5002,9	5019,7	5310,3	5827,5	5208,1
. Recettes fiscales	4909,6	4552,8	4622,7	4839,2	5399,3	4738,8
. Recettes non fiscales	615,1	450,1	397,0	471,1	428,2	469,2
Dépenses totales	12772,5	11224,7	10042,0	9649,2	10202,2	9499,4
Dépenses courantes	7079,6	6942,6	6776,1	6637,2	7231,7	7192,2
Salaires et traitements	2542,1	2619,1	2666,3	2628,2	2660,8	2772,7
Biens et services	2293,7	2120,0	2083,2	1703,1	1790,9	1855,8
Transferts et subventions	1810,5	1563,6	1372,8	1615,5	1966,1	1828,6
Intérêts	433,4	639,9	653,8	690,4	813,8	735,0
Dette extérieure	330,3	504,2	455,5	470,0	604,9	456,7
Dette intérieure	103,0	135,7	198,4	220,4	208,9	278,3
Dépenses en capital	5692,9	4282,1	3265,9	3012,1	2970,6	2307,2
Sur ressources locales	4669,3	3084,0	1959,2	1840,5	1712,0	1281,7
Sur ressources extérieures	1023,6	1198,1	1306,7	1171,6	1258,5	1025,5
Solde primaire (en milliards de FCFA)	- 2015,2	- 1852,6	- 267,4	1407,9	1634,1	168,2
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	- 4,1	- 3,9	- 0,5	2,7	3,0	0,3
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	- 2448,5	- 2492,4	- 921,2	717,5	820,3	- 566,8
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	- 5,0	- 5,3	- 1,8	1,4	1,5	- 1,1
Solde primaire (hors intérêts) en milliards	- 3038,7	- 3050,7	- 1574,1	236,4	375,6	- 857,3
Solde primaire (hors intérêts) en % PIB	- 6,2	- 6,4	- 3,2	0,4	0,7	- 1,7
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en milliards	- 6814,3	- 5582,0	- 4368,4	- 3648,6	- 3560,9	- 3556,3
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB hors pétrole	- 17,1	- 13,8	- 10,5	- 8,6	- 8,0	- 8,0
Déficit global (base engagements hors dons)	- 3472,1	- 3690,5	- 2227,9	- 454,0	- 438,2	- 1592,3
Déficit global (base engagements dons compris)	- 3138,0	- 3388,5	- 1866,9	- 90,1	- 64,4	- 1035,3
Epargne financières sur ressources pétrolières (EFRP)	- 2331,2	- 2345,6	- 739,7	1457,9	1480,3	- 100,9
Solde budgétaire de référence (en % du PIB)	- 2,5	- 3,1	- 2,4	- 2,5	- 2,4	- 2,0
Variations des arriérés (baisse -)	671,8	295,6	- 445,0	150,8	- 152,1	- 575,5
Intérieurs (principal et intérêts)	675,4	59,0	- 442,4	49,6	- 225,4	- 530,8
Extérieurs (principal et intérêts)	- 3,6	236,6	- 2,6	101,2	73,3	- 44,7
Déficit global (base trésorerie)	- 2800,3	- 3395,0	- 2673,0	- 303,2	- 590,3	- 2167,8
Financement total	2800,3	3395,0	2673,0	303,2	590,3	2167,8
Extérieur	2316,4	1089,5	1869,7	1334,3	809,3	551,9
Dons	334,1	302,0	361,0	363,9	373,8	557,0
Courants	131,8	121,2	156,2	205,8	146,2	300,9
Projets	202,3	180,8	204,8	158,1	227,6	256,2
Tirages	2626,8	1521,6	2234,6	1712,7	1671,7	946,4
Prêts trésorerie et programmes	1805,5	504,3	1132,7	657,7	640,8	177,0
Prêts- projets	821,3	1017,3	1101,9	1055,0	1030,9	769,4
Amortissements de la dette extérieure	- 1490,6	- 833,1	- 952,7	- 911,7	- 1374,3	- 1815,9
Allégements de la dette extérieure	792,1	52,0	191,8	134,4	103,0	829,3
Autres	54,0	47,0	35,0	35,0	35,0	35,0
Intérieur	483,9	2305,5	803,3	- 1031,1	- 218,9	1615,9
Système bancaire	1685,9	2212,2	13,1	545,4	897,8	1539,1
BEAC, opérations traditionnelles	1366,4	1588,1	- 1867,0	- 1048,4	87,8	398,1
BEAC, consolidation refinancement	0,2	1,6	1596,4	1080,6	0,5	- 1,1
FMI (net)	18,2	22,2	294,7	277,5	249,0	514,1
Fonds de Réserve	- 0,4	- 21,5	59,3	25,5	- 9,0	59,7
Banques commerciales, hors rachats...	301,5	621,7	- 70,3	210,2	569,6	568,3
Non bancaire	- 1202,0	93,3	790,2	- 1576,5	- 1116,7	76,8
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 11 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, dons compris
(en pourcentage du PIB)



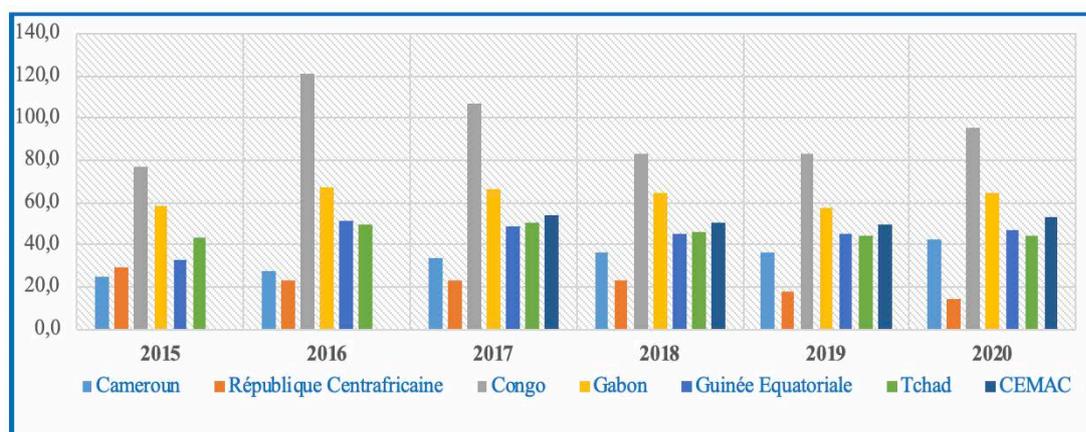
Sources : Administrations nationales et BEAC

2.3.2. Dette publique extérieure

Dans l'ensemble, les ratios de la dette se sont dégradés. Ainsi, l'encours de la dette globale s'est établi à 53,3 % du PIB (dont 34,3 % pour la dette extérieure et 19 % pour la dette intérieure), contre 49,1 % du PIB un an plus tôt (dont 32,1 % pour la dette extérieure et 17 %

pour la dette intérieure). De même, le ratio du service de la dette publique sur les recettes budgétaires s'est situé à 28,7 %, contre 20,3 % en 2019. Quant au ratio du service de la dette publique rapporté aux exportations de biens et services, il est remonté à 17,1 %, contre 10,6 % en 2019.

Graphique 12 : Taux d'endettement public extérieur
(en pourcentage du PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

2.4. Secteur extérieur

L'évolution du solde du compte des transactions courantes des pays membres de la CEMAC s'est soldée par un accroissement du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, lequel est passé de 3,5 % du PIB en 2019 à 4,8 % du PIB un an plus tard. Cette évolution est essentiellement due à la faiblesse de la demande mondiale et des cours du pétrole ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement des produits dans les pays fournisseurs de la CEMAC, en raison de la crise de la COVID-19.

Le déficit extérieur courant, transferts publics inclus, s'est dégradé à 4,8 % du PIB, contre - 3,5 % du PIB en 2019, en lien principalement avec une chute des termes de l'échange de 19,5 %.

Par pays, la situation des opérations avec l'extérieur s'est dégradée au Tchad (- 14,7 % du PIB, contre - 9,7 % du PIB en 2019), en République Centrafricaine (- 7,2 % du PIB, contre - 6,5 % du PIB en 2019), au Gabon (- 6,1 % du PIB, contre - 2,6 % du PIB en 2019), au Cameroun (- 4,9 % du PIB, contre - 4,4 % du PIB en 2019) et en Guinée Equatoriale (- 4,2 % du PIB, contre -0,9 % du PIB en 2019). Par contre, le Congo a observé une contraction de son déficit (- 0,3 % du PIB, après - 0,8 % du PIB en 2019).

La dégradation du compte courant, en pourcentage du PIB, découle principalement d'une chute des exportations pétro-

lières (contribution de - 7,3 points) et non pétrolières (- 0,3 point). Cette dynamique a été compensée par la hausse des importations (1,5 point) ainsi que des services (2,6 points) et des revenus (1,7 point). En particulier, les exportations de pétrole brut ont fortement baissé (- 39,7 % en 2020 à 6 902,2 milliards) ; les exportations de nombreux produits se sont repliées notamment le gaz (- 38,4 % en 2020 à 674,5 milliards), l'aluminium (-13,4 % à 54,1 milliards) et le bois (-10,5 % à 830,8 milliards), en dépit d'une progression favorable des exportations de coton (22,8 % en 2020 à 170,5 milliards). Les prix à l'importation se sont rétractés de - 15,8 % en 2020 (contre 2,1 % en 2019), alors que ceux des exportations ont reculé - 32,2 % (contre - 2,8 % en 2019). Ainsi, les termes de l'échange ont reculé de 19,5 % en 2020, contre une baisse de 4,7 % en 2019.

En définitive, la balance des paiements globale est devenue déficitaire de 832,7 milliards, soit 1,6 % du PIB, contre 0,2 % du PIB en 2019. Cette dégradation a été principalement portée par le recul des investissements directs étrangers (- 0,1 point), du solde du compte courant (- 1,4 point) et des autres capitaux à court terme (- 0,6 point). Le déficit de la balance des paiements a grevé le stock de réserves officielles de 672,9 milliards. Le reste a été financé en partie par des allègements de dette s'élevant à 204,4 milliards.

Tableau 6 : Balance des paiements de la CEMAC de 2018 à 2020
(en milliards de FCFA)

	CAMEROUN			RCA			CONGO			GABON			GE			Tchad			CEMAC			
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
	SOLDE DU COMPTE COURANT (transferts publics inclus)	-755,6	-998,6	-894,8	-143,2	-85,1	-114,8	677,3	-62,7	53,4	-447,9	-254,7	-578,5	-151,5	-59,5	-241,3	-472,2	-624,7	-865,1	-1 900,4	-951,7	-2 455,9
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	-272,3	-431,6	-428,2	-235,8	-250,5	-268,9	355,8	3	1	1718,2	1833,4	986,6	1692,6	1507,9	830,9	224,7	241,3	-220,9	6 400,5	6 833,9	2 812,3	
Exportations, tob	2869,3	3238,3	2650,8	77,8	73,8	89,9	5	3	3429,9	3683,4	2842,1	3407,3	2845,6	2845,6	1750,7	1433,2	1555,5	1047,0	16	15	11 327,0	
Importations, tob	-3141,6	-3670,0	-3079,0	-313,7	-324,3	-358,8	-1	-2	-1711,7	-1850,0	-1655,5	-1714,7	-1337,7	-1337,7	-919,8	-1208,5	-1314,2	-1287,9	-10	-9	-8 514,7	
Balance des services (non-facteurs)	-276,7	-361,6	-198,7	-87,0	-86,0	-95,4	558,4	-1	-846,5	-1248,4	-1209,3	-863,3	-840,4	-569,0	-343,3	-757,0	-727,4	-684,8	-4 767,9	-4	-3 032,0	
dont : fret et assurance	-205,5	-237,2	-98,0	-90,8	-90,9	-79,7	-341,3	-356,8	-281,5	-402,4	-327,0	-271,7	-305,2	-237,3	-162,0	-553,1	-280,2	-265,2	-1898,3	-1529,4	-1158,1	
Services officiels	57,0	29,8	30,5	103,3	106,3	-82,7	4,8	5,0	4,9	-18,9	-24,2	-24,6	-31,8	-31,6	-30,8	18,6	18,6	-254,8	133,2	103,8	129,2	
Voyages et séjours	-55,1	-55,5	-22,8	-78,9	-86,9	-106,6	-53,1	-53,6	-47,0	-158,5	-152,2	-131,5	-106,1	-110,4	-78,6	-11,0	-10,8	-12,5	-482,8	-469,5	-399,1	
Autres services privés	-66,0	-62,1	-95,3	-17,3	-11,1	-28,7	130,3	-1	-485,2	-590,0	-626,1	-362,8	-330,7	-174,2	-68,0	-204,9	-300,9	-280,8	-2339,2	-2510,5	-1320,9	
Autres transports et autres assurances	-7,1	-36,6	-13,1	-3,3	-3,4	-10,1	-38,5	-37,4	-37,7	-78,6	-79,7	-72,7	-66,6	-15,5	-3,9	-6,7	-154,1	-145,7	-200,8	-326,7	-283,2	
Balance des revenus	-454,8	-500,4	-509,0	45,1	49,7	49,9	-1	-1	-913,9	-880,5	-820,2	-645,2	-542,7	-519,7	-313,1	-38,9	-114,8	-30,9	-2973,8	-3506,8	-2362,3	
Rémunération des salariés	26,2	36,2	23,8	51,1	50,9	52,0	3,5	3,0	9,0	-12,9	-14,5	-14,1	-102,7	-107,7	-98,1	51,2	51,2	51,2	16,4	19,1	23,9	
Revenus des investissements	-481,0	-536,6	-532,8	-5,9	-1,2	-2,1	125,5	804,3	-922,9	-847,6	-805,7	-631,1	-440,0	-412,0	-215,1	-90,1	-166,1	-82,1	-2990,1	-3525,8	-2386,1	
dont : Intérêts dette ext. publique (y/c FMI)	-147,2	-172,6	-174,6	-2,6	-2,0	-1,7	-123,0	-218,3	-45,0	-133,0	-140,6	-180,4	-22,3	-28,4	-30,0	-38,0	-43,0	-25,0				
Intérêts dette privée	-20,3	-21,3	-22,3	-0,5	-0,4	-0,5	0,94,6	138,6	-1	-772,6	-723,3	-509,1	-422,8	-389,0	-190,5	38,0	-132,2	-66,4				
Solde des transferts courants	248,2	295,0	241,2	134,4	201,6	199,5	1,9	2,7	86,2	-57,1	-58,6	-56,6	-461,1	-478,7	-415,6	99,0	-23,7	71,5	-34,7	-61,7	126,1	
dont : - publics (nets)	51,2	58,2	56,7	89,4	108,0	104,1	-32,5	-32,0	-29,8	4,0	4,6	8,7	-6,7	-6,7	0,9	32,2	-63,3	20,0	-194,9	-182,9	-171,7	
- privés (nets)	197,0	236,8	184,4	45,1	93,6	95,5	34,4	34,7	116,0	-61,1	-63,2	-65,3	-454,4	-472,0	-416,5	66,7	39,6	51,5	160,2	121,2	297,8	
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	989,6	1154,8	546,5	140,0	86,7	109,7	-441,5	36,8	264,5	357,4	218,9	389,7	413,7	65,8	375,7	390,1	452,9	713,9	1849,4	2015,9	2400,0	
COMPTE DE CAPITAL	40,8	135,1	30,1	50,3	54,7	72,5	1,2	51,9	14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	162,1	50,3	108,3	254,4	292,0	225,3	
dont : publics (nets)	38,5	133,3	20,4	42,8	48,5	61,8	6,0	56,6	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	99,6	50,4	108,5	186,9	288,8	209,7	
: privés (nets)	2,3	1,8	9,7	7,5	6,2	10,7	-4,8	-4,7	-4,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	-0,1	-0,1	67,5	3,2	15,6	
COMPTE FINANCIER	948,8	1019,8	516,4	89,7	32,0	37,2	-442,7	-15,1	250,2	357,4	218,9	389,7	413,7	65,8	375,7	228,0	402,6	605,5	1594,9	1724,0	2174,7	
Investissements directs	375,4	527,1	340,7	5,4	5,7	-10,7	227,1	255,6	142,4	846,6	1045,9	901,1	280,6	233,9	235,9	231,9	886,3	839,5	1967,1	2954,5	2448,9	
Investissements de portefeuille (nets)	12,5	71,8	26,2	-0,8	-0,9	-0,9	-0,8	-0,8	-0,8	165,9	176,4	151,4	10,7	10,7	10,7	152,0	0,0	0,0	339,5	257,2	186,5	
Autres investissements (nets)	560,9	420,9	149,5	85,1	27,1	48,9	-669,1	-269,8	108,5	-655,2	-1003,4	-662,8	122,5	-178,8	129,1	-155,9	-483,8	-233,9	-711,7	-1487,7	-460,8	
ERREURS ET OMISSIONS	-81,6	12,8	-74,6	-18,7	-16,4	14,3	-388,1	133,7	244,2	156,2	56,2	52,0	-231,8	-145,7	107,3	131,6	142,2	10,7	-318,6	-17,4	-776,7	
Solde global	152,5	169,0	-422,9	-21,9	-14,8	9,2	-152,2	107,8	562,1	65,7	20,3	-136,8	30,4	-139,3	241,7	99,5	20,3	-90,5	418,9	98,2	-832,7	
Financement	-152,5	-169,0	422,9	21,9	14,8	-9,2	152,2	-107,8	-562,1	-74,1	-31,1	119,7	-30,4	139,3	-241,7	-99,5	-20,3	90,5	-418,9	-98,2	832,7	
Variations des réserves officielles (baisse +)	-152,5	-169,0	299,3	21,9	14,8	-11,3	-22,1	-276,8	-561,3	-111,4	33,6	-514,0	-30,4	95,3	-241,7	-123,5	-48,3	64,5	-654,5	-274,5	672,9	
Financements exceptionnels	0,0	0,0	123,6	0,0	0,0	2,1	174,4	169,0	-0,8	37,3	-64,7	8,9	0,0	44,0	0,0	24,0	28,0	26,0	235,6	176,3	159,8	
Variations des aménagements extérieurs (baisse)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	67,0	94,0	-53,5	0,0	0,0	624,9	0,0	44,0	0,0	-3,0	0,0	0,0	101,2	73,3	-44,7	
Revenements et annulations déjà obtenus	0,0	0,0	123,6	0,0	0,0	2,1	107,4	75,0	52,7	0,0	0,0	624,9	0,0	0,0	0,0	27,0	28,0	26,0	134,4	103,0	204,4	
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.5. Secteur monétaire

La masse monétaire de la CEMAC a poursuivi sa croissance, en raison de l'expansion des créances nettes du système monétaire sur les États et de la hausse des crédits à l'économie octroyés par les institutions monétaires, que le repli des avoirs extérieurs nets n'a pas pu compenser.

L'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 19,1 % par rapport à son niveau à fin décembre 2019, pour se situer à 14 581,8 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution est liée à l'effet conjoint d'une forte progression des créances nettes sur les États (43,9 %) ainsi que d'une expansion des concours bancaires à l'économie (5,1 %).

Les créances nettes du système monétaire sur les États se sont établies à 6 370,5 milliards au 31 décembre 2020, en hausse de 1 944,7 milliards par rapport à leur niveau à fin décembre 2019. Cette évolution est principalement due à l'intensification des émissions de titres publics par les États (contribution de 23,3 points) et des tirages effectués sur les fonds d'urgence de soutien à la lutte contre la COVID-19 fournis par le FMI (à hauteur de 11,5 points). Les interventions de la BEAC, au rang desquelles figure le rachat des titres à des fins de politique monétaire, ont contribué quant à elles à hauteur de 9,1 points.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont été en baisse de

827,9 milliards au terme des douze mois de l'année 2020, pour s'établir à 1 823,4 milliards, en raison principalement de la progression des engagements extérieurs du système monétaire (23,6 %) suite aux appuis budgétaires des partenaires extérieurs, notamment le FMI, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les réserves de change se sont situées à 4 391,2 milliards à fin décembre 2020, contre 4 360,3 milliards un an plus tôt (+ 0,7 %) et ont représenté environ 3,7 mois d'importations des biens et services non facteurs. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 63,62 % (- 3,6 points par rapport à son niveau à fin décembre 2019).

En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) s'est accrue de 11,1 % pour se situer à 13 532,5 milliards à fin décembre 2020. En termes de contributions, les créances nettes sur les États et les crédits à l'économie ont eu une influence positive sur l'évolution de la masse monétaire (M2) à hauteur respectivement de 16,0 points et de 3,2 points. Les avoirs extérieurs nets (- 6,9 points) ont contribué négativement à cette évolution. Par pays, sur la période sous revue, le Cameroun (5,4 points), le Congo (2,7 points), le Tchad (1,6 point), le Gabon (1,3 point) et la République Centrafricaine (0,3 point) ont contribué positivement à la création monétaire dans la sous-région. En revanche, la Guinée Équatoriale a eu une contribution négative (- 0,6 point) à l'évolution de la masse monétaire sous-régionale.

Tableau 7 : Situation monétaire résumée de la CEMAC
Décembre 2018- Décembre 2020

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Avoirs extérieurs nets	2 509 014	2 654 148	1 823 357	5,8	- 31,3
Crédit intérieur	11 468 716	12 243 830	14 581 833	6,8	19,1
<i>Créances nettes sur les États</i>	3 364 644	4 428 480	6 370 555	31,6	43,9
<i>Dont : PNG</i>	3 522 296	4 588 705	6 481 073	30,3	41,2
Crédits à l'économie	8 104 073	7 815 350	8 211 278	- 3,6	5,1
Masse Monétaire	11 480 318	12 184 722	13 532 526	6,1	11,1
Autres Postes Nets	2 497 747	2 713 594	2 872 663	8,6	5,9
Fonds propres	3 497 557	3 725 588	4 067 749	6,5	9,2
Divers	- 999 810	- 1 011 994	- 1 195 086	- 1,2	- 18,1

Source : BEAC

2.5.1. Masse monétaire

La création monétaire dans la sous-région en 2020 a masqué des évolutions contrastées entre les pays. Si la masse monétaire s'est plutôt repliée en Guinée

Équatoriale (- 7,0 %), elle a connu une expansion au Congo (+ 18,0 %), au Tchad (+ 17,6 %), au Cameroun (+ 12,1 %), en République Centrafricaine (+ 9,0 %) et au Gabon (+ 7,0 %).

Tableau 8 : Évolution de la masse monétaire

Décembre 2018 - Décembre 2020

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Cameroun	5 042 764	5 416 427	6 071 156	7,4	12,1
Rép. Centrafricaine	354 568	395 425	430 887	11,5	9,0
Congo	1 695 181	1 829 691	2 158 553	7,9	18,0
Gabon	2 309 660	2 334 544	2 497 959	1,1	7,0
Guinée Equatoriale	1 161 897	1 070 435	995 612	-7,9	-7,0
Tchad	874 700	1 092 528	1 284 568	24,9	17,6
Ajustements intra-communautaires	47 333	45 663	93 791	-3,5	105,4
CEMAC	11 486 103	12 184 713	13 532 526	6,1	11,1

Source : BEAC

L'analyse de la structure de la masse monétaire sous régionale entre décembre 2019 et décembre 2020 a mis en exergue une baisse de la part relative de la monnaie scripturale, qui est revenue de 49,8 % à 48,1 %, soit

une diminution de 1,7 point au profit de celle de la monnaie fiduciaire et de la quasi-monnaie qui ont enregistré des hausses de 0,7 point et 1,0 point respectivement.

2.5.2. Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire

Les avoirs extérieurs nets du système monétaire de la CEMAC sont revenus de 2 654,2 milliards à fin décembre 2019 à

1 823,4 milliards douze mois plus tard (tableau 9).

Tableau 9 : Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire

(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Cameroun	2 069 769	2 361 159	2 336 666	14,1	-1,0
République Centrafricaine	79 871	89 219	88 503	11,7	-0,8
Congo	251 819	531 452	559 022	111,0	5,2
Gabon	600 361	479 698	292 658	-20,1	-39,0
Guinée Equatoriale	98 331	-76 982	-251 080	-178,3	-226,2
Tchad	-198 520	-151 222	-153 028	23,8	-1,2
Services Centraux	437 342	427 703	353 268	-2,2	-17,4
Ajustements intracommunautaires	-829 958	-1 006 879	-1 402 652	-21,3	-39,3
CEMAC	2 509 014	2 654 148	1 823 357	5,8	-31,3

Source : BEAC

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont chuté de 29,2 %, après une hausse

de 14,8 % en 2019, pour se situer à 1 932,3 milliards en décembre 2020.

Tableau 10 : Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC
(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Cameroun	1 474 307	1 643 330	1 339 543	11,5	- 18,5
Rép.Centrafricaine	52 129	37 031	49 197	- 29,0	32,9
Congo	161 111	447 667	379 783	177,9	- 15,2
Gabon	418 600	384 926	179 780	- 8,0	- 53,3
Guinée Equatoriale	- 30 386	- 125 004	- 262 386	- 311,4	- 109,9
Tchad	- 133 925	- 85 256	- 145 896	36,3	- 71,1
Services Centraux	437 342	427 703	392 283	- 2,2	- 8,3
CEMAC	2 379 178	2 730 397	1 932 304	14,8	- 29,2

Source : BEAC

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont progressé de 0,7 % entre 2019 et 2020, en lien principalement avec la hausse de l'encours du Compte d'opérations (+ 3,4 points) et

de l'Encaisse-Or (0,6 point), malgré la baisse des avoirs gérés par la Salle des Marchés (- 3,1 points) et des avoirs en DTS (- 0,2 point).

Tableau 11 : Évolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC
(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Encaisse-Or	147 887	178 656	204 494	20,8	14,5
Compte d'opérations	3 359 889	3 729 199	3 682 516	11,0	-1,3
Avoirs en DTS	165 987	166 579	158 733	0,4	-4,7
Position de réserve au FMI	37 208	38 036	36 603	2,2	-3,8
Autres avoirs en devises⁽¹⁾	67 911	248 131	114 335	265,4	-53,9
CEMAC	3 776 545	4 360 266	4 391 174	15,5	0,7

(1) Y compris les avoirs extérieurs bruts non répartis des Services Centraux

Source : BEAC

Quant aux engagements officiels extérieurs, ils ont augmenté de 35,7 % pour s'établir à 2 214,0 milliards en 2020, résultant de l'accroissement des

recours des États aux concours du FMI (+ 49,8 %) et des engagements extérieurs de la BEAC (+ 12,1 %) sur la période sous revue.

Tableau 12 : Évolution des engagements officiels extérieurs
(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Engagements extérieurs de la BEAC	599 459	611 624	685 886	2,0	12,1
Recours aux crédits du FMI	798 243	1 019 908	1 528 139	27,8	49,8
TOTAL	1 397 702	1 631 532	2 214 025	16,7	35,7

Source : BEAC

La position extérieure nette des établissements de crédit s'est repliée de 73,4 % pour se situer à - 108,9 milliards en décembre 2020, comme conséquence de l'application rigoureuse de la réglementation de change dans la

CEMAC. Cette évolution est également observée au Gabon (- 618,2 %), au Congo (- 124,2 %), en République Centrafricaine (- 103,0 %) et en Guinée Équatoriale (- 18,3 %). Cependant, elle est en hausse au Cameroun et au Tchad.

Tableau 13 : Évolution de la position extérieure nette des établissements de crédit
(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Avoirs extérieurs bruts	734 894	526 616	424 033	- 28,3	- 19,5
Engagements extérieurs	604 723	589 435	532 980	- 2,5	- 9,6
CEMAC (Solde net)	130 171	- 62 819	- 108 947	- 148,3	- 73,4
Cameroun	63 663	- 66 125	- 18 530	- 203,9	72,0
République Centrafricaine	- 2 570	7 890	- 236	407,0	- 103,0
Congo	6 064	37 014	- 8 941	510,4	- 124,2
Gabon	98 839	- 8 367	- 60 088	- 108,5	- 618,2
Guinée Equatoriale	22 545	19 977	16 315	- 11,4	- 18,3
Tchad	- 58 370	- 53 208	- 37 467	8,8	29,6
Ajustements intracommunautaires	-	-	-	-	-

(1) () Avoirs extérieurs

(-) Engagements extérieurs

(2) Y compris la dette postale

Source : BEAC

2.5.2. Crédit intérieur

Dans la CEMAC, l'encours du crédit intérieur a augmenté de 19,1 %, pour s'établir à 14 581,8 milliards en décembre

2020 sous l'effet conjoint d'une forte progression des créances nettes sur les États (43,9 %) ainsi que d'une expansion des crédits à l'économie (5,1 %).

Tableau 14 : Évolution du crédit intérieur
(Décembre 2018 - Décembre 2020)

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Créances nettes sur les Etats	3 364 644	4 428 480	6 370 555	31,6	43,9
Crédits à l'économie	8 104 073	7 815 350	8 211 278	-3,6	5,1
CEMAC	11 468 716	12 243 830	14 581 833	6,8	19,1
Cameroun	3 887 748	4 168 510	5 061 370	7,2	21,4
République Centrafricaine	323 004	339 790	387 133	5,2	13,9
Congo	1 753 528	1 633 224	1 985 446	-6,9	21,6
Gabon	1 973 155	2 084 021	2 503 688	5,6	20,1
Guinée Equatoriale	1 514 249	1 588 598	1 653 660	4,9	4,1
Tchad	1 146 873	1 359 228	1 521 214	18,5	11,9
Ajustements intracommunautaires	870 159	1 070 459	1 469 322	23,0	37,3

Source : BEAC

**Tableau 15 : Évolution des créances nettes sur les États par composante
(Décembre 2018 - Décembre 2020)**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Créances des Trésors et des Postes	2 517 116	2 483 130	2 217 031	-1,4	-10,7
Encaisse et Institut d'émission	1 357 479	1 286 538	920 457	-5,2	-28,5
Dépôts dans les banques	1 159 637	1 196 592	1 296 574	3,2	8,4
Dettes des Trésors et des Postes	5 859 131	6 909 018	8 545 208	17,9	23,7
Envers la BEAC	2 772 957	2 771 783	2 770 742	0,0	0,0
Avances en comptes courants	2 481	0	0	-100,0	-
Créances consolidées sur l'Etat (1)	2 770 476	2 771 783	2 770 452	0,0	0,0
Envers le FMI (2)	798 243	1 019 908	1 528 139	27,8	49,8
Envers les banques	2 282 987	3 112 383	4 241 383	36,3	36,3
Effets publics	1 210 798	2 046 687	2 883 090	69,0	40,9
Autres	1 072 189	1 065 696	1 358 293	-0,6	27,5
Contrevaleur dette extérieure des CCP (Dette postale)	4 944	4 944	4 944	0,0	0,0
Position nette	3 364 644	4 425 888	6 370 555	31,5	43,9

Source : BEAC

Par pays, sur la période sous revue, les créances nettes sur les Trésors nationaux se sont accrues dans tous les États membres de la CEMAC à des rythmes

variés. La progression la plus élevée est observée au Cameroun (+ 96,9 %) et la moins prononcée en Guinée Équatoriale (+ 10,1 %).

**Tableau 16 : Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux
(Décembre 2018 - Décembre 2020)**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Cameroun	470 817	745 748	1 468 633	58,4	96,9
République Centrafricaine	166 637	185 619	223 664	11,4	20,5
Congo	617 806	551 368	871 664	-10,8	58,1
Gabon	802 689	887 876	1 248 489	10,6	40,6
Guinée Equatoriale	326 381	645 681	711 131	97,8	10,1
Tchad	522 293	725 867	836 281	39,0	15,2
Ajustements intracommunautaires	458 021	681 137	1 010 693	48,7	48,4
CEMAC	3 364 644	4 425 888	6 370 555	31,5	43,9

(1) () Créances sur les Etats

(-) Dettes envers les Etats

Source : BEAC

De l'analyse de l'évolution des crédits par maturité, il est ressorti une hausse des concours bancaires pour toutes les maturités, soit de 2,4 % pour les crédits

à court terme, 9,1 % pour les crédits à moyen terme et 3,4 % pour les crédits à long terme.

**Tableau 17 : Evolution des crédits à l'économie par maturité
(Décembre 2018 - Décembre 2020)**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Crédits à court terme	4 923 331	4 527 432	4 634 214	- 8,0	2,4
Crédits à moyen terme	2 984 483	3 087 627	3 370 013	3,5	9,1
Crédits à long terme	196 259	200 291	207 051	2,1	3,4
CEMAC	8 104 073	7 815 350	8 211 278	- 3,6	5,1
Cameroun	3 416 931	3 422 762	3 592 737	0,2	5,0
République Centrafricaine	156 367	154 171	163 469	- 1,4	6,0
Congo	1 135 722	1 081 856	1 113 782	- 4,7	3,0
Gabon	1 170 466	1 196 145	1 255 199	2,2	4,9
Guinée Équatoriale	1 187 868	942 917	942 529	- 20,6	0,0
Tchad	624 580	633 361	684 933	1,4	8,1
Ajustements intracommunautaires	412 139	384 138	458 629	- 6,8	19,4

Crédits à court terme	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Cameroun	2 052 469	1 953 458	1 982 443	- 4,8	1,5
République Centrafricaine	88 244	88 698	94 173	0,5	6,2
Congo	594 868	561 229	545 602	- 5,7	- 2,8
Gabon	603 112	593 730	626 870	- 1,6	5,6
Guinée Équatoriale	1 027 066	764 514	747 441	- 25,6	- 2,2
Tchad	438 039	438 421	452 479	0,1	3,2
Ajustements intracommunautaires	119 533	127 621	185 206	6,8	45,1
CEMAC	4 923 331	4 527 671	4 634 214	- 8,0	2,4

Crédits à moyen terme	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Cameroun	1 270 049	1 367 505	1 511 234	7,7	10,5
République Centrafricaine	56 903	50 527	57 908	- 11,2	14,6
Congo	520 950	497 567	537 006	- 4,5	7,9
Gabon	546 389	585 181	609 062	7,1	4,1
Guinée Équatoriale	140 340	155 837	168 791	11,0	8,3
Tchad	163 494	178 861	216 579	9,4	21,1
Ajustements intracommunautaires	286 358	252 149	269 433	- 11,9	6,9
CEMAC	2 984 483	3 087 627	3 370 013	3,5	9,1

Crédits à long terme	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2018	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Cameroun	94 413	101 799	99 060	7,8	- 2,7
République Centrafricaine	11 220	14 946	11 388	33,2	- 23,8
Congo	19 904	23 060	31 174	15,9	35,2
Gabon	20 965	17 234	19 267	- 17,8	11,8
Guinée Equatoriale	20 462	22 566	26 297	10,3	16,5
Tchad	23 047	16 079	15 875	- 30,2	- 1,3
Ajustements intracommunautaires	6 248	4 607	3 990	- 26,3	- 13,4
CEMAC	196 259	200 291	207 051	2,1	3,4

Source : BEAC

II. Missions et Gouvernance



1. Missions

1.1. Politique monétaire

1.1.1. Elaboration de la politique monétaire

Face à la propagation de la pandémie de COVID-19 durant l'année 2020, la BEAC a adopté des mesures de soutien à l'activité économique et au système financier.

1.1.1.1. Orientation de la politique monétaire

Au regard des effets néfastes de la crise sur le cadre macroéconomique de la sous-région, la BEAC a adopté une politique monétaire accommodante qui s'est traduite par la baisse de ses principaux taux. Ainsi, le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) et le Taux de la facilité de prêt marginal, ont été respectivement réduits de 25 points de base (de 3,50 % à 3,25 %) et de 100 points de base (de 6,00 % à 5,00 %).

En outre, la BEAC a pris d'autres mesures visant à faciliter l'accès à la monnaie banque centrale. Il s'agit notamment :

- de la suspension des opérations de ponction de liquidité ;

- du relèvement du volume d'injection hebdomadaire de liquidité (de 240 milliards à 500 milliards si nécessaire) ;
- de la reprise des opérations d'injection de liquidité à long terme ;
- de l'élargissement de la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ;
- de la révision à la baisse des niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC ;
- de la mise en place d'un programme de rachats des titres publics sur le marché secondaire pour l'ensemble des six pays de la CEMAC et pour un plafond global de 600 milliards (100 milliards par pays).

1.1.1.2. Mesures de politique monétaire

a) Taux directeurs

Les taux d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire ont évolué au courant de l'année 2020 et se présentent comme suit au 31 décembre 2020 :

	Décembre 2019	Décembre 2020
Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,50 %	3,25 %
Taux de la Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	6,00 %	5,00 %
Taux de la Facilité de Dépôt (TFD)	0,00 %	0,00 %
Taux de pénalité appliqué aux établissements de crédit	8,30 %	-

Avec l'adoption par le CPM de la décision définissant les sanctions applicables aux contreparties dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, lors de sa session du 18 décembre 2019, le taux de pénalité applicable aux

banques a été supprimé avec effet au 1^{er} janvier 2020.

S'agissant de la grille de rémunération des placements publics, elle est demeurée inchangée et se présente au 31 décembre 2020 comme suit :

Taux d'intérêt sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0)	0,40%
Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05%
Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00%

b) Réserves obligatoires

Le Comité de Politique Monétaire a réaménagé les périodes de constitution des réserves obligatoires en alignant son calendrier à celui des principales opérations hebdomadaires de la BEAC. En effet, l'harmonisation de ces deux calendriers visait à améliorer le calibrage du volume des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire et offrir aux établissements de crédit une plus grande souplesse dans la gestion de leur trésorerie, en leur donnant la possibilité de profiter de l'opération hebdomadaire pour anticiper tout éventuel déficit de constitution des réserves obligatoires.

Le niveau moyen mensuel des réserves obligatoires à observer par les établissements de crédit de la CEMAC a progressé de 5,97 % pour s'établir à 739,8 milliards en décembre 2020 contre 698,1 milliards un an plus tôt. Cette hausse s'explique

principalement par l'accroissement des dépôts de la clientèle des établissements de crédit, du fait d'un suivi renforcé de l'application de la réglementation des changes par la BEAC.

C) Concours de la BEAC aux Trésors Nationaux

Au titre des créances consolidées sur les avances statutaires, le total des engagements des États vis-à-vis de la BEAC s'est établi à 2 770 milliards de FCFA au 31 décembre 2020. Les échéances de remboursement en intérêts, d'un montant total de 55,4 milliards, ont été entièrement honorées au cours de l'année 2020 par les six États de la CEMAC.

La situation globale des créances consolidées (avances statutaires, avances exceptionnelles, crédits consolidés etc) sur les États est restée stable entre décembre 2019 et décembre 2020 (Cf. tableau ci-dessous).

Tableau 18 : Répartition des créances consolidées sur les États de la CEMAC au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)

ETATS	Concours consolidés au 31.12.20 (1)	Avances au GABAC consolidées au 31.12.20	Total crédits consolidés au 31.12.20	Intérêts réglés/ crédits consolidés en 2020
Cameroun	576 898	0	576 898	9 592
Centrafrique	80 484	276	80 760	9 053
Congo	572 000	40	572 040	11 539
Gabon	452 500	40	452 540	1 618
Guinée Équatoriale	608 703	40	608 743	11 443
Tchad	479 430	40	479 470	12 177
Total CEMAC	2 770 015	436	2 771 451	55 423

(1) La période de différé de 04 ans s'achève en fin décembre 2021

Source : BEAC

1.1.2. Mise en œuvre de la politique monétaire

1.1.2.1. Interventions de la BEAC

La gestion de la liquidité bancaire a été marquée par l'alternance de trois phases de ponctions et d'injections de liquidités. Durant la première phase, qui a pris fin en janvier 2020, conformément à sa stratégie de réduction de la liquidité entamée en juin 2019 en vue d'atteindre l'allocation neutre, la BEAC a continué à réduire les montants injectés au titre de son opération principale d'injection de liquidités pour atteindre un montant nul le 13 février 2020. La deuxième phase, débutée le 14 février 2020, a été caractérisée par le démarrage des opérations de ponction des liquidités. La troisième phase, amorcée le 1^{er} avril 2020, a été marquée par l'arrêt de la ponction des liquidités et la reprise des injections de liquidités, en lien avec la survenue de la crise sanitaire et le retournement défavorable du marché du pétrole.

a) Ponction des liquidités

Entre le 14 février 2020 et le 31 mars 2020, sept appels d'offres au titre de l'opération principale de reprise de liquidités ont été organisés. L'encours moyen de ces opérations a été de 41,5 milliards. Le taux minimum de soumission moyen a été de 0,0707 % et le taux maximum moyen de 0,129 %. Le taux marginal moyen de l'adjudication, le taux moyen pondéré des soumissions et le taux moyen pondéré des montants adjugés se sont établis respectivement à 0,128 %, 0,106 % et 0,105 %.

b) Injections de liquidités

Au 31 décembre 2020, la moyenne mensuelle des avances octroyées par la Banque Centrale au système bancaire, toutes opérations confondues, est montée à 387,6 milliards, contre 287,4 milliards au 31 décembre 2019. Cette hausse a été induite pour l'essentiel par

(i) l'augmentation du montant des liquidités injectées par la Banque Centrale lors de ses opérations principales et (ii) la mise en place des opérations de longue maturité.

- Interventions au titre de l'opération principale d'injection de liquidités

o Volumes échangés

Au 31 décembre 2020, la moyenne mensuelle des concours consentis par la Banque Centrale au système bancaire à travers l'opération principale d'injection de liquidités s'est située à 94,2 milliards contre 40 milliards un an auparavant. L'accroissement observé du volume d'intervention s'inscrit dans la dynamique souhaitée par le Comité du Marché Monétaire (CMM), qui propose hebdomadairement, depuis le 1^{er} avril 2020, d'injecter 250 milliards dans le système bancaire (contre 40 milliards en décembre 2019), conformément aux mesures prises par le Comité de Politique Monétaire le 27 mars 2020 en vue d'atténuer les impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les économies de la CEMAC. Toutefois, le volume moyen des offres exprimées par les établissements de crédit au titre de cette opération a été réduit, de 129,1 milliards en décembre 2019 à 95,3 milliards en décembre 2020.

o Taux pratiqués

A la suite des décisions prises par le Comité de Politique Monétaire le 27 mars 2020, notamment la baisse du TIAO à 3,25 % et le relèvement du plafond des injections à 500 milliards, le coût de la monnaie centrale, à fin décembre 2020, a connu une baisse substantielle ; les principaux taux des opérations hebdomadaires de la Banque Centrale sont restés proches du TIAO. En effet, le taux minimum des soumissions moyen est ressorti à 3,25 % en décembre 2020, contre 5,38 % à la même période l'année précédente, et le taux moyen pondéré des soumissions s'est situé en moyenne à 3,26 %

en décembre 2020, contre 5,98 % une année auparavant. En outre, le taux moyen pondéré des montants adjugés s'est établi à 3,26 % en décembre 2020, contre 6 % en décembre 2019. S'agissant du taux marginal moyen, il s'est situé à 3,25 % en décembre 2020, contre 6 % en décembre 2019. Quant au taux maximum moyen, il est ressorti à 3,35 % en décembre 2020 contre 6 % un an auparavant.

- Interventions au titre de la facilité de prêt marginal

Le volume moyen des avances au titre de la facilité de prêt marginal a baissé à 166,1 milliards en décembre 2020 contre 211,9 milliards en décembre 2019. Ces concours ont bénéficié principalement à des banques implantées en Guinée Équatoriale (72,24 %) et au Tchad (27,76 %).

- Opération d'injection de liquidité à maturité longue

En juillet 2020, le CPM a autorisé le Gouverneur de la BEAC à déclencher des opérations d'injection de liquidités à maturité longue, afin de satisfaire les besoins à long et moyen termes des établissements de crédit et d'assurer un meilleur financement de l'économie. Ainsi, trois opérations d'injection de liquidités, pour un montant de 50 milliards chacune et pour une maturité unique d'un an, ont été lancées contre huit opérations d'injection de liquidités de montant et de maturité variables en 2019. Les montants adjugés par les établissements de crédit ont été respectivement de 50

milliards pour la première opération, 26 milliards pour la deuxième et 25 milliards pour la dernière. L'encours moyen des avances au système bancaire au titre des opérations d'injection de liquidités de longue maturité s'est situé à 101 milliards, dont : 45,50 % pour les banques du Cameroun, 26,78 % pour le Congo, 24,75 % pour la Guinée Equatoriale et 2,97 % pour la RCA.

- Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

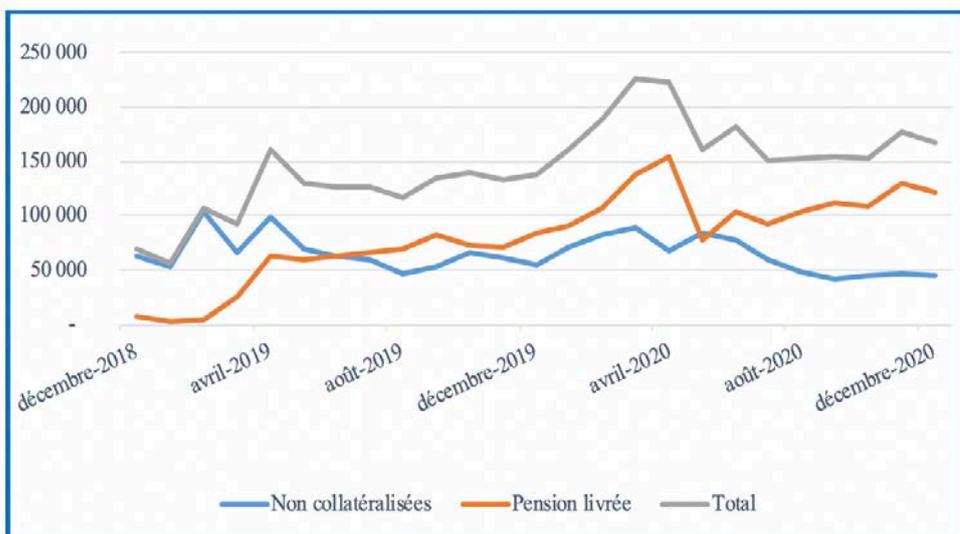
Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, s'est replié à 26,3 milliards en décembre 2020 contre 35,9 milliards en décembre 2019. Ces concours, qui ont bénéficié essentiellement à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) et dans une moindre mesure à un autre établissement de crédit implanté au Cameroun, ont diminué sous l'effet des tombées d'échéance de remboursement.

1.1.2.2 Marché interbancaire

a) Transactions interbancaires

L'encours moyen mensuel des transactions interbancaires a connu une baisse de 2,30 % pour se situer à 168,2 milliards au 31 décembre 2020 (dont 122,7 milliards de pension-livrée) contre 172,2 milliards un an plus tôt. Cette diminution est la résultante de la baisse de l'activité liée à la pandémie de la COVID-19.

Graphique 13 : Évolution de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires (en millions de FCFA)



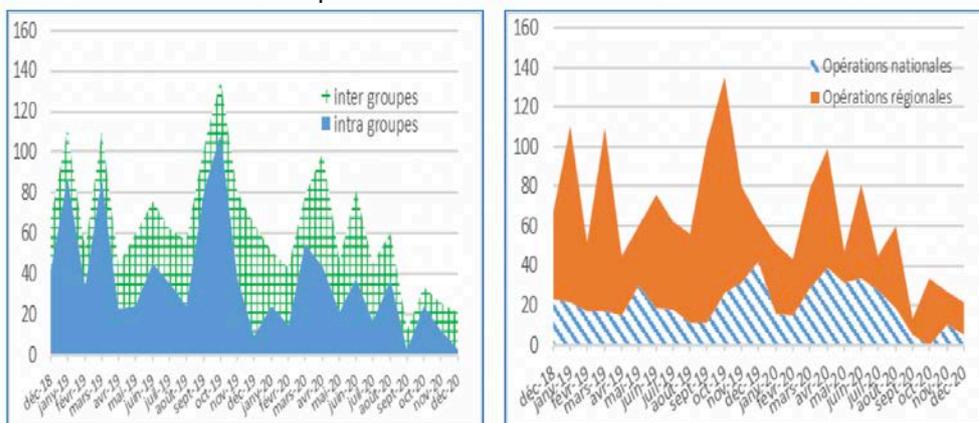
Source : BEAC

Par ailleurs, l'essentiel des opérations interbancaires aussi bien en blanc que collatéralisées, demeure

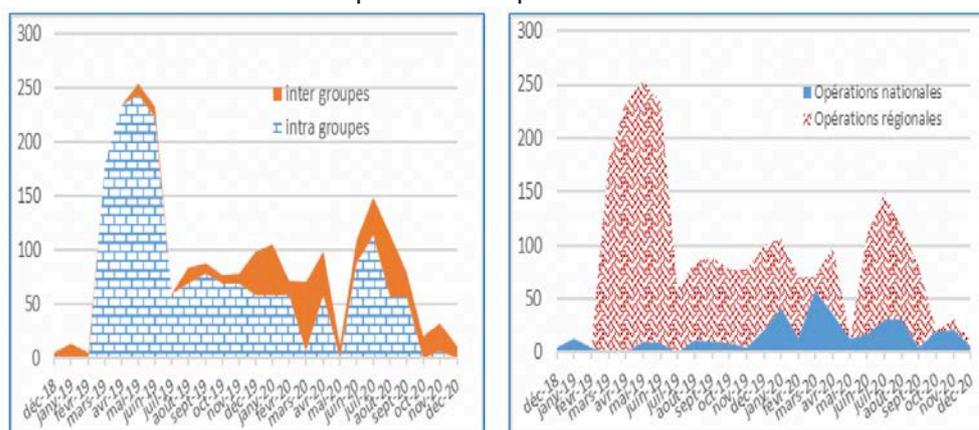
concentré sur des établissements appartenant aux mêmes groupes bancaires.

Graphique 14 : Évolution mensuelle des opérations interbancaires depuis janvier 2018 (en milliards de FCFA)

Opérations interbancaires en blanc



Opérations de pension-livrée



Source : BEAC

b) Taux d'intérêt interbancaires

Les taux d'intérêt interbancaires ont oscillé entre 1,00 % et 6,50 % pour les opérations en blanc et entre 3,25 % et 9,00 % pour les opérations de pension-livrée. Au 31 décembre 2020, le taux interbancaire moyen pondéré des opérations en blanc (TIMP à 7 jours), indicateur de référence, s'est établi à 4,00 % contre 3,75 % un an plus tôt, tandis que celui des opérations de pension-livrée s'est situé à 4,50 % contre 4,86 % l'année précédente.

1.2. Emission monétaire

1.2.1. Encaisses et circulation fiduciaire

Le niveau moyen des encaisses (signes monétaires émis et non émis) détenues par la Banque Centrale en 2020 s'est élevé à 8 439,4 milliards contre 8 233,3 milliards en 2019. Au 31 décembre 2020, le montant des billets et pièces en circulation hors Banque Centrale, tous pays confondus, s'est situé à 3 507,1 milliards contre 3 097,4 milliards au 30 novembre 2019 (+ 13,2 %).

Le montant des versements des billets effectués aux guichets de la Banque Centrale s'est élevé à 4 882,8 milliards en 2020 contre 4 482,4 milliards en 2019 (+ 8,9 %). En ce qui concerne les pièces de monnaie, la BEAC a enregistré des versements de 42 204 pièces d'une valeur de 13 381,1 milliards venant des banques et comptables publics.

Les prélèvements des billets et pièces se sont fixés à 5 341,9 milliards en 2020, contre 4 775,3 milliards en 2019 (+ 11,9 %).

1.2.2. Activités des salles de tri

Les activités de tri des billets issus des versements des banques et comptables publics ont porté sur un volume de 701,2 millions toutes dénominations

confondues, contre 860,5 millions l'année précédente. En effet, les mesures de rotation du personnel, face à la crise sanitaire, ont réduit la capacité de la salle de tri. A l'issue du tri en qualité, 418,3 millions de billets valides ont été récupérés, contre 282,8 millions de billets usés, soit un taux moyen de récupération des billets de retour de circulation de 59,7 % en 2020 contre 60,0 % en 2019.

1.3. Gestion des réserves de change

La gestion des réserves de change de la BEAC en 2020 a été conforme à la politique de gestion des risques adoptée par les organes de décision de la BEAC. L'analyse continue du risque de liquidité, du risque de marché, du risque de crédit (pour les contreparties et émetteurs) et des risques opérationnels a permis d'atténuer l'impact négatif de la pandémie et de la faiblesse des cours du pétrole sur le niveau des réserves de change qui correspondait à 3,7 mois d'importations.

1.3.1 Position de change

Les réserves de change de la BEAC se sont contractées de 2,86 % à 4 213 milliards (EUR 6,42 milliards), contre 4 337 milliards (6,61 milliards EUR) au 31 décembre 2019, pénalisées par la variation négative des Avoirs Extérieurs à Vue et des autres avoirs extérieurs en devises.

Les Avoirs Extérieurs à Vue (Billets étrangers, Correspondants hors zone d'Emission et Avoirs au Trésors Français) sont ressortis à 3 773 milliards à fin décembre 2020, contre 3 841 milliards un an plus tôt, en liaison avec la situation nette négative des transferts qui a impacté le niveau du Compte d'Opérations.

Le taux de centralisation des avoirs en Compte d'Opérations s'est établi à fin décembre 2020 à 101,88 % (largement au-dessus de la quotité obligatoire de 50 %), contre 100,52 % un an plus tôt.

Les Autres Avoirs Extérieurs gérés par la Salle des Marchés se sont contractés (suite à la cession de l'ensemble des lignes de titres HTCS) de 64,24 % pour se situer à 40 milliards FCFA.

Le stock d'Or a affiché une valeur de marché de 204 milliards de FCFA, soit une appréciation de 14,46 % par rapport à 2019.

Les avoirs au FMI pour les Etats membres de la CEMAC se sont élevés à 195 milliards à fin décembre 2020, contre 204 milliards un an auparavant, en liaison, d'une part, avec l'évolution défavorable du cours DTS/FCFA (777 FCFA en décembre 2020 contre 811 en 2019) et, d'autre part, avec la contraction du niveau des avoirs en DTS et de la position en tranche de réserve.

1.3.2. Résultats de la Salle des Marchés

Les résultats de la gestion des réserves de change à fin décembre 2020 se sont établis à 40,23 milliards, en diminution de 5,21% par rapport aux résultats enregistrés en 2019.

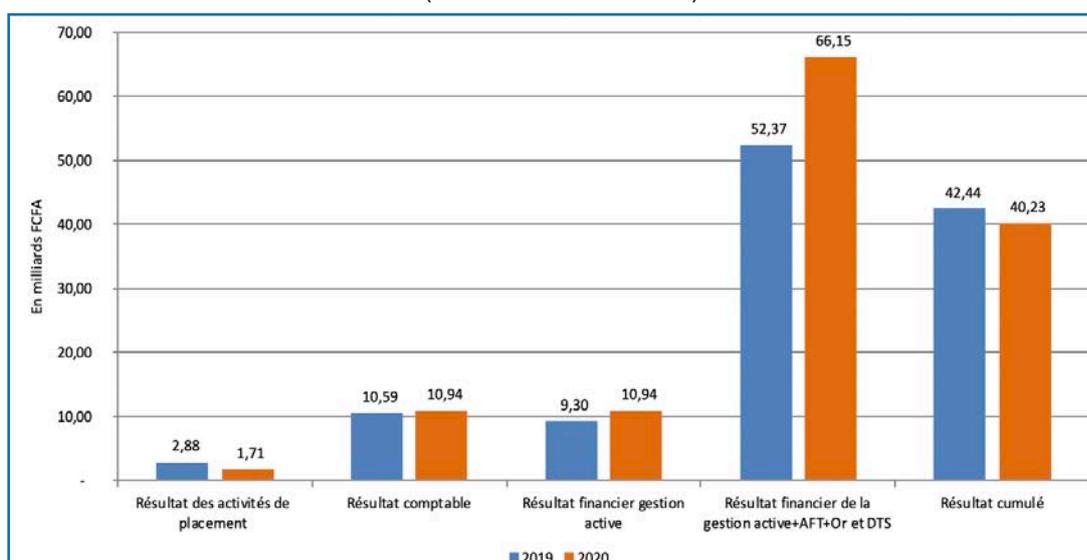
Les activités de la Salle des Marchés ont permis de dégager un résultat comptable de 10,94 milliards à fin 2020, en légère hausse (+3,52 %) par rapport à celui enregistré en 2019. Le résultat financier a augmenté de 17,70 % sur la période pour se situer à 10,94 milliards à fin 2020. Les rendements financier et comptable annuels se sont inscrits en hausse et sont ressortis respectivement à 10,14 % et 10,12 %, contre des rendements de 7,66 % chacun en 2019.

Les avoirs placés au Compte d'Opérations ont dégagé un résultat de 14,62 milliards en 2020 contre 12,89 milliards en 2019, en liaison avec l'augmentation du volume moyen de ces avoirs.

Le résultat réalisé sur les placements d'or à fin 2020 ont baissé à 14,69 milliards, contre 19,51 milliards à la même date l'année précédente.

La valorisation du stock d'or à la juste valeur a permis de dégager une plus-value latente de 25,93 milliards qui a servi à renforcer les capitaux propres au niveau des autres éléments du Résultat Global.

Graphique 15 : Evolution des résultats de la Salle des marchés 2018- 2019
(en milliards de FCFA)



Source : BEAC

1.3.3. Gestion des risques

Le suivi des risques liés aux réserves de change a été conduit conformément au cadre de gestion adopté en 2017 par les organes de décision de la BEAC. Il a été réalisé sur la base de l'analyse continue du risque de liquidité, du risque de marché, du risque de crédit (pour les contreparties et émetteurs) et des risques opérationnels.

• Risque de liquidité

Le risque de liquidité des réserves de change est appréhendé à travers le taux de centralisation au Compte d'Opérations, le seuil cible du ratio de couverture pour la constitution du portefeuille d'investissement, ainsi que des limites liées aux caractéristiques individuelles des actifs financiers. En 2020, le taux de centralisation au Compte d'Opérations a été respecté. Au terme de cet exercice, le ratio de couverture des réserves de change sur les importations des biens et services, ainsi que le service de la dette publique extérieure a été légèrement au-dessus du seuil cible de 3 mois fixé par le Comité de Politique Monétaire. Toutefois, il n'a pas été constitué de portefeuille d'investissement.

• Risque de marché

L'encadrement des risques de marché se base sur les limites en Value at Risk (VaR) pour les risques de change et de taux fixées par le Gouvernement de la Banque. Ces limites ont été respectées sur l'année 2020.

• Risque de crédit

Le suivi du risque de crédit s'effectue par le biais des ratings, des spreads de Crédit Default Swap (CDS) et des

limites d'engagement fixées par les organes de Décision de la BEAC sur les contreparties et les émetteurs autorisés de la Salle des Marchés. Aucun dépassement n'a été enregistré 2020.

• Risques opérationnels

La maîtrise des risques opérationnels renvoie au suivi du respect des manuels de procédures/modes opératoires et du code de déontologie validés par les organes de supervision de la BEAC, ainsi que des différents cadres réglementaires. Les principaux risques suivis sont : le risque de fraude interne, le risque juridique, le risque lié aux procédures et à l'organisation, et le risque lié au système d'information. Sur l'année 2020, ces différents risques ont été gérés et ont fait l'objet de reportings réguliers.

1.4. Gestion des systèmes et moyens de paiement

1.4.1 Systèmes de traitement automatisés

En 2020, la place financière de la CEMAC comptait 71 participants au Système de Gros Montant Automatisé (SYGMA) contre 70 en 2019 et 68 au Système de Télécompensation en Afrique Centrale (SYSTAC) contre 67 un an plutôt. Ces données ont pris en compte les six Directions Nationales de la BEAC et six Trésors nationaux (Cameroun, Gabon, Congo, Guinée Equatoriale, RCA et Tchad). Les transactions sur SYGMA, SYSTAC et GIMACPAY se sont déroulées avec succès sur l'ensemble de la zone d'émission.

Tableau 19 : Evolution des transactions dans les systèmes de paiement de la BEAC (en milliards de FCFA)

	SYGMA		SYSTAC		GIMACPAY		TOTAL	
	Volume	Valeur (en milliards)	Volume	Valeur (en milliards)	Volume	Valeur (en milliards)	Volume	Valeur (en milliards)
2019	274 633	165 054,37	10 597 190	13 366,07	1 283 420,00	72,36	12 155 243	178 492,80
2020	276 920	167 362,85	14 111 063	14 230,57	2 531 674,00	114,05	16 919 657	181 707,47
Variation (en %)	0,83%	1,40%	33,16%	6,47%	97,26%	57,61%	39,20%	1,80%

Source : BEAC

Concernant les opérations de transferts hors zone CEMAC effectuées par la BEAC via le système SWIFT, ils sont composés en grande partie par : (i) les couvertures des opérations des banques exécutées à l'extérieur, (ii) les opérations ordonnées

par les Trésors et les administrations publiques, (iii) les fonds reçus en faveur des Etats et (iv) les rétrocessions issues des exportations des biens et services par les acteurs économiques. Leur évolution en 2020 se présente comme suit :

Tableau 20 : Evolution des opérations de transferts Swift BEAC et banques (en milliards de FCFA)

	BEAC		Banques		Total	
	Nombre	Montant (en milliards)	Nombre	Montant (en milliards)	Nombre	Montant (en milliards)
2019	10 265	11 597,49	430 130	15 258,87	440 395	26 856,36
2020	18 647	20 316,91	589 332	21 467,43	607 979	41 784,34
Variation (%)	81,66%	75,18%	37,01%	40,69%	38,05%	55,58%

Source : Scope BEAC

1.4.2 Centrale des incidents

Au titre de la Centrale des Incidents de paiement (CIP), plusieurs activités ont été menées au cours de l'année 2020.

Au niveau fonctionnel, la solution CIP a été mise à jour et de nouvelles fonctionnalités ont été paramétrées. Un processus de discussion a été initié avec les opérateurs de téléphonie mobiles et les émetteurs de monnaie électronique afin de permettre l'intégration technique des comptes de Mobile Money dans le Fichier Régional des Clients et Comptes Bancaires de la Centrale des Incidents de Paiement (CIP/FRCB) conformément aux prescriptions légales des articles 196 et 211 du Règlement N° 03/16/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2016, relatif aux systèmes, moyens et incidents de paiement et à l'Instruction N°001/GR/2021 du 09 février 2021 sur le fonctionnement de la CIP.

Au niveau de l'infrastructure matérielle et logicielle, l'inventaire du matériel d'enrôlement a été effectué, suivi du recueil des éventuels besoins des Prestataires des Services de Paiement. L'exploration de possibles solutions matérielles et logicielles d'enrôlement adaptées, plus légères et moins coûteuses, a été réalisée avec le concours des opérateurs.

Au niveau institutionnel, des rencontres ont eu lieu avec les Autorités nationales en charge de la Régulation des Télécommunications (ART) pour l'attribution à la CIP d'un code USSD (Unstructured Supplementary Service Data) et de numéros abrégés uniques d'une part, et d'autre part, l'élaboration d'un accord de coopération pour la co-régulation des services de paiement électronique.

1.4.3 Le Système Monétique Inter-bancaire : monnaie électronique et cartes de paiement

a) La monnaie électronique (Mobile Money)

Le nombre de banques autorisées à exercer l'activité d'émission de monnaie électronique s'est chiffré à 21 banques, avec plus de 70 000 points de services à travers la CEMAC, contre 68 220 à la fin de l'année 2019. Cependant, plusieurs banques et établissements de microfinance ont exercé l'activité sans autorisation. En guise de régularisation, de nombreux dossiers de demande d'agrément (pour les établissements de paiement) ou d'autorisation ont été déposés auprès de la COBAC.

Malgré la crise sanitaire qui a marqué l'année 2020, les premiers chiffres permettent de constater une évolution de plus de 10 % des principaux agrégats de l'activité. Ainsi, après une baisse constatée au cours du milieu du premier semestre, les chiffres sont repartis rapidement à la hausse, suite aux actions de promotion effectuées par les différents établissements.

Pour ce qui est de la surveillance de cette activité, au cours de l'année 2020, seule l'activité d'émission de la monnaie électronique à travers le Mobile Money de la BICEC (Orange Money) a fait l'objet d'un contrôle sur place. Les autres contrôles sur place prévus n'ont pu avoir lieu à cause de la pandémie de la COVID-19.

La surveillance sur pièces a consisté en la collecte des statistiques sur l'activité des banques et la collecte d'informations diffusées dans la presse et les réseaux sociaux. Mais asseoir la surveillance sur ce mode s'avère très peu efficace. Le manque de relais dans les Directions Nationales ne permet pas la remontée rapide des informations et des pratiques préoccupantes. De plus, il devient de plus en plus difficile d'obtenir les données des banques, puisque la collecte de celles-ci est manuelle.

b) Le système monétique interbancaire

Le Système Monétique Interbancaire est exploité par le Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMAC), qui dispose d'un centre de traitement monétique. La BEAC y joue un rôle essentiel, tant par sa participation au capital du GIMAC (99 %) que dans son rôle de Banque de Règlement de la compensation des opérations monétiques interbancaires.

Les activités du GIMAC ont connu un décollage remarquable, après la signature par le Gouverneur de la BEAC, en date du 10 août 2018, de l'Instruction

N°01/GR/2018 relative à la définition de l'étendue de l'interopérabilité et de l'interbancaire des systèmes et moyens de paiement en zone CEMAC. L'application des dispositions de cette Instruction a permis la réalisation avec succès des actions ci-après :

- le déversement dans le réseau GIMAC des cartes internationales VISA, MASTERCARD et UnionPay International (UPI) émises par les établissements bancaires implantés dans la zone CEMAC. Au 31 décembre 2020, 31 membres du GIMAC émettent des cartes bancaires internationales (dont 18 VISA, 12 MASTERCARD et 01 UPI) et 52 membres permettent des paiements par cartes bancaires internationales (dont 29 VISA, 22 MASTERCARD et 01 UPI) à travers leurs Guichets Automatiques de Banque (GAB) ;
- le traitement des transactions dans GIMACPAY, à savoir 2 531 674 opérations pour une valeur 114 051 millions en 2020, soit :
 - > Carte délégataire : 1 185 919 opérations pour une valeur de 66 038 millions ;
 - > Carte interconnexion : 459 253 opérations pour une valeur de 32 300 millions ;
 - > Mobile : 886 502 opérations pour une valeur de 15 713 millions.
- la migration en cartes GIMAC de plus d'un million de cartes privatives (cartes limitées au seul réseau de l'émetteur) émises par quinze établissements bancaires et de microfinance implantés en zone CEMAC ;
- l'enrôlement des acteurs de la monnaie électronique dans le réseau GIMAC, notamment les Opérateurs de Monnaie Mobile (OMM), au nombre de trois à fin décembre 2020 (Orange Cameroun, MTN Cameroun, et Airtel Gabon) ;
- la mise en œuvre de la monétique

intégrale, regroupant les instruments de paiement (par carte, par téléphonie mobile et transferts), les canaux de paiement (mobile, GAB/TPE/WEB) et les transactions électroniques (transfert d'argent, réseau de paiement commerçant). Ainsi, le GIMAC a développé un écosystème GIMACPAY convergent, composé des cartes de la téléphonie mobile et des transferts d'argent. Celui-ci offre des services interbancaires et interopérables aux Trésors Nationaux, Banques, Microfinances, Opérateurs de Monnaie Mobile (OMM), Sociétés de Transfert d'Argent (STA) et Agrégateurs de services.

1.4.4 Régulation et Surveillance des Systèmes et Moyens de Paiement

Compte tenu des difficultés rencontrées dans la collecte des statistiques auprès des Prestataires de Paiement et du GIMAC cette année, les données sur l'activité de monnaie électronique sont encore partielles.

a) La Régulation

Cette activité qui est une fonction régalienne statutaire de la BEAC couvre tous les systèmes de paiement et toutes les infrastructures de marché de la CEMAC qui interviennent dans le processus de paiement, notamment i) les processus de traitement des avis techniques pour les agréments, les demandes d'autorisations ou d'informations préalables ; ii) les processus d'homologation des plateformes ; et iii) les solutions de paiement monétique.

Le Règlement 04/18/CEMAC/UMAC/COBAC du 21 décembre 2018 relatif aux services de paiement dans la CEMAC indique que la supervision des services de paiement revient à la COBAC tandis que la BEAC assure la surveillance, la conformité et la disponibilité.

b) La surveillance

La surveillance des systèmes exploités par la BEAC (SYGMA, SYSTAC,

SWIFT) s'est principalement traduite en 2020 par i) le contrôle sur pièces effectué à partir des rapports périodiques d'exploitation et des déclarations en temps réel transmis par les établissements assujettis ; ii) le contrôle sur place réalisé à l'occasion d'enquêtes conduites par le Comité Technique dans les locaux des participants ; et iii) l'organisation des réunions des organes de surveillance par la tenue des sessions statutaires du Comité Régional de Surveillance des Systèmes de Paiement (CRSP) et du Comité Technique en charge de la surveillance.

Le contrôle sur pièces a assuré la surveillance continue et permanente sur la base des indicateurs de suivi en exploitant le reporting mensuel reçu des assujettis. Il s'est basé également sur le suivi des recommandations formulées lors des contrôles effectués sur place et divers échanges d'ordre général avec les participants.

Le taux de transmission des rapports pour l'ensemble des participants assujettis de la zone CEMAC a connu une légère hausse de 2 points passant de 21 % en 2019 à 23 % en 2020. Ceci a découlé des mesures de renforcement préconisées à la fin de l'année 2019 et mises en œuvre courant 2020. Toutefois, ce taux reste globalement faible et les actions suivantes doivent être poursuivies i) la mise en place des rencontres périodiques des participants dans les différentes Directions Nationales ; ii) la sensibilisation des participants lors des contrôles sur place ; et iii) la réflexion sur les astreintes applicables aux assujettis en cas de persistance de cette tendance non déclarative.

Au sujet des incidents déclarés par les assujettis, 84 % ont concerné SYSTAC, 16 % ont été répartis entre SYGMA, SWIFT et les infrastructures RESEAUX ; 31 % de l'ensemble des incidents déclarés sont en cours de résolution et 69 % restent non résolus. Toutefois, il convient de signaler que plus de la moitié des incidents observés sur SYSTAC proviennent de l'indisponibilité du serveur Web Siège/National/Régional et des problèmes de

transmission et de réception des clés. A ceci s'est ajouté le recours à l'échange de valeurs fautes en bilatéral avec les parties prenantes.

Les missions de contrôle sur place se sont déroulées du 02 au 17 mars 2020 auprès des participants de la République Centrafricaine (RCA) et du 06 au 29 novembre auprès de ceux de la Guinée Equatoriale. Les systèmes actifs dont SYSTAC, SYGMA et SWIFT, ainsi que les infrastructures réseau des systèmes de paiement ont été parcourus en présence du participant conformément aux différents points de contrôle de chaque système contenu dans le Référentiel de surveillance.

Les résultats de ces contrôles sur place ont révélé que SYSTAC est le système ayant le plus grand nombre d'incidents; SYGMA est un système stable présentant un taux d'incidents relativement faible ; SWIFT est le système dont le taux d'incidents est très faible et maîtrisé ; l'infrastructure RESEAU regorge des incidents liés principalement à la mauvaise qualité du signal, à la vétusté des équipements et à l'absence de liaisons de télécommunications de secours entre les participants et la BEAC, d'une part, et les Directions Nationales avec le Siège de la BEAC, d'autre part.

Pour ce qui est de la conformité des systèmes de paiement au Référentiel de surveillance, le taux global de conformité pour l'ensemble des participants de la zone a progressé de 17,33 points passant de 50 % en 2019 à 67,33 % en 2020. Toutefois il reste en dessous du minimum de 80 % exigé.

A l'issue des contrôles des plateformes des systèmes de paiement, les recommandations ont été formulées et sont actuellement suivies par le service

en charge de la surveillance. Les activités de 2021 prévoient, l'élaboration du nouveau cadre de surveillance et des missions de vérification des mises en œuvre des recommandations par les participants.

1.5. Stabilité financière

1.5.1. Système bancaire et secteur de la microfinance

Au 31 décembre 2020, la CEMAC comptait 51³ banques et 9⁴ établissements financiers en activité, répartis comme suit : au Cameroun (15 banques et 7 établissements financiers), en République Centrafricaine (4 banques), au Congo (11 banques), au Gabon (7 banques et 2 établissements financiers), en Guinée Equatoriale (5 banques) et au Tchad (9 banques).

a) Indicateurs d'activité des banques de la CEMAC

> L'évolution de l'intermédiation bancaire

Au 31 décembre 2020, le total agrégé des bilans des banques de la CEMAC s'est établi à 15 213 milliards contre 14 093 milliards une année auparavant (+ 8 %). Cette croissance a été observée sur toutes les places bancaires à l'exception de la Guinée Equatoriale qui a enregistré une légère baisse (- 0,15 %).

Les banques du Congo et du Cameroun ont affiché les plus fortes hausses respectivement de 301 milliards (+ 15,70 %), et de 591 milliards (+ 9,39 %).

³ Les données de la BESCO ne sont pas prises en compte, faute de déclaration périodique et du niveau non significatif de son activité. Par ailleurs, les données de CBCA et BPMC déclarées au 30 novembre 2020 ont été reconduites dans l'analyse en raison de l'indisponibilité de leur déclaration périodique à fin décembre 2020.

⁴ La Société de Recouvrement des Créances (SRC) et la Société Nationale d'Investissement (SNI), toutes les deux au Cameroun, ne procèdent pas à des déclarations périodiques sur le système CERBER. En conséquence, seuls 7 établissements financiers sont inclus dans le champ d'analyse de la présente note.

De fin mars 2020, début des premières restrictions consécutives aux mesures sanitaires de lutte contre la propagation de la COVID-19, à fin décembre 2020, le total bilan s'est accru de 7,87 % (+ 1 110 milliards) traduisant une certaine résilience du système bancaire face au choc sanitaire. Le taux de croissance de cet agrégat, à la même période de l'année 2019, ne s'établissait qu'à 3,95 % (+ 536 milliards).

L'évolution de l'ensemble des agrégats bilanciaux des banques de la CEMAC sur la période de fin décembre 2016 à fin décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 21 : Evolution des principaux agrégats bilanciaux des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)

	déc. 16	déc. 17	déc. 18	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Dépôts de la clientèle	9 426 115	9 339 476	9 878 027	9 919 937	10 394 378	10 520 709	11 478 884
Crédits bruts	8 503 793	8 465 529	8 761 739	8 301 388	8 442 075	8 407 702	9 033 282
Créances en souffrance	1 267 407	1 446 874	1 856 174	1 815 519	1 782 982	1 896 992	1 914 753
Provisions sur créances	716 844	843 170	995 854	1 021 848	992 775	1 052 163	1 129 492
Crédits nets	7 786 949	7 622 359	7 765 885	7 279 540	7 449 300	7 355 539	7 903 790
Capitaux permanents	1 478 180	1 534 303	1 664 743	1 701 019	1 795 081	1 813 302	1 917 133
Valeurs immobilisées	1 027 706	1 110 788	1 102 999	1 113 569	1 266 667	1 353 489	1 461 694
Excédents/déficit trésor	2 200 017	2 312 568	2 871 674	3 391 131	3 701 773	3 764 787	4 235 109
Total bilan	13 074 116	12 685 060	13 475 648	13 556 612	14 092 776	14 103 216	15 213 309

Source : Cerber

> Evolution des dépôts de la clientèle

Les **dépôts collectés** se sont élevés à 11 479 milliards (75,4 % du total de bilan) au 31 décembre 2020. Ils se sont accrus de 1 084 milliards (+10,43 %) en variation annuelle. Cette hausse a été observée au Cameroun (+ 562 milliards, soit +11,62 %), au Congo (+ 314 milliards, soit + 24 %), au Tchad (+ 172 milliards, soit + 20,66 %), au Gabon (+ 72 milliards, soit + 3,43 %) et en République Centrafricaine (+16,4 milliards, soit + 7,52 %). Seule la Guinée Equatoriale enregistre une baisse (- 52 milliards, soit - 4,8 %). La variation des dépôts bruts entre la situation à fin mars 2020 et

à fin décembre 2020 a été de 9,11 % (soit + 958 milliards) alors qu'elle n'a été que de 4,78 % (soit + 474 milliards) douze mois auparavant à la même période. Cette hausse substantielle en 2020 a été vraisemblablement imputable à l'immobilisation de l'épargne par les entreprises et les ménages durant la période de crise sanitaire du COVID-19. Selon leur maturité, les ressources à vue (y compris les comptes sur livret) ont enregistré une augmentation de 9,27 % par rapport à décembre 2019. Elles se sont établis à 8 496 milliards, soit 74,0 % des dépôts collectés contre 74,8 % douze mois plus tôt.

Tableau 22 : Evolution de la structure des dépôts des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)

	déc. 16	déc. 17	déc. 18	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Dépôts publics	1 273 017	1 228 561	1 079 150	1 153 542	1 098 976	1 132 246	1 168 657
Dépôts des entreprises publiques	538 734	456 169	488 222	479 270	534 207	494 688	621 721
Dépôts privés	6 947 541	6 960 312	7 539 749	7 495 736	7 850 726	7 975 319	8 721 090
Dépôts des non-résidents	268 012	219 213	242 059	234 489	269 214	240 944	304 532
Dépôts non ventilés	398 812	475 222	528 847	556 902	641 250	677 510	662 882
Total Dépôts	9 426 115	9 339 476	9 878 027	9 919 937	10 394 378	10 520 709	11 478 884

Source : Cerber

L'analyse par pays montre que les dépôts bruts sont concentrés au Cameroun (47 %) et au Gabon (14 %). Le tableau

ci-après présente les encours de dépôts bruts par pays :

Tableau 23 : Evolution des dépôts bruts par pays entre fins décembre 2016 et 2020 (en millions de FCFA)

	déc.-16	déc.-17	déc.-18	mars-19	déc.-19	mars-20	déc.-20
Cameroun	3 674 974	4 028 773	4 461 097	4 512 716	4 836 945	4 961 353	5 398 819
RCA	146 079	159 642	186 334	190 444	218 687	217 371	235 127
Congo	1 480 796	1 334 590	1 232 821	1 180 588	1 308 545	1 338 853	1 622 583
Gabon	2 073 768	1 857 866	2 071 919	2 066 433	2 105 634	2 076 821	2 177 904
GE	1 329 039	1 298 681	1 263 814	1 251 354	1 090 664	1 103 615	1 038 265
Tchad	721 459	659 924	662 042	718 402	833 903	822 696	1 006 186
CEMAC	9 426 115	9 339 476	9 878 027	9 919 937	10 394 378	10 520 709	11 478 884

Source : Cerber

> Évolution des emplois de la clientèle non financière

Les **crédits bruts** à la clientèle sont ressortis à 9 033 milliards au 31 décembre 2020. Ils se sont accrus de 591 milliards (+ 7 %) par rapport à leur niveau à fin décembre 2019. Ventilée par pays, la hausse du volume des crédits a été observée au Cameroun (+ 303 milliards), au Congo (+ 176 milliards), au Tchad (+ 125 milliards), en République Centrafricaine (+ 8 milliards) et en Guinée

Equatoriale (+ 1,6 milliard). Seule la place bancaire gabonaise a affiché une baisse du volume des crédits à la clientèle (- 24 milliards).

Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont été en hausse de 137 milliards (+ 13,7 %), pour s'établir à 1 129 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 7 904 milliards (51,95 % du total du bilan), soit une variation annuelle de + 6,1 %.

Tableau 24 : Evolution de la structure des crédits des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)

	déc. 16	déc. 17	déc. 18	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Crédits à l'administration publique	703 532	831 496	859 284	770 622	880 744	858 320	1 109 479
Crédits aux entreprises publiques	402 268	354 445	363 328	364 176	371 741	386 794	520 870
Crédits au secteur privé	6 670 879	6 567 815	6 913 712	6 538 113	6 611 745	6 536 109	6 780 379
Crédits aux non-résidents	572 349	510 052	437 415	411 096	356 352	387 403	411 139
Encours financier des opérations de crédit-bail	71 931	78 405	88 615	88 803	89 295	89 050	94 184
Autres créances	82 834	123 319	99 386	128 564	132 198	150 027	117 229
Total Crédits	8 503 793	8 465 529	8 761 739	8 301 388	8 442 075	8 407 702	9 033 282

Source : Cerber

L'analyse par branche d'activité au 31 décembre 2020 a révélé que cinq branches d'activité sont prépondérantes dans la distribution des crédits à l'échelle de la CEMAC. Il s'agit des secteurs du commerce gros et détails-restauration

et hôtels (16,5 %), des services destinés à la collectivité de services sociaux et personnels (16,4 %), des transports et télécommunications (16,1 %), industries manufacturières (8,4 %) et des bâtiments et travaux publics (7,4 %).

**Tableau 25 : Evolution des crédits bruts par branche d'activité
(en millions de FCFA)**

Branche d'activités	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Agriculture, élevage, chasse, sylv. et pêche	458 271	434 576	465 800	455 930
Industries extractives	246 562	268 001	306 361	299 328
Industries manufacturières	738 602	668 362	697 262	757 416
Distribution d'électricité - gaz - vapeur - eau	453 179	457 276	402 994	447 778
Bâtiments et travaux publics	963 252	818 081	626 532	667 977
Commerce gros et détails - restaur. et hôtels	1 306 959	1 375 177	1 415 567	1 491 582
Transports et télécommunications	1 290 945	1 291 733	1 470 965	1 456 932
Activités des inst. financières - aff. immob.	521 710	562 366	568 893	672 176
Sces à la collecte. services sociaux et peson.	942 921	1 072 821	1 061 425	1 479 527
Activités non classées	842 401	946 161	848 745	775 459
Non-résidents	319 210	326 029	304 081	317 768
Total DEC 1138	8 084 012	8 220 583	8 168 625	8 821 873
Non ventilés dans CERBER	217 376	221 492	239 077	211 409
Total Crédits bruts	8 301 388	8 442 075	8 407 702	9 033 282

Source : Cerber

Dans l'ensemble, il est ressorti de l'analyse sur la période allant de fin mars à fin décembre 2020 que les cinq branches d'activité prépondérantes dans la distribution des crédits à l'échelle de la CEMAC ont continué à bénéficier des crédits de manière plus marquée qu'un an auparavant, en 2019, traduisant la résilience du secteur bancaire face au choc sanitaire de la COVID-19. Enfin, au 31 décembre 2020, les crédits bruts distribués par pays se sont concentrés sur les Etats du Cameroun (46,1 %), du Gabon (16,9 %) bien qu'en baisse et du Congo (13,6 %).

> Évolution de l'excédent de trésorerie

L'excédent de trésorerie global s'est situé à 4 235 milliards (26,3 % du total du bilan). Il a augmenté de 533 milliards (+ 14,41 %) imputable à la hausse des dépôts non remployés. Quatre places bancaires ont affiché une augmentation de cet agrégat : au Cameroun (+ 344 milliards, soit + 18,29 %), en République Centrafricaine (+ 9 milliards), au Congo (+ 155 milliards) et au Gabon (+ 115 milliards). A contrario, il a baissé en Guinée Equatoriale (- 72 milliards) et au Tchad (- 13 milliards).

Les ressources de trésorerie se sont fixées à 1 232 milliards à fin décembre 2020, contre 1 228 milliards en 2019 (+ 0,1 %). Elles ont été constituées de ressources à terme à concurrence de 68,3 % et de ressources à vue à hauteur de 31,4 %.

Au 31 décembre 2020, les emplois de trésorerie ont été portés à 5 467 milliards, contre 4 929 milliards à fin décembre 2019 (+ 538 milliards, soit + 10,91 %). Ils ont été constitués de titres de placement et de transaction (46,25 %), d'opérations à terme (7,01 %) et d'opérations à vue (39,10 %). Les contributions respectives ont été de 38,59 %, 8,44 % et 44,92 %, en décembre 2019.

Quant aux opérations d'acquisition nette de bons et obligations du Trésor sur le marché des titres publics, elles ont été réparties ainsi qu'il suit : au Cameroun (+ 411 milliards), en République Centrafricaine (+ 6 milliards), au Congo (+ 78 milliards) et au Gabon (+1 40 milliards) en Guinée Equatoriale. Seules les banques du Tchad (- 7 milliards) ont connu une baisse du volume des titres publics, en raison de la diminution du taux de roll-over pratiqué sur les titres échus, et de la Guinée Equatoriale (- 2 milliards).

Le solde des opérations avec la BEAC a connu une légère baisse entre les situations à fin décembre 2019 et à fin décembre 2020 (-93 milliards, contre +302 milliards un an plus tôt). Cette baisse a été essentiellement imputable aux avoirs nets des banques en compte courant auprès de la Banque Centrale (+8,3 milliards), d'une part, et à l'augmentation du refinancement obtenu auprès de la BEAC (+101 milliards), d'autre part. Par ailleurs, l'endettement net sur les opérations avec les correspondants associés et non associés s'est élevé à 225 milliards à fin décembre 2020, contre 181 milliards, un an auparavant, (+ 43,9 milliards).

> Indicateurs d'activité des établissements financiers de la CEMAC

Au 31 décembre 2020, la CEMAC comptait neuf établissements financiers. Ils se sont répartis entre le Cameroun (sept) et le Gabon (deux). L'analyse ci-après est limitée aux seuls établissements (sept au total) qui ont procédé aux déclarations réglementaires périodiques sous CERBER. Le total agrégé des bilans des établissements financiers de la CEMAC s'est établi à 484 milliards au 31 décembre 2020. Il a augmenté de 5,86 % par rapport au 31 décembre 2019.

Tableau 26 : Evolution des principaux agrégats bilanciaux des établissements financiers (en millions de FCFA)

	déc. 16	déc. 17	déc. 18	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Dépôts de la clientèle	47 739	38 420	51 089	49 597	55 360	58 699	58 699
Crédits bruts	339 037	309 082	307 715	301 561	305 631	314 336	314 336
Créances en souffrance	162 129	156 711	159 300	157 531	156 881	152 291	152 291
Provisions	78 929	79 353	93 592	94 116	95 133	97 053	97 053
Crédits nets	260 108	229 729	214 123	207 445	210 498	217 283	217 283
Capitaux permanents	328 992	320 126	338 389	328 496	322 468	317 436	331 855
Valeurs immobilisées	25 672	40 427	34 655	34 523	34 839	33 105	39 059
Excédent/déficit de trésorerie	108 834	112 890	163 297	157 499	154 209	150 917	168 830
Total du bilan	478 949	465 911	465 763	463 327	457 453	455 385	484 241

Source : Cerber

> Qualité du portefeuille de crédit des banques de la CEMAC

Le risque de crédit est demeuré l'un des principaux risques auxquels les banques de la CEMAC ont été expo-

sées. L'encours des créances en souffrance s'est élevé à 1 914 milliards au 31 décembre 2020 (+131 milliards, soit + 7,39 %) comparée à 2019. Elles ont représenté 21,2 % des crédits bruts, contre 21,1 % l'année précédente.

Tableau 27 : Evolution de la qualité du portefeuille de crédits des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)

	déc. 16	déc. 17	déc. 18	mars-19	déc. 19	mars-20	déc. 20
Créances en souffrance	1 267 407	1 446 874	1 856 174	1 815 519	1 782 982	1 896 992	1 914 753
Créances impayées	197 885	160 635	277 343	169 007	186 960	228 754	196 838
Créances immobilisées	239 544	353 325	512 583	503 752	520 625	513 638	475 228
Créances douteuses	829 978	932 914	1 066 248	1 142 760	1 075 397	1 154 600	1 242 687
Créances saines	7 236 386	7 018 655	6 905 565	6 485 869	6 659 093	6 510 710	7 118 529
Crédits bruts	8 503 793	8 465 529	8 761 739	8 301 388	8 442 075	8 407 702	9 033 282
Créances en souffrance/ brutes	14,90%	17,09%	21,18%	21,87%	21,12%	22,56%	21,20%
Créances impayées/ souffrance	15,61%	11,10%	14,94%	9,31%	10,49%	12,06%	10,28%
Créances immobilisées/ souffr.	18,90%	24,42%	27,62%	27,75%	29,20%	27,08%	24,82%
Créances douteuses/ souffrance	65,49%	64,48%	57,44%	62,94%	60,31%	60,86%	64,90%

Source : Cerber

Les créances douteuses ont représenté la part la plus importante des créances en souffrance avec 60,4 % au 31 décembre 2019. Elles se sont établies à 1 915 milliards, contre 1 783 milliards en 2019 (+131 milliards). Cette évolution a été significative dans les banques du Tchad avec 179 milliards (soit + 63,26 %), du Congo avec 182 milliards (soit +19,15 %), de la République Centrafricaine avec 25 milliards (15,28 %), du Cameroun avec 547 milliards (+ 11,87 %) et du Gabon avec 128 milliards (+ 7,64 %). A contrario, les créances douteuses ont baissé à 181 milliards (soit - 1,07 %) en Guinée Equatoriale.

S'agissant des créances immobilisées, elles ont baissé, revenant de 521 milliards à 475 milliards (- 8,72 %) en glissement annuel. Cette baisse a été constatée dans les banques du Cameroun et de la Guinée Equatoriale à 19 milliards respectivement.

Toutefois, la croissance des créances immobilisées a été atténuée par les baisses observées au Congo, au Tchad et au Gabon respectivement à 74 milliards, à 49 milliards et à 3,9 milliards. Quant aux banques centrafricaines, elles n'ont pas détenu de créances immobilisées dans leurs livres au 31 décembre 2020.

b) Rentabilité du système bancaire de la CEMAC sur la base des comptes provisoires au 31 décembre 2020

> Rentabilité des banques au 31 décembre 2020

L'analyse des performances des banques de la CEMAC⁵ à la date d'arrêté du 31 décembre 2020 est présentée à travers l'évolution du produit net bancaire et du résultat net. Les soldes intermédiaires de gestion des banques de la CEMAC entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 28 : Soldes intermédiaires de gestion des banques (Décembre 2019-Décembre 2020)

CEMAC – (en millions de FCFA)	Déc.19	% PNB	Déc.20 (*)	% PNB	Variation	
					En valeur	En %
Marge sur opérations de trésorerie	-3 806	0%	-4 053	-0,4%	247	6,5%
Marge sur opérations financières	89 084	9%	155 412	16%	66 328	74,5%
Marge sur opérations avec la clientèle	484 637	50%	476 610	49%	-8 027	-1,7%
Marge sur opérations diverses	394 141	41%	329 909	34%	-64 232	-16,3%
Marge sur opérations de crédit-bail	3 662	0%	5 855	0,6%	2193	59,9%
Produit net bancaire	967 718		963 733		-3 985	-0,4%
Frais généraux	537 908		547 085		9 177	1,7%
Résultat brut d'exploitation	393 050		371 380		-21 670	-5,5%
Résultat courant	229 872		231 421		1 549	0,7%
Résultat exceptionnel	-11 590		-2 037		9 553	-82,4%
Impôt sur le résultat	78 444		52 161		-26 283	-33,5%
Résultat net	139 838		177 223		37 385	26,7%
Coefficient net d'exploitation	55,59%		56,77%			
Rendement des actifs	0,98%		1,17%			
Rentabilité des capitaux investis	9,03%		9,26%			

Source : (*) Etats CERBER (DEC 1601 et 1602 – comptes provisoires) et états G et H certifiés (données 2019)

⁵ Elle prend appui sur les données issues des états G et H certifiés en 2019 et sur celles extraites des états DEC 1601 et 1602 du reporting CERBER déclarés au 31 décembre 2020.

Evolution du produit net bancaire (PNB)

Le PNB agrégé des 50⁶ banques en activité dans la CEMAC s'est établi à 964 milliards au 31 décembre 2020, en baisse de 3,9 milliards (- 0,4 %) comparativement au 31 décembre 2019. Cette

baisse a été marquée en Guinée Equatoriale (- 25,3 %) et au Congo (- 1,9 %). En revanche, les autres places bancaires ont enregistré une progression : Cameroun (+ 3,6 %), Gabon (+ 2 %), République Centrafricaine (+ 6,4 %) et dans une moindre mesure Tchad (+ 1,2 %).

Tableau 29 : Evolution du PNB des banques de la CEMAC
(en millions de FCFA)

	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20 (*)
Cameroun	323 197	335 066	358 463	409 026	422 110	437 362
Centrafrique	17 807	18 822	21 204	22 331	21 811	23 199
Congo	173 103	158 103	155 835	156 758	144 062	141 253
Gabon	201 785	210 386	209 075	219 077	211 493	215 707
Guinée Eq.	109 376	108 355	109 647	100 412	90 761	67 812
Tchad	82 867	84 160	74 556	75 213	77 481	78 400
CEMAC	908 135	914 892	928 780	982 817	967 718	963 733

Source : Etats G et H certifiés (données 2015 à 2019) et (*) états CERBER (DEC 1601 et 1602 – comptes provisoires)

Les opérations avec la clientèle et les opérations diverses ont représenté respectivement 49 % et 34 % du PNB. Ces contributions ont été de 50 % et 41 % douze mois auparavant.

Evolution du résultat net des banques

Au 31 décembre 2020, le résultat net des banques de la CEMAC est ressorti à 177,2 milliards, contre 139,8 milliards en 2019 (+ 26,7 %), principalement due à une forte baisse de l'impôt sur les sociétés. Il a évolué comme suit : Cameroun (84,9 milliards, soit 47,9 %), Gabon (65,1 milliards, soit 36,8 %), Congo (31,3 mil-

liards, soit 17,7 %), Guinée Équatoriale (- 2,7 milliards, soit - 1,5 %), Tchad (soit - 2,6 milliards, - 1,5 %) et République Centrafricaine (1,2 milliard, soit 0,7 %). L'analyse de cet agrégat agrégé par pays montre qu'il a reculé principalement en République Centrafricaine (-3,1 milliards, soit - 72 %) et en Guinée Equatoriale (1 milliard, soit - 59,6 %).

Pour la CEMAC, au total dix banques ont extériorisé un résultat net déficitaire cumulé de 41,9 milliards au 31 décembre 2020. L'évolution du résultat net agrégé par pays sur la période de 2015 au 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 30 : Evolution du RN des banques de la CEMAC (en millions de FCFA)

	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20
Cameroun	40 398	2 255	62 399	55 258	81 688	84 921
Centrafrique	-2 183	978	1 360	3 473	4 360	1 222
Congo	38 702	22 615	21 404	12 578	3 645	31 287
Gabon	18 597	35 123	33 697	54 851	55 482	65 135
Guinée Eq.	21 279	16 991	11 871	10 721	-1 710	-2 730
Tchad	7 808	9 351	-1 110	1 904	-3 627	-2 612
CEMAC	124 601	87 313	129 621	138 785	139 838	177 223

Source : (*) Etats CERBER (DEC 1601 et 1602 – comptes provisoires et états G et H certifiés (données 2019)

⁶ Hors BESCO dont le retrait d'agrément d'office a été prononcé par la Commission Bancaire.

> Rentabilité des établissements financiers au 31 décembre 2020

Au 31 décembre 2020, le produit net bancaire des établissements financiers⁶ de la CEMAC est ressorti à 17,5 milliards, contre 10,9 milliards en 2019 (+ 6,6 milliards (+ 60,4 %)). Les marges sur opérations de la clientèle (+ 3,4 mil-

liards, soit + 71,9 %) et sur opérations de crédit-bail (+ 1,2 milliard, soit + 14 %) ont le plus contribué à la formation du PNB des établissements financiers de la CEMAC en 2020. Le PNB se répartit comme suit : Cameroun (78,6 %, soit 13,7 milliards) et Gabon (21,4 %, soit 3,7 milliards).

Tableau 31 : Soldes intermédiaires de gestion des EF entre décembre 2019 – décembre 2020 (en millions de FCFA)

CEMAC – (en millions)	déc.19	% PNB	déc.20 (*)	% PNB	Variation	
					En valeur	En %
Marge sur opérations de trésorerie	-2 440	-22%	-1 513	-9%	927	-38,0%
Marge sur opérations financières	-1 506	-14%	-1 048	-6%	458	-30,4%
Marge sur opérations avec la clientèle	4 725	43%	8 124	47%	3 399	71,9%
Marge sur opérations diverses	1 801	17%	2 430	14%	629	34,9%
Marge sur opérations de crédit-bail	8 308	76%	9 470	54%	1162	14,0%
Produit net bancaire	10 888	100%	17 463	100%	6 575	60,4%
Frais généraux	10 986		15 211		4 225	38,5%
Résultat brut d'exploitation	13		6 499		6 486	49892,3%
Résultat courant	-1 786		10 293		12 079	-676,3%
Résultat exceptionnel	241		-8 086		-8 327	-3455,2%
Impôt sur le résultat	828		417		-411	-49,6%
Résultat net	-2 373		1 790		4 163	+175,4%
Coefficient net d'exploitation	100,90%		87,10%			
Rendement des actifs	-0,48%		0,37%			
Rentabilité des capitaux investis	-0,76%		0,54%			

Source : (*) Etats CERBER (DEC 1601 et 1602 – comptes provisoires et états G et H certifiés (données 2019))

La variation de l'activité des établissements financiers a été de 6,6 milliards (+ 60,4 %), une croissance plus que proportionnellement comparée à l'augmentation des frais généraux. En effet, les frais généraux sont ressortis à 15,2 milliards, en augmentation de 4,2 milliards (+ 38,5 %) et se sont maintenus à un niveau permettant aux établissements financiers de la CEMAC d'extérioriser un résultat brut d'exploitation satisfaisant.

Au 31 décembre 2020, le résultat net des établissements financiers de la CEMAC est ressorti bénéficiaire à 1,7 milliard, (+ 175,4 %). La contribution des établissements financiers du Cameroun, en hausse de 2,4 milliards (+ 530,2 %),

a expliqué cette amélioration du résultat net d'ensemble. Bien que déficitaire, le résultat net des établissements financiers du Gabon s'est amélioré, enregistrant une perte moindre au 31 décembre 2020 (1,1 milliard), contre une perte de 2,8 milliards au 31 décembre 2019.

c) Situation prudentielle du système bancaire

L'analyse de la situation prudentielle des banques et des établissements financiers de la CEMAC a été abordée à travers le respect des ratios prudentiels en mettant en exergue le niveau des exigences en fonds propres.

⁷ 7 établissements financiers sont pris en compte dans le champ d'analyse : SCE, SOCCA, PRO-PME, CFC, WAFA cash au Cameroun et SOGACA et FINASTRA au Gabon. Les données de la SRC et la SNI ne sont pas disponibles. Les données sont tirées des états déclaratifs CERBER.

> **Situation prudentielle des banques au 31 décembre 2020**

Analyse du niveau des fonds propres

Les fonds propres nets agrégés des banques de la CEMAC sont ressortis à 774 milliards. L'évolution des fonds propres bancaires agrégés par pays est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 32 : Evolution des fonds propres nets par pays
(en millions de FCFA)

	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.19 (*)	déc.-20
Cameroun	233 003	262 498	250 616	265 749	315 877	307 411	428 515
RCA	37 538	36 323	35 945	42 218	42 023	45 672	43 322
Congo	156 264	222 763	251 736	262 605	253 021	278 211	186 678
Gabon	144 207	120 660	129 361	177 261	191 696	243 852	265 893
GE	206 468	220 639	229 358	225 469	226 816	-163 462	-161 432
Tchad	73 572	88 081	101 550	109 724	93 041	27 265	10 628
CEMAC	851 052	950 964	998 566	1 083 026	1 122 474	738 948	773 604

Source : Cerber. (*) Fonds propres selon le règlement COBAC R-2016/03.

Par ailleurs, sur l'ensemble des 50 banques de la CEMAC, un effectif de 12 ont extériorisé des exigences supplémentaires en fonds propres en couverture du risque de crédit de l'ordre de 478 milliards au 31 décembre 2020. Le niveau de ces exigences est réparti par pays comme suit :

- Cameroun : 42,3 milliards, soit 9,3 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 3 banques ;
- Congo : 86,4 milliards, soit 19 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 2 banques ;
- Guinée Equatoriale : 257,6 milliards, soit 56,7 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 3 banques
- Tchad : 67,8 milliards, soit 14,9 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 4 banques ;

- Centrafrique et Gabon : aucune exigence en fonds propres en couverture du risque de crédit n'est déga- gée par ces deux places bancaires.

Le niveau d'exigence globale en fonds propres de 454 milliards a été principalement affecté par la CCEI Bank (235 milliards, soit 51,7 %), de LCB Bank (80 milliards, soit 17,7 %) et d'Orabank Tchad (40 milliards, soit 8,8 %) à la suite de la prise en compte des provisions exigées⁷ par les missions de vérification du Secrétariat Général de la COBAC. Par ailleurs, les provisions à constituer se sont élevées à 351 milliards et se sont répartis entre le Cameroun pour 10 milliards (2,8 %), la République Centrafricaine pour 2 milliards (0,5 %), le Congo pour 32 milliards (9 %), le Gabon pour 15 milliards (4,4 %), la Guinée Equatoriale pour 268 milliards (76,4 %) et le Tchad pour 24 milliards (7 %).

⁷ Pour dépréciation des comptes de la clientèle, pour non-valeurs comptables et pour la couverture des autres risques et litiges

> Situation des banques en violation des normes prudentielles en vigueur

Il y a lieu de noter que la situation prudentielle au 31 décembre 2020 s'est conformée à la résolution n°17/COBAC/SO.2/2020 du 30 juillet 2020 de la Commission Bancaire qui a décidé de l'abaissement de 2,5 % à 1,5 % du

volant de conservation des fonds propres prévu à l'article 25 du règlement COBAC R-2016/03 relatifs aux fonds propres nets des établissements de crédit. L'évolution des banques en infraction vis-à-vis des normes prudentielles au cours de la période de fin décembre 2014 à fin décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 33 : Evolution du nombre des banques en infraction par rapport aux normes prudentielles

	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	sep.-20	déc.-20
Représentation du capital minimum	18	18	16	14	15	16	18	17
Ratio de capitaux propres						8	6	6
Ratio de fonds propres de base						17	16	14
Couverture des risques	9	8	8	6	8	16	14	12
Plafond global des risques	8	8	7	16	7	9	9	9
Plafond individuel des risques	17	14	15	21	20	23	22	20
Couverture des immobilisations	12	15	14	11	15	16	14	14
Rapport de liquidité	6	10	12	11	6	5	3	5
Coefficient de transformation	10	12	11	20	13	17	13	16
Engagements sur les apparentés	10	17	11	9	13	12	13	16
Banques présentant une adéquation des FPN	24	23	25	19	23	14	19	17
Nombre de banques déclarantes	50	52	52	51	51	50	50	50

Source : CERBER et retraitements

Les ratios prudentiels à l'égard desquels le plus grand nombre de banques ont été en conformité sont ceux se rapportant aux capitaux propres et au rapport de liquidité. Les ratios prudentiels les moins respectés ont été respectivement, la limite individuelle des risques, la représentation du capital minimum, le coefficient de transformation et celui des engagements sur les apparentés.

> Situation prudentielle des établissements financiers au 31 décembre 2020

L'évolution des établissements financiers en infraction vis-à-vis des normes prudentielles au cours de la période de fin juin 2018 à fin décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 34 : Evolution du nombre d'établissements financiers de la CEMAC en infraction par rapport aux ratios prudentiels

	jui.-18	sep-18	déc.-18	déc.-19	sep.-20	déc.-20
Représentation du capital minimum	2	2	1	2	3	2
Ratio de capitaux propres				1	1	1
Ratio de fonds propres de base				0	0	0
Couverture des risques	1	0	0	0	0	0
Plafond global des risques	1	0	0	0	0	0
Plafond individuel des risques	1	1	1	0	0	0
Couverture des immobilisations	1	1	1	0	0	1
Rapport de liquidité	1	1	1	0	1	1
Coefficient de transformation	2	1	1	1	2	2
Engagements sur les apparentés	1	0	0	0	0	0
EF présentant une adéquation des FPN	5	5	6	5	4	4
Nombre d'établissements déclarants	7	7	7	7	7	7

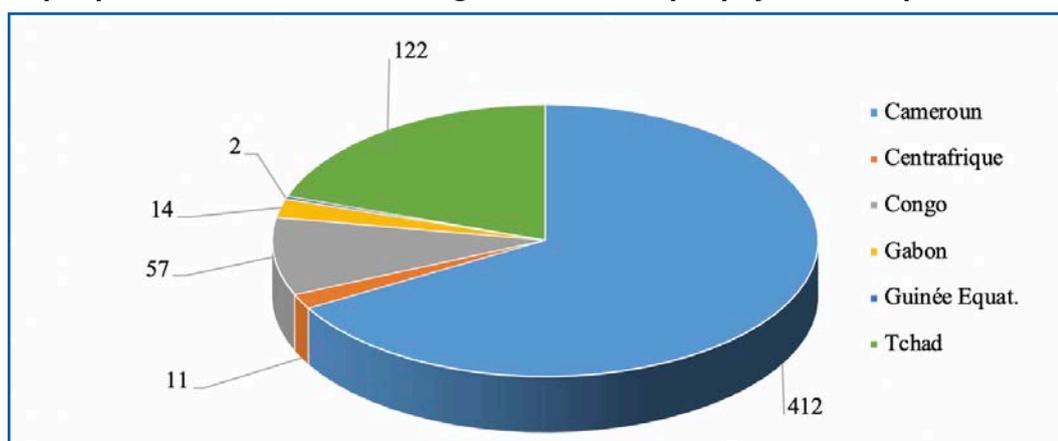
Source : CERBER et retraitements

> Situation du secteur de la micro-finance

Au 30 septembre 2020, le secteur de la microfinance de la CEMAC compte 620 établissements de microfinance agréés et en activité (cf. graphique 16), répartis entre le Cameroun (419), la République Centrafricaine (10), le Congo

(56), le Gabon (18), la Guinée Equatoriale (2) et le Tchad (115). A cette date, le nombre d'établissements ayant déclaré leurs états financiers, représente environ 88 % de l'activité du secteur. Il convient de relever à cet effet une amélioration progressive du nombre d'entités déclarantes sur la plateforme eSESAME.

Graphique 16 : Nombre des EMF agréés et activité par pays au 30 septembre 2020



Source : CERBER et retraitements

Tableau 35 : CEMAC – Évolution de la situation bilancielle
(en millions de FCFA)

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	30/09/2020	Variation 2019-2017
Dépôts de la clientèle	906 807	705 014	828 460	928 100	-9%
Crédits bruts	584 351	450 223	531 087	584 493	-9%
Créances en souffrance	88 331	84 714	95 336	115 287	8%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	79 747	59 343	65 440	73 962	-18%
Crédits nets	504 604	390 880	465 647	510 531	-8%
Capitaux permanents	126 070	135 027	136 901	157 036	9%
Valeurs immobilisées	107 275	88 790	102 948	102 463	-29%
Excédent / déficit de trésorerie	428 575	377 788	427 232	467 453	0%
Total bilan	1 158 844	1 063 432	1 514 149	1 216 117	31%

Source : CERBER et retraitements

1.5.2. Marchés Financiers de la CEMAC

1.5.2.1. Marché des titres publics émis par adjudication

Malgré la pandémie de la COVID-19, l'évolution des activités du marché des titres publics en 2020 a confirmé la dynamique encourageante observée depuis 2016 sur ce marché, dans un contexte toujours marqué par d'importants besoins de trésorerie des Etats membres de la CEMAC.

a) Marché primaire

Les émissions de titres publics par adjudications organisées par la BEAC ont atteint un niveau record en 2020, avec 9 492,62 milliards levés à travers 879 adjudications, dont 806 en bons du

Trésor assimilables (BTA) pour 8 297,35 milliards et 73 en obligations du Trésor assimilables (OTA) pour 1 195,27 milliards.

Les ressources mobilisées par les Trésors publics au cours de cette année ont été en forte hausse de 233,5 % par rapport à l'année 2019, et ont représenté à elles-seules près de 56,48 % du cumul des ressources levées sur le marché des titres publics depuis son lancement en 2011.

Les émissions de titres à moyen et long terme (OTA) ont continué leur progression, avec un montant global de 1 195,27 milliards levés en 2020, soit une hausse de 43,8 % par rapport aux émissions réalisées en 2019, évaluées à 831,2 milliards.

Tableau 36 : Volume des émissions par adjudication de BTA et d'OTA
(en millions de FCFA)

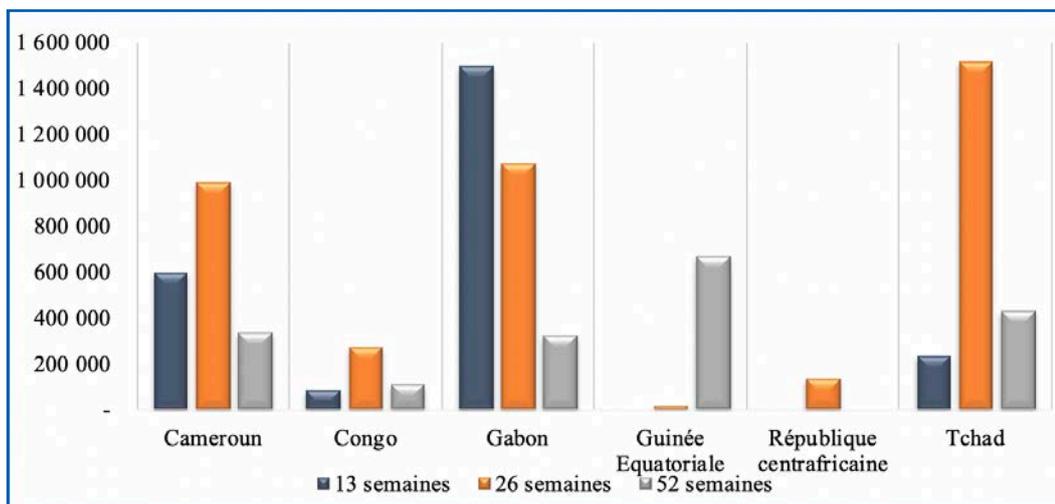
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul des émissions depuis 2011
BTA	51 560	119 400	301 000	257 400	430 100	796 765	843 941	1 103 562	2 015 078	8 297 354	14 216 160
Cameroun	50 000	110 000	126 000	145 000	125 150	174 170	173 355	217 000	403 010	1 929 103	3 452 788
Congo							23 700	50 910	218 112	470 047	762 769
Gabon			164 000	73 900	131 950	273 880	377 186	445 091	672 331	2 898 579	5 036 917
Guinée Eq.					15 000	60 000	78 000	79 000	170 131	682 600	1 084 731
RCA	1 560	9 400	11 000	11 000	16 000	19 000	23 000	9 500	19 000	133 500	252 960
Tchad				27 500	142 000	269 715	168 700	302 061	532 494	2 183 525	3 625 995
OTA			49 011	47 056	156 760	194 657	34 800	81 449	831 186	1 195 270	2 590 189
Cameroun			23 511	10 000					240 205	360 713	634 429
Congo									123 500	390 975	514 475
Gabon			25 500	37 056	17 500	20 300	8 000	81 449	176 481	384 762	751 048
Guinée Eq.									291 000		291 000
RCA										15 808	15 808
Tchad					139 260	174 357	26 800			43 012	383 429
Total	51 560	119 400	350 011	304 456	586 860	991 422	878 741	1 185 011	2 846 264	9 492 624	16 806 349

Source : BEAC/CRCT

Malgré les avancées notables enregistrées sur le segment moyen et long terme, les émissions sur le marché des valeurs du Trésor sont demeurées concentrées sur des instruments de courte maturité,

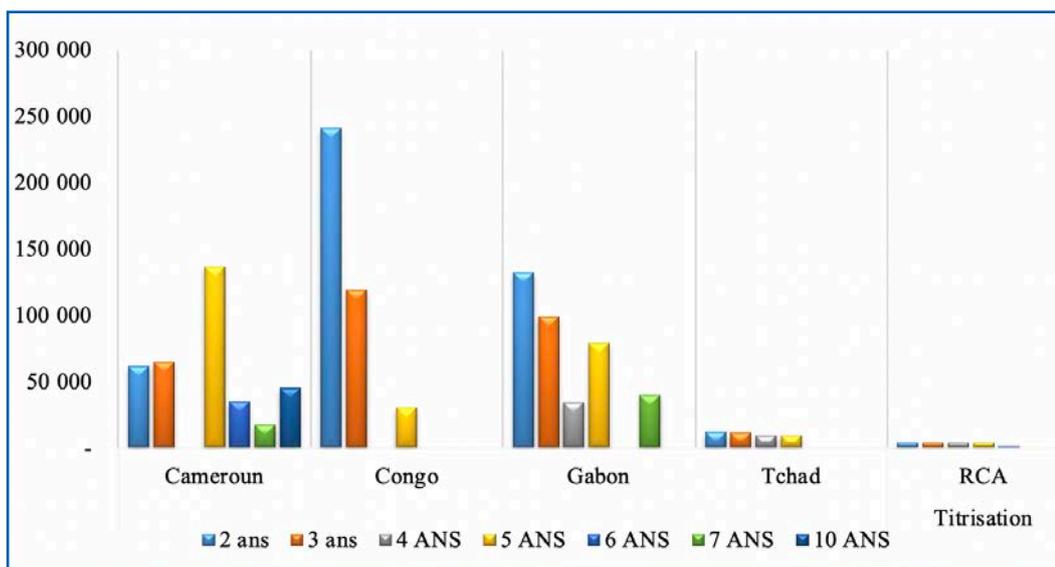
principalement les BTA, qui ont représenté près de 87,41 % du total de l'activité au cours de la période sous revue, contre 70,8 % en 2019.

Graphique 17 : Volumes des émissions par maturité de BTA en 2020
(en millions de FCFA)



Source : BEAC/CRCT

Graphique 18 : Volumes des émissions par maturité de OTA en 2020
(en millions de FCFA)

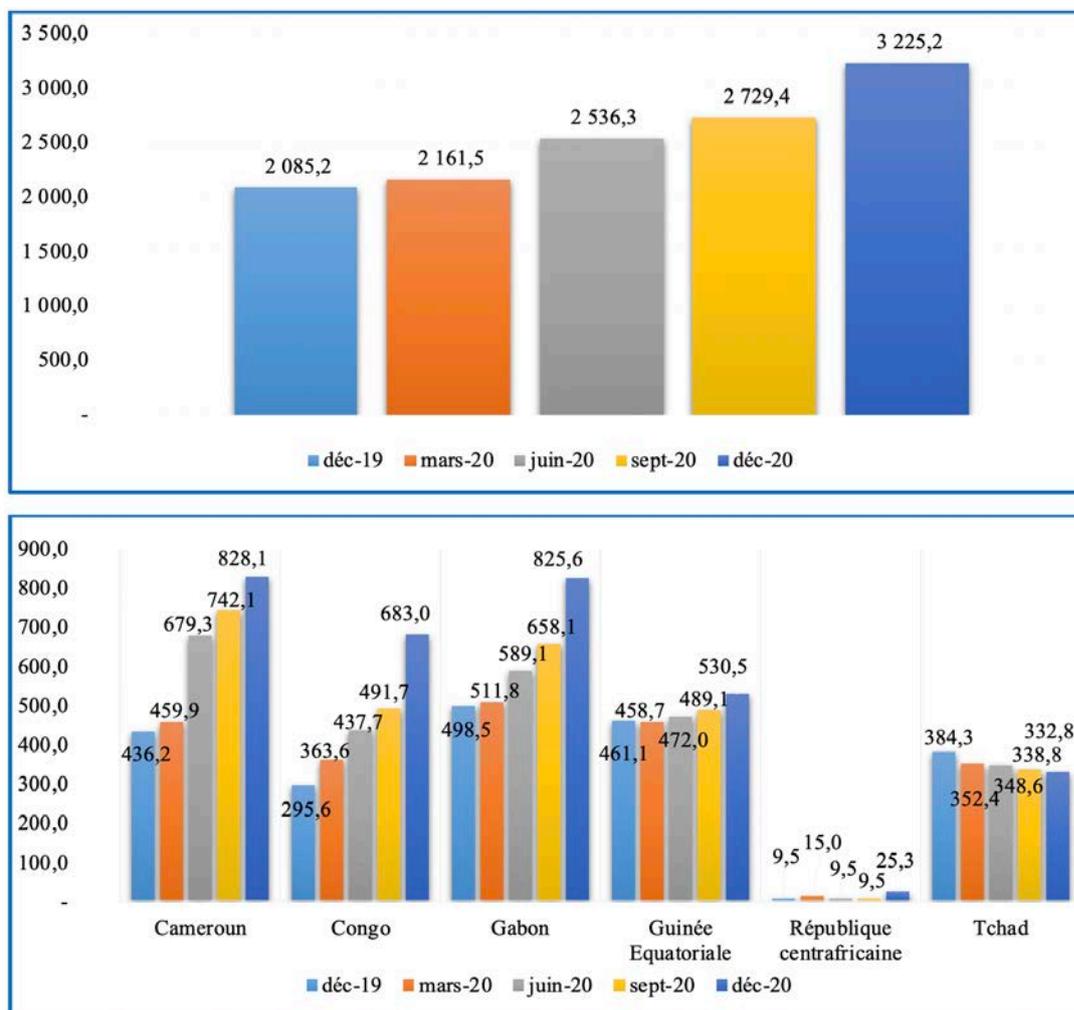


Source : BEAC/CRCT

L'encours de la dette sur le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC (BTA et OTA) a été en constante augmentation. Il a désormais passé la barre de 3 000 milliards et a atteint 3 225 milliards au 31 décembre 2020 (+ 18,17 % par rapport à la situation à fin septembre 2020 et + 54,67 % comparativement à la même période un an auparavant).

La hausse de l'encours des titres publics a été observée pour tous les Trésors émetteurs, à l'exception du Tchad où il a légèrement diminué entre le troisième et le quatrième trimestre 2020. En République Centrafricaine, la hausse de l'encours des titres publics observée a été consécutive à la titrisation de sa dette.

Graphique 19 : Evolution des encours des titres publics entre décembre 2019 et décembre 2020 (en milliards de FCFA)

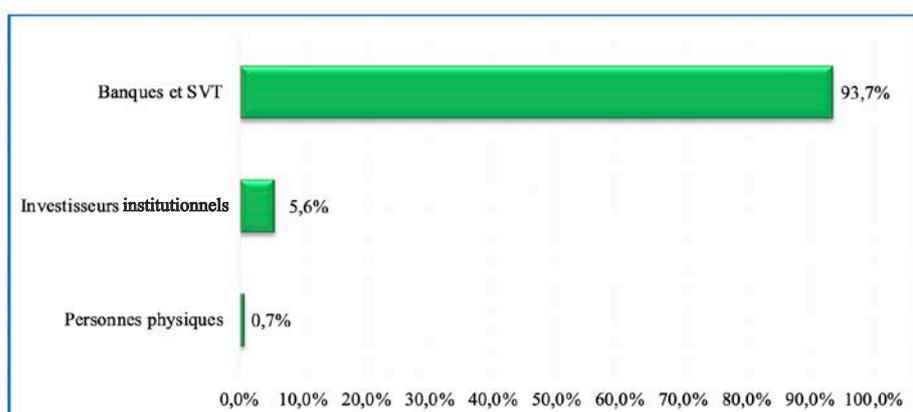


Source : BEAC/CRCT

Les titres en circulation dans la CEMAC ont été majoritairement détenus par les banques et spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), qui concentrent 93,7 %

de l'encours des titres à fin 2020. Les investisseurs institutionnels et les personnes physiques détiennent 6,3 % des titres en circulation.

Graphique 20 : Structure des détenteurs des titres publics à fin 2020



Source : BEAC/CRCT

La répartition de l'encours des titres par pays de résidence des détenteurs finaux montre que la base des investisseurs des titres publics reste globalement nationale, à l'exception des titres du Trésor gabonais qui sont en majorité détenus par des investisseurs

basés hors du Gabon. Les investisseurs camerounais restent les plus engagés, avec un encours à fin 2020 de 1 811,6 milliards, soit 56,17 % du total de l'encours des titres en circulation (voir tableau 37 ci-dessous).

Tableau 37 : Répartition de l'Encours des titres publics (BTA et OTA) par pays des détenteurs finaux au 31 décembre 2020
(en milliards de FCFA)

Pays de l'émetteur	Pays de l'investisseur						Total
	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	République Centrafricaine	Tchad	
Cameroun	695,63	61,31	41,23	0	5,70	24,26	828,14
Congo	322,64	222,69	104,93	11,00	1,00	20,70	682,96
Gabon	479,76	34,45	261,04	0,00	18,15	32,21	825,60
Guinée Equatoriale	196,06	15,10	20,10	292,21	5,00	2,00	530,47
Rép. Centrafricaine	0	0	0	0	25,31	0	25,31
Tchad	117,51	3,45	5,21	0,00	5,60	201,00	332,77
Total général	1811,60	337,00	432,51	303,21	60,75	280,17	3225,24

Source : BEAC/CRCT

Les titres émis par les Trésors publics et arrivés à échéance en 2020 ont régulièrement été remboursés par les Etats. Le montant global des remboursements au cours l'année 2020 s'est élevé à 2 286,2 milliards, répartis à hauteur de 2 104,08 milliards pour les BTA et 182,09

milliards pour les OTA (cf. tableau 38). Ces remboursements se sont accrus par rapport au montant enregistré en 2019, chiffré à 1 908,7 milliards, dont 1 820,27 milliards pour les BTA et 88,4 milliards d'OTA.

Tableau 38 : Evolution des remboursements des titres publics (BTA et OTA) par Trésor émetteur (2019-2020)
(en millions de FCFA)

Instrument/Emetteur	Cumul des remboursements 2019	Janvier à mars - 2020	Avril à juin - 2020	Juillet à sept -2020	Oct. à déc. 2020	Cumul des remboursements 2020
BTA	1 820 268	664 945	440 211	531 824	467 105	2 104 085
Cameroun	309 000	250 100	90 000	92 200	94 500	526 800
Congo	122 610	48 000	25 000	49 112	74 000	196 112
Gabon	657 472	169 050	162 000	182 152	137 525	650 727
Guinée Equatoriale	114 000	63 000	24 000	70 000	25 131	182 131
Rép. Centrafricaine	19 000		9 500	5 500	4 000	19 000
Tchad	598 186	134 795	129 711	132 860	131 949	529 315
OTA	88 400	70 882	27 449	58 760	25 000	182 091
Gabon	26 600	40 882	27 449			68 331
Tchad	61 800	30 000		58 760	25 000	113 760
Total général	1 908 668	735 827	467 660	590 584	492 105	2 286 176

Source : BEAC/CRCT

Contrairement à la hausse de la demande sur le marché, le coût moyen des ressources s'est globalement orienté vers la baisse en 2020, avec une moyenne de 4,89 % contre 5,17 % en 2019. Suivant le type d'instrument, le taux d'intérêt moyen pondéré des BTA

s'est établi à 4,35 % (contre 4,87 % un an auparavant), au-dessus du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) fixé à 3,50 %. Le rendement moyen des OTA, en hausse, s'est établi à 7,87 % contre 5,88 % l'année précédente.

Tableau 39 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur (en pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020
BTA (TIMP moyen)	3,64	5,02	4,77	4,87	4,35
Cameroun	2,26	3,33	2,81	2,49	2,51
Congo	-	4,96	6,17	6,4	6,03
Gabon	4,3	5,15	3,91	3,81	4,02
Guinée Equatoriale	3,45	7,02	8,55	8,07	7,23
République Centrafricaine	5,22	5,21	5,27	5,24	5,24
Tchad	3,8	5,53	5,77	6,35	5,43
OTA (Rendement moyen)	4,05	4,51	5,21	5,88	7,87
Cameroun	0	0	0	4,62	5,20
Congo	0	0	0	8,55	10,20
Gabon	4,78	4,53	5,21	7,2	8,39
Guinée Equatoriale	0	0	0	5	0,00
République Centrafricaine	0	0	0	0	2,95
Tchad	3,96	4,5	0	0	5,38
Total moyen pondéré global	3,72	5	4,8	5,17	4,89

Source : BEAC/CRCT

b) Marché secondaire

Trois catégories d'opérations sont enregistrées sur le marché secondaire des titres publics, en l'occurrence : (i) les achats-ventes fermes de titres ; (ii) les opérations de pension-livrées interbancaires ; et (iii) les transferts franco de titres, c'est-à-dire sans contrepartie espèces, entre les investisseurs.

Le marché secondaire des titres publics a connu un frémissement de ses opérations au cours de l'année 2020. En effet, les opérations de pension-livrées interbancaires ont connu une baisse notable au cours de l'année 2020. Au total, 102 opérations ont été réalisées au cours de la période sous-revue pour un montant cumulé de 418,4 milliards, contre 204 opérations en 2019 d'une valeur cumulée de 2090,6 milliards.

Les transferts franco de titres, malgré la hausse d'opérations sur la période sous-revue, se sont inscrits à la baisse en valeur nominale. En effet, 708 opérations sur des titres d'une valeur nominale de 1 387,3 milliards ont été réalisées en 2020, contre 427 opérations d'une valeur nominale de 2 194,2 milliards en 2019.

Les opérations d'achat-ventes de titres sont les seules en hausse pour la période sous revue. Avec 272 opérations pour un montant nominal de titres de 559,5 milliards, échangés à 559,8 milliards. Cette évolution s'est située en forte hausse par rapport à l'année 2019 où seules 81 opérations avaient été enregistrées sur des titres d'une valeur nominale globale de 275,7 milliards échangés à 266,4 milliards.

Tableau 40 : Synthèse des opérations du marché secondaire des titres publics dans la CEMAC

Type d'opérations	2019		2020	
	Nombre d'opérations	Valeur nominale	Nombre d'opérations	Valeur nominale
Achat-ventes de titres	81	275 718 810 000	272	559 476 490 000
Pension-livrées inter-bancaires	204	2 090 614 265 000	102	418 375 590 000
Transferts franco de titres	427	2 194 230 107 350	708	1 387 307 933 453

Source : CRCT/BEAC

1.5.2.2. Marché financier de la CEMAC

a) Marché primaire

La capitalisation boursière des actions cotés s'est établie à 146,65 milliards (- 1,35 %), après 148 milliards en 2019. Cette baisse a été le fait de la perte de capitalisation observée sur la valeur SOCAPALM (- 1,46 milliards, soit 1,37 %). Pour rappel, au 31 décembre 2020, quatre (04) titres de capital étaient cotés à la BVMAC : SEMC, SAFACAM, SOCAPALM et SIAT Gabon.

Le compartiment obligataire a, quant à lui, enregistré une sortie de la cote : l'arrivée à échéance des titres « EOG 6 % net 2015 - 2020 ». L'encours obligataire à fin 2020 s'est établi à 529,25 milliards (- 20 %), contre un encours de 661 milliards enregistré en 2019. Cette baisse s'explique par la perte de la valeur nominale de certaines obligations. Au total, 11 lignes d'obligations sont cotées à la BVMAC.

Tableau 41 : Actions cotées à la BVMAC au 31 décembre 2020

Désignation	Date d'entrée à la cote	Part du capital social introduit (en %)	Cours initial à l'introduction (en FCFA)	Cours de référence au 31/12/2019 (en FCFA)	Cours de référence au 31/12/2020 (en FCFA)	Capitalisation boursière au 31/12/2020 (en FCFA)
SEMC	30/06/2006	20	54 000	53 024	47 000	9 046 231 000
SAFACAM	09/08/2008	20	39 254	24 533	21 433	26 619 786 000
SOCAPALM	07/04/2009	20,3	39 891	22 966	23 000	105 243 147 000
SIAT GABON	03/09/2013	17,2	28 501	28 500	28 500	5 739 757 500
TOTAL						146 648 921 500

Source : BVMAC

Tableau 42 : Obligations conservées à la BVMAC au 31 décembre 2020

Libellé	Emetteur	Année d'émission	Montant émis	Capitalisation	Taux (en %)	Maturité
BGFI Holding 5 % brut 2013 - 2018	BGFI Holding Corporation	2013	68,31	68,31	5.00	7ans
Alios Finance 6,25 % 2014 - 2021	Alios Finance Gabon	2014	6,4	1,817	6.25	7 ans
Etat Gabonais 6,25 % 2019 - 2024	Etat Gabonais	2019	126,34	126,341	6.25	5ans
Etat Gabonais 6,5 % 2016-2021	Etat Gabonais	2016	134,94	33,735	6.50	5ans
Etat du Congo 6,5 % 2016-2021	Etat du Congo	2016	192,3	22,709	6.50	5ans
Etat du Cameroun 5,50 % net 2016-2023	Etat du Cameroun	2017	165	41,25	5.50	5ans
Etat Gabonais 6,5 % 2017-2022	Etat Gabonais	2017	131,4	65,69	6.50	5ans
Etat du Cameroun 5,60 % net 2018-2023	Etat du Cameroun	2018	204	150	5.60	5ans
GSEZ, 6,5 % brut 2018-2028	GSEZ Gabon	2018	33	11,615	6.50	10ans
Alios Finance Cameroun 5,75 % net 2018-2023	Alios Finance Cameroun	2018	8,73	5,778	5.75	5ans

Source : BVMAC

b) Marché secondaire

Contrairement au dynamisme des échanges de titres sur le marché secondaire enregistré en 2019, l'année 2020 n'a pas connu la même vigueur.

En effet, sur le compartiment « actions », le montant total des transactions s'est élevé à 165,5 millions (- 34,39 % par rapport à l'année 2019), en raison de la chute des transactions de SAFACAM, - 97,5 % par rapport à l'année 2019, représentant cette année le titre le moins liquide avec 1,7 % de part de marché. En 2020, le titre SOCA-

PALM a été le plus échangé avec un montant total de transactions de 150,61 millions, soit 90,9 % de parts de marché. Le titre SEMC, quant à lui, a enregistré une hausse de transactions de 234,69 % par rapport à 2019. C'est désormais la deuxième action la plus liquide avec 7,3 % de part de marché.

Cette tendance à la baisse a aussi été enregistrée sur le compartiment obligataire, dont les volumes échangés en 2020 se sont chiffrés à 60,3 milliards contre 160,17 milliards en 2019 (- 62,35 %).

2. Gouvernance

2.1. Organes de décision

2.1.1 Comité Ministériel

Le Comité Ministériel, qui est composé de deux Ministres par Etat membre, dont le Ministre des Finances, examine les grandes orientations en matière de politique économique des Etats et assure leur cohérence avec la politique monétaire commune. Au cours de l'exercice 2020, le Comité Ministériel a tenu quatre réunions ordinaires par visioconférence aux dates ci-après :

- 30 avril 2020 ;
- 03 juillet 2020 ;
- 18 septembre 2020 ;
- 23 décembre 2020.

Au cours de ces réunions, les Ministres ont régulièrement examiné les questions relatives à l'environnement économique international et à la conjoncture économique, monétaire et financière des Etats membres de la CEMAC.

En ce qui concerne la situation économique, monétaire et financière des Etats membres de la Sous-région, le Comité a relevé que les contextes économiques sous-régional et mondial demeurent empreint d'incertitudes, notamment du fait des impacts de la pandémie de COVID-19 sur la croissance et l'emploi. Il a appelé à une grande vigilance dans le suivi infra-annuel de l'évolution des différents agrégats macroéconomiques.

Le Comité Ministériel :

- a ratifié les comptes annuels de la Banque Centrale arrêtés au 31 décembre 2019, qui ont dégagé un résultat bénéficiaire de FCFA 19 592 992 714 ;

- a décidé du renouvellement du mandat de Madame Félicité Célestine OMPORO et de Messieurs Gabriel NGAKOUMDA et Jean-Jacques EKOMIE en tant que membres du Comité de Politique Monétaire (CPM) ;

- a prescrit, au regard de l'utilité publique du Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMAC) pour les Etats de la CEMAC, l'accélération de l'intégration des acteurs du paiement électronique (banques, microfinance, opérateurs mobiles money Fin Tech, etc.) au réseau GIMAC et recommandé l'arrimage des administrations nationales des Trésors Publics au GIMAC, afin de bénéficier des solutions sécurisées d'encaissement et de dépenses des Etats, ainsi que le soutien financier à l'action d'inclusion financière et d'intégration sous régionale par la dématérialisation des paiements, menée par le GIMAC ;

- a pris acte de l'adoption, par le Collège de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), de la grille tarifaire des intermédiaires de marché pour les prestations réalisées sur le marché financier de la CEMAC et adopté la grille tarifaire de la COSUMAF. Par ailleurs, le Comité Ministériel a approuvé le déménagement du siège de la COSUMAF et autorisé la BEAC à procéder au règlement du loyer par débit du compte du Gabon à partir du 1^{er} mai 2020 ;

- a exhorté les pays qui ne sont pas à jour de mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, l'évaluation nationale des risques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme de leurs pays

respectifs et instruit le Secrétaire Permanent du GABAC d'en assurer le suivi et de rendre compte ;

- a exhorté les Etats de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à envisager de manière concertée la mobilisation des ressources disponibles au titre des facilités d'urgence du FMI couplée avec le financement de la Banque Mondiale pour accroître leurs capacités de riposte à la crise actuelle de COVID-19, et à solliciter un élargissement de l'accès aux concours du FMI et une certaine souplesse dans l'évaluation des performances inscrites dans la stratégie communautaire ;

- a adopté le Rapport annuel des activités du Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale (CSF-AC) pour l'année 2019 ;

- a pris acte de l'état d'avancement de la deuxième phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC et invité les Etats membres de la CEMAC n'ayant pas encore transmis la liste des entreprises dont une partie du capital est à introduire en bourse, à le faire dans les meilleurs délais, en vue de l'application effective du Règlement CEMAC relatif à l'introduction en bourse des participations des Etats et de leurs démembrements ;

- a adopté, à l'unanimité, le Règlement relatif à la protection des consommateurs des produits et services financiers dans la CEMAC ;

- a proposé, sur présentation de la République Centrafricaine et après avis de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC, la nomination de Monsieur Maurice OUANZIN au poste de Secrétaire Général de la COBAC ;

- a proposé, sur présentation de la République du Congo et après avis de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat de nommer Monsieur Michel DZOMBALA au poste de Secrétaire Général Adjoint de la COBAC ;

- a nommé Monsieur NOH OUTHMAN ISSA en qualité de Commissaire titulaire de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) ;

- a pris acte des développements récents des programmes des pays membres avec le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que des principaux enjeux et défis à l'échelle sous régionale. Il a recommandé i) aux pays membres dont les programmes triennaux avec le FMI arrivent à échéance en 2020, d'engager et de poursuivre les négociations avec les services du Fonds dans l'optique du renouvellement, d'ici décembre 2020, des arrangements bilatéraux, conformément aux objectifs préconisés dans le cadre de mise en œuvre de la stratégie communautaire et solidaire de sortie de crise ; ii) aux pays membres dont les programmes avec le Fonds demeurent en cours, de tout mettre en œuvre pour finaliser les mises à jour des cadrages macroéconomiques et d'honorer les engagements pris en matière de repères structurels, en vue de l'achèvement des première et deuxième revues de leurs programmes respectifs et la mobilisation des ressources conséquentes du FMI y afférentes : et iii) à tous les pays membres, de respecter les prérequis et d'intensifier la coopération avec les autres bailleurs de fonds, notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, afin de favoriser le décaissement intégral des appuis budgétaires préconisés dans le cadre de l'exécution des programmes avec le FMI au titre de l'année 2020 ;

- a approuvé le budget révisé de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2020, en recettes et en dépenses à la somme de 217 703 millions ;

- a pris acte de l'état des relations des Etats de la CEMAC avec le FMI et souscrit à la proposition d'organiser une concertation de haut niveau avec les partenaires au développement, en vue d'aboutir à un consensus sur les réformes visant une croissance inclusive dans le cadre de la mise en place des programmes de deuxième génération, dont les négociations doivent être accélérée ;

- a approuvé le budget de la Banque au titre de l'exercice 2021, en recettes et en dépenses à la somme 361 559 millions ;

- a pris acte du Rapport Annuel de la BEAC au titre de l'exercice 2019 ;

- a approuvé le budget de fonctionnement et d'investissement de la COSU-MAF pour l'exercice 2021 en reconduisant le même niveau des ressources que celui de l'exercice précédent, soit deux milliards neuf cent dix millions (FCFA 2 910 000 000), et une contribution égalitaire par Etat membre de quatre cent quatre-vingt-cinq millions (FCFA 485 000 000) ;

- a approuvé le budget du GABAC, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un milliard six cent quatre-vingt millions (FCFA 1 680 000 000), et une contribution égalitaire par Etat membre de la CEMAC de deux cent quarante (FCFA 240 000 000), montant identique à la contribution de la République Démocratique du Congo.

2.1.2. Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend quatorze membres, à raison de deux administrateurs pour chaque Etat membre et deux pour la France. Il est présidé par le Président en exercice du Comité Ministériel de l'UMAC. Le Gouverneur rapporte les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration administre la Banque et veille à son bon fonctionnement. Au cours de la période sous revue, il a tenu quatre séances ordinaires par visioconférence aux dates et lieux ci-après :

- 29 avril 2020 ;
- 02 juillet 2020 ;
- 17 septembre 2020 ;
- 17 décembre 2020.

Les principales décisions prises par le Conseil d'Administration en 2020 ont été les suivantes :

- approbation des rapports du Comité d'audit et du Collège des Censeurs ;

- autorisation de l'admission des sociétés comme émetteurs hors zone euro de la Salle des marchés ;

- approbation des comptes annuels de la Banque certifiés par les Commissaires aux comptes au 31 décembre 2019, avec un résultat bénéficiaire de FCFA 19 592 992 714 ;

- accord de principe pour la réalisation d'une réflexion sur les modalités d'allègement du service de la dette des Etats au titre des créances consolidées sur la BEAC, au travers de la mobilisation des allocations de droits de tirages spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI) disponibles ;

- autorisation des entreprises des secteurs pétroliers et miniers à ouvrir des comptes séquestres libellés en devises dans les livres de la Banque Centrale ;
- avis conforme pour l'adoption du Règlement relatif à la protection des consommateurs des produits et services bancaires dans la CEMAC ;
- nomination de Monsieur Patrick Romuald ALILI en qualité de Directeur National de la BEAC pour le Gabon, à compter du 1^{er} septembre 2020 ;
- désignation de Monsieur Christian MASSON en qualité de Personnalité Extérieure, Membre Titulaire du Comité d'Audit, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois, à compter de décembre 2020 ;
- désignation de Monsieur Patrick SICHLER en qualité de Personnalité Extérieure, Membre Suppléant du Comité d'Audit, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois, à compter de décembre 2020 ;
- autorisation du Gouvernement de la BEAC à mettre en production le tri-destruction en ligne des billets usés à l'Agence de Douala ;
- adoption du budget révisé de la Banque pour l'année 2020 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 217 703 millions ;
- adoption du principe de la tenue par visioconférence, en tant que de besoin, des sessions ordinaires du Conseil d'Administration et des autres organes de décision et de contrôle de la BEAC ainsi que l'invitation du Gouvernement de la Banque Centrale à lui préciser les modalités d'ordre opérationnel ou technique requises conformément aux dispositions du Règlement intérieur du CA ;
- adoption du budget de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2021, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 361 559 millions et délivrance des autorisations d'engagement au titre de l'exercice 2021, pour un montant de 227 264 millions en vue du lancement des marchés nouvellement inscrits au budget d'investissement et à réaliser au cours de l'année 2021 ou des exercices ultérieurs ;
- approbation du Rapport Annuel de la Banque au titre de l'exercice 2019 ;
- approbation de l'application du principe de rotation au sein du Collège des Censeurs, suivant l'ordre alphabétique des pays membres, conformément aux statuts de la Banque, et invitation de la République Centrafricaine et de la République de Guinée Equatoriale à procéder à la désignation de leurs représentants au Collège des Censeurs de la Banque à compter du 1^{er} janvier 2021.

2.1.3. Comité de Politique Monétaire

Conformément à l'article 6 de son règlement intérieur, le Comité de Politique Monétaire a tenu en 2020 quatre séances ordinaires et une session extraordinaire, dans le contexte caractérisé par une économie mondiale fragilisée par la pandémie de la COVID-19 et au plan sous-régional, par une forte détérioration des termes de l'échange consécutive à la

chute des cours des principaux produits exportés, dont le pétrole. En réponse à ce double choc sans précédent, le CPM a mené une politique monétaire particulièrement accommodante en vue de soutenir l'activité économique et la stabilité externe de la monnaie.

C'est dans ce cadre qu'au cours de sa session du 27 mars 2020, le CPM a notamment : i) révisé à la baisse le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) et le Taux de la facilité de prêt marginal, respectivement de 25 points de base (de 3,50 % à 3,25 %) et de 100 points de base (de 6,00 % à 5,00 %) ; ii) élargi la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; et iii) revu à la baisse les niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC. Au titre des mesures exceptionnelles et complémentaires de sa session extraordinaire du 22 juillet 2020, le CPM a d'une part, décidé de reprendre les opérations d'injection de liquidité à long terme, et d'autre part, mis en place un programme de rachat sur le marché secondaire des titres publics émis par les états membre de la CEMAC à hauteur de 600 milliards.

Par ailleurs, dans le but d'améliorer le nouveau cadre opérationnel de sa politique monétaire entré en vigueur en juin 2018, le CPM a révisé la convention d'adhésion au marché monétaire et son annexe portant sur la pension livrée verticale, ainsi que le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC, en alignant le calendrier de constitution desdits réserves sur celui des principales opérations hebdomadaires.

2.1.4. Comités Nationaux Economiques et Financiers

Les Comités Nationaux Economiques et Financiers (CNEF) sont des organes consultatifs nationaux en matière monétaire, bancaire et financier. A ce titre, ils peuvent émettre des avis, formuler des recommandations, mener des études, et de manière générale, accomplir toutes autres missions en rapport avec leurs attributions. Dans chaque pays, le Comité étudie et propose au Ministère en charge de la monnaie et du crédit toutes mesures à caractère général de nature à : i) assurer la coordination de la politique économique nationale avec la politique monétaire commune ; ii) stimuler la mobilisation de l'épargne nationale par le système bancaire et financier ; iii) favoriser l'inclusion financière ; iv) améliorer l'accessibilité, la lisibilité et la compréhension des informations destinées aux consommateurs de services financiers ; v) optimiser l'allocation des ressources internes pour la réalisation des objectifs économiques ; et vi) renforcer l'efficacité du système bancaire et financier et en perfectionner l'organisation et les méthodes. Il étudie les questions liées à l'évolution du secteur financier et plus particulièrement les relations entre la clientèle et les établissements de crédit, les sociétés de financement, les établissements de paiement, les établissements de microfinance et les sociétés d'assurances.

Le Comité National Economique et Financier est composé de 27 membres (y compris le Président) dont deux désignés par le Gouvernement et un représentant des universités et centres de recherche désigné par le Président en fonction de

leur compétence et de leur expérience dans les domaines monétaire, financier et bancaire. Sa Présidence est assurée par le Ministre en charge de la monnaie et du crédit et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le Ministre en charge des affaires économiques ou à défaut par le Ministre des industries et des mines. Le Directeur National de la BEAC, Secrétaire Général du Comité rapporte les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de l'exercice 2020, les Comités Nationaux Economiques et Financiers ont tenu leurs séances aux dates et lieux ci-après :

Cameroun

- 04 mai 2020 à Yaoundé ;
- 13 juillet 2020 à Yaoundé ;
- 09 novembre 2020 à Yaoundé.

République Centrafricaine

- 20 mai 2020 à Bangui ;
- 28 juillet 2020 à Bangui ;
- 23 novembre 2020 à Bangui.

Congo

- 15 mai 2020 à Brazzaville ;
- 21 juillet 2020 à Brazzaville ;
- 30 novembre 2020 à Brazzaville.

Gabon

- 11 mai 2020 à Libreville ;
- 17 juillet 2020 à Libreville ;
- 13 novembre 2020 à Libreville.

Guinée Equatoriale

- 18 mai 2020 à Malabo ;
- 20 juillet 2020 à Malabo ;
- 20 novembre 2020 à Malabo.

Tchad

- 22 mai 2020 à N'Djamena ;
- 24 juillet 2020 à N'Djamena ;
- 27 novembre 2020 à N'Djamena.

Au cours de leurs réunions, les Comités Nationaux Economiques et Financiers ont examiné l'environnement économique international et ses réper-

cussions sur la situation économique, monétaire et financière des Etats.

2.2. Organes de contrôle

2.2.1. Collège des censeurs

Le Collège des Censeurs a tenu quatre réunions en 2020 à l'effet d'examiner les dossiers relatifs aux missions qui lui sont conférées par l'article 63 des Statuts de la Banque. A ce titre, cet organe a statué sur :

- le respect des dispositions de la convention de compte d'opérations ;
- le contrôle de l'exécution du budget de l'exercice 2019 ;
- le projet de collectif budgétaire pour l'exercice 2020 ;
- le projet de budget de l'exercice 2021.

2.2.2. Comité d'Audit

Durant l'année 2020, le Comité d'Audit a tenu quatre sessions ordinaires et deux sessions extraordinaires.

Les principaux sujets examinés ont porté sur :

- l'arrêté des comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- le rapport annuel de l'audit interne pour l'exercice 2019 ;
- la mise en œuvre des recommandations des différents organes de contrôle interne et externe ;
- l'état d'avancement du projet de mise aux normes IFRS du référentiel comptable ;
- le suivi du processus d'apurement des suspens comptables ;
- le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;

- la sélection d'un co-commissaire aux comptes ;
- le suivi du programme de mise à niveau des infrastructures ;
- le suivi du Plan Stratégique de la Banque (PSB).

2.2.3. Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes ont, durant l'année 2020, procédé à la certification des états financiers de la Banque au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Conformément aux dispositions statutaires et à leur lettre de mission, les commissaires aux comptes ont rendu compte de leurs travaux au Gouvernement de la Banque, qui procède à l'arrêté des comptes. Ils ont ensuite présenté leur rapport général au Conseil d'Administration de la Banque, à qui incombe la responsabilité d'approuver les comptes avant leur ratification par le Comité Ministériel de l'UMAC.

Outre leur opinion sur les états financiers, les commissaires aux comptes ont procédé aux vérifications spécifiques qui donnent lieu à l'émission de rapports sur le compte d'opérations et la Salle des marchés, selon les dispositions de l'article 35 des Statuts de la BEAC.

Au dernier trimestre de l'année 2020, les commissaires aux comptes ont réalisé une revue intérimaire dans le cadre des diligences de certification des comptes de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2020.

La lettre de recommandations émise par les commissaires aux comptes à l'issue de leurs interventions fait l'objet d'un suivi étroit par la Direction Générale du Contrôle Général, en relation avec la Direction de la Comptabilité, du Budget et du Contrôle de Gestion.

2.3. Autres organes

2.3.1. Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale

Au cours de l'année 2020, eu égard au contexte sanitaire, le Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale (CSF-AC) a tenu ses deux sessions ordinaires par visioconférence, respectivement le 26 mai et le 07 décembre 2020, sous la présidence du Gouverneur de la BEAC, Monsieur ABBAS MAHAMAT TOLLI, Président Statutaire, dans le respect des dispositions du règlement CEMAC n°04/UMAC/CM du 04 avril 2012 portant création du CSF-AC. De même, le Comité a produit son rapport annuel d'activités qui a été soumis au Comité Ministériel de l'UMAC pour validation et adopté l'édition 2019 de la Revue de la Stabilité Financière. Il a également pris note des initiatives visant à renforcer l'analyse macroprudentielle.

Lors de ces réunions, le Comité a passé en revue l'évolution du cadre économique, monétaire et financier international et sous-régional, d'une part, et procédé à l'analyse des risques et vulnérabilités pesant sur le système financier de la CEMAC, d'autre part. Le CSF-AC a ainsi constaté que la CEMAC traversait une situation délicate, en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 conjuguée avec la baisse des cours des matières premières, notamment du pétrole. Il en a résulté principalement une baisse de la croissance sous-régionale ainsi qu'une dégradation des comptes publics et extérieurs, du fait particulièrement des mesures prises par les Etats pour réduire la propagation de cette pandémie.

Dans ce contexte difficile, le secteur financier a globalement fait preuve de résilience, même s'il faut relever une hausse des créances en souffrance dans les banques et la persistance des difficultés de trésorerie des organismes de prévoyance sociale. Sur les marchés des capitaux, la deuxième phase de la

fusion des marchés financiers dédiée à la dynamisation et à l'approfondissement du marché unifié enclenchée en juillet 2019 s'est poursuivie avec la communication de la liste des premières entreprises à introduire à la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale, tandis que les transactions ont progressé sur le marché secondaire des titres publics et sur le compartiment interbancaire. Les systèmes et moyens de paiement ont continué leur expansion avec le lancement de la commercialisation des services de la monétique intégrale.

Au final, le Comité a relevé que les niveaux des risques pesant sur le système financier sous-régional se sont accrus, mais que les mesures prises par les institutions membres du CSF-AC devraient réduire significativement l'impact de la crise sanitaire sur les économies. En particulier :

La BEAC a mené une politique monétaire accommodante à travers, notamment, la baisse du TIAO et du taux de la facilité de prêt marginal, l'augmentation du volume des injections de liquidités à destination des banques ou encore la mise en œuvre d'un programme de rachats ponctuels et ciblés des titres publics émis par les Etats membres.

La COBAC a adopté par décision COBAC D-2020/027, des mesures dérogatoires modifiant les exigences réglementaires en matière de délai et de format de transmission de certaines informations à son Secrétariat Général. L'Organe de supervision bancaire a également procédé à des aménagements de la réglementation prudentielle, applicables jusqu'au 31 décembre 2021 (allongement de 90 à 180 jours, pour les concours impactés par la pandémie du COVID-19, de la durée pour le déclassement en douteux des concours impayés sur les crédits amortissables des établissements de crédit, abaissement de 2,5 % à 1,5 % du volant de conservation des fonds propres etc.). Ces mesures ont été complétées par

l'interdiction de distribuer des dividendes au titre des exercices 2019 à 2021 afin de renforcer, si nécessaires, les fonds propres des établissements.

Le Secrétariat Général de la CIMA a conduit une étude auprès de ses assujettis pour cerner l'impact de la crise sanitaire. Il en est ressorti que globalement la solvabilité des sociétés d'assurance ne serait pas compromise, même si pour certaines il faut relever une baisse du chiffres d'affaires ainsi qu'une hausse de la sinistralité ou des demandes de prestations de certaines branches (maladie et assistance). Tout en prenant bonne note de ces difficultés, le Secrétariat Général de la CIMA a insisté sur la protection des assurés et la continuité des activités. Par ailleurs, il a procédé à l'examen de l'opportunité de certains assouplissements réglementaires sollicités par les entreprises (report des échéances pour se conformer aux exigences minimales de capital social, allègement ou report de l'application de certaines provisions etc.).

Par ailleurs, le Comité de Stabilité Financière a été informé de la recrudescence des abus perpétrés par des structures clandestines qui fournissent les services financiers au public et font des appels publics à l'épargne, sans autorisation préalable des régulateurs. Pour pallier ces insuffisances, le régulateur du marché financier unifié a initié une réflexion visant l'harmonisation de l'information financière et a saisi les autorités compétentes pour mener des actions de répression conjointes à l'effet de contenir cette menace. Dans cette attente, le Comité de Stabilité financière a invité les Etats et les Institutions membres à redoubler de vigilance et à alerter le public sur les risques de perte de leur épargne confiée à des sociétés d'investissement, exerçant sans agrément.

Pour ce qui est de la Revue de la Stabilité Financière, édition 2019, hormis la partie non thématique consacrée à l'évolution du cadre macroéconomique

et financier, deux études ont été retenues pour publication. Il s'agit de « *L'adossement de la COBAC à la BEAC : un outil pour la stabilité du système bancaire* » et « *De l'euphorie à la panique : une relecture de l'instabilité financière des années 1980 dans la Zone BEAC* ». La première étude vise à évaluer la contribution à la stabilité bancaire du modèle de supervision de la COBAC adossé sur la Banque des États de l'Afrique Centrale. La seconde propose une relecture de l'instabilité financière à laquelle les pays de la zone d'émission de la BEAC ont fait face au cours des années 1980, à la lumière des analyses de

trois auteurs majeurs sur les théories des crises financières : Irving Fisher, Hyman Minsky et Charles Kindleberger.

Enfin, prenant connaissance de l'état d'avancement des projets de renforcement du cadre d'analyse macro prudentielle, en particulier le développement des stress tests et la cartographie des risques, le Comité a autorisé son Secrétariat à les poursuivre au-delà de l'exercice 2020 en vue de leur finalisation et à déployer l'enquête sur les risques systémiques auprès des autres institutions.

III. Gestion et Coopération



1. Activités et projets de la BEAC

1.1. Etudes et recherche

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme Triennal de Recherche 2019-2021, la BEAC a organisé deux ateliers de recherche (interne et externe) qui ont permis de valider les *Working Papers* et *Occasional Papers* publiés sur son site internet.

A la faveur du partenariat existant entre la BEAC et les universités de la sous-région, un atelier de recherche sur la compréhension de l'environnement macroéconomique et financier de la CEMAC a été organisé au sein de la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II-SOA, en décembre 2020.

S'agissant de la série des études thématiques annuelles, la thématique choisie pour l'année 2020 a été : « *La compétitivité et sa mesure dans le contexte des économies africaines : une application à la CEMAC* ». Elle a été consacrée à l'analyse des trois sous-thèmes que sont « *La Confection et la pertinence des indicateurs de compétitivité durable dans la CEMAC* » ; « *Les mouvements de capitaux et le taux de change réel dans la CEMAC* » ; et « *Le taux de change d'équilibre : concepts et mesures* ». Ces études ont été réalisées avec la contribution scientifique de l'Université de Douala.

Les résultats des autres analyses synthétiques menées au sein de la BEAC sur des sujets d'intérêt pour la Sous-ré-

gion ont été présentés dans les septième et huitième numéros de la Lettre de la Recherche de la BEAC publiés respectivement en février 2020 et juillet 2020.

Dans le but de renforcer les capacités et développer les compétences des agents de la BEAC impliqués dans les activités de recherche, un atelier de formation a été organisé en décembre 2020, avec l'appui d'un expert de la Banque Centrale de Norvège. Ces travaux ont porté sur l'optimisation des outils d'aide à la décision en matière de politique monétaire et d'opérationnalisation du modèle DSGE de simulation des effets de la politique monétaire de la BEAC.

1.2. Gestion des ressources humaines

1.2.1 Evolution et structure de l'effectif

Au 31 décembre 2020, l'effectif du personnel permanent⁸ de la BEAC⁹ est de 2 654 agents contre 2 646 agents en 2019. Cette hausse de 0,3 % résulte essentiellement de la titularisation des agents temporaires dans certains centres de la Banque, en dépit des divers mouvements (retraites, décès, démissions, réintégrations, détachements, mise en disponibilité) enregistrés sur la même période.

⁸ Agents titulaires d'un CDI

⁹ 26 Centres y compris la COBAC

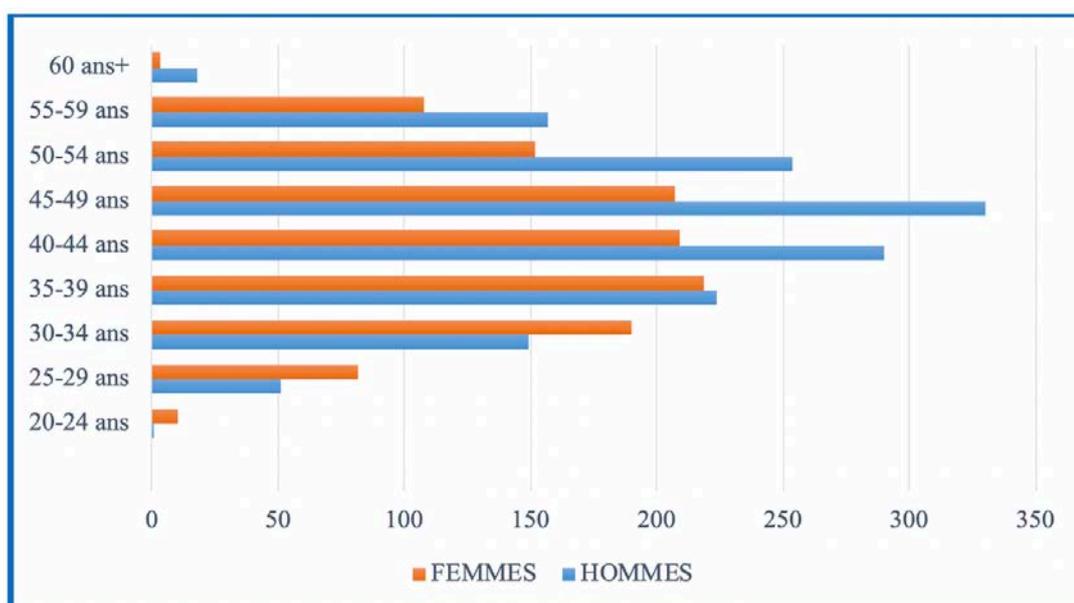
Tableau 43 : Evolution des effectifs du personnel de la BEAC pour l'année 2020

Pays ou centre	EFFECTIFS		VARIATION		REPARTITION DES EFFECTIFS AU 31/12/2020	
	31/12/2019	31/12/2020	Nombre absolu	%	%	DONT CADRES SUPERIEURS
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	Nombre (f)
Services Centraux	631	614	-17	-2,69	23,13	165
COBAC	69	69	0	-	2,60	44
Cameroun	587	568	-19	-3,24	21,40	33
Tchad	316	311	-5	-1,58	11,72	23
RCA	183	179	-4	-2,19	6,74	18
Congo	342	356	14	3,93	13,41	28
Gabon	288	292	4	1,39	11,00	25
Guinée Equatoriale	223	258	35	15,70	9,72	24
Bureau de la BEAC à Paris	3	7	0	-	0,26	2
TOTAL	2646	2654	8	11,32	100,0	362

Source : DRH/BEAC

(c) = (b) - (a)
 (d) = (c) / (a) * 100
 (e) = (b) / 2646
 (g) = (f) / 2654 * 100

Graphique 21 : Pyramide des âges des agents de la BEAC au 31 décembre 2020



1.2.2 Réforme des ressources humaines

La Banque a poursuivi en 2020 la finalisation de divers outils du Plan Directeur des Ressources Humaines (PDRH) ainsi que l'opérationnalisation du Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH). Ces actions s'inscrivent dans le processus de modernisation de la gestion des ressources humaines.

a) Plan Directeur des Ressources Humaines (PDRH)

Les outils tels que le dispositif du management de la performance et la cartographie actualisée des fonctions ont été soumis à la validation des organes de décision de la Banque. Aussi, les travaux de mise en place d'une CVthèque et d'automatisation des processus et outils de gestion du recrutement ont été lancés.

b) Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)

Le déploiement du SIRH a été réalisé en 2020 dans les Centres de la République Centrafricaine. Dans les autres Centres, cette étape préalable à la mise en production n'a pas été effective en raison des mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation de la pandémie de COVID-19.

1.3. Audit et Contrôle

La Banque a réalisé 10 missions d'audit sur les 15 prévues dans le plan annuel d'audit contre 11 missions sur 20 en 2019. Ces missions réalisées se sont réparties en sept missions d'audit général et trois missions d'audit des systèmes d'information.

En ce qui concerne les activités de prévention des risques, en raison de la fermeture des frontières, la campagne de cartographie des risques 2020 a été

menée principalement dans les unités opérationnelles des Services Centraux et dans celles des Centres du Cameroun qui n'avaient pas été couverts lors de la précédente campagne. Il s'agit notamment de la Direction Nationale de la BEAC pour le Cameroun, des Agences de Bafoussam, Garoua, Limbe et Nkong-samba.

Les travaux du projet d'automatisation du contrôle permanent et de l'audit interne (CAPBEAC) se sont poursuivis par la validation des spécifications fonctionnelles détaillées, le paramétrage de la solution informatique, la reprise des données, la formation des utilisateurs-clés ainsi que par la mise en œuvre des tests de recettes fonctionnelle et technique.

Quant aux enquêtes spéciales, elles ont porté essentiellement sur des vérifications liées aux processus d'attribution des marchés immobiliers et sur l'emploi des crédits budgétaires mis à la disposition des entités bénéficiant du financement de la BEAC. Elles ont également visé des dysfonctionnements liés à l'organisation de certaines entités ainsi que l'incidence budgétaire des Décisions du Gouverneur sur l'équilibre financier de la Banque.

S'agissant de la supervision de la destruction de signes monétaires usés, 14 missions ont été réalisées, contre 17 en 2019. Au total, 399 491 769 billets usés ont été détruits contre 431 711 408 billets usés un an plus tôt. Cette diminution du nombre de missions s'explique par l'application des mesures sécuritaires prescrites par les autorités sanitaires dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

Pour ce qui est des activités de coordination des Cellules Internes de Contrôle, des travaux d'élaboration des manuels de procédures et modes opératoires à l'usage des Cellules ont été entrepris. Au titre du suivi et de l'exploitation des reportings, les travaux effectués

ont mis en exergue divers dysfonctionnements récurrents.

Dans le cadre de la formation continue, la Banque a organisé des formations à l'endroit de son personnel ainsi que des formations de recyclage de ses auditeurs certifiés conformément aux prescriptions de l'IIA.

1.4. Informatique et télécommunications

La Banque a réalisé plusieurs projets et fourni de l'assistance technique aux Directions métiers dans les projets du PSB, en sus de l'exploitation et de la maintenance des systèmes et plateformes informatiques.

a) Projets

Les projets concernés visent la modernisation du Système d'information de la Banque. Les avancées enregistrées se rapportent notamment à :

- la finalisation du Schéma Directeur Informatique (SDI) dont la mise en œuvre s'étalera sur la période 2021-2025 ;
- la finalisation et la mise en exploitation de l'interconnexion des Centres du Cameroun en fibre optique ;
- la finalisation des travaux de câblage LAN de la Direction Nationale de Brazzaville ;
- la finalisation des travaux d'étude et de conception des nouvelles solutions du réseau VSAT, de la téléphonie IP, de la visioconférence, de la sécurité informatique et des réseaux LAN ; la migration de la version 8 de la messagerie GroupWise vers la version 18 opérée aux Services Centraux et dans les Centres du Cameroun.

b) Assistance aux métiers de la Banque dans les projets du PSB

La Direction des Systèmes d'Information (DSI), en sa qualité d'entité responsable de la digitalisation des processus, a assuré la maîtrise d'œuvre auprès de plusieurs directions métiers notamment :

- la DRHF, dans le cadre du projet SIRH ;
- la DSMP, dans le cadre du projet de mise en place du site de répllication à chaud des données des systèmes et moyens de paiement ;
- la DERS, dans le cadre des projets TRAS, BDEMF, PREVI-BEAC, ICAE ;
- la CRBC, dans le cadre du projet SAACRBE AC.

1.5. Affaires juridiques et réglementation

Au cours de l'année 2020, la Banque a assuré, conformément à ses attributions, la fonction d'appui et de conseil à l'ensemble des entités de la BEAC.

a) Projets

L'état d'avancement des activités contenues dans le PSB s'est rapporté à l'actualisation des Règlements Intérieurs, à la Revue du dispositif des délégations à la BEAC et à la Réforme de la Réglementation des Changes. S'agissant de l'actualisation des Règlements Intérieurs, la réforme du cadre juridique et statutaire de la BEAC a été achevée. A propos de la Revue du dispositif des délégations à la BEAC, une étude est en cours au sein du DAJR en vue d'établir l'état des lieux en la matière et formuler des propositions au Gouvernement de la BEAC afin de recueillir ses orientations. Concernant la Réforme de la réglementation des changes, le DAJR a participé à des réunions bilatérales par visioconférence

entre les opérateurs du secteur minier et des hydrocarbures et la BEAC.

b) Saisines

En 2020, le DAJR a enregistré 1 136 saisines par courriers de diverses natures provenant des entités des Services Centraux, des Directions Nationales et des Centres de la BEAC, ainsi que de certains organismes internationaux et partenaires, contre 1 232 en 2019. Ces saisines ont été réparties entre les contrats, les conventions, les avis sur des questions diverses, les dossiers du personnel, les litiges et les honoraires des avocats, la situation des soldes des comptes des saisies-attributions, les suspens et les divers.

c) Veille juridique

L'activité relative à la veille juridique a consisté à identifier les nouvelles dispositions juridiques ou textes de droit, et à compléter la base documentaire sur le droit communautaire et le droit positif des Etats membres.

d) Réglementation

Dans le cadre de cette activité, la Banque a procédé à l'enregistrement de plusieurs actes administratifs au cours de l'année 2020 parmi lesquels 153 décisions du Gouverneur, 32 lettres circulaires, 18 notes de services, 42 instructions du Gouverneur et 6 règlements CEMAC.

La situation des principaux litiges ou dossiers conflictuels contre la BEAC a permis de relever 49 procédures pendantes dans plusieurs Etats de la CEMAC, ainsi que devant les instances juridictionnelles à Paris. Celle des litiges ou dossiers conflictuels initiés par la BEAC a permis de faire ressortir 17 procédures pendantes dans plusieurs

Etats de la CEMAC, ainsi que devant les juridictions à Paris.

S'agissant de l'activité de pilotage de la LCB/FT, la cellule de pilotage LCB/FT a été en copie des demandes d'informations complémentaires de la Banque de France. Aux fins de suivi, elle a consolidé toutes ces demandes et les suites réservées par les différentes entités sollicitées. La Cellule a reçu 172 demandes d'informations parmi lesquelles 35 réponses ont été données, 55 demandes ont fait l'objet des relances et 13 opérations de transfert ont été rejetées ou bloquées faute de réponses aux demandes d'informations complémentaires.

e) Autres activités

Le DAJR a pris part à l'élaboration de l'Avant-projet sur le protocole de la haute autorité monétaire et financière dans le cadre de la rationalisation des CER-CEMAC-CEEAC ; la réunion du Groupe de travail sur la relecture des avants projets de textes de la nouvelle Communauté Economique Régionale (CER) en Afrique Centrale (Comité de Pilotage de la Rationalisation des Communautés Economiques Régionales en Afrique Centrale –COPIL/CER-AC) du 17 au 20 mars 2020 ; aux réunions avec les entreprises pétrolières, dans le cadre du projet sur la réglementation des changes dans la CEMAC qui s'est tenue aux Services Centraux le 07 décembre 2020.

1.6. Investissement et patrimoine

L'année 2020 a été marquée par la pose de la première pierre et le lancement des travaux de construction de l'Agence de la BEAC à Ebolowa, ainsi que la poursuite des travaux de construction du nouvel immeuble de la Direction Nationale de Bangui en République Centrafricaine.

1.7. Communication

Comme les années passées, la BEAC a utilisé les canaux de communication interne et externe pour informer le personnel et le public sur toutes les décisions, activités ou manifestations de la Banque, promouvoir l'activité de la Banque auprès du public et entretenir l'image de marque de la BEAC. Sur le plan interne, la Cellule de communication de la BEAC a assuré la diffusion régulière des supports périodiques que sont La Quotidienne, BEAC Contacts et BEAC

Inside. Sur le plan externe, la BEAC a diffusé les communiqués de presse à l'issue des différentes réunions des organes de décision (Comité ministériel, Conseil d'administration, Comité de politique monétaire, Comité de stabilité financière en Afrique Centrale, etc...). Par ailleurs, elle a assuré la couverture médiatique de divers événements organisés pour son propre compte ou par des institutions partenaires. Enfin, la BEAC a mis à la disposition du public des informations et divers rapports sur ses activités à travers son site Internet.

2. Coopération régionale et internationale

2.1. Coopération régionale

2.1.1. Commission de la CEMAC

Sur convocation de la Commission de la CEMAC et du Président du Comité Inter-Etats de la CEMAC, la BEAC a pris part à plusieurs réunions de la Cellule Technique et du Comité de Gestion du Fonds de Développement de la Communauté (FODEC). Ces rencontres ont essentiellement porté sur l'examen de la situation financière du FODEC, de l'état d'avancement des projets et activités financés par le Fonds, ainsi que des travaux initiés dans le cadre de l'élaboration du Manuel des procédures du FODEC et de la révision de son cadre institutionnel.

2.1.2. Zone Franc

La réunion virtuelle des Ministres, Gouverneurs et Responsables des Institutions de la Zone franc s'est tenue le 02 novembre 2020. Le Gouverneur de la BEAC y a présenté les mesures exceptionnelles prises par la Banque Centrale pour circonscrire les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les économies de la CEMAC. Il a aussi insisté sur les réformes prioritaires à réaliser pour accélérer la relance post-COVID et remettre la CEMAC sur le sentier d'une croissance durable et inclusive.

Par ailleurs, la BEAC a présidé la réunion virtuelle du Comité de liaison anti-blanchiment de la Zone franc (CLAB) qui s'est tenue le 20 octobre 2020.

2.1.3. Commission de l'Union Africaine

La BEAC a participé à la session extraordinaire du Comité technique spécialisé (CTS) sur les finances, les affaires monétaires, la planification et l'intégra-

tion économique qui s'est tenue du 1^{er} au 03 décembre 2020 par visioconférence.

Les échanges ont concerné la taxation des transactions numériques, la lutte contre les flux financiers illicites ainsi que le développement d'un système intégré de paiement et de règlement pour faciliter la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA).

2.1.4. Association des Banques Centrales Africaines

La BEAC a accueilli du 05 au 06 février 2020, dans les locaux de la Direction Nationale de N'Djamena, la réunion du Comité sous-régional de l'ABCA pour l'Afrique Centrale (BEAC, BCC et BCSTP).

Cette réunion a précédé celle du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) qui s'est tenue le 13 février 2020 au Siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, au Sénégal. Le Bureau s'est ensuite réuni le 18 juin et le 26 novembre 2020 par visioconférence pour examiner les questions relatives à la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) et au fonctionnement de l'Association dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Aussi, les deux webinaires organisés respectivement le 15 et le 29 septembre 2020 ont favorisé un partage d'expériences entre les banques centrales membres de l'Association sur les mesures de politique économique prises pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19.

2.1.5. BDEAC

Les concours de la BEAC à la BDEAC sont constitués des avances en compte courant d'associé et sur le guichet spécial de refinancement du marché monétaire. S'agissant des avances en compte courant d'associé, leur encours est demeuré à 120 milliards au cours de l'année. Quant aux avances sur le guichet spécial de refinancement, l'encours des autorisations individuelles de mobilisation accordées a évolué à la baisse pour s'établir à 22,48 milliards au 31 décembre 2020 contre 31 milliards un an auparavant, en raison des échéances de remboursement des prêts.

2.2. Coopération internationale

2.2.1. Fonds monétaire international

• *Etat des relations des Etats membres de la CEMAC avec le Fonds monétaire international*

Après le décaissement de 136,0 milliards effectué le 04 mai 2020, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé le 21 octobre 2020, un deuxième appui d'un montant de 90,0 milliards en faveur du **Cameroun**, portant ainsi le total de l'aide d'urgence au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) à 226,0 milliards.

Avec l'expiration du premier programme en septembre 2020, les autorités camerounaises ont sollicité la mise en place d'un nouvel accord financier axé prioritairement sur le relèvement de la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.

En **République Centrafricaine**, la mission virtuelle des services du FMI qui s'est déroulée du 28 septembre au 09 octobre 2020 a apprécié les progrès réalisés dans l'exécution du nouveau programme soutenu par la Facilité Elar-

gie de Crédit (FEC). Elle a insisté sur (i) la soumission au parlement du projet de Loi de finances de l'année 2021 conforme aux objectifs du programme, (ii) l'intégration de toutes les déclarations d'impôts de 2018 et 2019 dans le système informatique de l'administration fiscale, et (iii) la soumission au parlement d'une Loi visant à mettre en conformité le régime de déclaration de patrimoine aux bonnes pratiques internationales en la matière.

Concernant le financement de la lutte contre la COVID-19, le pays a bénéficié de 23,0 milliards du guichet de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Le FMI a par ailleurs octroyé à la RCA une subvention au titre du Fonds fiduciaire réaménagé d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes (ARC) en couverture du service de sa dette de 2,4 milliards, pour les échéances de la période allant du 13 avril au 13 octobre 2020.

L'accès du **Congo** aux financements d'urgence du FMI et la première revue du programme demeurent tributaires de la fourniture d'assurances solides en matière de restructuration de la dette avec la Chine et les traders pétroliers.

Concernant le **Gabon**, un deuxième décaissement d'un montant de 89,0 milliards, au titre de l'Instrument de Financement Rapide (IFR), a été approuvé par le Conseil d'Administration du FMI le 31 juillet 2020, portant ainsi le total des financements mobilisés pour riposter contre la pandémie de la COVID-19 à environ 177,0 milliards. Suite à l'expiration, le 18 juin 2020, de l'arrangement au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEC), les Autorités gabonaises ont entamé les négociations avec le FMI sur la configuration d'un nouveau programme soutenu par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

Pour la **Guinée-Equatoriale**, les délais de réalisation des prérequis relatifs à la bonne gouvernance continuent

de peser sur les perspectives de la conclusion de la première revue du programme ainsi que sur le décaissement de l'appui d'urgence sollicité auprès du FMI. En dépit de l'adoption de la Loi contre la corruption pour laquelle une commission nationale a été mise en place et des progrès récemment enregistrés en matière d'audit des arriérés intérieurs, les conditions pour parvenir à un accord avec le FMI font encore l'objet de négociations entre les deux parties.

Au **Tchad**, les Autorités ont entamé les négociations pour la mise en place d'un nouveau programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC). D'une manière générale, les principaux défis ont trait au financement du programme de deuxième génération, en lien avec la situation de l'endettement public et la marge d'accès du pays aux ressources concessionnelles du FMI, dont l'utilisation s'établit à 299 % de la quote-part sur une limite normale d'accès cumulé de 300 %.

En effet, le classement du pays à un niveau de risque élevé limite sa capacité d'accès aux ressources concessionnelles de la communauté internationale des bailleurs. Aussi, le financement du programme est susceptible de recourir à l'exigence de nouvelles négociations en vue d'une restructuration de la dette avec les principaux créanciers.

• **Etat des relations de la BEAC avec le Fonds monétaire international**

Conformément à la Résolution N° 08 du 19 septembre 2018 du Comité Ministériel de l'UMAC, la BEAC a organisé le 30 avril 2020 puis le 23 juillet 2020 deux rencontres tripartites entre les Etats membres, les Institutions de la CEMAC et les partenaires au développement (FMI, Banque Mondiale, BAD, Banque de France, Trésor français). Elles ont été consacrées à l'examen des progrès réalisés dans l'exécution de la stratégie

régionale de sortie de crise et à l'identification des mesures prioritaires pour endiguer les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19 sur les pays de la CEMAC.

En outre, les Services du FMI ont effectué du 03 au 13 novembre 2020 des consultations virtuelles auprès des Institutions de la CEMAC pour évaluer les politiques économiques mises en œuvre dans le cadre de la stratégie de redressement sous-régional. Ils ont présenté à cette occasion les conclusions préliminaires de l'étude menée conjointement avec la Banque Mondiale portant, d'une part, sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des premiers programmes avec le FMI et, d'autre part, l'orientation des réformes structurelles de seconde génération pour parvenir à une croissance durable et inclusive.

La BEAC a également pris part aux assemblées annuelles virtuelles du FMI et de la Banque Mondiale qui se sont tenues du 19 au 23 octobre 2020.

2.2.2. Banque mondiale

La BEAC a participé à la réunion virtuelle du caucus africain 2020 tenue le jeudi 06 août 2020 sur le thème : « *Protéger le capital humain de l'Afrique face à la COVID-19 : Sauver des vies, préserver le bien-être, sauvegarder la productivité et l'emploi* ».

Les discussions ont concerné les répercussions socioéconomiques de la COVID-19 ainsi que les mesures prises par les Etats, les banques centrales et la communauté internationale des bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale, BAD, G20, Club de Paris) pour atténuer les effets de la pandémie. Elles ont abouti à un Mémoire adressé aux responsables des Institutions de Bretton Woods sur les enseignements tirés des programmes et initiatives de prévention et de gestion de la COVID-19, l'efficacité

de l'aide internationale et les mesures à mettre en œuvre pour promouvoir une reprise rapide et durable.

Au plan des facilités d'urgence à la COVID-19, les financements accordés aux Etats de la CEMAC par la Banque Mondiale ont été évalués à environ 44 milliards en 2020. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre du Programme de Préparation Stratégique et de Réponse (PPSR) ainsi que du Projet de Riposte d'Urgence (PRU) au COVID-19.

S'agissant du Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Financières Régionales de la CEMAC, les différentes missions d'évaluation de la Banque Mondiale ont reconnu l'impact positif de ce Projet sur les activités des Institutions bénéficiaires (BEAC, COBAC, FOGADAC et GABAC). Outre ce Projet, la BEAC a bénéficié de l'accompagnement de la Banque Mondiale pour l'optimisation du marché financier régional désormais unifié.

2.2.3. Groupe de la Banque Africaine de Développement

La BAD a accru ses interventions dans la CEMAC. Ses appuis budgétaires ont représenté près de 26 % des apports des partenaires bilatéraux et multilaté-

raux sur la période 2017-2020 dans le cadre des programmes des pays de la CEMAC. Dans le cadre de la facilité de réponse rapide de la BAD, les pays et les Institutions de la CEMAC ont bénéficié d'environ 168 milliards en 2020 pour faire face aux conséquences de la COVID-19.

L'assistance technique et financière de la BAD à la CEMAC s'est également étendue à l'approfondissement du secteur financier de la CEMAC (Projet PASFIC) et à la promotion de l'Inclusion Financière Digitale en Afrique Centrale (Projet PAPIFDAC).

2.2.4. Banque des Règlements Internationaux

Le Gouverneur de la BEAC a participé à la table ronde des Gouverneurs des banques centrales d'Afrique, organisée le 25 novembre 2020 par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) sur le thème « Retombées économiques et financières de la pandémie de COVID-19 en Afrique et réponses de politique économique ». Il y a partagé l'expérience de la CEMAC relative aux perturbations internationales dues à la pandémie de COVID-19.

3. Comptes de la BEAC

Au 31 décembre 2020, le total du bilan de la Banque Centrale s'est établi à 7 914 318 257 488, contre 7 909 064 185 986 au 31 décembre 2019 (+ 0,1 %).

Le bénéfice net de la Banque Centrale avant affectation, constaté à la fin de l'exercice 2020, est ressorti à 30 986 721 192, contre 19 592 992 714 pour l'exercice 2019 (+ 58,2 %).

3.1. Bilan

3.1.1. Actif

- *Avoirs en monnaies étrangères*

Les avoirs en monnaies étrangères sont constitués des avoirs en compte d'opérations (y compris le compte spécial de nivellement) ouvert auprès du Trésor français, des titres obligataires, des soldes des comptes ouverts auprès des correspondants et de l'encaisse des billets étrangers (essentiellement des billets euro). Au 31 décembre 2020, ils se sont établis à 3 749 374 115 384, contre 3 964 983 961 106 un an plus tôt (- 5,4 %).

L'encaisse des billets étrangers détenus par la Banque Centrale est ressortie à 71 783 247 096 au 31 décembre 2020, contre 54 934 738 908 à fin 2019 (+ 30,7 %).

Le solde du poste Correspondants Hors Zone d'Emission a connu une baisse significative (- 88,3 %), s'établissant à 6 858 525 899 au 31 décembre 2020, contre 58 723 144 922 à fin 2019.

Le solde du compte d'opérations (y compris le compte spécial de nivel-

lement), principale composante des disponibilités extérieures à vue, s'est légèrement déprécié en 2020, reculant de 3 740 321 972 847 au 31 décembre 2019 à 3 632 483 579 915 au 31 décembre 2020 (- 2,9 %).

- *Avoirs en or*

Au 31 décembre 2020, le stock d'or de la Banque Centrale est quasiment resté inchangé à 201 903,40 onces. En revanche, la valeur de ce stock s'est appréciée (+ 14,5 %) à 204 493 778 664, contre 178 656 523 364 au 31 décembre 2019.

- *Opérations avec le FMI-Actif*

En recul (- 4,5 %), ce poste comprend la position en tranches de réserve (souscription de la quote-part en devises par les Etats, nets des soldes créditeurs des comptes FMI n°1 et n°2) et les avoirs en DTS dont les montants se sont élevés respectivement à 34 939 741 246 et 166 578 680 670 au 31 décembre 2019, contre 33 666 912 380 et 158 732 663 647 au 31 décembre 2020.

- *Créances*

Les créances sur les établissements de crédit ont progressé de 51,3 %, passant de 256 984 171 115 à fin 2019, à 388 740 808 304 un an plus tard. Les créances sur les Trésors nationaux, quant à elles, se sont élevées à 2 662 021 479 188 à fin 2020, contre 2 600 908 781 279 au 31 décembre 2019, soit une légère hausse de 2,3 %.

- Autres investissements financiers

Les autres investissements financiers qui comprennent les engagements (avances à moyen terme irrévocables et avance en compte courant) de la BEAC envers la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) ont progressé de 23,6 % pour s'établir à 182 017 730 333 à fin décembre 2020, contre 147 252 075 761 un an plus tôt.

- Titres de participation

Les titres de participation sont représentatifs des parts que la BEAC détient dans des banques de développement, en particulier la BDEAC et dans des sociétés d'intérêt régional. A fin décembre 2020, ils ont augmenté de 1,3 %, par rapport à fin décembre 2019, passant de 41 828 187 072 à 42 389 187 072.

- Immobilisations

Le poste des immeubles de placement a enregistré une hausse de 31,0 %, passant de 1 884 953 954 à fin décembre 2019 à 2 469 169 055 au 31 décembre 2020. Celui des immobilisations corporelles a connu une baisse de 3,2 %, revenant de 411 199 012 481 à fin décembre 2019 à 398 013 697 199 une année plus tard. Quant aux immobilisations incorporelles, elles ont diminué de 5,6 % entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020, revenant de 13 288 009 192 à 12 540 432 951.

- Autres actifs

Les autres actifs, qui regroupent principalement les créances sur le personnel, les fournisseurs, débiteurs et les coûts de fabrication du stock de billets et monnaies non émis, ont connu une baisse 11,8 %, en s'établissant à 79 858 283 311 à fin décembre 2020, contre 90 560 088 746 un an plus tôt.

3.1.2. Passif

- Billets et pièces en circulation

Ce poste représente essentiellement les engagements de la BEAC à l'égard du public et, de façon marginale, vis-à-vis des établissements de crédit pour la partie de la monnaie fiduciaire qu'ils détiennent sous forme d'encaisses. Son solde est ressorti à 3 659 300 436 639 au 31 décembre 2020, contre 3 297 282 729 558 au 31 décembre 2019 (+ 11,0 %).

- Comptes créditeurs et dépôts

Le solde des comptes courants des Trésors publics nationaux s'est élevé à 432 190 363 049 au 31 décembre 2020, contre 658 421 842 425 au 31 décembre 2019 (- 34,4 %).

Le fond de stabilisation des recettes budgétaires a baissé de 87,3 %, revenant à 16 294 601 958 au 31 décembre 2020, contre 128 453 435 999 au terme de l'exercice précédent.

Le fond de réserve pour les générations futures s'est accru de 44,0 %, passant de 54 710 818 602 au 31 décembre 2019 à 78 776 572 453 un an plus tard.

Les dépôts spéciaux se sont établis à 278 357 091 979 au 31 décembre 2020, contre 330 559 258 968 au 31 décembre 2020 (- 15,8 %).

Les comptes des banques et institutions financières de la Zone ont affiché un solde de 2 007 802 752 085 au 31 décembre 2020, contre 1 984 760 230 610 un an plus tôt (+ 1,2 %). Quant aux soldes des banques et institutions financières étrangères (FMI, BIRD, Paierie de France, etc.), ils se sont inscrits à la hausse de 47,1 % en s'établissant à 614 519 117 au 31 décembre 2020, contre 417 889 298 un an plus tôt. Les autres comptes courant qui regroupent des comptes ouverts au

nom de certains organismes ou sociétés d'intérêt public qui, du fait de leur activité, ne peuvent être classés dans l'une des rubriques précédentes, ont comptabilisé une hausse de 11,8 %, passant de 116 845 859 030 à fin 2019 à 130 650 182 486 à fin 2020. Enfin, les transferts non dénoués reculent de 88 738 686 152 au 31 décembre 2019 à 45 940 307 177 au 31 décembre 2020 (- 48,2 %).

- Emprunts en monnaies étrangères

Sont enregistrés dans ce poste, les emprunts contractés auprès de la Banque mondiale (IDA) pour le financement du projet de réforme des systèmes de paiement et de règlement de la CEMAC et du projet de renforcement des capacités des organismes sous régionaux (UGRIF). L'encours de ce poste s'est élevé à 18 225 603 501 au 31 décembre 2020.

- Opérations avec le FMI-Passif

Le poste opérations avec le FMI – Passif regroupe les montants des allocations de DTS non reversées aux Etats. Au 31 décembre 2020, il s'est chiffré à 247 815 903 679 contre FCFA 258 708 116 146 au 31 décembre 2019 (- 4,2 %).

- Produits différés

Les produits différés sont constitués des écarts de réévaluation des terrains reçus à titre gratuit de la part des Etats. Au 31 décembre 2020, ils se sont élevés à 70 754 360 387 contre 75 300 033 546 au 31 décembre 2019 (- 6,0 %).

- Provisions pour avantages du personnel

Elles se rapportent aux indemnités de départ à la retraite qui se sont chiffrées à 28 277 344 514 au 31 décembre 2020, contre 26 575 676 084 au 31 décembre 2019 (+ 6,4 %).

- Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont connu une hausse de 11,2 %, passant de 1 643 099 086 à fin décembre 2019 à 1 827 062 133 à fin décembre 2020.

- Autres passifs

Les autres passifs comprennent les dettes envers le personnel, les dépôts à vue du personnel, le compte courant de la Caisse de Retraite de la Banque Centrale (CRBC), les provisions pour congés payés, les dettes fournisseurs, les créiteurs divers et les comptes de régularisation. Ce poste a enregistré une baisse de 29,15 % en revenant de 70 083 069 646 à 49 652 249 289.

- Capitaux propres

Les capitaux propres, constitués du capital, des réserves, du résultat net de l'exercice et du report à nouveau, ont augmenté de 4,4 % entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020 en s'établissant à 855 601 111 544 :

- le capital souscrit en indivision entre les Etats membres est resté stable à 88 000 000 000 au 31 décembre 2020 ;

- le solde du poste des réserves s'est établi, avant affectation du résultat de l'exercice, à 736 858 204 662 au 31 décembre 2020, contre 899 725 258 480 au 31 décembre 2019 (- 18,1 %) ;

- Le report à nouveau débiteur augmenté de 99,9 %, passant de 187 665 167 304 au 31 décembre 2019 à 243 814 310 une année plus tard, suite à l'apurement de ce poste par imputation sur les réserves facultatives, en application de la résolution n°05 du Comité ministériel du 30 avril 2020 ;

- au 31 décembre 2020, la Banque a extériorisé un résultat excédentaire de 30 986 721 192 contre 19 592 992 714 une année plus tôt (+ 58,2 %).

Tableau 44 : Evolution du bilan de la Banque Centrale
(en francs CFA)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation	
			Valeur	%
ACTIF				
Avoirs en monnaies étrangères	3 749 374 115 384	3 964 983 961 106	- 215 609 845 722	- 5,4 %
Avoirs en or	204 493 778 664	178 656 523 364	25 837 255 300	14,5 %
Opérations avec le FMI – Actif	192 399 576 027	201 518 421 916	- 9 118 845 889	- 4,5 %
Disponibilités extérieures	4 146 267 470 075	4 345 158 906 386	- 198 891 436 311	- 4,6 %
Créances sur les établissements de crédit	388 740 808 304	256 984 171 115	131 756 637 189	51,3 %
Créances sur les Trésors Nationaux	2 662 021 479 188	2 600 908 781 279	61 112 697 909	2,3 %
Autres investissements financiers	182 017 730 333	147 252 075 761	34 765 654 572	23,6 %
Titres de Participation	42 389 187 072	41 828 187 072	561 000 000	1,3 %
Immeubles de placement	2 469 169 055	1 884 953 954	584 215 101	31,0 %
Immobilisations corporelles	398 013 697 199	411 199 012 481	- 13 185 315 282	- 3,2 %
Immobilisations incorporelles	12 540 432 951	13 288 009 192	- 747 576 241	- 5,6 %
Autres actifs	79 858 283 311	90 560 088 746	- 10 701 805 435	- 11,8 %
TOTAL ACTIF	7 914 318 257 488	7 909 064 185 986	5 254 071 502	0,1 %
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Billets et monnaies en circulation	3 659 300 436 639	3 297 282 729 558	362 017 707 081	11,0 %
Comptes créditeurs et dépôts	2 990 626 390 304	3 362 908 021 084	- 372 281 630 780	- 11,1 %
Emprunts en monnaies étrangères	18 225 603 501	17 341 177 303	884 426 198	5,1 %
Opérations avec le FMI – Passif	247 815 903 679	258 708 116 146	- 10 892 212 467	- 4,2 %
Produits différés	70 754 360 387	75 300 033 546	- 4 545 673 159	- 6,0 %
Provisions pour avantages du personnel	28 277 344 514	26 575 676 084	1 701 668 430	6,4 %
Provisions pour risques et charges	1 827 062 133	1 643 099 086	183 963 047	11,2 %
Autres passifs	41 890 044 787	49 652 249 289	- 7 762 204 502	- 15,6 %
TOTAL PASSIF	7 058 717 145 944	7 089 411 102 096	- 30 693 956 152	- 0,4 %
Capital	88 000 000 000	88 000 000 000	0	0,0 %
Réserves	736 858 204 662	899 725 258 480	- 162 867 053 818	- 18,1 %
Report à nouveau	- 243 814 310	- 187 665 167 304	187 421 352 994	- 99,9 %
Résultat de l'exercice	30 986 721 192	19 592 992 714	11 393 728 478	58,2 %
TOTAL CAPITAUX PROPRES	855 601 111 544	819 653 083 890	35 948 027 654	4,4 %
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 914 318 257 488	7 909 064 185 986	5 254 071 502	0,1 %

Source : BEAC

3.2. Etat de résultat global

- *Résultat net d'intérêts*

Le résultat net d'intérêts est constitué essentiellement des intérêts payés par les Trésors publics nationaux des Etats membres sur leurs créances consolidées, majorés de l'amortissement de la décote, des intérêts nets payés par le Trésor français sur la base des dispositions de la convention du compte d'opérations, des intérêts nets au titre des prêts accordés aux banques de la région. Au 31 décembre 2020, ce poste s'est établi à 106 719 247 930 contre 104 690 761 546 douze mois plus tôt (+ 1,9 %).

- *Résultat net des commissions*

Le résultat net des commissions comprend les commissions de change sur opérations de la Salle des marchés, les produits SYGMA et SYSTAC, les commissions des transferts, les commissions de change manuel nets des commissions de gestion versés au FMI. Il s'est inscrit en hausse de 67,1 %, passant de 20 035 522 602 à fin décembre 2019 à 33 482 087 229 à fin décembre 2020.

- *Résultat net des autres activités*

Le résultat net des autres activités comprend le résultat de change et celui des placements et des participations. Il a connu une baisse de 24,9 %, revenant de 21 900 507 730 à fin décembre 2019 à 16 455 701 074 à fin décembre 2020.

- *Autres produits*

Les autres produits constitués principalement des contributions aux frais administratifs et de gestion des établissements de crédit de la Zone et des produits des sanctions pécuniaires appliquées aux assujettis, sont passés de 12 989 629 544 à 20 260 178 665 entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020 (+ 56,0 %).

- *Frais généraux*

Les frais généraux de la Banque Centrale ont augmenté de 4,2 %, passant de 140 023 428 708 à fin décembre 2019 à 145 930 493 706 un an plus tard. Elle découle de l'accroissement du poste « entretien de la circulation fiduciaire » de 88,7 % à 17 357 528 790 à fin décembre 2020, contre 9 199 700 512 un an plus tôt ; des dotations nettes aux amortissements et aux provisions de 9,5 % à 28 824 405 105 à fin décembre 2020, contre 26 325 975 708 à fin décembre 2019 ; des charges du personnel de 0,4 % de 74 220 539 901 à fin décembre 2019 à 74 541 764 154 un an plus tard, combiné au recul des autres charges d'exploitation de 16,7 %, à 25 206 795 657 à fin décembre 2020, contre 32 614 306 041 un an auparavant.

- *Résultat net*

Le bénéfice net de la Banque Centrale avant affectation, constaté à la fin de l'exercice 2020, est ressorti à 30 986 721 192, contre 19 592 992 714 pour l'exercice 2019 (+ 58,2 %).

**Tableau 45 : Evolution de l'Etat du résultat global de la Banque Centrale
(en FCFA)**

	31/12/2020	31/12/2019	Variation	
			Valeur	%
Intérêts et produits assimilés	113 113 819 688	114 307 784 379	- 1 193 964 691	- 1,0 %
Intérêts et charges assimilés	6 394 571 758	9 617 022 833	- 3 222 451 075	- 33,5 %
Résultat net d'intérêts	106 719 247 930	104 690 761 546	2 028 486 384	1,9 %
Produits des commissions	33 603 282 362	20 600 435 376	13 002 846 986	63,1 %
Charges des commissions	121 195 133	564 912 774	- 443 717 641	- 78,5 %
Résultat net des commissions	33 482 087 229	20 035 522 602	13 446 564 627	67,1 %
Résultat net des autres activités				
Résultat de change	293 104 730	- 153 559 981	446 664 711	- 290,9 %
Résultat des placements et des participations	16 162 596 344	22 054 067 711	- 5 891 471 367	- 26,7 %
Résultat net des autres activités	16 455 701 074	21 900 507 730	- 5 444 806 656	- 24,9 %
Produit net bancaire	156 657 036 233	146 626 791 878	10 030 244 355	6,8 %
Autres produits	20 260 178 665	12 989 629 544	7 270 549 121	56,0 %
Entretien de la circulation fiduciaire	17 357 528 790	9 199 700 512	8 157 828 278	88,7 %
Frais de personnel	74 541 764 154	74 220 539 901	321 224 253	0,4 %
Dotation nette aux amortissements et aux provisions	28 824 405 105	26 325 975 708	2 498 429 397	9,5 %
Autres charges d'exploitation	25 206 795 657	30 277 212 587	- 5 070 416 930	- 16,7 %
Frais généraux	145 930 493 706	140 023 428 708	5 907 064 998	4,2 %
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	30 986 721 192	19 592 992 714	11 393 728 478	58,2 %
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GOLBAL	13 703 346 688	8 916 515 808		
Eléments reclassables en résultat net	11 232 688 435	9 937 672 218		
Réévaluation des avoirs en or	11 232 688 435	11 231 436 492		
Réévaluation des instruments de dette	0	- 1 293 764 274		
Eléments non reclassables en résultat net	2 470 658 253	- 1 021 156 410		
Ecart actuariels au titre des prestations définies	0	0		
Réévaluation des instruments de capitaux propres	2 470 658 253	- 1 021 156 410		
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	44 690 067 880	28 509 508 522		

Source : BEAC

3.3. Rapport des Commissaires aux comptes

Le collège des Commissaires aux comptes, qui a été partiellement renouvelé avec la sélection du cabinet MAZARS par le Conseil d'Administration

à l'issue d'un appel d'offres, a procédé à la certification sans réserve des comptes annuels de la BEAC pour l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Annexes



SOMMAIRE DES ANNEXES

A.INFORMATIONS GÉNÉRALES	113
A1. Composition des organes Statutaires de Décision et de contrôle au 31 décembre 2017.	115
• Le Comité Ministériel.	115
• Le Conseil d'Administration.	117
• Le Comité de Politique Monétaire	120
• Le Comité de Stabilité Financière	122
• Le Collège des Censeurs	124
• Le Comité d'Audit	125
A2. Organigramme de la BEAC au 31 décembre 2020.	127
A3. Contacts de la BEAC	129
B. ANNEXES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES	131
B1-B7. Principaux indicateurs économiques et monétaires des pays de la CEMAC	133-139
B8. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux	140
B9.a Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC	141
B9.b Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC.	141
B10. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires commerciaux.	142
B11. Tableau des opérations financières des pays de la CEMAC	143
B12-B18. Principales exportations (FOB) des pays de la CEMAC	144-150
B19. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)	151
B20. Dette publique extérieure consolidée des pays de la CEMAC	152
B21. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)	153
B22. Variations du taux de change du franc CFA par rapport aux principales devises	154
B23. Production pétrolière et minière	155
B24. Production agricole vivrière.	156
B25. Production d'élevage.	157
B26. Production agricole d'exportation	158
B27. Production et exportation de bois tropicaux	159
B28. Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancement et utilisations . . .	160
B29. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie.	161

A. INFORMATIONS GÉNÉRALES

**A1. Organes Statutaires de Décision et de Contrôle
au 31 décembre 2020**

1 - LE COMITE MINISTERIEL

(au 31 décembre 2020)

PRESIDENT

- M. **TAHIR HAMID NGUILIN**
Ministre des Finances et du Budget – Tchad

MEMBRES

Ministres représentant la République du Cameroun

- M. **Louis Paul MOTAZE**
Ministre des Finances
- M. **ALAMINE OUSMANE MEY**
Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement
du Territoire

Ministres représentant la République Centrafricaine

- M. **Henri-Marie DONDRA**
Ministre des Finances et du Budget
- M. **Félix MOLOUA**
Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération

Ministres représentant la République du Congo

- M. **Calixte NGANONGO**
Ministre des Finances et du Budget
- M. **Gilbert ONDONGO**
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Porte-
feuille Public

Ministres représentant la République Gabonaise

- Mme. **Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU**
Ministre de l'Economie et de la Relance
- M. **Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE**
Ministre du Budget et des Comptes Publics

Ministres représentant la République de Guinée Equatoriale

- M. **Valentin ELÀ MAYE MBÀ**
Ministre des Finances, de l'Economie et de la Planification
- M. **Baltasar ENGONGA EDJO'O**
Ministre d'Etat de la Présidence de la République, Chargé de l'Intégration Régionale

Ministres représentant la République du Tchad

- M. **TAHIR HAMID NGUILIN**
Ministre des Finances et du Budget
- Mme. **ISSA DOUBRAGNE**
Ministre de l'Economie, de la Planification et du développement

OBSERVATEURS

(au 31 décembre 2020)

- M. **Daniel ONA ONDO**
Président de la Commission de la CEMAC - Malabo
- M. **HALILOU YERIMA BOUBAKARY**
Secrétaire Général de la COBAC - LIBREVILLE
- M. **NAGOUM YAMASSOUM**
Président de la Commission de Surveillance du Marché Financier - COSUMAF
- M. **Gervais MBATA**
Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale - Libreville

2 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2020)

Administrateurs représentant la République du Cameroun

- Titulaires : M. **Sylvester MOH TAGONGHO**
Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire par intérim - Ministère des Finances
- M. **Adolphe NOAH NDONGO**
Attaché au Secrétariat Général de la Présidence de la République
- Suppléants : M. **Jean TCHOFFO**
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
- M. **Henri NONO**
Directeur des Affaires Générales - Ministère des Travaux Publics

Administrateurs représentant la République Centrafricaine

- Titulaires : Mme **Evelyne LOUDEGUE**
Chargé de mission en matière de trésorerie, banques, institutions financières internationales et partenaires techniques financiers
- M. **Bienvenu Gustave SEMNGAI**
Chargé de mission en matière de statistiques au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération

Administrateurs représentant la République du Congo

- Titulaires : M. **Bernard NGAZO**
Conseiller aux Institutions financières nationales et à la monnaie au Ministère des Finances et du Budget
- M. **Albert NGONDO**
Directeur Général du Trésor
- Suppléants : M. **Aymar Delmas EBIOU**
Conseiller au Trésor et à la Comptabilité Publique au Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public
- M. **Félix BOUENO**
Economiste, Coordonnateur du Plan Gouvernemental sur les Reformes de la Gestion des Finances Publiques

Administrateurs représentant la République gabonaise

- Titulaires : M. **René Hilaire ADIAHENO**
Inspecteur Général des Finances
- M. **Jean-Baptiste NGOLO ALLINI**
Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale au
Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la programmation
du Développement Durable
- Suppléants : M. **Richard MBOUMBA**
Chargé d'Eudes au Cabinet du Ministre de l'Economie, de la
Prospective et de la Programmation du Développement
- M. **MEYE BEKOUROU**
Inspecteur Général des Finances, Ministère de l'Economie, de la
Prospective et de la Programmation du Développement

Administrateurs représentant la République de Guinée Equatoriale

- Titulaires : M. **Ambrosio ESONO ANGUE**
Directeur de la Comptabilité Publique
- M. **Luciano ELA EBANG**
Intercepteur Général Adjoint de la Caisse Autonome
d'amortissement de la dette publique
- Suppléants : M. **Baltasar EBANG ENGONGA**
Directeur Général des Banques et Assurances
- M. **Pedro ABAGA NCHAMA**
Directeur Général des Affaires Juridiques

Administrateurs représentant la République du Tchad

- Titulaires : M. **BECHIR DAYE**
Ministère des Finances et du Budget
- M. **KASSER AKHOUNA**
Conseiller du Ministre des Finances et du Budget
- Suppléants : M. **ADOUM SALEH MAHAMAT**
Directeur Général de la Comptabilité Publique
- M. **MOUSTAPHA MAHAMAT MOUSTAPHA**
Directeur de la dette

Administrateurs représentant la République Française

- Titulaires :
- M. **Guillaume CHABERT**
Chef du Service des Affaires Multilatérales et du Développement
au sein de la Direction Générale du Trésor, Ministère de l'Économie
et des Finances 139, rue de Bercy 75742 PARIS Cedex 12

 - M. **Bruno CABRILLAC**
Directeur Général des Etudes et des Relations Internationales
et Européennes – Banque de France – 39, rue Croix-des-Petits-
Champs – 75001 Paris
- Suppléants :
- M. **Paul TEBOUL**
Chef du Bureau » Afrique Subsaharienne et Agence Française de
Développement » au sein du Service Affaires Multilatérales et du
Développement – Direction Générale du Trésor et de la Politique
Économique, Ministère de l'Économie, des Finances et
de l'Emploi - 139, rue de Bercy – 75742 Paris CEDEX 12

 - M. **Françoise DRUMETZ**
Directrice de la Coopération Extérieure à la Banque de France

3 - LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

(au 31 décembre 2017)

- Président : M. **ABBAS MAHAMAT TOLLI**
Gouverneur de la BEAC
- Suppléant : M. **EVOU MEKOU Dieudonné**
Vice-Gouverneur de la BEAC
- Rapporteur : M. **EBE MOLINA Ivan Bacale**
Directeur Général des Etudes, Finances et Relations
Internationales de la BEAC

MEMBRES DELIBERANTS

République du Cameroun

- M. **Blaise NSOM**
Directeur National de la BEAC
- M. **Gabriel NGAKOUMDA**
Chef de Division des Prévisions au Ministère des Finances

République Centrafricaine

- M. **Ali CHAÏBOU**
Directeur National de la BEAC
- M. **Augustin FEIGOUTO**
Coordonnateur de la Cellule de Suivi des Réformes Economiques
et Financières (CS-REF) au Ministère des Finances et du Budget

République du Congo

- M. **Michel DZOMBALA**
Directeur National de la BEAC
- Mme **Félicité Célestine OMPORO ENOUANY**
Conseiller aux Relations internationales - Ministère des Finances
et du Budget

République Gabonaise

M. **Denis MEPOREWA**
Directeur National de la BEAC

M. **Jean-Jacques EKOMIE**
Vice-Recteur - Université Omar BONGO ONDIMBA de Libreville

République de Guinée Equatoriale

Mme. **Genovoeva ANDEME OBIANG**
Directeur National de la BEAC

M. **Bernardo ABAGA NDONG**

République du Tchad

M. **ANNOUR MAHAMAT HASSAN**
Directeur National de la BEAC

M. **BECHIR DAYE**
Ministère des Finances et du Budget

République Française

M. **Vincent FLEURIET**
Chef de Service de la Zone Franc et du Financement du Développement- Banque de France

M. **Guillaume PREVOST**
Conseiller Financier pour l'Afrique- Direction Générale du Trésor -
Ministère de l'Economie et des Finances - France

4 Le Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale

(au 31 décembre 2020)

Président : **M. ABBAS MAHAMAT TOLLI**
Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Vice-Président :
M. EVOU MEKOU Dieudonné
Vice-Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Rapporteur : **M. EBE MOLINA Ivan Bacale**
Directeur Général des Etudes, Finances et Relations
Internationales de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

REPRESENTANTS DES MINISTERES EN CHARGE DES FINANCES

- 1. Mme EKO EKO née Berthe YECKE ENDALE**
Inspectrice Générale des Régies Financières, Ministère des
Finances du Cameroun
- 2. M. Valentin MAYERE YOLONGUERE**
Directeur des Affaires Financières, Monétaires, des Assurances
et de la Microfinance, Ministère des Finances et du Budget de la
République Centrafricaine
- 3. M. BADIA Constant**
Directeur Général des Institutions Financières Nationales
Ministère des Finances et du Budget du Congo
- 4. M. Léandre Emmanuel BOULOUBOU¹¹**
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, de la Prospective et
de la Programmation du Développement Durable du Gabon
- 5. M. Ambrosio ESONO ANGUE**
Directeur Général de la Comptabilité Publique
Ministère des Finances et du Budget de la Guinée Equatoriale
- 6. M. IDRIS GOUKOUNI SALEH**
Directeur des Etudes et de la Prévision, Ministère des Finances et
du Budget du Tchad.

¹¹ Il a siégé une fois au CSF-AC, le 07 mai 2019. Promu à d'autres fonctions, le processus de son remplacement a été enclenché, conformément aux dispositions réglementaires.

REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS

1. M. Clément BELIBANGA

Commissaire en charge des Politiques Economiques, Monétaires et Financières à la Commission de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (Commission de la CEMAC)

2. M. NAGOUM YAMASSOUM

Président de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF)

3. M. MAMADOU SY

Président de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances

4. M. CHEIKH TIDIANE TOUNKARA

Président de la Commission de Surveillance de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES)

5. M. HALILOU YERIMA BOUBAKARY

Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)

6. M. Gervais MBATA

Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC)

7. M. Valentin Alphonse MBOZO'O

Directeur Général du Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMAC)

5 LE COLLEGE DES CENSEURS

(au 31 décembre 2020)

- Titulaires :
- M . Salomon Francis MEKE**
Inspecteur Principal des régies financières du Trésor
Ministère des Finances - CAMEROUN

 - M . Louis ALEKA-RYBERT**
Conseiller Financier du Ministre de l'Economie, de la Prospective
et de la Programmation du Développement – GABON

 - M . Guillaume PREVOST**
Conseiller Financier pour l'Afrique à la Direction Générale du Trésor
et de la Politique Economique
Ministère de l'Economie et des Finances - FRANCE
- Suppléants :
- M . Kelly MUA KINGSLEY**
Sous-Directeur des Opérations Financières, Direction Générale du
Trésor et de la Coopération Monétaire - CAMEROUN

 - M . Fidèle MAGOUANGOU**
Inspecteur Général des Services au Ministère de l'Economie,
de la Prospective et de la programmation du Développement –
GABON

 - M . Pierre GRANDJOUAN**
Chef du Service Economique Régional pour les Pays d'Afrique
Centrale Ambassade de France au Cameroun – Yaoundé

6 - LE COMITE D'AUDIT

(au 31 décembre 2020)

PRÉSIDENT

M. Félix BOUENO

MEMBRES

Représentant la République du Cameroun

M. Salomon Francis MEKE

Inspecteur Principal des régies financières du Trésor
Ministère des Finances - CAMEROUN

Représentant la République Centrafricaine

M. Evelyne LOUDEGUE

Chargé de mission en matière de trésorerie, banques, institutions
financières internationales et partenaires techniques financiers

Représentant la République du Congo

M. Félix BOUENO

Economiste, Coordonnateur du Plan gouvernemental sur les
réformes de la gestion des Finances publiques

Représentant la République Gabonaise

Titulaire : M. Louis ALEKA-RYBERT

Conseiller Financier du Ministre de l'Economie, de la Prospective
et de la Programmation du Développement – GABON

Représentant la République de Guinée Equatoriale

M. Ambrosio ESONO ANGUE

Directeur de la Comptabilité Publique

Représentant la République du Tchad

M. AKHOUNA KASSER

Conseiller du Ministre des Finances et du Budget

Représentant la République Française

M. Guillaume PREVOT

Conseiller Financier pour l'Afrique - Direction Générale du
Trésor, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi
139, rue de Bercy – 75742 Paris CEDEX 12

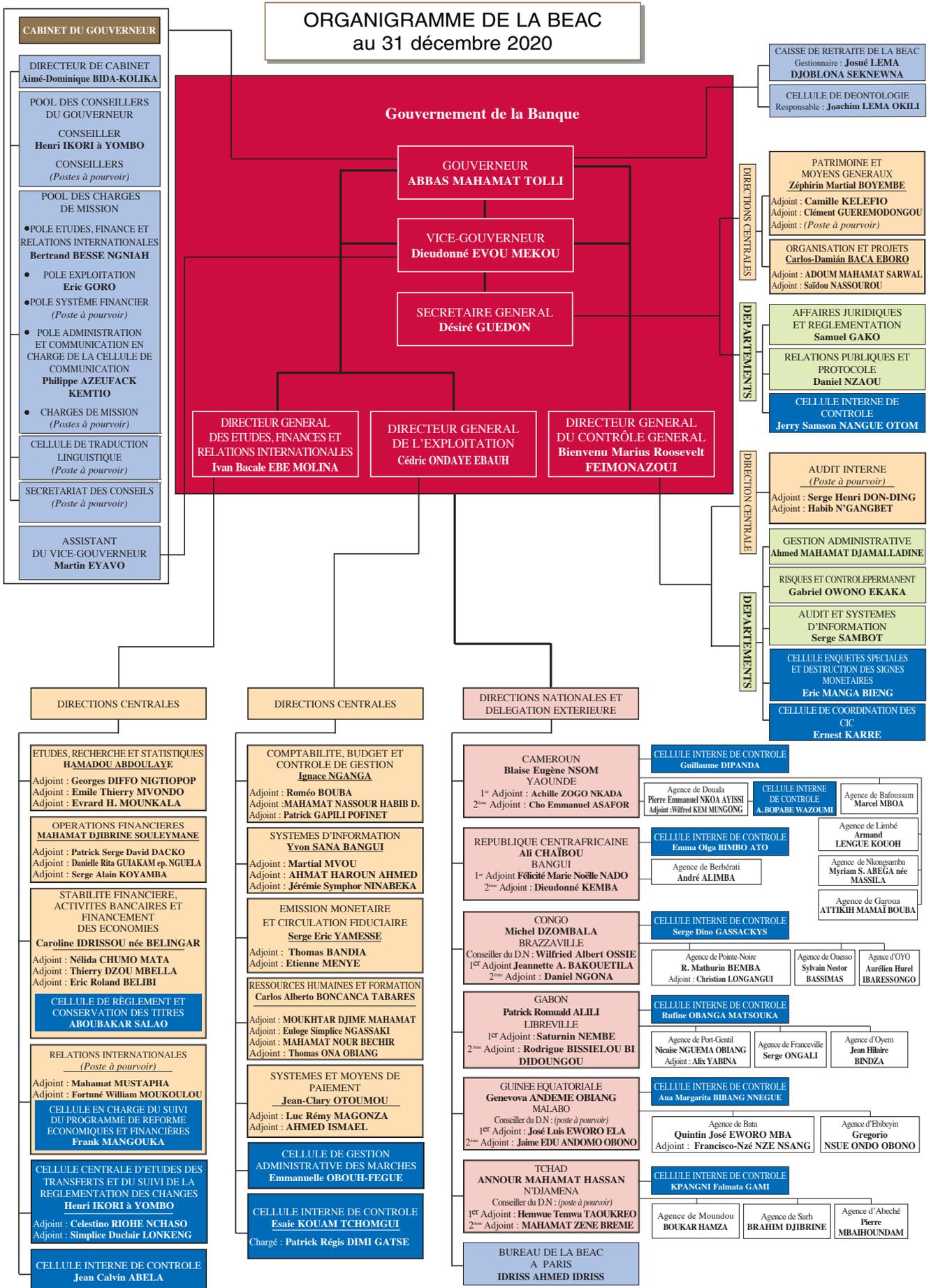
MEMBRES INDEPENDANTS

M. Christian MASSON

Inspecteur à la Banque de France

M. (Membre Indépendant suppléant)

A2. ORGANIGRAMME DE LA BEAC AU 31 DECEMBRE 2020



A3. CONTACTS DE LA BEAC

SIEGE SOCIAL ET SERVICES CENTRAUX

B.P. 1917 - Yaoundé - Cameroun

Indicatif international 237

Téléphone : 22 23 40 30 ; 22 23 40 60 ; 22 23 35 73

Télex : 88343 KN - 88505 KN ; Télécopie : 22 23 33 29 ; 22 23 33 50

www.beac.int

E-mail : beac@beac.int

CAMEROUN

Indicatif international 237

Yaoundé (Direction Nationale)

B.P. 83 - Tél. 22 23 39 39 ; 22 23 05 11 ;
22 23 33 90

Télécopie : 22 23 33 80

Télex : 88204 KN et 88556 KN

E-mail : beacyde@beac.int

Douala

B.P. 1747 - Tél. 33 42 33 24 ; 33 42 36 55 ;
33 42 31 65

Télécopie : 33 42 36 47

Télex : 55257 KN ; 55003 KN

E-mail : beacdla@beac.int

Garoua

B.P. 105 - Tél. 22 27 13 45 ; 22 27 14 99

Télécopie : 22 27 30 72

Télex : 70602 KN et 70786

E-mail : beacgou@beac.int

Bafoussam

B.P. 971 - Tél. 33 44 17 57 ; 33 44 14 32

Télécopie : 33 44 29 84 ; 33 44 36 62

Télex : 40044 KN ; 40045 KN

E-mail : beacbaf@beac.int

Limbé

B.P. 50 - Tél. 33 33 22 30 ; 33 33 24 88

Télécopie : 33 33 25 93

Télex : 30243 KN et 30302

E-mail : beaclim@beac.int

Nkongsamba

B.P. 242 - Tél. 33 49 13 98 ; 33 49 34 68

Télécopie : 33 49 40 72

Télex : 62285 KN et 62406 KN

E-mail : beacnkg@beac.int

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Indicatif international 236

Bangui (Direction Nationale)

B.P. 851 - Tél. 21 61 24 00 ; 21 61 24 05 ;
21 61 24 10

Télécopie : 21 61 19 95 ; 21 61 58 53

Télex : 5236 RC

E-mail : beacbgf@beac.int

Berberati

B.P. 190 - Tél. 22 21 93 33

Télécopie : 22 21 93 45

E-mail : beacbti@beac.int

CONGO

Indicatif international 242

Brazzaville (Direction Nationale)

B.P. 126 - Tél. 222 81 36 84 ; 222 81 10 73 ;
81 10 93 ; 044 55 65 55 ; 069 65 65 16

Télécopie : 222 81 10 94

Télex : 5313 KG

E-mail : beacbzv@beac.int

Pointe-Noire

B.P. 751 - Tél. 222 94 07 68 ; 222 94 13 68 ;
222 94 30 18

Télécopie : 222 94 11 76

Télex : 8444 KG et 8212 KG

E-mail : beacpnr@beac.int

Ouesso

B.P. 05 – Tél. 066 00 0909 ; 055 47 0091
055 47 00 92
Télécopie : 7098 (VSAT BEAC)
Télex : 7098 (VSAT BEAC)
E-mail : beacouesso@beac.int

GABON

Indicatif international 241

Libreville (Direction Nationale)

B.P. 112 - Tél. 76 13 52 ; 76 02 06 ;
76 11 05
Télécopie : 74 45 63 ; 77 54 06
Télex : 5215 GO
E-mail : beaclbv@beac.int

Port-Gentil

B.P. 540 - Tél. 55 00 74 ; 55 00 73
Télécopie : 55 59 67
Télex : 8215 GO
E-mail : beacpog@beac.int

Franceville

B.P. 129 - Tél. 67 70 40
Télécopie : 67 74 57
Télex : 6704 GO
E-mail : beacfcv@beac.int

Oyem

B.P. 489 - Tél. 98 65 45 ; 98 65 46
Télécopie : 98 65 47
Télex : 7705 GO
E-mail : beacoyem@beac.int

GUINEE EQUATORIALE

Indicatif international 240

Malabo (Direction Nationale)

B.P. 501 – Tél. 333 09 20 10 ; 333 09 20 11 ;
Télécopie : 333 09 20 06
Télex : 5407 EG
E-mail : beacmal@beac.int

Bata

B.P. 21 – Tél. 333 08 24 75 ; 333 08 26
52
Télécopie : 333 08 23 60
Télex : 5202 EG
E-mail : beacbat@beac.int

TCHAD

Indicatif international 235

N'Djamena (Direction Nationale)

B.P. 50 - Tél. 52 41 76 ; 52 33 97 ;
52 26 71
Télécopie : 52 44 87
Télex : 5220 KD ; 5353 KD
E-mail : beacndj@beac.int

Moundou

B.P. 149 - Tél. 69 14 16
Télécopie : 69 13 98
Télex : 6205 KD
E-mail : beacmdo@beac.int

Sarh

B.P. 241 - Tél. 68 14 01
Télex : 7204 KD
Télécopie : 68 11 22
E-mail : beacsrh@beac.int

FRANCE

Indicatif international 33

Paris (Bureau Extérieur)

48, avenue Raymond POINCARE
Tél. (1) 56 59 65 96 ; (1) 56 59 65 93
Télécopie : (1) 42 25 63 95
Télex (0420) 641 541 BACENAC
E-mail : beacbep@beac.int



B. ANNEXES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

B1. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la CEMAC

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
								Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Taux de croissance (PIB reel)	1,3	4,0	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,1	-1,7
dont secteur pétrolier	-7,1	2,9	0,0	-6,7	-5,6	1,2	2,2	-4,0
secteur non pétrolier	4,1	4,4	2,1	0,1	2,4	1,9	2,0	-1,1
Contribution du secteur pétrolier à la croissance réelle	-1,8	0,7	0,0	-1,5	-1,2	0,2	0,4	-0,8
Contribution du secteur non pétrolier à la croissance réelle	3,1	3,4	1,6	0,1	1,9	1,5	1,6	-0,9
Taux de croissance démographique (moyen)	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Inflation (prix à la consommation, en moy annuelle, décembre)	2,0	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,0	2,4
Finances publiques	-3,3	1,6	-25,7	-19,0	3,7	17,7	6,2	-19,0
Recettes totales	-9,8	-8,2	-45,6	-33,0	10,4	39,0	1,3	-31,4
dont recettes pétrolières	9,2	17,3	-0,8	-9,4	0,3	5,8	9,7	-10,6
recettes non pétrolières	-0,1	11,7	-14,3	-12,0	-10,7	-3,9	5,7	-6,9
Depenses totales	10,7	13,4	-6,2	-1,9	-2,4	-2,0	9,0	-0,5
dont dépenses courantes	-9,0	10,0	-22,7	-24,5	-24,0	-7,8	-1,4	-22,3
dépenses en capital								
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-0,2	-9,9	-25,7	-58,0	-4,1	8,3	5,8	-28,6
Crédits à l'économie	23,8	8,5	9,9	5,3	-1,9	4,0	-3,6	5,1
Créances nettes sur l'Etat	-22,0	40,9	80,6	798,3	13,4	20,6	32,8	42,7
Masse monétaire (M2)	7,1	5,5	-6,6	0,0	-0,4	8,3	6,1	11,0
Taux de couverture extérieure (fin de période)	97,5	89,8	77,1	59,1	57,5	61,4	67,1	64,0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	3,3	3,4	3,8	3,8	3,9	3,7	3,6	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob								
Importations, fob	-13,9	-5,6	-29,8	-17,2	21,4	20,1	1,4	-31,0
Termes de l'échange	3,5	6,7	0,9	-8,8	-19,5	10,5	5,1	-15,2
Taux de change effectif réel	1,5	-5,5	-38,4	7,3	12,6	8,9	-4,7	-19,5
Taux de change effectif réel des exportations	3,4	1,5	-3,9	0,6	-3,8	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	3,0	5,0	-4,6	-2,9	-3,7	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	1,4	-0,7	-3,5	0,3	-5,7	...	...	...
	11,7	10,4	13,9	13,4	16,7	...	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	0,0	-8,2	-17,7	-31,3	-0,6	1,7	1,2	-6,1
Avoirs intérieurs nets	7,1	13,7	11,1	31,3	0,2	6,6	4,9	17,1
Crédit intérieur net	6,6	16,5	18,5	30,2	1,7	8,3	7,0	18,8
Créances nettes sur l'Etat	-5,5	11,5	12,5	26,4	3,1	5,4	9,5	15,5
Crédits à l'économie	12,0	5,0	6,0	3,7	-1,4	2,9	-2,5	3,3
Masse monétaire (M2)	7,1	5,5	-6,6	0,0	-0,4	8,3	6,1	11,0
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	1,3	4,0	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,1	-1,7
Demande intérieure brute	5,5	3,7	-4,4	-3,3	-0,1	2,9	1,0	-5,0
Consommation	4,4	3,7	-2,0	0,8	-4,1	1,7	2,0	-3,4
Publique	1,6	-0,9	-2,0	0,3	0,4	-1,0	0,2	-0,6
Privée	2,8	4,6	0,0	0,6	-4,6	2,7	1,9	-2,8
Investissements bruts	1,1	0,0	-2,4	-4,1	4,1	1,2	-1,1	-1,5
Publics	-1,1	-0,6	-0,5	-1,9	-1,0	-0,2	0,0	-0,7
Privés (Entreprises et ménages)	2,3	0,9	-1,8	-1,5	5,1	0,9	-1,0	-0,5
Exportations nettes	-4,2	0,3	6,0	1,9	0,8	-1,2	1,1	3,3
Exportations de biens et services non facteurs	-1,6	0,7	0,5	-0,8	1,1	1,0	1,3	-1,5
Importations de biens et services non facteurs	-2,6	-0,4	5,5	2,7	-0,4	-2,2	-0,2	4,8
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	30,4	30,9	34,1	28,5	26,4	26,2	26,3	25,6
Epargne intérieure	37,1	32,6	25,5	22,7	27,3	29,7	29,3	25,2
Epargne nationale	29,8	27,7	22,5	17,9	22,2	24,1	23,0	20,5
Finances publiques								
Recettes totales	23,7	23,2	19,0	15,9	15,7	17,3	17,7	15,5
Recettes pétrolières	14,5	12,9	7,7	5,4	5,6	7,3	7,1	5,3
Recettes non pétrolières	9,1	10,3	11,3	10,6	10,1	10,0	10,6	10,2
Depenses totales 1/	25,6	27,7	26,1	23,8	20,1	18,2	18,5	18,6
Dépenses courantes	12,8	14,0	14,4	14,7	13,6	12,5	13,1	14,1
Dépenses en capital	12,9	13,7	11,6	9,1	6,5	5,7	5,4	4,5
Solde budgétaire primaire (deficit -)	1,4	-1,2	-4,1	-3,9	-0,5	2,7	3,0	0,3
Solde primaire (hors intérêts) en % PIB	-1,4	-3,9	-6,2	-6,4	-3,2	0,4	0,7	-1,7
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB hors pétrole	-23,0	-23,4	-17,1	-13,8	-10,5	-8,6	-8,0	-8,0
Solde budgétaire de base (deficit -)	0,8	-1,8	-5,0	-5,3	-1,8	1,4	1,5	-1,1
Solde budgétaire, base engagements hors dons (deficit -)	-2,0	-4,4	-7,1	-7,8	-4,5	-0,9	-0,8	-3,1
Solde budgétaire, base engagements dons compris (deficit -)	-1,6	-3,8	-6,4	-7,2	-3,7	-0,2	-0,1	-2,0
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-3,2	-4,0	-2,5	-3,1	-2,4	-2,5	-2,4	-2,0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs	42,1	38,6	30,9	27,2	31,9	34,7	34,0	26,0
Importations de biens et services non facteurs	-34,5	-36,2	-38,5	-34,3	-28,7	-31,2	-30,9	-26,4
Solde du compte courant (dons off.incl., def. -)	0,1	-2,5	-10,2	-12,4	-1,5	-2,1	-3,5	-4,8
Solde du compte courant (dons off.excl., def. -)	0,0	-2,6	-10,4	-12,6	-2,1	-2,4	-3,7	-5,4
Encours de la dette extérieure/PIB	14,9	19,7	26,1	33,7	33,6	31,7	32,1	34,3
Encours de la dette intérieure/PIB	...	...	...	...	20,6	19,1	17,0	19,0
Encours de la dette globale/PIB	...	...	...	...	54,2	50,8	49,1	53,3
Ratio du service de la dette publique/Recettes budgétaires	9,9	8,6	19,6	17,7	18,0	15,0	20,3	28,7
Ratio du service de la dette publique/XBSNF	5,5	5,2	12,0	10,4	8,8	7,5	10,6	17,1
Réserves extérieures (y/c Sces Cx)	8777,5	8417,0	6238,3	3093,2	3211,2	3776,5	4348,3	4193,2
Seuil cible réserves extérieures (3 mois d'importations des biens et services+3 mois du service de la dette)	4906,7	5243,2	5288,4	4234,0	4212,1	4538,2	4822,7	3935,8
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens caf)	8,1	7,3	5,6	2,9	3,8	3,9	4,4	5,0
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf)	5,7	5,1	3,9	2,4	2,5	2,7	3,1	3,7
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf de n+1)	5,3	5,2	4,8	2,4	2,3	2,6	3,4	3,3
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf)+service de la dette publique extérieure)	5,4	4,8	3,5	2,2	2,3	2,5	2,7	3,2
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	52071,8	53857,0	49004,8	47300,5	49887,6	53015,2	55080,6	51017,1
Population (en millions d'habitants)	49,3	50,7	52,2	53,7	55,3	56,9	58,5	60,2
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	2138,5	2150,7	1588,0	1485,6	1553,7	1678,6	1605,9	1473,4

B2. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Cameroun

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Taux de croissance (PIB réel)	5,4	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7	0,7
Secteur pétrolier	8,4	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7	8,5	2,9
Secteur non pétrolier	5,2	5,4	4,4	5,3	5,0	4,4	3,5	0,5
Taux de croissance démographique (moyen)	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Inflation (déflateur du PIB non pétrolier)	2,9	2,7	3,9	1,4	0,1	0,5	3,4	0,9
Inflation (prix à la consommation, en moyenne annuelle, juin, Décembre à compter de 2001)	2,1	1,8	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,4
Finances publiques								
Recettes totales	8,4	5,0	11,0	-8,6	8,7	12,4	2,1	-9,3
Recettes pétrolières	1,0	-17,5	-3,6	-23,6	-9,2	29,6	16,8	-26,7
Recettes non pétrolières	11,4	13,2	14,9	-5,3	11,9	9,9	-0,4	-5,9
Dépenses totales	25,5	5,4	1,3	17,5	2,4	-2,1	8,3	-9,0
Dépenses courantes	18,0	3,4	5,5	3,4	2,8	3,5	10,6	0,6
Dépenses en capital	43,9	9,4	-6,7	47,8	1,9	-10,6	4,3	-26,8
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	1,5	7,6	26,5	-19,1	15,5	5,1	14,1	0,1
Crédits à l'économie	14,4	8,9	14,8	4,5	2,7	12,1	0,2	4,8
Créances nettes sur l'Etat	28,5	1,4	-202,0	119,3	15,3	244,2	58,4	99,7
Masse monétaire (M2)	11,6	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,7
Concours de la BEAC aux banques	2,0	424,0	233,1	105,2	-62,4	-48,2	36,3	12,7
Taux de couverture extérieure (fin de période)	93,9	93,1	86,8	73,6	71,0	75,8	78,7	77,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4,5	4,4	4,4	4,5	4,5	4,1	4,1	3,7
Taux BEAC - TIAO fin de période (à partir de 1994/1995)	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,0	3,5	3,3
Monnaie et crédit								
Actifs extérieurs nets	1,5	7,6	26,5	-19,1	15,5	5,1	14,1	0,1
Crédits aux autres secteurs	14,4	8,9	14,8	4,5	2,7	12,1	0,2	4,8
Créances nettes sur l'Administration Centrale	28,5	1,4	-202,0	119,3	15,3	244,2	58,4	99,7
Masse monétaire (M2)	11,6	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,7
Concours de la BEAC aux Autres Institutions de Dépôts	2,0	424,0	233,1	105,2	-62,4	-48,2	36,3	12,7
Taux de couverture extérieure (fin de période)	93,9	93,1	86,8	73,6	71,0	75,8	78,7	77,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4,5	4,4	4,4	4,5	4,5	4,1	4,1	3,7
Taux BEAC - TIAO fin de période	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,0	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	2,2	8,0	-4,9	-11,7	-1,8	7,3	12,9	-18,1
Importations, fob	0,7	11,8	-4,6	-13,4	-2,4	12,5	16,8	-16,1
Termes de l'échange	9,1	-9,6	-34,8	-14,3	16,4	20,3	1,0	-18,3
Variation des prix à l'exportation	1,8	-10,2	-22,1	-27,0	13,8	20,7	3,7	-21,4
Variation des prix à l'importation	-6,6	-0,6	19,4	-14,8	-2,2	0,3	2,7	-3,7
Taux de change effectif réel	1,6	1,4	-1,0	2,7	1,4	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	4,5	5,8	-1,5	-0,5	1,7	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,0	0,5	-1,2	3,6	1,4	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	29,1	28,0	28,7	26,8	25,8	...	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	1,0	3,3	11,9	-10,2	6,6	2,2	5,7	0,2
Avoirs intérieurs nets	10,6	7,8	-3,4	15,5	-0,9	12,4	1,7	12,6
Crédit intérieur net	12,6	6,3	-1,2	21,7	2,3	16,0	5,6	16,7
Créances nettes sur l'Etat	2,8	0,1	-11,3	18,5	0,4	7,6	5,5	13,7
Crédits à l'économie	9,8	6,2	10,0	3,2	1,9	8,4	0,1	3,0
Autres postes nets	-2,0	1,6	-2,1	-6,2	-3,3	-3,5	-3,9	-4,1
Masse monétaire (M2)	11,6	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,7
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	5,4	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7	0,7
dont secteur pétrolier	0,5	0,8	1,5	-0,3	-1,1	-0,1	0,4	0,2
secteur non pétrolier	4,9	5,1	4,1	4,9	4,6	4,2	3,3	0,5
Demande intérieure brute	6,6	7,3	4,1	4,4	3,7	5,7	5,1	1,1
Consommation	4,9	4,2	4,2	2,7	2,6	3,6	3,7	0,2
Publique	0,8	0,6	0,6	0,4	-0,2	0,5	0,5	0,0
Privée	4,1	3,6	3,6	2,2	2,8	3,1	3,3	0,0
Investissements bruts	1,7	3,1	-0,1	1,7	1,1	2,1	1,5	1,0
Publics	0,3	0,2	0,0	0,8	-0,3	-0,2	0,2	-1,0
Privés (Entreprises et ménages)	1,1	3,1	0,7	0,5	1,4	2,0	1,2	2,5
Variation des stocks	0,3	-0,2	-0,8	0,4	0,1	0,2	0,1	-0,6
Exportations nettes	-1,2	-1,4	1,5	0,3	-0,2	-1,6	-1,4	-0,5
Exportations de biens et services	0,9	1,2	1,4	-0,1	-0,3	0,5	2,6	-2,3
Importations de biens et services	-2,2	-2,6	0,1	0,4	0,2	-2,1	-4,0	1,8
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	23,1	24,1	22,4	22,7	22,9	22,8	23,0	22,1
Épargne intérieure	17,8	18,5	16,6	18,7	19,1	20,2	19,5	19,4
Épargne nationale	15,9	16,6	15,2	17,0	17,2	18,1	17,3	17,1
Finances publiques								
Recettes totales	16,5	16,0	16,8	14,6	15,0	16,0	15,4	14,0
Recettes pétrolières	4,4	3,3	3,0	2,2	1,9	2,3	2,6	1,9
Recettes non pétrolières	12,1	12,7	13,8	12,4	13,1	13,7	12,8	12,1
Dépenses totales	20,0	19,5	18,7	20,8	20,2	18,7	19,1	17,4
Dépenses courantes	13,4	12,8	12,7	12,5	12,2	11,9	12,4	12,5
Dépenses en capital	6,7	6,8	6,0	8,3	8,1	6,8	6,7	4,9
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-0,1	0,5	1,2	-2,9	-0,5	1,7	0,8	-0,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-3,1	-3,0	-1,5	-5,5	-4,3	-1,8	-2,8	-2,4
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB	-8,1	-6,8	-4,7	-7,9	-6,5	-4,3	-5,5	-4,4
hors pétrole								
Solde budgétaire de base (déficit -)	-0,4	0,0	0,8	-3,7	-1,4	0,8	-0,2	-1,2
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-3,5	-3,5	-1,8	-6,2	-5,2	-2,7	-3,7	-3,4
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-3,2	-3,1	-1,8	-6,0	-4,9	-2,3	-3,2	-3,3
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-4,1	-2,8	-1,5	-5,3	-4,5	-2,8	-4,1	-3,5
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services, fob	24,8	24,6	21,8	19,2	18,7	19,1	19,8	15,9
Importations de biens et services, caf	30,0	30,1	27,6	23,2	22,6	21,6	23,3	18,7
Solde du compte courant (dons off.incl., def. -)	-3,5	-4,0	-3,8	-3,1	-2,5	-3,5	-4,4	-3,9
Solde du compte courant (dons off.excl., def. -)	-3,8	-4,3	-4,0	-3,4	-2,9	-3,8	-4,6	-4,2
Encours de la dette extérieure/PIB	9,5	14,8	18,7	20,6	24,1	26,6	28,2	29,6
Encours de la dette globale (y/c dette avalisée)/PIB	...	20,9	24,9	27,5	33,2	36,6	36,3	42,1
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	4,1	5,0	4,4	8,7	8,8	10,8	14,0	15,2
Ratio du service de la dette/XBSNF	2,7	3,2	3,4	6,6	7,1	9,1	10,9	13,3
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	5,7	5,4	6,9	5,2	6,8	6,6	6,2	7,4
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services)	4,6	4,3	5,6	4,0	5,1	5,2	4,9	6,1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	15981,2	17276,3	18285,3	19304,8	20328,4	21492,6	22854,8	22775,7
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	14910,3	16141,7	17509,8	18687,0	19628,8	20594,5	22034,6	22343,2
Population (en millions d'habitants)	24,3	25,0	25,6	26,3	27,0	27,7	28,4	29,1
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	1330,4	1402,5	1208,1	1239,9	1298,5	1405,3	1374,9	1361,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B3. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la République Centrafricaine

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 Estim.
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	-36,4	0,1	4,3	4,8	4,5	3,8	2,8	1,0
Taux de croissance démographique (moyen)	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation (prix de détail, type africain - en moyenne annuelle)	4,0	17,8	2,0	2,7	4,2	1,7	2,8	2,2
Finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes totales	-66,2	-3,3	59,2	-5,5	48,7	20,2	3,3	7,9
Dépenses totales	-31,3	-4,2	32,3	-7,7	27,5	23,5	9,7	25,5
Dépenses courantes	-8,6	-10,2	8,3	2,8	14,0	14,8	16,3	19,6
Dépenses en capital	-76,6	42,5	150,5	-30,0	69,4	41,6	-1,5	37,6
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	175,1	499,5	-18,3	27,0	93,3	-23,0	12,1	-1,2
Crédits à l'économie	-17,3	6,5	0,3	13,6	-1,6	17,0	-1,4	4,8
Créances nettes sur l'Etat	10,0	-0,1	15,7	-13,4	16,9	11,1	21,1	10,2
Masse monétaire (M2)	2,0	14,9	4,6	6,5	12,3	15,3	11,5	9,0
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure	72,2%	78,7%	76,8%	80,2%	83,2%	81,4%	81,3%	84,1%
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	3,9	3,8	3,9	4,0	3,9	3,5	3,3	3,1
Taux directeur de la BEAC (TIAO fin de période)	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-40,5	-21,3	4,3	8,2	48,9	-4,7	-5,2	3,5
Importations, fob	-38,1	114,6	8,9	-2,6	17,1	15,1	3,4	0,0
Termes de l'échange	-2,1	-1,0	-7,5	17,4	-9,8	0,2	12,0	3,7
Variation des prix à l'exportation	-6,9	3,8	5,0	3,7	-8,4	-4,7	15,2	-3,3
Variation des prix à l'importation	-4,9	4,8	13,5	-11,7	1,6	-4,9	2,9	-6,7
Taux de change effectif réel	5,9	17,5	-2,3	2,0	4,8	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	11,6	19,6	-2,7	2,4	7,5	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	3,2	16,6	-2,3	2,0	4,1	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	22,5	8,9	11,0	9,2	4,9	...	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	10,4	18,9	-5,0	4,4	19,4	-8,0	2,5	0,2
Avoirs intérieurs nets	-8,4	-4,0	9,6	2,1	-7,1	23,4	9,0	8,8
Crédit intérieur net	-5,6	3,3	8,3	-1,4	7,1	12,8	9,3	7,1
Créances nettes sur l'Etat	5,6	-0,1	8,2	-7,7	7,9	5,4	9,9	5,2
Crédits à l'économie	-11,2	3,4	0,1	6,3	-0,8	7,4	-0,6	1,9
Autres postes nets	-2,8	-7,3	1,3	3,5	-14,2	10,6	-0,3	1,7
Masse monétaire (M2)	2,0	14,9	4,6	6,5	12,3	15,3	11,5	9,0
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	-36,4	0,1	4,3	4,8	4,5	3,8	2,8	1,0
Demande intérieure brute	-38,5	7,9	4,4	9,2	3,2	7,0	7,6	9,6
Consommation	-36,3	-0,7	1,5	6,2	0,8	9,1	8,7	8,5
Publique	-1,3	-2,3	0,3	0,4	0,4	0,5	2,0	-0,6
Privée	-35,0	1,6	1,2	5,8	0,5	8,7	6,8	9,0
Investissements bruts	-2,2	8,5	2,9	3,1	2,3	-2,2	-1,1	1,2
Publics	-1,9	5,7	3,7	-0,6	2,6	0,5	-1,7	0,9
Privés (Entreprises et ménages)	-3,2	4,0	-3,0	1,6	0,3	0,2	0,6	0,2
Variation des stocks	2,9	-1,2	2,2	2,1	-0,6	-2,9	0,0	0,0
Exportations nettes	2,1	-7,8	-0,1	-4,5	1,4	-3,2	-4,8	-8,6
Exportations de biens et services non facteurs	-5,9	3,8	3,2	-2,8	6,7	5,1	-8,6	-7,7
Importations de biens et services non facteurs	7,9	-11,6	-3,2	-1,7	-5,4	-8,3	3,8	-0,9
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	7,5	22,0	21,8	22,5	25,6	25,9	22,4	27,0
Epargne intérieure	-0,9	2,2	2,8	1,6	3,0	-2,2	-3,1	0,0
Epargne nationale	-0,7	2,0	2,0	2,7	4,7	1,5	0,7	3,7
Finances publiques								
Recettes totales	5,2	4,5	6,6	5,8	7,8	9,1	8,8	9,3
Dépenses totales	13,4	11,5	14,1	12,1	13,9	16,7	17,2	21,1
Dépenses courantes	11,9	9,5	9,6	9,2	9,4	10,5	11,5	13,4
Dépenses en capital	1,5	1,9	4,5	2,9	4,5	6,2	5,7	7,7
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-6,2	-4,6	-2,8	-3,1	-2,0	-1,8	-3,6	-6,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-7,6	-6,4	-7,0	-5,7	-5,8	-7,2	-8,0	-11,5
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-7,6	-6,4	-7,0	-5,7	-5,8	-7,2	-8,0	-11,5
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-8,2	-7,0	-7,5	-6,3	-6,1	-7,6	-8,3	-11,8
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-5,7	2,1	0,5	-0,5	-1,1	0,4	1,4	-2,0
Solde budgétaire de base (déficit -)	-6,8	-5,1	-3,3	-3,6	-2,4	-2,2	-3,9	-6,4
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-5,7	2,1	0,5	-0,5	-1,1	0,4	1,4	-2,0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	15,0	16,7	17,1	14,5	17,2	17,1	16,4	17,2
Importations de biens et services non facteurs, fob	23,4	36,4	36,1	34,8	39,9	43,3	42,0	44,3
Solde du compte courant (transf.incl., déficit -)	-2,9	-13,7	-8,0	-13,4	-11,2	-11,6	-6,5	-8,5
Solde du compte courant (transf.excl., déficit -)	-7,2	-13,9	-13,7	-14,9	-15,1	-15,3	-13,6	-15,6
Encours de la dette extérieure/PIB	29,8	29,4	29,9	28,2	25,9	25,2	24,0	23,9
Encours de la dette intérieure/PIB		14,4	29,4	22,6	23,3	22,9	17,7	14,2
Encours de la dette globale/PIB		43,7	59,3	50,8	49,2	48,1	41,7	38,1
Encours de la dette extérieure/XBSNF	199,2	176,1	175,4	190,3	149,9	133,7	146,3	139,1
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	576,8	657,5	451,4	485,4	333,0	277,1	272,3	257,1
Ratio du service de la dette extérieure/PIB	0,9	1,0	1,0	1,1	0,3	0,7	0,6	0,5
Ratio du service de la dette extérieure/XBSNF	6,0	5,8	6,0	7,7	1,9	3,6	3,6	3,1
Ratio du service de la dette extérieure/Recettes budgétaires	17,5	21,6	15,5	19,6	4,2	7,4	6,6	5,7
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	8,9	6,4	5,5	7,2	7,0	6,4	6,1	6,6
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	6,0	5,2	4,5	5,0	5,2	4,8	4,7	4,9
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	835,5	935,6	1002,6	1081,5	1203,3	1233,6	1316,3	1344,6
Population (en millions d'habitants)	5,0	5,1	5,2	5,4	5,5	5,6	5,8	5,9
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	339,4	371,0	323,9	340,0	376,6	394,0	388,7	394,9

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B4. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Congo

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 Estim.
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	-1,1	6,7	-1,0	-12,2	-0,2	1,1	-0,2	-6,0
dont secteur pétrolier	-10,0	2,8	-5,4	-6,5	8,4	26,2	1,4	-8,8
secteur non pétrolier	3,9	8,5	1,0	-14,6	-4,3	-12,6	-1,4	-3,9
Taux de croissance démographique	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Inflation (prix consommation africaine en moyenne annuelle)	4,7	0,9	1,7	4,6	0,7	1,2	2,3	0,0
Finances publiques								
Recettes totales	4,6	6,8	-51,5	-4,8	-7,6	33,0	5,6	-36,0
dont recettes pétrolières	1,5	5,6	-71,5	0,1	-3,0	89,7	0,5	-49,7
recettes non pétrolières	15,2	10,5	5,9	-8,7	-11,4	-19,3	16,6	-10,2
Dépenses totales	7,0	58,6	-32,6	-13,9	-25,6	-21,3	9,8	-10,4
dont dépenses courantes	10,2	87,2	-19,0	-5,3	-10,7	-8,8	2,6	-9,7
dépenses en capital	4,9	38,3	-45,6	-25,1	-54,1	-65,5	76,4	-14,2
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-3,1	-7,8	-44,2	-70,1	-53,8	13,4	120,2	5,0
Crédits à l'économie	16,5	27,6	13,1	8,7	-2,3	-6,2	-4,7	3,9
Créances nettes sur l'Etat	1,3	26,0	85,6	455,5	17,8	3,8	-10,8	57,7
Masse monétaire (M2)	0,8	13,0	-11,2	-15,4	-10,4	-4,0	7,9	18,0
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	101,1	88,9	71,2	43,9	27,6	32,6	54,3	60,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	2,2	2,2	2,6	2,7	2,9	2,6	2,5	2,0
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-13,4	-0,6	-36,9	-6,7	40,5	45,4	0,9	-37,9
Importations, fob	1,4	26,2	28,1	11,2	-48,1	-2,8	4,5	-21,3
Termes de l'échange	1,7	-3,9	-49,0	-3,2	33,0	26,4	-5,1	-32,9
Variation des prix à l'exportation	-5,0	-4,5	-39,2	-17,5	30,1	25,9	-1,7	-35,4
Variation des prix à l'importation	-6,6	-0,6	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7
Taux de change effectif réel	4,4	-0,4	-3,6	6,3	-2,2	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	9,8	0,0	1,0	4,5	-0,3	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	4,0	-0,4	-3,8	6,4	-2,4	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-4,0	-3,6	0,1	-6,1	-3,8	...	...	...
Monnaie et crédit								
	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	-4,1	-10,2	-46,7	-46,5	-12,4	1,5	17,1	1,6
Avoirs intérieurs nets	4,9	23,2	35,5	31,2	1,9	-5,6	-9,1	16,4
Crédit intérieur net	5,6	24,3	37,1	32,0	3,1	-3,0	-7,1	19,7
Créances nettes sur l'Etat	0,8	14,9	32,1	27,8	4,6	1,3	-3,9	17,4
Crédits à l'économie	4,9	9,4	5,0	4,2	-1,4	-4,2	-3,2	2,3
Autres postes nets	-0,8	-1,1	-1,6	-0,9	-1,2	-2,6	-2,0	-3,3
Masse monétaire (M2)	0,8	13,0	-11,2	-15,4	-10,4	-4,0	7,9	18,0
Comptes nationaux								
	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	-1,1	6,7	-1,0	-12,2	-0,2	1,1	-0,2	-6,0
dont secteur pétrolier	-3,6	0,9	-1,7	-2,0	2,7	9,2	0,6	-3,9
secteur non pétrolier	2,5	5,7	0,7	-10,2	-2,9	-8,1	-0,8	-2,1
Demande intérieure brute	4,3	7,6	8,4	-23,8	-7,8	-14,7	0,0	-11,2
Consommation	3,1	4,5	-0,8	-4,7	0,4	-14,0	-0,3	-8,0
Publique	-1,5	1,1	-3,0	-2,9	2,4	-7,4	-0,3	-1,3
Privée	4,5	3,4	2,2	-1,9	-2,1	-6,5	0,1	-6,7
Investissements bruts	1,3	3,1	9,1	-19,0	-8,2	-0,8	0,3	-3,2
Publics	0,4	0,8	0,9	-4,3	-1,7	-2,9	0,3	0,9
Privés (Entreprises et ménages)	1,4	3,8	7,0	-9,1	-6,2	-1,7	0,0	-4,1
dont secteur pétrolier	1,1	-2,5	8,9	-1,2	-20,6	-0,4	0,6	-4,4
secteur non pétrolier	0,2	6,3	-1,8	-4,3	10,4	-1,3	-0,6	0,3
Variation des stocks	-0,5	-1,5	1,2	-5,6	-0,3	3,9	0,0	0,0
Exportations nettes	-5,5	-0,9	-9,4	11,6	7,7	15,8	-0,2	5,1
Exportations de biens et services non facteurs	-3,8	2,3	-1,0	2,1	5,7	14,2	1,7	-7,5
Importations de biens et services non facteurs	-1,7	-3,3	-8,4	9,5	2,0	1,6	-1,9	12,7
Comptes nationaux								
	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	46,7	50,7	74,6	59,7	41,6	36,6	37,3	40,6
dont secteur pétrolier	22,6	20,6	39,0	44,4	11,8	11,5	12,4	8,0
Epargne intérieure	59,4	52,7	41,3	36,5	39,6	58,9	56,0	54,4
Epargne nationale	57,1	54,0	40,8	33,2	27,4	45,0	36,5	40,1
Finances publiques								
Recettes totales	34,4	35,1	20,5	22,2	19,1	23,4	24,2	19,9
dont recettes pétrolières	25,8	26,0	8,9	10,2	9,2	16,0	15,7	10,2
recettes non pétrolières	8,6	9,1	11,6	12,1	9,9	7,4	8,4	9,7
Dépenses totales	30,1	45,5	36,9	36,3	25,1	18,1	19,5	22,5
dont dépenses courantes	12,5	22,3	21,8	23,5	19,5	16,4	16,5	19,2
dépenses en capital	17,6	23,2	15,2	13,0	5,5	1,8	3,0	3,4
Solde budgétaire primaire (déficit -)	10,4	-6,5	-13,8	-7,7	-0,8	7,7	9,4	0,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	4,5	-10,3	-15,9	-12,3	-4,2	7,0	7,6	-1,3
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB hors pétrole	-37,3	-59,5	-33,1	-29,4	-19,2	-16,3	-14,6	-17,1
Solde budgétaire de base (déficit -)	10,2	-6,7	-14,4	-9,5	-2,6	5,8	6,4	-1,1
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	4,3	-10,5	-16,5	-14,0	-6,0	5,2	4,7	-2,6
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	4,6	-10,1	-15,9	-13,5	-5,6	5,3	5,3	-1,0
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	2,8	-14,2	-4,3	-7,4	-2,7	-3,2	-1,0	-0,3
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	52,1	49,7	38,2	39,6	56,7	67,9	67,1	53,9
Importations de biens et services non facteurs, fob	39,4	47,8	71,6	75,8	41,9	45,6	48,4	40,1
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	10,6	3,5	-34,9	-44,0	2,6	8,4	-0,8	0,8
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	10,4	3,3	-35,0	-44,2	2,2	8,0	-1,2	-1,0
Encours de la dette extérieure/PIB	22,4	28,6	56,4	91,3	79,5	60,2	62,1	73,8
Encours de la dette extérieure/exportations	45,8	61,6	160,0	243,3	162,4	91,9	95,9	142,4
Ratio du service de la dette extérieure / XBNSF	2,7	5,2	9,7	13,1	9,8	12,2	19,3	13,9
Ratio du service de la dette extérieure / Recettes budgétaires	4,1	7,3	18,0	23,3	29,1	35,4	53,6	37,5
Ratio du service de la dette extérieure / PIB	1,4	2,6	3,7	5,2	5,6	8,3	13,0	7,5
Encours de la dette totale/PIB	---	46,2	76,8	120,8	106,6	82,6	83,0	95,6
Réserves ext. (en mois d'importation de biens caf)	12,4	10,9	4,4	1,3	1,5	1,5	3,1	4,1
Réserves ext. (en mois d'importation de biens et services)	8,5	7,2	2,9	1,2	1,1	1,0	1,9	3,0
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	9009,3	9450,4	7856,1	6885,9	7413,9	8060,2	8226,2	6385,1
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	5143,5	5760,1	5883,6	5253,8	5152,5	4419,1	4578,2	4310,5
Population (en millions d'habitants)	4,2	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,8	5,0
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	4391,5	4492,2	3039,2	2589,6	2772,9	3074,1	2897,7	2234,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B5. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Gabon

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 Estim.
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	5,7	4,3	3,9	2,0	0,5	0,4	3,9	-1,8
dont secteur pétrolier	-5,3	-0,3	8,6	-2,9	-8,5	-8,2	13,0	-0,9
secteur non pétrolier	9,8	5,8	2,4	3,6	3,2	2,8	1,8	-2,1
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation (prix consommation-125 articles- moyenne annuelle)	0,5	4,7	-0,3	2,1	2,7	4,8	2,0	1,4
Finances publiques								
Recettes totales	-0,6	-10,4	-23,5	-20,8	0,0	11,0	33,2	-24,4
Recettes pétrolières	-12,2	-23,0	-41,7	-29,9	35,8	1,6	28,1	-20,2
Recettes non pétrolières	15,4	2,9	-9,2	-16,2	-15,1	17,5	36,1	-26,7
Dépenses totales	0,4	-14,1	-11,4	-2,4	-10,0	3,2	15,8	-8,8
Dépenses courantes	2,6	-4,2	-1,9	-2,5	-4,4	-5,9	16,7	5,0
Dépenses en capital	-3,1	-30,6	-33,4	-1,8	-29,0	44,3	13,1	-50,5
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	29,0	-8,2	-14,2	-58,9	19,6	9,2	-20,1	-39,0
Crédits à l'économie	25,6	-5,9	-6,3	-10,1	-4,4	4,5	2,2	4,9
Créances nettes sur l'Etat	-854,6	40,4	124,4	989,6	-2,5	35,5	10,6	36,0
Masse monétaire (M2)	8,2	-2,4	1,5	-7,8	-3,8	15,2	1,1	7,0
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	-0,4	-0,5	-1,0	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	90,0	89,1	75,5	55,7	58,8	71,6	73,9	71,1
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	2,4	2,6	2,5	2,9	3,1	2,7	2,9	2,7
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-7,4	-11,3	-26,2	-15,8	17,9	14,3	7,4	-28,3
Importations, fob	7,5	-4,8	-1,5	-16,6	7,3	1,9	8,1	-10,5
Termes de l'échange	15,0	-10,0	-46,3	9,7	24,6	21,2	-10,0	-29,2
Variation des prix à l'exportation	7,4	-10,2	-35,8	-6,6	21,8	20,6	-6,8	-31,9
Variation des prix à l'importation	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7
Taux de change effectif réel	3,1	3,5	-7,0	3,1	-9,7	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	3,7	3,6	-6,6	3,7	-10,5	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	0,5	3,5	-8,3	1,5	-7,9	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	21,3	18,6	24,2	21,9	29,4	...	...	...
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs intérieurs nets	-7,2	3,1	10,2	21,4	-8,6	12,8	6,4	14,8
Crédit intérieur net	-6,3	2,9	8,8	18,6	-3,2	13,0	4,8	16,2
Créances nettes sur l'Etat	-20,6	6,8	12,8	24,4	-0,7	10,5	3,7	13,7
Crédits à l'économie	14,3	-3,8	-3,9	-5,8	-2,5	2,5	1,1	2,5
Autres postes nets	-0,9	0,1	1,3	2,8	-5,3	-0,2	1,6	-1,4
Masse monétaire (M2)	8,2	-2,4	1,5	-7,8	-3,8	15,2	1,1	7,0
Comptes nationaux								
Produit intérieur brut	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
dont secteur pétrolier	5,7	4,3	3,9	2,0	0,5	0,4	3,9	-1,8
secteur non pétrolier	-1,5	-0,1	2,0	-0,7	-2,0	-1,7	2,5	-0,2
Demande intérieure brute	7,1	4,4	1,8	2,7	2,5	2,2	1,4	-1,6
Consommation	8,2	3,0	-2,0	3,9	1,8	1,2	2,5	-5,2
Publique	8,5	3,7	7,4	0,9	2,1	0,2	0,5	-0,7
Privée	1,6	0,0	0,0	0,5	0,8	-2,5	-1,8	2,6
Investissements bruts	6,9	3,7	7,4	0,4	1,3	2,7	2,3	-3,2
Publics	-0,3	-0,8	-9,4	3,0	-0,2	1,0	2,0	-4,6
Privés (Entreprises et ménages)	-2,1	-4,1	-2,3	-0,2	-2,6	0,7	1,5	-2,4
dont secteur pétrolier	1,8	3,3	-7,1	3,2	2,4	0,4	0,5	-2,2
secteur non pétrolier	0,0	1,1	-5,9	0,9	1,0	0,2	0,3	-2,7
Variation des stocks	1,8	2,2	-1,2	2,3	1,4	0,1	0,2	0,6
Exportations nettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations de biens et services non facteurs	-2,5	1,4	5,8	-1,9	-1,4	-0,8	1,4	3,4
Importations de biens et services non facteurs	-0,6	-0,2	1,0	-0,9	0,4	-0,5	1,4	0,5
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	22,7	21,0	19,6	21,3	17,6	22,2	24,3	21,4
dont secteur pétrolier	5,0	5,7	4,4	4,9	5,3	7,1	7,2	5,1
Epargne intérieure	37,5	32,5	22,1	21,3	20,5	27,5	30,9	22,9
Epargne nationale	33,2	29,7	21,6	16,4	13,5	17,7	22,3	15,2
Finances publiques								
Recettes totales	27,2	24,9	22,1	17,9	16,8	17,9	22,1	18,9
Recettes pétrolières	13,9	10,9	7,4	5,3	6,8	6,6	7,8	7,1
Recettes non pétrolières	13,3	13,9	14,7	12,6	10,0	11,3	14,2	11,8
Dépenses totales	25,6	22,4	23,1	23,1	19,4	19,2	20,7	21,3
Dépenses courantes	16,0	15,6	17,8	17,8	15,9	14,4	15,5	18,5
Dépenses en capital	9,6	6,8	5,3	5,3	3,5	4,9	5,1	2,9
Solde budgétaire primaire (déficit -)	6,0	6,3	3,4	0,3	0,7	3,1	4,9	2,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	3,2	3,6	1,1	-2,7	-0,1	1,2	3,8	1,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB	-19,1	-12,1	-9,0	-10,7	-9,3	-7,7	-5,8	-7,4
hors pétrole								
Solde budgétaire de base (déficit -)	4,4	5,1	1,3	-2,1	-1,9	0,5	2,5	-1,4
Solde budgétaire, base ordonnancements hors dons (déficit -)	1,6	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-1,4	1,4	-2,4
Solde budgétaire, base ordonnancements dons compris (déficit -)	1,5	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-1,4	1,4	-2,4
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-0,2	3,9	2,7	-1,9	-3,1	-2,8	-1,4	-4,2
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	49,4	44,1	39,2	34,2	37,6	40,9	40,8	33,9
Importations de biens et services non facteurs, fob	34,6	32,6	36,7	34,2	34,7	35,5	34,2	32,2
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	7,5	5,8	1,3	-5,6	-4,8	-5,0	-2,6	-6,7
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	8,6	5,9	1,3	-5,6	-4,8	-5,0	-2,6	-6,8
Encours de la dette extérieure/PIB	21,2	26,0	33,4	39,5	40,8	40,8	37,1	43,5
Encours de la dette intérieure/PIB	0,0	20,1	25,4	28,0	25,7	23,3	20,3	21,3
Encours de la dette totale/PIB	0,0	46,1	58,7	67,6	66,5	64,1	57,4	64,8
Ratio du service de la dette / XBSNF	12,9	6,7	12,3	13,8	14,0	8,4	10,3	29,7
Ratio du service de la dette / recettes budgétaires	23,3	11,9	21,8	26,4	31,3	19,2	19,0	53,0
Ratio du service de la dette / PIB	6,3	3,0	4,8	4,7	5,3	3,4	4,2	10,0
Taux de couverture des échanges de marchandises	1,4	1,4	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	7,1	7,1	6,2	3,2	3,2	4,3	4,5	5,0
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	5,2	5,2	4,5	2,2	2,2	2,9	3,0	3,6
Pour mémoire								
PIB nominal (milliards de FCFA)	9634,7	9452,0	8136,9	7949,0	8482,3	8842,9	9532,2	8427,1
PIB non pétrolier (milliards de FCFA)	5432,9	5720,7	5688,8	5952,1	6251,7	6211,7	6718,5	6661,7
Population (millions d'habitants)	2,0	2,0	2,1	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	9848,0	9348,3	6499,1	6124,1	6449,0	6802,7	6720,3	5857,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B6. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la Guinée Equatoriale

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 Estim.
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-4,9
dont secteur pétrolier	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3
secteur non pétrolier	0,9	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,1	-4,7
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0
Finances publiques								
Recettes totales	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9
dont recettes pétrolières	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7
recettes non pétrolières	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9
Dépenses totales	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1
dont dépenses courantes	6,9	-10,9	-11,9	4,2	-2,6	3,9	1,3	-10,6
dépenses en capital	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-226,2
Crédits à l'économie	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0
Créances nettes sur l'Etat	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,2
Masse monétaire (M2)	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0
Concours de la BEAC aux banques	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,2
Taux de couverture extérieure (fin de période)	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	2,2	2,6	2,9	3,2	3,3	3,6	4,1	4,3
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,3	3,0	3,0	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	13,6	-16,5	-38,5
Importations, fob	-3,5	-4,6	-23,1	-6,4	-11,4	-0,9	-22,0	-31,2
Termes de l'échange	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,5	-34,0
Variation des prix à l'exportation	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5
Variation des prix à l'importation	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7
Taux de change effectif réel	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...
Monnaie et crédit								
	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-16,2
Avoirs intérieurs nets	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	9,2
Crédit intérieur net	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1
Créances nettes sur l'Etat	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1
Crédits à l'économie (crédits actifs)	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0
Autres postes nets	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	3,1
Masse monétaire (M2)	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0
Comptes nationaux								
	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-4,9
dont secteur pétrolier	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3
secteur non pétrolier	0,4	-1,4	-1,0	-4,8	1,3	2,1	0,6	-2,7
Demande intérieure brute	1,8	-1,8	-29,4	-6,6	-2,2	3,2	-9,5	-16,1
Consommation	3,8	3,2	-22,8	6,0	-14,8	2,3	-0,7	-13,5
Publique	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,7
Privée	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	1,5	-1,4	-10,8
Investissements bruts	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,6
Publics	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2
Privés (Entreprises et ménages)	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,0	-5,5	-1,4
dont secteur pétrolier	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,2	-0,8	-5,4	-0,1
secteur non pétrolier	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,3
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-6,2	5,0	11,2
Exportations de biens et services non facteurs	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-6,6	-6,2	1,0
Importations de biens et services non facteurs	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	0,4	11,3	10,2
Comptes nationaux								
	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,0
dont Secteur pétrolier	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,0
Epargne nationale	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	33,8	32,5	30,0
Finances publiques								
Recettes totales	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,3
Recettes pétrolières	25,0	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8
Recettes non pétrolières	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4
Dépenses totales	34,0	35,2	46,9	31,8	21,4	20,5	16,6	16,1
Dépenses courantes	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0
Dépenses en capital	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB hors pétrole	-75,3	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,6	-18,4	-15,5
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,9
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,9
Solde budgétaire de base (déficit -)	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,9
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,4
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	71,9	65,3	51,0	43,9	51,2	53,2	47,2	36,1
Importations de biens et services non facteurs, fob	46,4	46,1	49,8	48,2	45,2	41,1	33,2	27,7
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-2,2	-0,9	-4,2
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-2,1	-0,8	-4,2
Encours de la dette extérieure/PIB	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	10,4	10,1	7,5
Encours de la dette extérieure/XBSNF	9,5	13,7	17,4	24,2	19,1	19,5	21,5	20,6
Encours de la dette extérieure/recettes budgétaires	24,8	33,2	29,7	55,6	52,5	50,3	54,9	52,2
Ratio du service de la dette/PIB	2,0	1,7	1,8	1,7	1,4	1,4	2,2	5,9
Ratio du service de la dette/Export bsnf	2,8	2,6	3,4	4,0	2,7	2,7	4,7	16,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	7,3	6,3	5,9	9,1	7,5	6,9	12,0	41,1
Encours de la dette totale/PIB	---	28,4	32,5	51,3	48,7	45,2	45,0	47,2
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	7,8	5,9	3,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	5,7	4,2	2,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	9789,6	9704,8	6923,8	5914,1	6473,4	7011,7	6720,7	5750,0
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	4039,3	4151,0	4050,5	3754,8	3997,6	4216,1	4373,5	4327,0
Population (en millions d'habitants)	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	17342,8	16632,6	9581,1	7892,5	8523,6	9339,8	8202,7	6917,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B7. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Tchad

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Estim.							
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	3,2	2,6	4,2	-2,8	-4,2	1,9	2,6	-2,4
dont Secteur pétrolier	-18,9	11,1	43,2	-14,7	-10,9	12,9	11,8	-3,6
Secteur non pétrolier	6,2	1,7	-0,4	-0,8	-3,2	0,4	1,3	-2,2
Taux de croissance démographique	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
Inflation (prix consommation-base= 01/1994) N'Djamena	0,2	1,7	3,7	-1,6	-1,1	4,0	-1,0	4,5
Finances publiques								
Recettes totales	-11,8	17,5	-52,0	-15,7	7,6	19,0	9,3	13,6
Recettes pétrolières	-26,4	-15,7	-59,9	-32,7	16,9	67,5	-2,7	23,0
Recettes non pétrolières	29,8	71,5	-45,8	-5,6	3,7	-4,2	19,3	7,2
Dépenses totales	-6,7	4,2	-25,1	-26,7	-0,1	-6,0	13,2	17,7
Dépenses courantes	17,3	0,8	-8,2	-14,9	-4,5	-9,7	7,5	8,6
Dépenses en capital	-27,0	9,0	-46,3	-52,3	16,7	5,7	28,4	38,2
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-4,5	-1,9	-83,1	-442,8	1,4	33,8	23,7	-1,2
Crédits à l'économie	26,1	19,0	9,3	5,2	-2,3	0,9	1,4	8,1
Créances nettes sur l'Etat	-9,9	169,1	353,9	65,1	-2,9	-5,2	47,4	15,2
Masse monétaire (M2)	7,6	25,0	-3,9	-7,8	-3,0	-2,4	24,9	17,6
Concours de la BEAC atx banques	...	328,0	409,3	258,9	3,0	-20,8	-37,2	-28,2
Taux de couverture extérieure (fin de période)	73,0	73,2	32,5	5,3	5,2	16,8	29,4	32,8
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	6,8	5,7	5,8	6,2	6,1	6,5	5,2	4,5
Taux directeur BEAC - TIAP (fin de période)	3,3	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-30,1	-8,2	-5,1	-20,2	19,9	-0,8	8,5	-32,7
Importations, fob	22,6	-8,7	-1,6	-49,0	-6,8	110,9	8,8	-3,5
Termes de l'échange	-0,8	-4,7	-44,9	-3,7	19,9	14,5	-11,5	-30,7
Variation des prix à l'exportation	-7,4	-5,3	-34,2	-18,0	17,3	14,0	-8,3	-33,3
Variation des prix à l'importation	-6,6	-0,6	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7
Taux de change effectif réel	-1,5	0,6	-1,6	-1,0	-1,0	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-2,4	3,0	-19,7	-1,4	-3,7	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-1,1	0,5	1,7	-0,9	-0,3	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	13,1	12,5	13,9	14,7	15,6	...	...	...
Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)								
Avoirs extérieurs nets	-3,0	-1,5	-41,9	-39,1	0,8	11,2	5,3	0,0
Avoirs intérieurs nets	10,7	26,6	38,0	31,3	-3,8	-13,5	19,6	17,6
Crédit intérieur net	11,2	31,5	29,1	24,1	-3,3	-2,5	27,7	14,8
Créances nettes sur l'Etat	-1,2	20,9	24,2	21,0	-1,7	-3,0	26,7	10,1
Crédits à l'économie	12,4	10,6	4,9	3,1	-1,6	0,6	1,0	4,7
Autres postes nets	-0,5	-5,0	8,9	7,2	-0,6	-11,1	-8,1	2,7
Masse monétaire (M2)	7,6	25,0	-3,9	-7,8	-3,0	-2,4	24,9	17,6
Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)								
Produit intérieur brut	3,2	2,6	4,2	-2,8	-4,2	1,9	2,6	-2,4
dont Secteur pétrolier	-2,3	1,1	4,5	-2,1	-1,4	1,5	1,5	-0,5
Secteur non pétrolier	5,5	1,5	-0,3	-0,7	-2,8	0,4	1,1	-1,9
Demande intérieure brute	11,3	-1,3	-3,2	-13,3	-5,3	12,2	2,4	-4,4
Consommation	12,1	-2,3	1,5	-9,2	-7,8	9,9	1,8	-1,3
Publique	3,3	1,4	-5,7	-0,3	0,3	-2,2	-0,2	1,0
Privée	8,8	-3,7	7,1	-8,9	-8,2	12,2	2,0	-2,3
Investissements bruts	-0,8	1,0	-4,7	-4,1	2,6	2,3	0,6	-3,2
Publics	-3,5	0,3	-3,7	-2,1	0,3	0,1	0,6	1,0
Privés (Entreprises et ménages)	2,9	0,6	-1,0	-2,0	2,3	2,2	0,0	-4,1
dont secteur pétrolier	1,7	-1,2	-1,0	-1,7	3,1	2,1	0,0	-4,2
dont secteur non pétrolier	1,3	1,8	0,0	-0,4	-0,8	0,1	0,0	0,1
Variation des stocks	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-8,2	3,9	7,4	10,4	1,1	-10,4	0,2	2,0
Exportations de biens et services non facteurs	-0,8	-0,1	1,0	0,5	-0,8	0,4	0,0	0,8
Importations de biens et services non facteurs	-7,3	4,0	6,3	9,9	1,9	-10,7	0,2	1,2
Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Investissements	27,3	28,9	22,7	25,8	26,6	27,8	26,9	26,9
Epargne intérieure	16,8	12,6	16,0	25,5	34,2	18,3	20,3	12,6
Epargne nationale	13,4	11,4	15,3	24,6	30,7	17,6	18,5	12,1
Finances publiques								
Recettes totales	17,8	20,2	10,0	9,3	10,4	11,6	12,5	14,5
Recettes pétrolières	11,0	9,0	3,7	2,8	3,3	5,3	5,1	6,3
Recettes non pétrolières	6,8	11,2	6,3	6,6	7,0	6,3	7,5	8,1
Dépenses totales	22,3	22,5	17,5	14,1	14,5	12,8	14,4	17,2
Dépenses courantes	12,9	12,6	11,9	11,2	11,0	9,3	9,9	11,0
Dépenses en capital	9,5	10,0	5,5	2,9	3,5	3,5	4,4	6,2
Solde budgétaire primaire, (déficit -)	-1,7	1,1	-3,7	-0,7	0,3	2,0	1,2	2,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-3,9	-1,6	-5,8	-2,8	-2,6	-0,2	-0,9	-1,9
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB	-17,9	-12,6	-11,1	-6,0	-6,5	-6,2	-6,7	-8,9
hors pétrole								
Solde budgétaire de base, (déficit -)	-2,3	0,4	-5,3	-2,7	-1,3	0,9	0,2	1,3
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4,5	-2,3	-7,4	-4,8	-4,2	-1,2	-1,8	-2,7
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-3,0	-0,3	-4,4	-2,4	-0,7	1,5	-0,6	1,7
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-2,5	1,9	1,0	1,2	0,1	-1,2	-2,7	-1,4
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	27,6	24,5	24,7	22,5	27,2	25,9	27,4	19,9
Importations de biens et services non facteurs, fob	38,2	40,8	33,5	19,7	18,0	33,5	34,2	33,4
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-12,7	-14,3	-4,8	2,5	10,3	-7,4	-9,7	-13,7
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-13,4	-14,8	-6,2	2,3	7,6	-7,9	-8,7	-14,0
Encours de la dette extérieure/PIB	18,2	24,6	19,0	26,3	26,3	25,2	25,1	25,9
Encours de la dette globale/PIB	46,1	49,6	43,2	49,6	50,3	46,4	44,6	44,3
Encours de la dette extérieure/XBSNF	66,0	100,5	77,1	117,0	99,5	100,1	94,5	135,7
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	102,7	121,5	189,4	281,6	253,5	217,7	200,6	179,3
Ratio du service de la dette/PIB	2,4	3,4	12,8	3,7	3,1	2,2	2,1	2,0
Ratio du service de la dette/XBSNF	8,7	13,9	51,9	16,7	11,8	8,7	7,8	10,3
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	13,5	16,8	127,6	40,1	30,0	18,8	16,5	13,6
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	3,9	3,8	1,9	0,2	0,2	0,6	1,5	1,7
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	2,6	2,5	1,2	0,1	0,1	0,5	1,0	1,2
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	6821,4	7037,9	6800,1	6165,2	5986,4	6374,2	6430,3	6334,6
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	5685,1	5933,1	5833,1	5721,1	5474,2	5647,9	5665,4	5833,7
Population (en millions d'habitants)	12,7	13,2	13,6	14,1	14,7	15,2	15,7	16,3

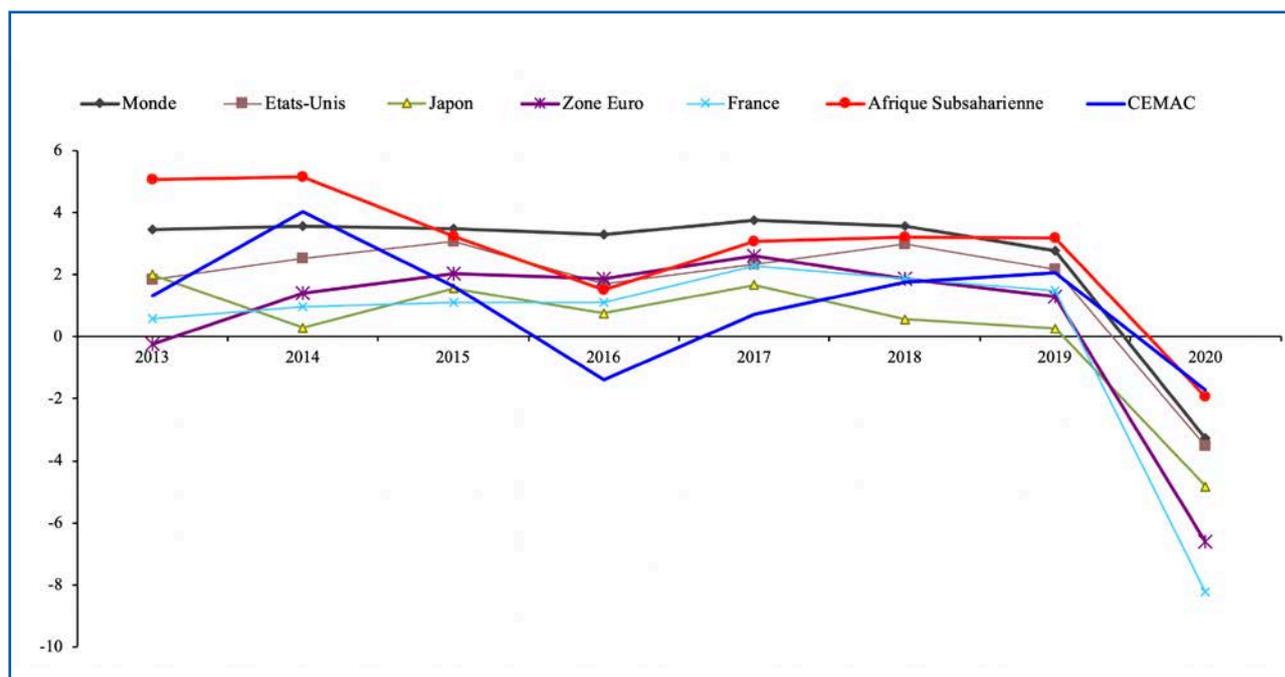
Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

B8. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Monde	3,5	3,6	3,5	3,3	3,8	3,6	2,8	- 3,3
Etats-Unis	1,8	2,5	3,1	1,7	2,3	3,0	2,2	- 3,5
Japon	2,0	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	0,3	- 4,8
Zone Euro	- 0,2	1,4	2,0	1,9	2,6	1,9	1,3	- 6,6
France	0,6	1,0	1,1	1,1	2,3	1,9	1,5	- 8,2
Afrique Subsaharienne	5,1	5,1	3,2	1,5	3,1	3,2	3,2	- 1,9
CEMAC	1,3	4,0	1,6	- 1,4	0,7	1,8	2,1	- 1,7

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux



B9.a. Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC

(Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cameroun	2,1	1,8	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,4
République centrafricaine	4,0	17,8	2,0	2,7	4,2	1,7	2,8	2,2
Congo	4,7	0,9	1,7	4,6	0,7	1,2	2,3	0,0
Gabon	0,5	4,7	- 0,3	2,1	2,7	4,8	2,0	1,4
Guinée Equatoriale	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0
Tchad	0,2	1,7	3,7	- 1,6	- 1,1	4,0	- 1,0	4,5
CEMAC*	2,0	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,0	2,4

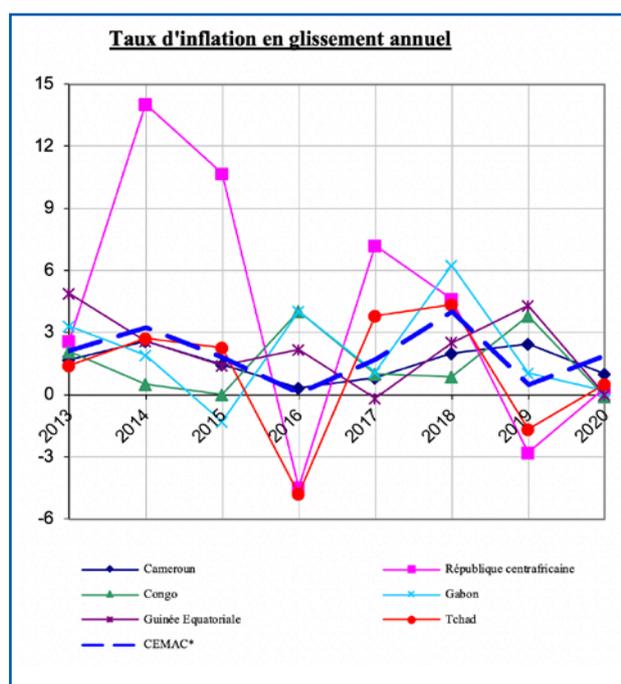
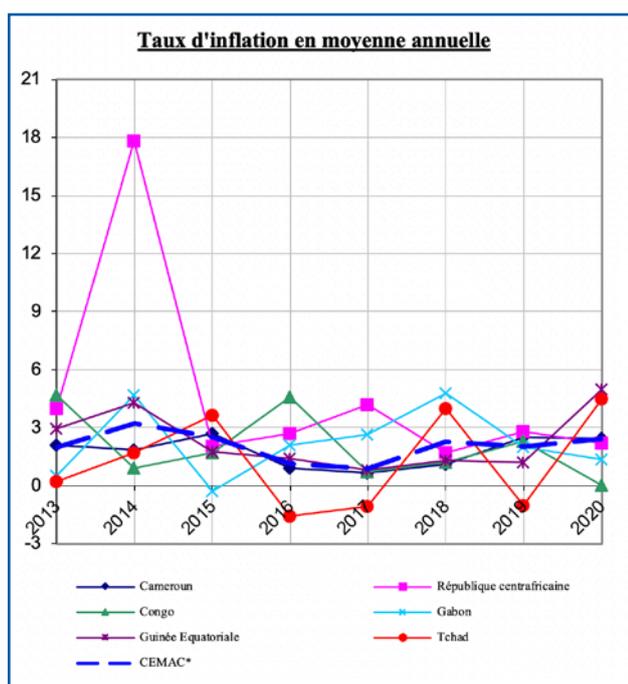
*Obtenu par pondération des taux nationaux par les PIB

B9.b. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC

(Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cameroun	1,7	2,6	1,4	0,3	0,8	2,0	2,4	1,0
République centrafricaine	2,6	14,0	10,7	- 4,5	7,2	4,6	- 2,8	0,3
Congo	2,1	0,5	0,0	4,0	1,0	0,9	3,8	- 0,1
Gabon	3,3	1,9	- 1,3	4,0	1,1	6,2	1,0	0,2
Guinée Equatoriale	4,9	2,6	1,4	2,2	- 0,2	2,5	4,3	0,0
Tchad	1,4	2,7	2,3	- 4,8	3,8	4,3	- 1,7	0,5
CEMAC*	2,1	3,2	1,8	0,1	1,7	4,0	0,5	1,9

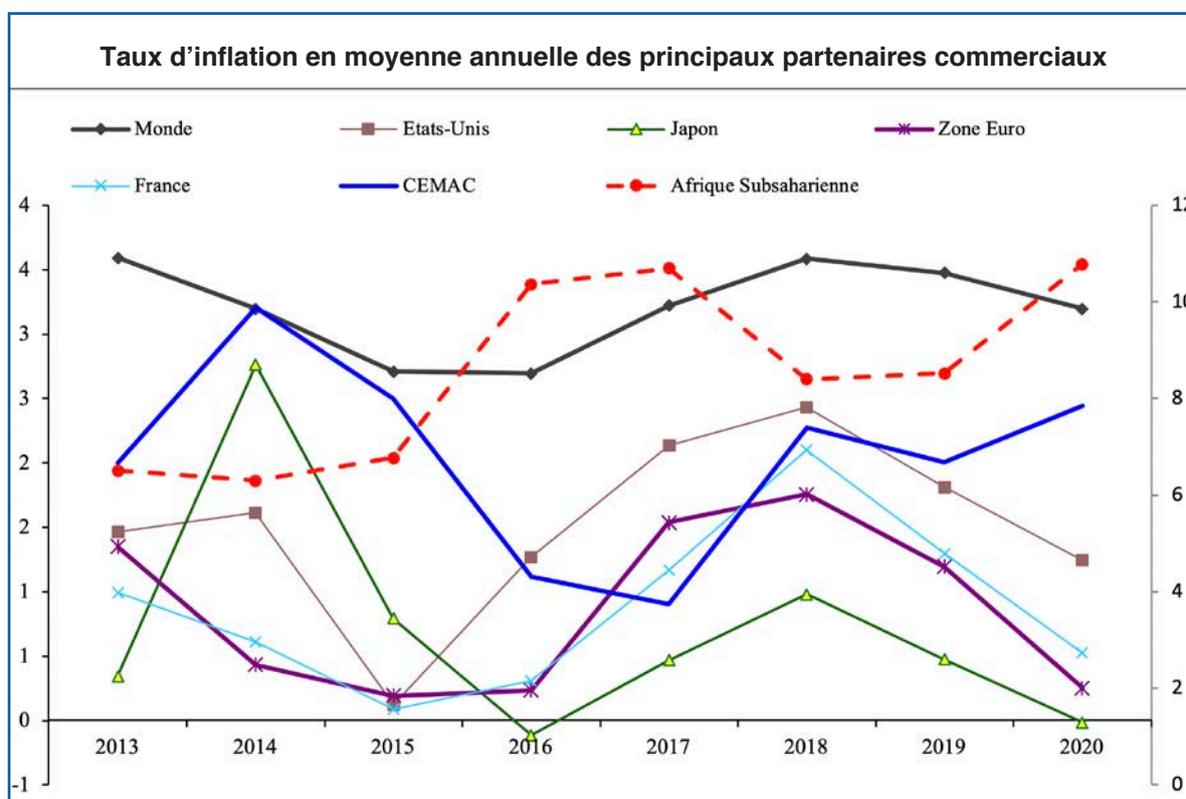
*Obtenu par pondération des taux nationaux par les PIB



B10. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires commerciaux

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Monde	3,6	3,2	2,7	2,7	3,2	3,6	3,5	3,2
Etats- Unis	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2
Japon	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0
Zone Euro	1,4	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3
France	1,0	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5
Afrique Subsaharienne	6,5	6,3	6,8	10,4	10,7	8,4	8,5	10,8
CEMAC	2,0	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,0	2,4

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

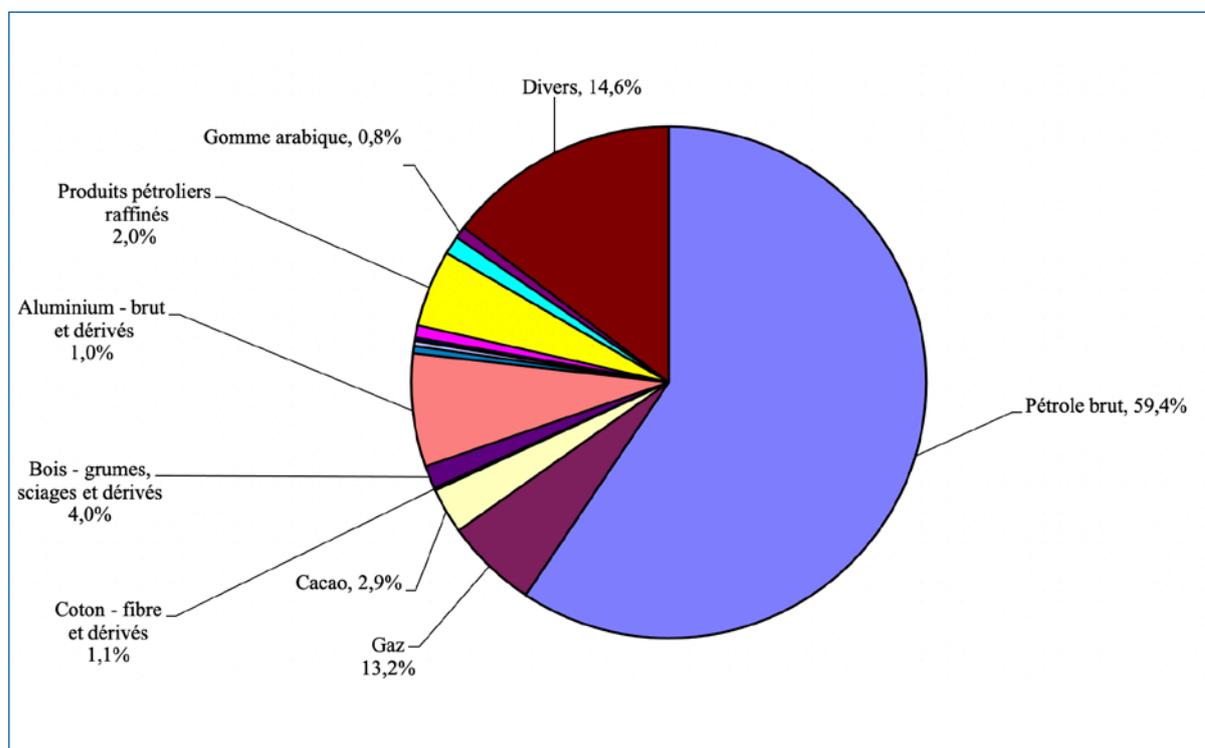


B12. Principales exportations (FOB) de la CEMAC (en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut	15 514,7	14 628,9	9 291,3	7 078,8	8 371,2	11 233,4	11 451,5	6 902,5
Gaz	2 132,2	1 768,2	825,3	689,9	909,0	1 190,8	1 095,2	674,5
Cacao	183,4	229,5	463,8	461,8	310,6	309,0	374,7	336,5
Café	18,9	30,9	33,4	32,0	24,7	20,7	16,1	16,5
Coton - fibre et dérivés	106,3	109,5	140,9	160,1	179,6	149,5	138,8	170,5
Bois - grumes, sciages et dérivés	753,5	821,5	827,0	753,8	841,4	865,7	928,2	830,8
Aluminium - brut et dérivés	36,0	60,3	88,6	71,9	80,5	73,1	62,5	54,1
Caoutchouc naturel	67,3	50,4	51,2	40,7	52,7	43,8	34,7	37,4
Banane	41,1	39,6	36,4	38,8	36,4	34,2	24,3	25,0
Diamants - brut et taillés	10,5	0,0	0,0	1,3	5,3	5,0	3,5	4,0
Or	19,5	14,3	26,3	3,4	8,3	4,2	8,9	10,4
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Produits pétroliers	141,3	120,6	72,1	63,8	81,3	143,0	116,2	89,7
Rondins d'eucalyptus	6,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	0,5	2,5	0,0	0,0	1,1	2,7	2,0	2,0
Cuivre	0,0	0,0	0,0	0,0	57,3	55,3	53,7	29,6
Manganèse	442,4	376,9	309,2	314,3	605,8	612,6	609,4	564,8
Bétail	134,9	178,1	111,4	95,6	105,8	104,5	141,0	134,5
Gomme arabique	46,4	67,4	83,4	85,2	85,2	83,1	89,4	87,7
Divers	1 194,3	1 175,0	1 458,8	1 555,5	2 133,4	1 745,1	1 753,8	1 702,6
TOTAL	20 849,3	19 674,1	13 818,9	11 447,1	13 889,7	16 676,5	16 905,3	11 673,6

Sources : Données de la Programmation Monétaire et du Commerce extérieur

Principales exportations FOB de la CEMAC en 2020 (en pourcentage)

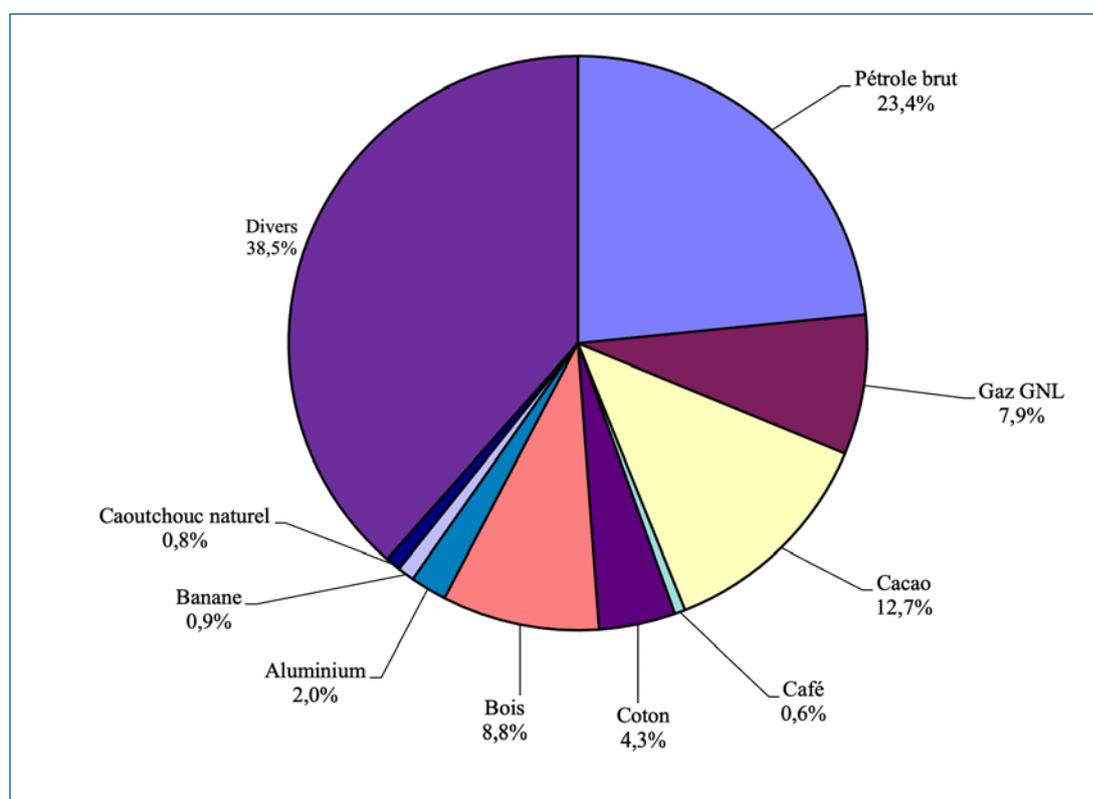


B13. Principales exportations (FOB) du Cameroun (en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut	1 281,7	1 281,7	1 134,4	732,4	818,6	873,9	1 038,6	620,2
Gaz GNL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	190,7	273,9	208,9
Cacao	182,4	228,7	463,3	461,2	310,2	308,5	374,4	336,1
Café	18,8	28,1	31,4	28,8	23,9	18,9	14,7	15,8
Coton	70,2	64,1	98,1	87,4	95,3	117,0	130,0	113,4
Bois	274,0	321,7	289,1	283,0	288,7	304,7	293,3	233,3
Aluminium	36,0	60,3	88,6	71,9	80,5	73,1	62,5	54,1
Banane	41,1	39,6	36,4	38,8	36,4	34,2	24,3	25,0
Caoutchouc naturel	51,0	37,7	36,1	29,4	39,3	30,0	23,7	22,2
Divers	1 048,3	1 182,6	908,2	991,8	981,8	918,3	1 003,0	1 021,6
TOTAL	3 003,7	3 244,5	3 085,6	2 724,7	2 674,9	2 869,3	3 238,3	2 650,8

Source : INS

Principales exportations FOB du Cameroun en 2020 (en pourcentage)

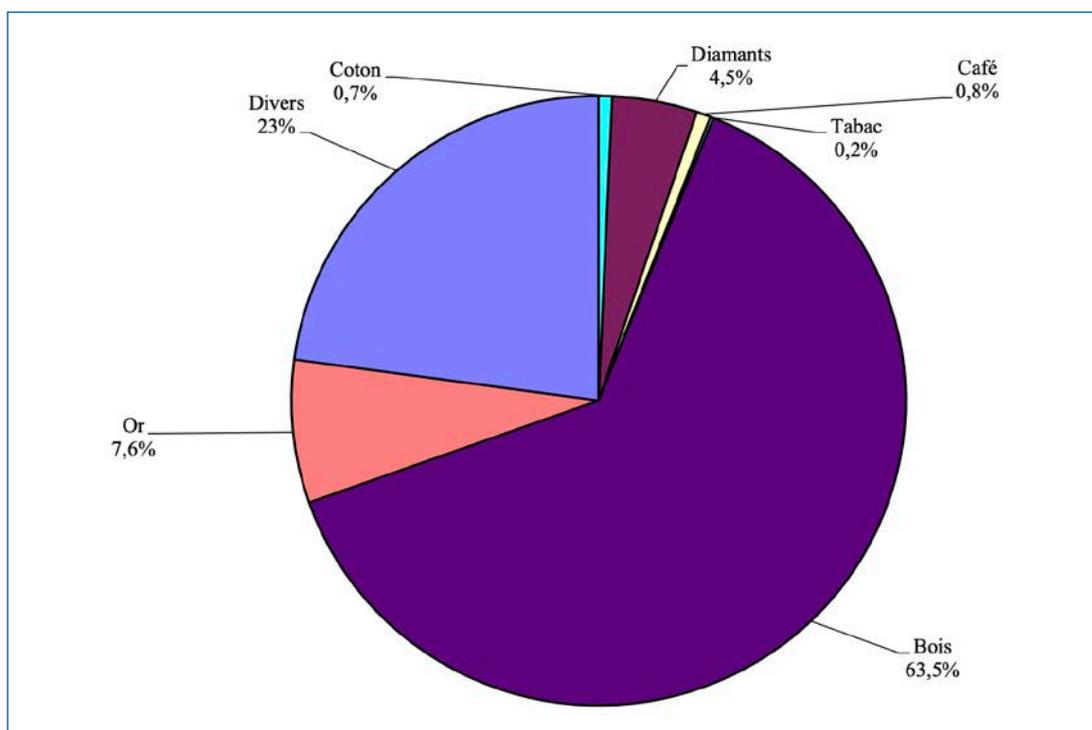


B14. Principales exportations (FOB) de la République Centrafricaine
(en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Coton	5,3	1,7	0,4	0,1	0,5	1,0	0,3	0,6
Diamants	10,5	0,0	0,0	1,3	5,3	5,0	3,5	4,0
Café	0,0	2,8	2,0	3,2	0,7	1,8	1,4	0,7
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Bois	24,7	23,2	26,5	39,9	53,5	60,9	55,1	57,1
Or	0,1	0,1	0,3	0,6	2,0	2,3	6,1	6,8
Divers	21,1	20,8	21,4	9,6	19,6	6,7	7,3	20,5
TOTAL	61,7	48,6	50,7	54,9	81,7	77,8	73,8	89,9

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB de la République Centrafricaine en 2020
(en pourcentage)

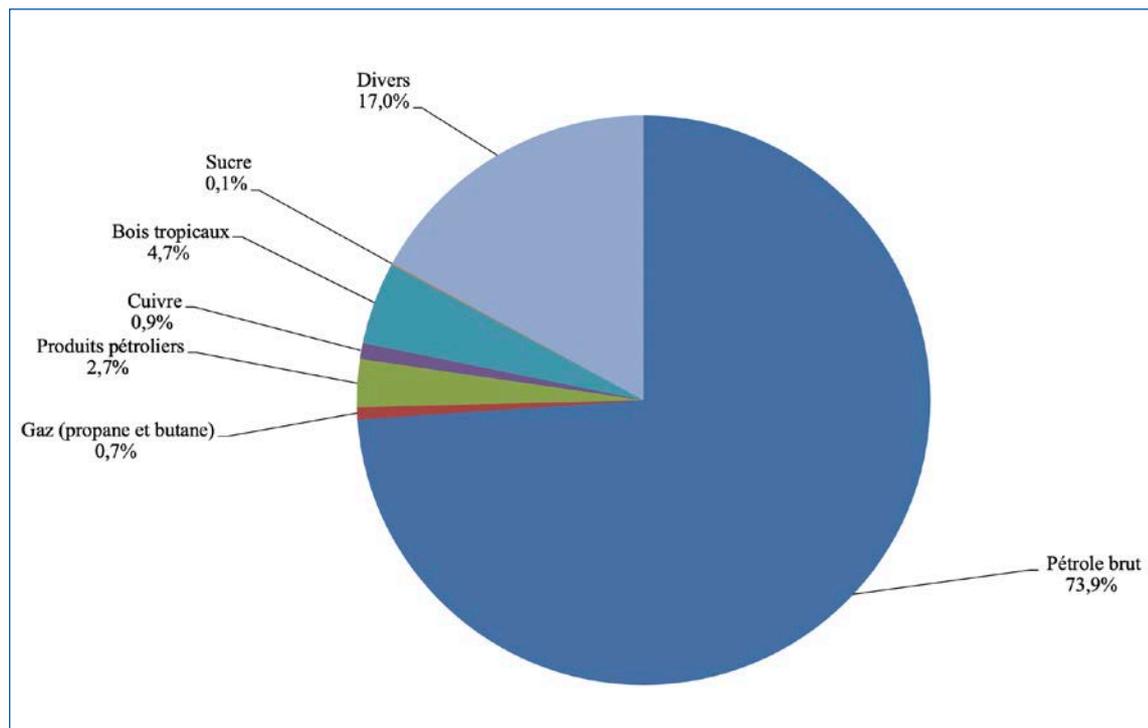


B15. Principales exportations (FOB) du Congo (en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut	4 049,4	4 033,5	2 218,1	1 757,1	2 695,8	4 336,0	4 390,6	2 444,6
Gaz (propane et butane)	50,9	50,8	59,5	25,8	28,8	23,4	22,3	23,2
Produits pétroliers	141,3	120,6	72,1	63,8	81,3	143,0	116,2	89,7
Cuivre	...	...	0,0	0,0	57,3	55,3	53,7	29,6
Bois tropicaux	133,1	154,8	181,2	140,4	155,8	141,7	141,0	155,6
Rondins d'eucalyptus	6,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	0,5	2,5	0,0	0,0	1,1	2,7	2,0	2,0
Divers	27,1	21,2	236,1	595,9	609,1	574,9	596,6	562,9
TOTAL	4 408,4	4 383,9	2 767,0	2 583,0	3 629,1	5 276,8	5 322,4	3 307,7

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Congo en 2020 (en pourcentage)

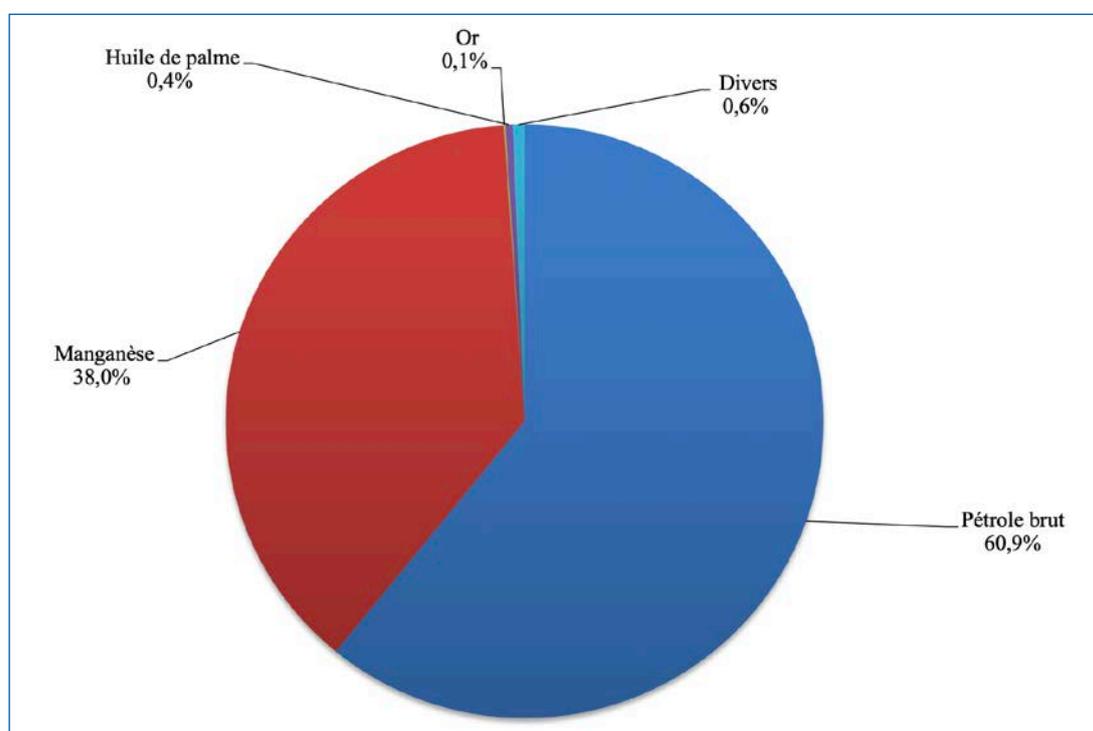


B16. Principales exportations (FOB) du Gabon
(en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut	4 623,5	4 098,9	3 023,9	2 547,7	3 006,1	3 438,3	3 694,1	2 659,2
Manganèse	3 891,7	3 406,6	2 282,3	1 940,5	2 068,5	2 449,5	2 648,0	1 660,0
Bois	247,8	245,6	222,6	256,5	280,5	314,7	379,9	376,7
Or	19,4	14,2	25,9	2,8	6,4	1,9	2,8	3,6
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	2,8	5,0	8,4	10,7	17,1
Divers	31,3	28,1	27,5	23,6	26,6	27,8	25,0	28,1
TOTAL	8 782,5	7 765,3	5 554,7	4 747,5	5 361,5	6 204,3	6 724,8	4 699,5

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations (FOB) du Gabon en 2020
(en pourcentage)

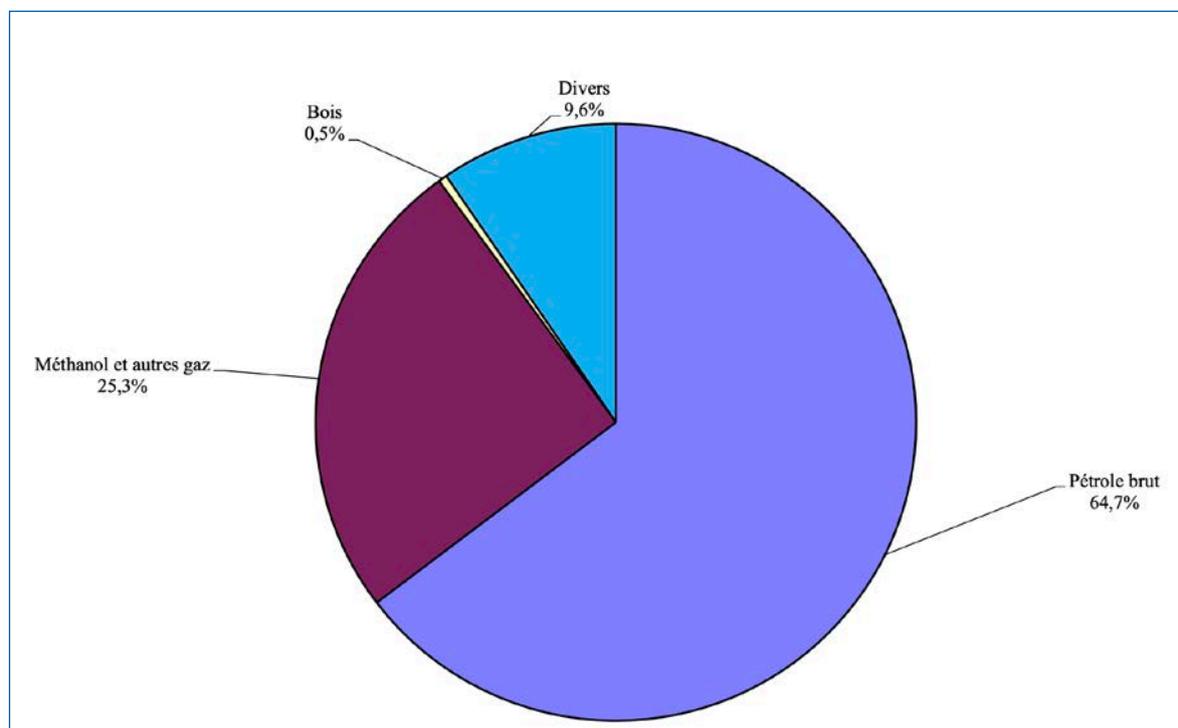


B17. Principales exportations (FOB) de la Guinée Equatoriale (en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut	4 725,7	4 423,8	2 457,3	1 724,9	1 738,0	2 068,9	1 769,0	1 130,7
Méthanol et autres gaz	2 081,3	1 717,4	765,8	664,1	880,2	976,7	799,0	442,3
Bois	73,8	76,2	107,5	34,0	62,9	43,7	58,9	8,1
Divers	49,4	30,2	37,4	-15,0	314,8	315,6	216,4	167,2
TOTAL	6 930,2	6 247,6	3 368,1	2 408,1	2 995,9	3 404,9	2 843,3	1 748,4

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB de la Guinée Equatoriale en 2020 (en pourcentage)

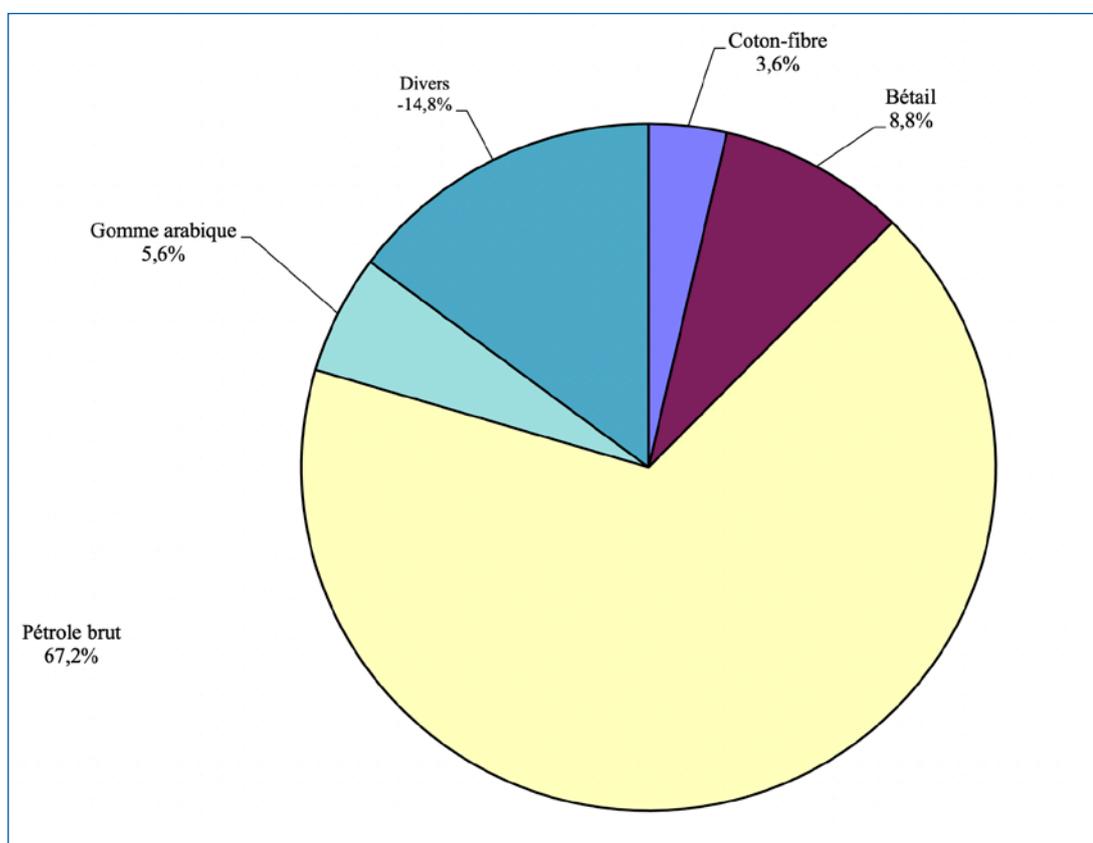


B18. Principales exportations (FOB) du Tchad
(en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Coton- fibre	30,8	43,8	42,4	72,6	83,7	31,5	8,5	56,5
Bétail	134,9	178,1	92,8	85,2	93,8	95,8	133,9	136,4
Pétrole brut	1 483,7	1 426,1	1 199,2	923,9	1 050,2	1 505,2	1 605,3	1 047,0
Gomme arabique	46,4	67,4	83,4	85,2	85,2	83,1	89,4	87,7
Divers	35,7	- 125,2	91,7	38,0	182,0	- 232,4	- 231,5	- 230,6
TOTAL	1 731,5	1 590,1	1 509,4	1 204,9	1 494,9	1 483,2	1 605,5	1 097,0

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Tchad en 2020
(en pourcentage)

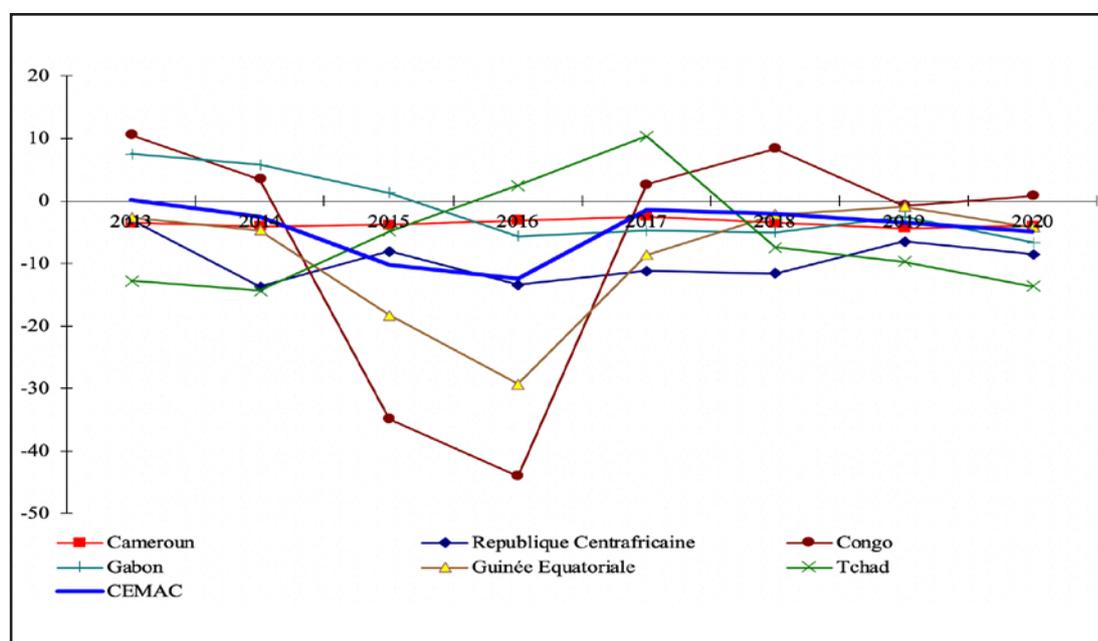


B19. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus) (en pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cameroun	-3,5	-4,0	-3,8	-3,1	-2,5	-3,5	-4,4	-3,9
Republique Centrafricaine	-2,9	-13,7	-8,0	-13,4	-11,2	-11,6	-6,5	-8,5
Congo	10,6	3,5	-34,9	-44,0	2,6	8,4	-0,8	0,8
Gabon	7,5	5,8	1,3	-5,6	-4,8	-5,0	-2,6	-6,7
Guinée Equatoriale	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-2,2	-0,9	-4,2
Tchad	-12,7	-14,3	-4,8	2,5	10,3	-7,4	-9,7	-13,7
CEMAC	0,1	-2,5	-10,2	-12,4	-1,5	-2,1	-3,5	-4,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Solde extérieur courant (transferts officiels inclus) (en pourcentage du PIB)



B20. Dette publique extérieure consolidée des Etats de la CEMAC
(en milliards de francs CFA courants)

	Cameroun		République Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC			
	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)	2018	2019	2020(a)
STOCK DE DEBUT DE PERIODE	3337,9	5708,6	6441,5	163,7	311,4	316,0	5 437,7	4 850,6	5 105,3	3 337,9	3 605,5	3 538,0	681,1	727,2	681,1	1641,9	1605,9	1616,9	14600,1	16809,2	17698,7
Tirages	1036,9	1053,2	605,2	5,8	10,3	11,3	44,0	278,0	76,0	373,1	257,2	154,9	0,0	0,0	0,0	111,0	73,0	99,0	1712,7	1671,7	946,4
Service dû	371,6	492,9	483,2	8,3	7,7	7,1	665,4	1 065,8	477,0	303,4	400,4	834,1	100,3	148,4	337,3	139,0	133,0	125,0	1588,0	2248,2	2263,7
Service réaménagé	0,0	0,0	123,6	0,0	0,0	2,1	0,0	75,0	52,7	0,0	0,0	624,9	0,0	0,0	0,0	27,0	28,0	26,0	27,0	103,0	829,3
Service rééchelonné	0,0	0,0	123,6	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	14,8	0,0	0,0	624,9	0,0	0,0	0,0	27,0	28,0	26,0	27,0	103,0	789,3
Remise de service	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	0,0	38,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,1
Service payé	371,6	492,9	359,6	8,3	7,7	5,0	460,0	796,8	477,0	303,4	403,1	209,2	100,3	104,4	337,3	115,0	105,0	99,0	1358,6	1909,9	1487,1
STOCK DE FIN DE PERIODE	5708,6	6441,5	6736,0	311,4	316,0	321,9	4 850,6	5 105,3	4 710,5	3 605,5	3 538,0	3 664,0	727,2	681,1	428,4	1605,9	1616,9	1641,9	16809,2	17698,7	17502,8
Dont arriérés sur intérêts et principal	0,0	0,0	0,0	147,6	147,6	147,6	525,7	734,9	681,4	65,0	0,0	8,9	0,0	44,0	44,0	41,0	41,0	41,0	779,3	967,5	922,9
Indicateurs (en pourcentage)																					
Services dette / exportations	9,1	10,9	13,3	3,6	3,6	3,1	3,6	3,6	3,1	8,4	10,3	29,7	2,7	4,7	16,2	8,7	7,8	10,3	7,5	10,6	17,1
Service dette / recettes budgétaires	10,8	14,0	15,2	7,4	6,6	5,7	7,4	6,6	5,7	19,2	19,0	53,0	6,9	12,0	41,1	18,8	16,5	13,6	15,0	20,3	28,7
Stock dette / PIB	26,6	28,2	29,6	25,2	24,0	23,9	25,2	24,0	23,9	40,8	37,1	43,5	10,4	10,1	7,5	25,2	25,1	25,9	31,7	32,1	34,3

(a) : Estimations de la BEAC

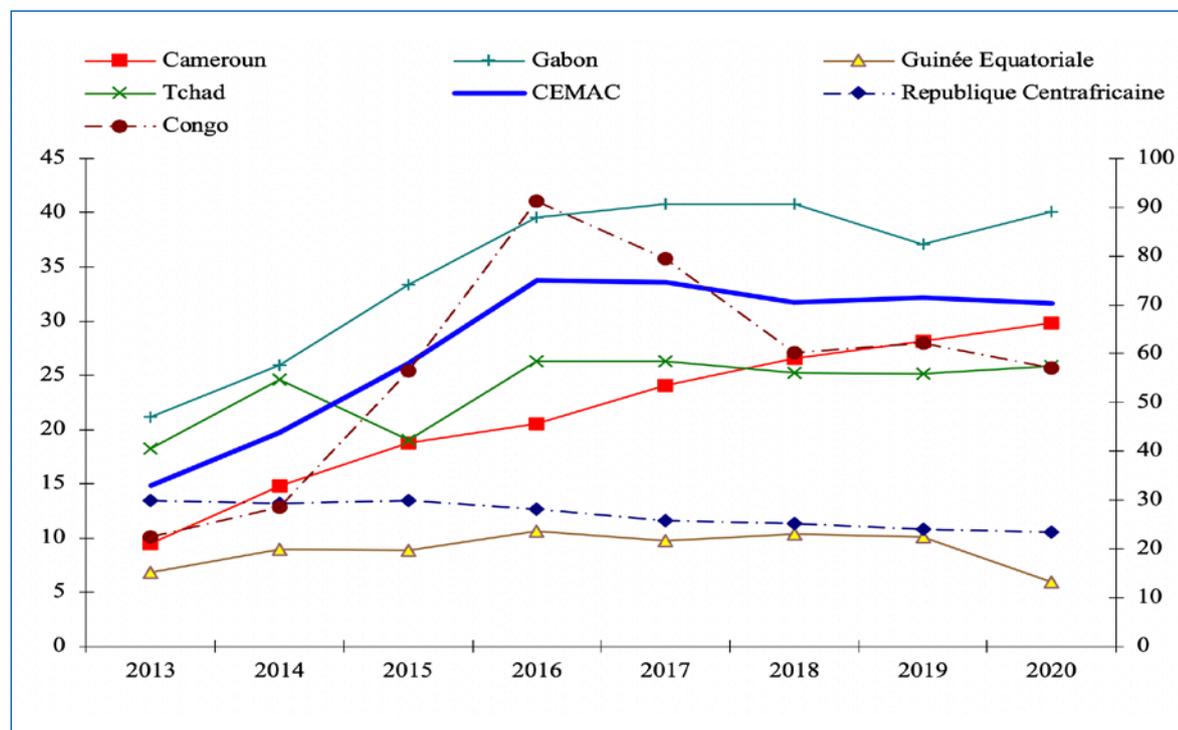
Source : Données de la Programmation Monétaire

B21. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cameroun	9,5	14,8	18,7	20,6	24,1	26,6	28,2	29,8
Republique Centrafricaine	29,8	29,4	29,9	28,2	25,9	25,2	24,0	23,4
Congo	22,4	28,6	56,4	91,3	79,5	60,2	62,1	57,0
Gabon	21,2	26,0	33,4	39,5	40,8	40,8	37,1	40,1
Guinée Equatoriale	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	10,4	10,1	6,0
Tchad	18,2	24,6	19,0	26,3	26,3	25,2	25,1	25,9
CEMAC	14,9	19,7	26,1	33,7	33,6	31,7	32,1	31,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)



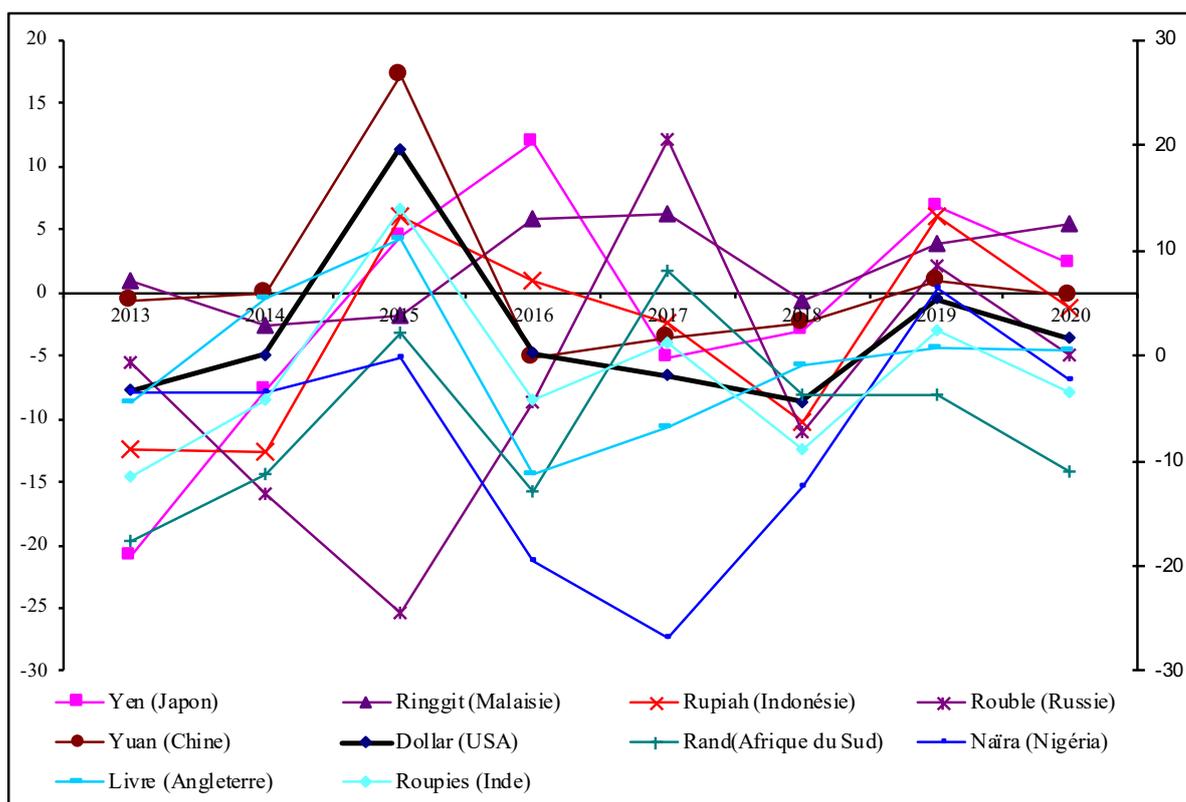
Congo et République Centrafricaine : échelle de droite

B22. Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dollar (USA)	- 3,3	0,1	19,6	0,2	- 1,9	- 4,4	5,4	1,6
Yen (Japon)	- 20,9	- 7,7	4,5	11,9	- 5,2	- 3,0	6,9	2,3
Ringgit (Malaisie)	0,9	- 2,6	- 1,8	5,9	6,2	- 0,6	3,9	5,3
Rupiah (Indonésie)	- 12,4	- 12,7	6,0	0,9	- 2,4	- 10,2	6,1	- 1,3
Rouble (Russie)	- 5,6	- 15,9	- 25,3	- 8,7	12,1	- 11,0	2,1	- 5,0
Yuan (Chine)	- 0,7	- 0,1	17,3	- 5,2	- 3,6	- 2,3	0,9	- 0,2
Rand(Afrique du Sud)	- 17,6	- 11,2	2,1	- 13,0	8,0	- 3,7	- 3,7	- 11,0
Naira (Nigéria)	- 3,6	- 3,5	- 0,2	- 19,5	- 26,9	- 12,4	6,3	- 2,3
Livre (Angleterre)	- 4,5	5,4	11,1	- 11,2	- 6,7	- 0,9	0,8	0,4
Roupiés (Inde)	- 11,5	- 4,3	13,8	- 4,3	1,2	- 9,0	2,4	- 3,4

Sources : calculé à partir des données de la Banque de France et de la BEAC

Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)



Dollar : échelle de droite

B23. Production pétrolière et minière

	2015	2016	2017	2018	2019 (1)	2020 (2)	Variations en % (2)/(1)
CAMEROUN							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	4,9	4,7	3,9	3,5	3,6	3,7	2,2
- Exportations.....	4,6	4,4	3,7	3,0	3,8	3,7	- 2,5
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	174,0	227,0	187,1	930,7	1 275,4	1 354,4	6,2
- Exportations.....	0,0	0,0	0,0	731,7	1 139,2	1 209,7	6,2
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Production.....	79,7	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	- 10,6
- Exportations.....	79,7	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	- 10,6
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	0,0	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	99,4
- Exportations.....	0,0	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	99,4
Or (en kg)							
- Production.....	15,0	32,9	117,5	141,8	358,9	401,1	11,8
- Exportations.....	15,0	32,9	117,5	141,8	358,9	401,1	11,8
CONGO							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,9	11,4	13,3	16,7	17,0	15,5	- 8,8
- Exportations.....	11,2	10,7	12,5	15,7	16,1	14,4	- 10,3
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	162,6	156,5	126,3	91,6	102,5	133,2	29,9
- Exportations.....	162,6	156,5	126,3	91,6	102,5	133,2	29,9
GABON							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8	- 0,9
- Exportations.....	11,0	10,5	9,4	8,7	9,9	9,8	- 1,0
Or (en kg)							
- Production.....	1 500,0	118,5	226,3	82,8	107,0	110,0	2,8
- Exportations.....	1 500,0	118,5	226,3	82,8	107,0	110,0	2,8
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	4,2	3,4	4,9	5,4	7,3	8,5	15,8
- Exportations.....	3,9	3,4	5,1	5,0	6,1	8,1	31,9
GUINEE EQUATORIALE							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	12,1	10,2	8,7	7,9	7,1	7,1	0,1
- Exportations.....	12,1	10,2	8,3	7,9	7,1	7,2	0,1
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	5 627,2	6 027,0	6 492,0	5 724,8	4 972,6	4 311,1	- 13,3
- Exportations.....	5 627,2	6 027,0	6 492,0	5 724,8	4 972,6	4 311,1	- 13,3
TCHAD							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	7,2	6,5	5,8	6,5	7,3	7,0	- 3,6
- Exportations.....	6,5	5,8	5,1	5,8	6,6	6,3	- 4,0
ENSEMBLE CEMAC							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	48,0	44,2	42,1	44,3	45,9	44,1	- 3,9
- Exportations.....	45,3	41,6	39,0	41,1	43,5	41,4	- 4,8
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	4,2	3,4	4,9	5,4	7,3	8,5	15,8
- Exportations.....	3,9	3,4	5,1	5,0	6,1	8,1	31,9
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	79,7	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	- 10,6
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	0,0	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	99,4
- Exportations.....	0,0	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	99,4
Or (en kg)							
- Production.....	15,0	151,4	343,9	224,6	465,9	511,1	9,7
- Exportations.....	15,0	151,4	343,9	224,6	465,9	511,1	9,7
Méthanol (en milliers de tonnes)							
- Production.....	5 963,8	6 410,5	6 805,4	6 747,1	6 350,5	5 798,7	- 8,7
- Exportations.....	5789,8	6183,5	6618,3	6548,1	6214,3	5654,0	- 9,0

Sources : Administrations nationales et BEAC

B24. Production agricole vivrière

	2015	2016	2017	2018	2019 (1)	2020 (2)	Variations en % (2)/(1)
Cameroun							
Plantain	3 834,2	3 916,1	3 800,0	4 050,8	4 445,3	4 556,4	2,5
Manioc	4 600,7	4 990,7	4 600,0	4 647,2	5 621,3	5 761,9	2,5
Macabo/Taro	1 697,2	1 757,2	2 099,2	1 810,3	1 973,1	2 022,5	2,5
Maïs	2 063,0	2 148,7	2 300,0	2 474,8	2 461,9	2 523,4	2,5
Riz paddy	201,1	253,0	225,5	331,4	363,5	372,6	2,5
Canne à sucre	217,8	232,1	266,3	286,5	308,3	316,0	2,5
Huile de palme	211,1	227,8	290,0	312,0	335,8	344,1	2,5
Pommes de terre	224,6	237,8	240,0	258,2	241,8	247,8	2,5
Mil et sorgho	1 735,0	1 911,1	1 560,0	1 406,9	2 296,7	2 354,2	2,5
République Centrafricaine							
Arachides	137,4	140,9	143,0	146,6	154,6	163,1	5,5
Manioc	540,0	553,5	563,2	577,2	609,0	642,5	5,5
Mil et sorgho	100,3	102,8	105,4	108,1	114,0	120,3	5,5
Maïs	140,6	144,1	147,7	151,4	159,7	168,5	5,5
Riz Paddy	33,0	33,8	34,7	35,6	37,5	39,6	5,5
Sésame	39,3	40,2	41,3	42,3	44,6	47,1	5,5
Courges	29,5	30,3	31,0	31,8	33,6	35,4	5,5
Congo							
Tubercule de manioc	1 879,5	1 930,8	1 947,6	1 704,1	1 241,0	1 256,7	1,3
Feuille de manioc	112,5	115,6	116,6	117,0	89,8	90,9	1,3
Arachide	52,1	53,5	54,0	54,2	41,6	42,1	1,3
Banane plantain	187,9	193,0	194,7	195,3	149,9	151,8	1,3
Banane douce	149,2	153,3	154,7	155,2	119,1	120,6	1,3
Mangues	66,3	68,1	68,7	68,9	52,9	53,6	1,3
Canne à sucre	591,7	403,3	606,0	707,3	568,7	592,1	4,1
Tchad							
Mil-Pénicillaire	592,1	725,7	660,2	756,6	717,6	686,6	-4,3
Sorgho	835,4	991,0	946,3	987,6	972,5	970,2	-0,2
Berbéré	431,1	453,7	448,5	578,6	528,4	538,2	1,9
Maïs	349,5	443,8	396,5	437,9	414,6	407,4	-1,7
Riz paddy	243,5	257,7	263,6	259,5	290,6	278,1	-4,3
Blé	1,0	1,7	1,9	1,8	1,6	1,8	11,6
Niébé	138,1	144,1	152,0	151,9	152,9	154,6	1,1
Arachides	720,1	871,2	870,1	893,9	873,2	840,0	-3,8
Manioc	141,0	492,5	290,6	284,3	297,0	293,9	-1,0
Canne à sucre	327,2	324,6	336,7	341,3	341,1	347,9	2,0
Sésame	152,6	153,6	158,7	172,5	217,7	202,1	-7,2
ENSEMBLE CEMAC							
Mil et Sorgho	2 670,8	3 005,0	2 611,7	2 502,5	3 383,3	3 444,6	1,8
Maïs	2 553,0	2 736,5	2 844,2	3 064,1	3 036,2	3 099,3	2,1
Riz Paddy	477,6	544,5	523,7	626,5	691,6	690,3	-0,2
Pomme de terre	224,6	237,8	240,0	258,2	241,8	247,8	2,5
Manioc	7 020,2	7 475,0	7 110,8	6 928,6	7 471,4	7 661,0	2,5
Macabo/Taro/Igname	1 697,2	1 757,2	2 099,2	1 810,3	1 973,1	2 022,5	2,5
Plantain	4 022,1	4 109,1	3 994,7	4 246,1	4 595,2	4 708,2	2,5
Arachides	909,7	1 065,7	1 067,1	1 094,7	1 069,4	1 045,3	-2,3
Berbéré	431,1	453,7	448,5	578,6	528,4	538,2	1,9
Canne à sucre	1 136,6	960,0	1 209,0	1 264,7	1 218,1	1 256,0	3,1
Sésame	191,9	193,9	200,0	214,8	262,3	249,2	-5,0
Huile de palme	211,1	227,8	290,0	312,0	335,8	344,1	2,5
Courges	29,5	30,3	31,0	31,8	33,6	35,4	5,5
Blé	1,0	1,7	1,9	1,8	1,6	1,8	
Niébé	138,1	144,1	152,0	151,9	152,9	154,6	1,1
Pénicillaire	592,1	725,7	660,2	756,6	717,6	686,6	-4,3
Mangues	66,3	68,1	68,7	68,9	52,9	53,6	1,3
Total	22 372,8	23 736,0	23 552,6	23 912,2	25 765,0	26 238,5	1,8

Sources : Administrations Nationales et BEAC

Les données du Gabon et de la Guinée Equatoriale sont indisponibles

L'agrégation au niveau de la CEMAC ne tient pas compte des données non déclarées

B25. Production d'élevage

	2015	2016	2017	2018	2019 (1)	2020 (2) en % (2)/(1)	Variations (2) en % (2)/(1)
Cameroun							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	6 859	7 442	8 075	8 761	9 506	9 649	1,5
Ovins	3 172	3 283	3 398	3 500	3 605	3 659	1,5
Caprins	6 290	6 366	6 442	6 506	6 571	6 670	1,5
Porcins	3 373	3 491	3 613	3 729	3 848	3 906	1,5
Volailles (en milliers d'unités)	80 318	81 924	82 662	83 901	85 579	87 291	2,0
République Centrafricaine							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	3 975	4 307	4 381	4 455	5 444	5 664	4,0
Ovins	440	450	461	472	577	589	2,2
Caprins	5 517	5 638	5 779	5 924	7 239	7 398	2,2
Porcins	1 426	1 457	1 530	1 606	1 963	2 006	2,2
Volailles (en milliers d'unités)	14 431	14 748	16 960	19 504	24 334	24 869	2,2
Tchad							
Bovins	24 892	26 214	27 606	29 072	30 615	31 935	4,3
Ovins	26 436	28 313	30 323	32 476	34 650	36 144	4,3
Caprins	30 519	32 686	35 007	37 492	40 002	41 726	4,3
Camelins	6 414	6 837	7 288	7 769	8 276	8 632	4,3
Equins	1 073	1 100	1 127	1 154	1 268	1 323	4,3
Asins	2 804	2 873	2 943	3 015	3 621	3 777	4,3
Porcins	1 664	1 867	2 095	2 351	2 633	2 746	4,3
Volailles (en milliers d'unités)	34 639	36 855	39 214	41 724	44 394	47 236	6,4
ENSEMBLE CEMAC							
Bovins	35 726	37 963	40 062	42 288	45 566	47 247	3,7
Ovins	30 049	32 046	34 182	36 448	38 832	40 392	4,0
Caprins	42 326	44 690	47 228	49 923	53 812	55 794	3,7
Camelins	6 414	6 837	7 288	7 769	8 276	8 632	4,3
Equins	1 073	1 100	1 127	1 154	1 268	1 323	4,3
Asins	2 804	2 873	2 943	3 015	3 621	3 777	4,3
Porcins	6 463	6 816	7 239	7 686	8 444	8 658	2,5
Volailles (en milliers d'unités)	129 387	133 528	138 836	145 129	154 308	159 396	3,3

Sources : Administrations Nationales.

B26. Production agricole d'exportation

(en milliers de tonnes)

	2015	2016	2017 (1)	2018	2019 (2)	2020 (2)	Variations en % (2)/(1)
Cameroun							
- Cacao	308,8	285,7	300,0	301,7	303,5	241,5	- 20,4
- Café	33,6	62,9	66,0	43,7	41,2	21,4	- 48,1
- Coton graine	260,7	227,7	275,9	307,9	349,5	123,9	- 64,5
- Banane	363,0	298,7	278,9	219,7	185,9	191,7	3,1
- Caoutchouc	48,9	42,3	42,4	41,6	33,2	32,3	- 2,8
République Centrafricaine							
- Coton graine	1,2	2,1	1,7	3,1	1,1	0,4	- 60,6
- Café	3,0	4,8	1,0	2,5	2,0	2,1	5,0
- Tabac	90,0	102,8	117,4	134,0	153,0	174,7	14,2
Congo							
- Cacao	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	0,7
- Café	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,3
- Sucre	0,0	0,0	3,0	7,5	5,5	5,7	4,1
Gabon							
- Cacao	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1	1,3	15,0
- Café	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	15,0
- Caoutchouc	30,8	14,9	14,2	13,2	9,4	15,4	63,9
Guinée Equatoriale							
- Cacao	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	- 13,0
- Café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Tchad							
- Coton graine	78,9	132,1	153,4	47,8	15,5	113,5	631,6
- Gomme arabique	47,0	47,9	48,9	49,9	50,9	50,8	- 0,05
Ensemble CEMAC							
- Cacao	311,3	288,5	302,7	304,4	306,2	244,2	- 20,2
- Café	38,9	70,0	69,4	48,7	45,9	26,2	- 42,8
- Coton graine	339,6	359,8	429,2	355,7	365,0	237,4	- 35,0
- Banane	339,6	359,8	429,2	355,7	365,0	237,4	- 35,0
- Caoutchouc	79,7	57,2	56,6	54,8	42,6	47,7	11,9
- Sucre	0,0	0,0	3,0	7,5	5,5	5,7	4,1
- Tabac	90,0	102,8	117,4	134,0	153,0	174,7	14,2
- Gomme arabique	47,0	47,9	48,9	49,9	50,9	50,8	- 0,05

Sources : Administrations nationales et BEAC

B27. Production et exportation de bois tropicaux

	2015	2016	2017	2018	2019 (1)	2020 (2)	Variations en % (2)/(1)
CAMEROUN							
BOIS DIVERS							
Production de grumes (en milliers de m3)	2 851,0	2 746,5	2 793,2	3 013,1	2 767,1	2 441,9	-11,8
Exportations (en milliers de tonnes)	911,5	807,0	1 018,0	1 096,8	881,2	777,7	-11,8
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
BOIS DIVERS (en milliers de m3)							
Production	348,7	433,8	561,0	631,6	614,8	652,7	6,2
Grumes	315,2	396,2	536,8	591,2	572,8	602,2	5,1
Sciages	33,6	37,6	24,3	40,4	42,0	50,5	20,1
Exportations	153,1	220,5	317,2	370,5	318,7	329,4	3,4
Grumes	125,4	191,4	293,4	341,2	310,7	320,0	3,0
Sciages	27,6	29,1	23,8	29,2	8,0	9,5	18,3
CONGO							
BOIS tropicaux et semis œuvrés							
Production (en milliers de m3)	1 991,2	2 033,3	1 963,9	2 066,2	2 252,9	2 413,3	7,1
Grumes	1 602,6	1 581,7	1 578,1	1 650,0	1 806,7	1 933,2	7,0
Sciages	388,6	451,7	385,8	416,2	446,2	480,1	7,6
Exportations (en milliers de m3)	1 060,5	896,9	1 106,5	997,1	988,0	1 075,9	8,9
Grumes	702,9	664,9	873,7	756,3	707,3	735,6	4,0
Sciages	357,6	232,0	232,9	240,8	280,7	340,4	21,2
GABON							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	2 092,5	2 260,9	2 711,6	3 055,7	3 206,9	3 207,1	0,0
Grumes	1 364,8	1 531,8	1 865,5	2 052,6	2 112,8	2 136,0	1,1
Bois débités	727,7	729,1	846,1	1 003,1	1 094,1	1 071,1	-2,1
Exportations (en milliers de m3)	614,0	618,1	668,2	800,6	905,5	907,3	0,2
Grumes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sciages	614,0	618,1	668,2	800,6	905,5	907,3	0,2
GUINEE EQUATORIALE							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	561,4	652,2	527,2	336,7	59,9	41,2	-31,2
Grumes	535,2	642,8	518,9	309,4	-17,2	23,2	-234,4
Bois débités	26,2	9,3	8,3	27,3	77,2	18,1	-76,6
Exportations (en milliers de m3)	394,8	645,7	659,3	755,6	358,9	103,5	-71,2

Sources : Administrations nationales et BEAC.

B28. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie*

		Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
2015		86,83	76,84	71,17	75,50	55,87	32,50	77,23
2016		73,62	80,24	43,87	55,70	8,38	5,31	59,10
2017		70,97	83,24	27,57	58,84	7,12	5,17	57,46
2018	Mars	71,84	82,33	20,71	55,19	6,22	5,28	56,40
	Juin	71,46	82,75	20,09	56,45	6,03	7,87	56,15
	Septembre	72,18	84,02	25,14	58,84	7,73	7,31	58,04
	Décembre	75,56	81,36	32,45	70,39	7,11	16,72	61,31
2019	Mars	76,40	81,15	31,21	71,26	7,37	17,49	62,75
	Juin	78,48	82,00	40,35	72,19	16,35	18,36	65,56
	Septembre	76,16	81,35	47,45	70,46	16,38	25,72	65,87
	Décembre	79,00	81,37	54,40	73,89	7,28	29,41	67,22
2020	Janvier	82,32	81,59	53,99	80,26	7,19	26,66	69,58
	Février	82,80	80,79	54,75	82,73	7,79	29,00	70,67
	Mars	80,70	83,22	53,75	80,15	7,78	27,75	69,00
	Avril	79,39	83,01	53,87	81,45	7,55	35,70	70,10
	Mai	78,78	82,54	54,46	82,72	7,39	38,05	70,47
	Juin	78,56	82,12	57,73	80,25	7,38	41,32	70,42
	Juillet	77,77	82,50	54,29	79,13	6,75	40,54	68,69
	Août	77,76	83,48	55,62	75,54	6,68	37,03	67,83
	Septembre							67,71
	Octobre							66,91
	Novembre							65,42
	Décembre							63,62

Source : BEAC

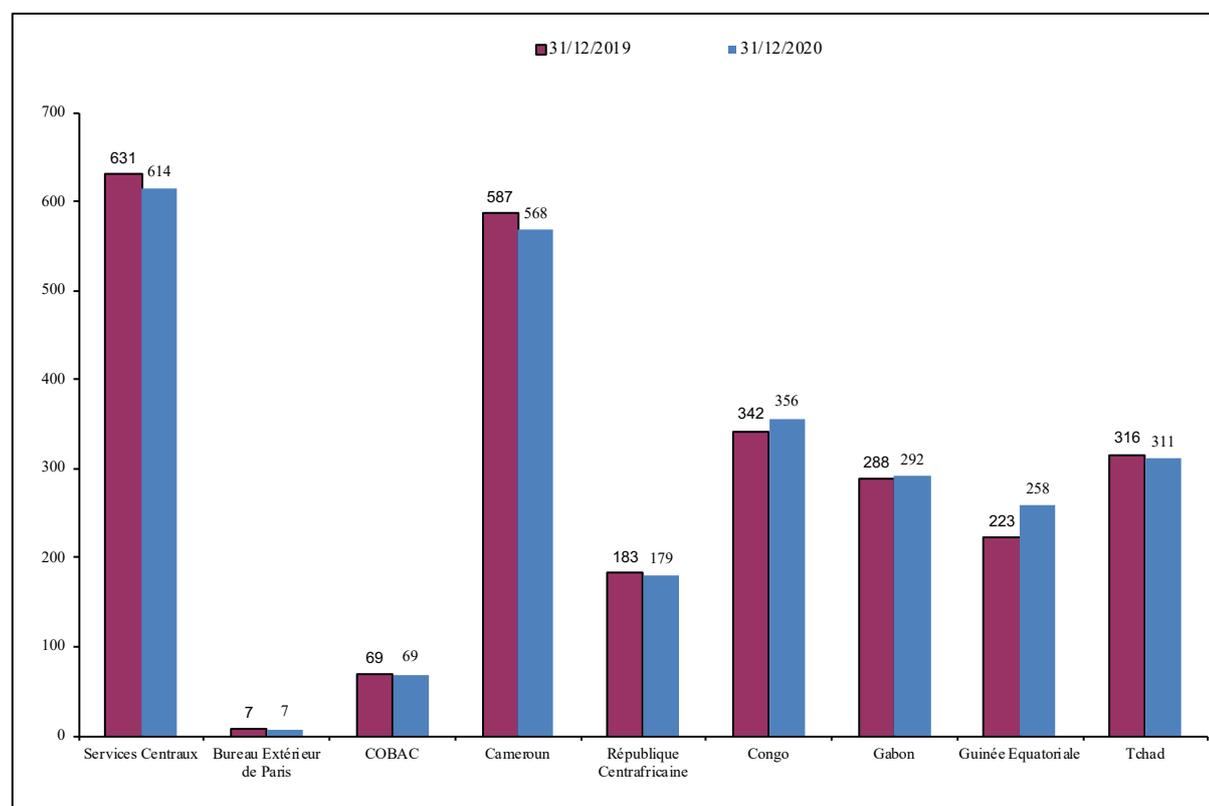
* Suivant la Lettre circulaire N°015/GR/2020 du 03 Novembre 2020, le Taux de couverture est désormais calculé uniquement pour la CEMAC

B29. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE

Pays ou Centre	Effectifs en nombre		Accroissement		Répartition des effectifs au 31/12/2020		
	31/12/2019	31/12/2020	En nombre	En %	En %	Dont cadres supérieurs	
						En nombre	En %
Services Centraux	631	614	- 17	- 2,7	23,1	165	6,2
Bureau Extérieur de Paris	7	7	0	0,0	0,3	2	0,1
COBAC	69	69	0	0,0	2,6	44	1,7
Cameroun	587	568	- 19	- 3,2	21,4	33	1,2
République Centrafricaine	183	179	- 4	- 2,2	6,7	18	0,7
Congo	342	356	14	4,1	13,4	28	1,1
Gabon	288	292	4	1,4	11,0	25	0,9
Guinée Equatoriale	223	258	35	15,7	9,7	24	0,9
Tchad	316	311	- 5	- 1,6	11,7	23	0,9
Total	2 646	2 654	8	0,3	100	362	13,6

Source : BEAC

STRUCTURE DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE



Directeur de la publication :	EBE MOLINA Ivan BACALE Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales de la BEAC
Rédacteur en Chef :	ABDOULAYE HAMADOU Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques de la BEAC
Rédacteur en Chef Adjoint :	Georges DIFFO NIGTIOPOP Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques de la BEAC
Conception et impression :	Imprimerie - BEAC